

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2013/27076]

20 SEPTEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Région wallonne et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne. — Addendum

Rapport au Gouvernement

INTRODUCTION

Le présent arrêté met en œuvre la note-cadre relative au régime de mandats dans la Fonction publique et dans les organismes d'intérêt public de la Région wallonne et de la Communauté française, approuvée par le Gouvernement le 24 mars 2010. Dans le cadre de la réforme du régime des mandats dont les principes sont définis par la note précitée, une Ecole d'Administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne a été créée. Elle est chargée, notamment, de l'organisation de la formation devant mener à l'obtention du certificat de management public. Dans le régime prévu par le présent arrêté, seuls les titulaires du certificat de management public et les personnes y assimilées auront la possibilité d'être désignés pour occuper les emplois attribués par mandats.

L'Ecole d'Administration publique commune à la Région wallonne et à la Communauté française a été créée par un accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne « créant une Ecole d'Administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne », conclu le 10 novembre 2011.

La déclaration de politique régionale 2009-2014 prévoit, pour ce qui concerne le régime de mandat pour les fonctionnaires généraux, ce qui suit :

« Garante de la qualité du service au public, l'Administration doit être impartiale.

L'introduction du régime des mandats pour les fonctionnaires dirigeants permet, en s'appuyant sur des plans de personnel adaptés, de faciliter cette évolution. Ils devront en particulier veiller à affecter le personnel en fonction des besoins des services qu'ils ont à gérer, en favorisant la mobilité interne.

Dans cet esprit, le Gouvernement veillera à évaluer les procédures de recrutement et d'engagement dans la Fonction publique (Service public de Wallonie, organismes d'intérêt public soumis ou non au statut), le régime de mandats et son périmètre d'application, l'opportunité d'organiser des brevets et l'articulation de l'action des mandataires avec celle des autres fonctionnaires et en particulier les directeurs. Les lettres de missions et les plans opérationnels seront adaptés aux objectifs de la présente déclaration de politique régionale.

Par ailleurs, le Gouvernement s'engage à renforcer les incompatibilités entre la haute Fonction publique et l'exercice d'un mandat exécutif local. ».

Les modifications apportées par le présent arrêté au régime des mandats fixé dans le Code de la Fonction publique, sont le résultat de l'évaluation des dispositions actuelles du Code à la lumière des options définies dans la déclaration de politique régionale. Les principaux points de la réforme sont les suivants.

Les conditions d'accès à l'exercice d'un mandat sont modifiées. Il est prévu que nul ne peut déposer sa candidature à l'exercice d'un emploi attribué par mandat s'il n'est membre du pool de candidats à l'exercice d'un mandat. Ce pool est composé des titulaires du certificat de management public, et des personnes y assimilées.

D'autre part, le nouveau régime prévu par le présent arrêté établit une articulation entre la durée du mandat et celle de la législature. Il est prévu que les mandataires soient désignés au début de chaque législature, pour une période qui se termine le 31 décembre qui suit la date de prestation de serment du Gouvernement de la législature suivante.

Les règles relatives à l'évaluation des mandataires sont également modifiées. Le présent arrêté prévoit que l'évaluation intervient plus tôt en cours de mandat, soit au cours d'une période de 9 à 15 mois après la désignation du mandataire, ce au choix du ou des ministres compétents.

Il est prévu enfin une plus grande responsabilisation des mandataires, traduite par la possibilité prévue pour ceux-ci, sans entamer la responsabilité ministérielle, d'être auditionnés devant le Parlement aux côtés du Ministre, moyennant l'accord de ce dernier, sur des questions pour lesquelles l'Administration dispose d'une délégation ou qui relèvent de la stricte organisation interne des services.

De manière générale, il faut souligner l'option qui a été prise d'harmoniser le régime de mandat dans la haute fonction publique applicable à la Communauté française et à la Région wallonne.

CHAPITRE I^{er}. — *Du régime des mandats*

Article 1^{er}. Le présent arrêté remplace le titre II du Code de la Fonction publique par les dispositions qui suivent :

TITRE II. — *Le régime du mandat*CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et conditions d'accès*

Art. 339. Le champ d'application du régime de mandat prévu par le présent arrêté est sensiblement le même que celui fixé dans les dispositions précédentes du Code de la Fonction publique.

Il a toutefois été élargi à certains des emplois d'inspecteur général, de rang A3, au sein des Services du Gouvernement. Les emplois de rang A3 qui ne seront pas soumis au régime de mandat que le présent arrêté institue correspondent au grade d'inspecteur général expert. Le cadre du personnel identifiera clairement ces emplois. Il sera tenu compte, à cette fin, du caractère opérationnel du Département, du nombre de personnes le constituant et du budget géré.

Art. 340 - 341. Les conditions d'accès qui doivent être remplies par le candidat à un emploi sont définies par les nouveaux articles 340 et 341 du Code de la Fonction publique.

Les conditions définies par le nouvel article 341 doivent être remplies au moment de la désignation du mandataire.

Le nouvel article 340 du Code de la Fonction publique prévoit une autre condition d'accès, qui est nouvelle par rapport au régime défini par les dispositions précédentes du Code de la Fonction publique. Un candidat à l'exercice d'un mandat doit, au plus tard à l'échéance du délai prévu pour le dépôt des candidatures, être membre du pool de candidats prévu par le nouvel article 341/8 du Code de la Fonction publique. Le pool de candidats à l'exercice d'un mandat est composé des titulaires du certificat de management public, des mandataires en fonction au sein des services du Gouvernement et des organismes publics visés à l'article 1^{er} du Code de la Fonction publique, le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, ou pour lesquels l'emploi a été déclaré vacant et la procédure de recrutement lancée au jour de cette entrée en vigueur, qui auront fait l'objet d'une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 10, alinéa 1^{er}, du même arrêté, des membres du pool de candidats similaire existant au niveau de la Communauté française, des mandataires en fonction au sein de Wallonie-Bruxelles International le jour

de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International ou pour lesquels l'emploi a été déclaré vacant et la procédure de recrutement lancée au jour de cette entrée en vigueur et qui ont reçu une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée par le Gouvernement désigné à la suite de l'installation du Parlement. Il sera également composé du mandataire en fonction au sein de l'Ecole d'Administration publique le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne ayant fait l'objet d'une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 10, alinéa 1^{er}, du même arrêté. Il sera encore composé de l'administrateur général adjoint du Forem ayant été évalué « très favorable » ou « favorable » au terme de la même procédure. Il sera enfin composé de l'administrateur général adjoint de Wallonie Bruxelles-International ayant été évalué « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée par le Gouvernement désigné à la suite de l'installation du Parlement.

La détention du certificat de management public, en ce qu'elle conditionne, sauf pour les mandataires visés au nouvel article 341/8, alinéa 3, 2^o et 4^o à 5^o, du Code de la Fonction publique, l'appartenance au pool des candidats dont question aux nouveaux articles 340 et 341/8 du Code de la Fonction publique, constitue elle aussi une condition à l'exercice d'une fonction de mandataire.

CHAPITRE II. — *Champ d'application et conditions d'accès*

Section 1^{re}. — Certificat de management public

Art. 341/1. Le certificat de management public est délivré par l'Ecole d'Administration publique commune à la Région wallonne et à la Communauté française, après la réussite de l'examen organisé à l'issue de la formation dispensée à cet effet.

Cette Ecole est un organisme d'intérêt public, doté de la personnalité juridique et classé parmi les organismes de la catégorie B au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. Sa création est le fait d'un accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne « créant une Ecole d'Administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne ».

Les dispositions communes entre la Communauté française et la Région wallonne sur ce certificat sont reprises dans un accord de coopération entre les deux entités.

La formation consiste en un certificat interuniversitaire d'Executive master en management public ou en un certificat interuniversitaire en management public visés à l'article 6, § 1^{er}, 6^o, du décret de la Communauté française du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités, ci-après dénommés : « le certificat interuniversitaire ». Le certificat interuniversitaire est conféré par les universités de la Communauté française.

Le certificat interuniversitaire est un certificat universitaire qui, sans conférer de grade académique, atteste la réussite de la formation.

Le certificat de management public est organisé par cycles. Un cycle désigne l'ensemble constitué par :

- le concours d'accès à la formation organisé pour sélectionner les candidats à l'obtention du certificat de management public;
- les cours, études de cas, travaux pratiques, séminaires, mémoire et examens qui mènent à la délivrance du certificat interuniversitaire;
- l'examen devant un jury indépendant réservé aux lauréats du concours d'accès à la formation qui détiennent le certificat interuniversitaire.

Dans le respect des dispositions régissant l'organisation des universités, celles-ci désignent les enseignants dont le profil a préalablement été arrêté par l'Ecole d'Administration publique.

Le programme de la formation est pluridisciplinaire et de haut niveau. Il vise à développer les aptitudes en management public et à doter les candidats des compétences requises pour l'exercice d'un mandat. Il comporte des aspects essentiellement pratiques et s'appuie sur une pédagogie interactive favorisant l'implication personnelle des participants. Il comprend des études de cas et des analyses de dossiers fondés sur la réalité administrative.

Le programme de la formation est proposé par l'Ecole d'Administration publique au Gouvernement qui le fixe définitivement. Le processus d'adoption du programme par le Gouvernement se déroule parallèlement au processus d'adoption du programme par les autorités académiques.

Le programme comprend deux cent quarante heures de cours au moins.

Le programme de la formation comprend des cours pratiques consistant en l'analyse et l'expérimentation de cas vécus.

Le programme de la formation porte au moins sur les matières suivantes :

- éthique et valeurs du service public;
- gestion stratégique de l'organisation;
- gestion de la qualité, du changement, de la créativité et de l'innovation;
- gestion des ressources humaines;
- dialogue et relations sociales;
- communication;
- politique européenne;
- modernisation de l'administration;
- management et leadership;
- économie politique;
- finances publiques, fiscalité et comptabilité publique;
- marchés publics.

Le programme du certificat interuniversitaire comprend la réalisation par chaque candidat d'un mémoire écrit. Ce mémoire consiste en une étude approfondie d'un cas pratique transversal. Ce cas est préalablement approuvé conjointement par l'Ecole et les universités.

Les heures consacrées au mémoire ne sont pas comprises dans les deux cent quarante heures.

Art. 341/2. Des critères d'accès à la formation sont fixés par le nouvel article 341/2 du Code de la Fonction publique. Les candidatures déposées en vue de suivre la formation devant mener à la délivrance du certificat en management public ne seront recevables que dans le chef des personnes qui répondent aux conditions suivantes :

1° être titulaire d'un diplôme donnant accès au niveau A, ou être lauréat d'un concours d'accès au niveau A ou à un niveau équivalent ou être porteur d'un certificat de compétences acquises hors diplôme donnant accès au niveau A, ce certificat étant délivré ou reconnu par l'Ecole d'Administration publique ou par un autre organe désigné par le Code de la Fonction publique;

2° pouvoir se prévaloir d'une expérience professionnelle d'au moins 8 ans dans une fonction de niveau 1 ou une fonction équivalente, dont 2 ans d'expérience de gestion d'équipe ou de projets.

En réponse à l'avis du Conseil d'Etat, les dispositions de l'arrêté royal principes généraux relatives au certificat de compétence acquise ont été inscrites dans l'arrêté comme seules dérogations possibles à la condition de diplôme.

Art. 341/3 - 341/4. Ces dispositions sont relatives aux dépôts des candidatures et à la sélection des candidats en vue de la participation aux cycles organisés par l'Ecole d'Administration publique.

Le certificat en management public est organisé par cycles (nouvel article 341/1, § 4). En tant qu'elle conditionne la délivrance du certificat en management public, la formation est accessible à un nombre limité de participants. Pour chaque cycle, ce nombre est fixé par le Gouvernement après avis de l'Ecole.

Si le nombre de candidats excède le nombre de places disponibles, les candidats présentent un concours consistant en une analyse critique par écrit de situations pratiques. Cette épreuve ne consiste pas en un test de type bac à courrier.

Les épreuves peuvent faire appel à l'utilisation de moyens informatiques ou multimédia. Leur correction peut être automatisée.

Un projet de programme du concours est élaboré par l'Ecole et validé par le SELOR. Le programme du concours est ensuite approuvé par le Gouvernement.

Le programme de concours comprend notamment le type d'épreuves qui seront organisées.

Sont admis à participer à la formation les candidats classés en ordre utile au regard du nombre de participants aux cycles fixés par le Gouvernement.

Art. 341/5. Le nouvel article 341/5 du Code de la Fonction publique prévoit que tout candidat admis à participer au certificat interuniversitaire peut solliciter une dispense pour un ou plusieurs cours et les évaluations correspondantes à ces cours, en ce compris si ces évaluations sont organisées sous forme d'épreuve intégrant plusieurs cours ou matières.

Art. 341/7. Après avoir obtenu le certificat interuniversitaire, le participant lauréat du concours visé à l'article 341/4, présente une épreuve orale.

Cette épreuve permet aux participants de démontrer qu'ils ont intégré dans des compétences managériales les apports de la formation.

Le jury présidant à l'examen organisé à l'issue du cycle de formation est composé par le Sélor, en tenant compte des indications du nouvel article 341/7 du Code de la Fonction publique, et présidé par l'administrateur délégué du SELOR, ou son délégué.

Le présent arrêté prévoit ainsi l'intervention du SELOR, d'une part, au niveau du concours d'accès et de l'établissement du classement du candidat, en vue de la désignation des participants au certificat interuniversitaire qui souhaitent obtenir le certificat en management public et, d'autre part, au niveau de l'examen organisé à l'issue de la formation, au moment de la délivrance des certificats de management public dont les détenteurs seront, à ce titre, candidats à l'exercice des fonctions octroyées par mandat. L'intervention du SELOR est, à ce double niveau, prévue d'une manière comparable à celle qui est fixée par l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandat pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII, ou encore à celle fixée par les articles 344 et 345 du

Code de la Fonction publique wallonne. Dans la configuration ainsi prévue, il faut considérer que le SELOR joue, dans la sélection et le recrutement des mandataires visés par le présent arrêté, un rôle déterminant de manière telle que le système mis en place par le présent arrêté répond à l'exigence posée par l'article 87, § 2, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980. On souligne à cet égard que les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006, ou du Code de la Fonction publique wallonne, qui viennent d'être citées, ont précisément été rédigées pour tenir compte des arrêts du Conseil d'Etat n° 142.684 du 25 mars 2005, Degueldre, et n° 185.257 du 9 juillet 2009, Amrani qui avaient procédé à l'annulation des dispositions dont l'objet était d'organiser selon des formalités différentes de celles prévues par le présent arrêté, la procédure de sélection et de recrutement des mandataires, au motif que le SELOR n'y jouait aucun rôle déterminant.

Section 2. — Pool des candidats à l'exercice d'un mandat

Art. 341/8. Comme cela a déjà été souligné ci-dessus, le présent arrêté prévoit la constitution d'un pool de candidats à l'exercice d'un mandat. L'appartenance à ce pool est une condition pour pouvoir déposer sa candidature à un emploi à pourvoir par mandat.

Deux catégories de personnes sont susceptibles d'appartenir à ce pool de candidats.

Il y va, tout d'abord, des titulaires du certificat de management public.

Il s'agit ensuite des mandataires en fonction au sein des services du Gouvernement et des organismes d'intérêt public visés à l'article 1^{er} du Code de la Fonction publique lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté ou pour lesquels l'emploi a été déclaré vacant et la procédure de recrutement lancée au jour de cette entrée en vigueur, qui auront fait l'objet d'une mention très favorable ou favorable lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 10, alinéa 1^{er}, du présent arrêté. Les termes « mandataires en fonction » désignent uniquement les mandataires désignés par le Gouvernement dans un mandat. Ils ne visent pas les personnes exerçant les fonctions attachées à un emploi soumis à mandat par le biais de l'attribution de fonctions supérieures. Il y va encore des membres du pool de candidats constitué au niveau de la Communauté française. Il y va ensuite des mandataires en fonction au sein de Wallonie-Bruxelles International lors de l'entrée en vigueur des arrêtés du Gouvernement wallon et du Gouvernement de la Communauté française réformant le régime des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International ou pour lesquels l'emploi a été déclaré vacant et la procédure de recrutement lancée au jour de cette entrée en vigueur qui auront fait l'objet d'une mention très favorable ou favorable lors de l'évaluation réalisée par le Gouvernement désigné à la suite de l'installation du Parlement. Il y va enfin du mandataire de l'Ecole d'Administration publique en fonction lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui a obtenu une évaluation « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée en application de son article 10. Il sera encore composé de l'administrateur général adjoint du

FOREm ayant été évalué « très favorable » ou « favorable » au terme de la même procédure. Il sera enfin composé de l'administrateur général adjoint de Wallonie Bruxelles-International ayant été évalué « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée par le Gouvernement désigné à la suite de l'installation du Parlement.

Aucun classement ni aucun ordre de préférence n'est établi parmi les membres du pool. Le pool de candidats constitue en quelque sorte une réserve de recrutement pour la nomination aux emplois qui doivent être pourvus par mandat. Pour pouvoir être désigné mandataire, le membre du pool doit nécessairement déposer sa candidature à la suite de la déclaration de vacance d'un emploi.

La liste des membres du pool des candidats, par ordre alphabétique, est tenue par l'Ecole d'Administration publique. Les membres du pool ont l'obligation de notifier à celle-ci, par écrit, toute modification de leurs coordonnées, y compris leur adresse de courrier électronique. Ce dernier point est d'importance dans la mesure où le nouvel article 343 du Code de la Fonction publique prévoit qu'après la déclaration de vacance d'un emploi à pourvoir par mandat, l'appel aux candidatures est lancé par la voie d'une publication au *Moniteur belge* et par courrier électronique adressé à chaque membre du pool de candidats, selon les données communiquées par ceux-ci à l'Ecole.

Section 3. — Déclarations de vacance et lettres de mission

Art. 342. Un emploi ne peut être attribué par mandat que pour autant qu'il ait été déclaré vacant par le Gouvernement. Dès lors que le présent arrêté organise une articulation entre la durée du mandat et celle de la législature, il est prévu que la déclaration de vacance doit intervenir au plus tard 6 semaines après la prestation de serment des membres du Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement en raison d'élections.

Le Gouvernement doit établir pour chaque emploi à pourvoir par mandat, au moment où il déclare sa vacance, une lettre de mission. Comme précédemment, cette lettre de mission est un élément important du régime des mandats, parce qu'elle comporte notamment la description de la fonction à pourvoir, la définition des missions de gestion qui incombent au mandataire, les objectifs qu'il doit atteindre et les moyens mis à sa disposition.

La description de fonction porte sur le contenu de celle-ci, et consiste en une description des tâches à accomplir compte tenu de l'environnement institutionnel et administratif de l'emploi en cause. Le profil de compétence de la fonction à pourvoir consiste quant à lui en une description des aptitudes et connaissances qui doivent être possédées pour pouvoir exercer la fonction et répondre aux exigences de celle-ci.

Il est prévu que les objectifs de gestion stratégiques et les objectifs opérationnels à atteindre par le mandataire doivent être définis sur la base de la déclaration de politique régionale. Le cas échéant, et comme le suggère le nouvel article 347 du Code de la Fonction publique, la lettre de mission peut être modifiée en cours de mandat.

Art. 343. L'appel aux candidatures se fait par la voie de la publication au *Moniteur belge*, par l'envoi d'un courrier électronique à l'ensemble des membres du pool de candidats, en tenant compte des coordonnées communiquées par ceux-ci à l'Ecole d'Administration publique. L'acte de candidature doit comprendre un *curriculum vitae* comprenant un exposé des titres et mérites du candidat, établi sur la base du modèle défini par le Gouvernement, et une lettre de motivation pour chaque emploi postulé, contenant notamment la description de la vision stratégique du candidat et l'exposé de la manière selon laquelle celui-ci envisage d'exercer le mandat.

Durant une période de 9 mois après la prestation de serment des membres du Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement, chaque membre du pool de candidats peut déposer sa candidature à maximum 4 emplois à pourvoir par mandat en Communauté française, et à maximum 4 emplois à pourvoir par mandat en Région wallonne, en ce compris les deux emplois soumis à mandat au sein de Wallonie-Bruxelles International et l'emploi soumis à mandat au sein de l'Ecole d'Administration publique.

Section 4. — Désignation

Art. 344. C'est le Gouvernement qui désigne les mandataires, au plus tard 3 mois après la déclaration de vacance des emplois à pourvoir. Lorsque la déclaration de vacance a lieu à un autre moment que celui prévu par le nouvel article 342, § 1^{er}, les mandataires sont désignés dans un délai de trois mois à compter du dépôt des candidatures.

La désignation d'un mandataire est une nomination à titre temporaire.

Avant de procéder à la désignation, le Gouvernement examine les dossiers déposés par les candidats, et procède à la comparaison de ceux-ci en ayant égard aux titres et mérites et au contenu de la lettre de motivation de chaque candidat, ce au regard de la lettre de mission relative à l'emploi à pourvoir.

Sur cette base, le Gouvernement nomme le candidat qu'il estime le plus apte à exercer la fonction, en toute confiance.

Art. 345. En cas de démission du Gouvernement en application de l'article 71 (adoption par le Parlement d'une motion de méfiance) ou de l'article 72 (rejet par le Parlement d'une motion de confiance) de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, le nouveau Gouvernement a la possibilité de déclarer vacants les emplois attribués par mandat. Dans ce cas, des règles de délai particulières sont prévues, s'agissant de la procédure de désignation.

Section 5. — Plan opérationnel

Art. 346. Le mandataire doit élaborer, dans les trois mois de son entrée en fonction, un projet de plan opérationnel qui expose la manière dont le mandataire va mettre en œuvre la lettre de mission, et plus particulièrement les prestations concrètes visant à réaliser les missions de gestion résultant des objectifs de gestion stratégique et des objectifs opérationnels définis.

Le projet de plan opérationnel est soumis à l'approbation du Gouvernement. Le plan opérationnel est établi sur la base d'un modèle adopté par le Gouvernement, sur proposition du Collège des fonctionnaires généraux dirigeants.

L'inspecteur général mandataire de rang A3 établit quant à lui un projet de contrat d'objectifs.

Art. 347. Le plan opérationnel peut être revu lorsque des éléments de la lettre de mission sont modifiés en cours de mandat. Le plan opérationnel peut également être modifié à la demande du Gouvernement, à la suite de l'évaluation du mandataire, à la demande du mandataire, lorsque les moyens budgétaires et les ressources humaines attribuées ou d'autres éléments substantiels de la lettre de mission sont modifiés de manière significative.

CHAPITRE III. — Durée du mandat

Art. 348. Le présent arrêté prévoit de faire correspondre la durée du mandat et celle de la législature. Les mandataires sont désignés au plus tard le 31 décembre de l'année au cours de laquelle intervient la prestation de serment des membres d'un nouveau Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement. Les mandats ainsi attribués viennent à échéance de plein droit après la fin de la législature ainsi visée, et plus précisément le 31 décembre de l'année au cours de laquelle intervient la prestation de serment des membres d'un nouveau Gouvernement faisant directement suite au renouvellement suivant du Parlement.

La date d'échéance du mandat ainsi prévu est d'application dans tous les cas, même lorsque le mandataire n'a pas été désigné au début de la législature précédente, mais après le 31 décembre de l'année au cours de laquelle était intervenue la prestation de serment des membres du Gouvernement ayant directement suivi les élections par lesquelles la précédente législature avait été initiée.

En vertu de cette disposition, les mandats pour lesquels les désignations sont intervenues en application du régime en vigueur au moment de l'adoption du présent arrêté viendront à échéance le 31 décembre 2014. Le présent article s'applique sans préjudice des règles relatives à la mise à la retraite d'office en raison de l'âge.

Art. 349. L'arrêté prévoit, comme le prévoyaient les dispositions précédentes du Code de la Fonction publique, les circonstances dans lesquelles le mandat prend fin de façon anticipée. Le nouveau mandataire doit être désigné après qu'il a été mis fin de manière anticipée au mandat de son prédécesseur. Le Gouvernement a la possibilité soit de choisir parmi les autres candidats qui s'étaient déclarés lors du précédent appel à candidatures, soit de lancer un nouvel appel à candidatures.

Art. 350. Lorsqu'un mandataire est absent depuis plus de deux mois, ou que l'on peut prévoir qu'il le sera pour une durée d'au moins deux mois, le Gouvernement peut désigner un agent du même cadre pour exercer les fonctions supérieures et ce, pour une période maximale de 12 mois. La désignation peut également intervenir à la fin du mandat, dans l'attente de la désignation du nouveau mandataire. Il n'est donc pas prévu que le mandataire dont le mandat arrive à échéance continue automatiquement à exercer celui-ci, jusqu'à la désignation de son successeur.

CHAPITRE IV. — *Situation administrative et pécuniaire*

Section 1^{re}. — De l'exercice du mandat

Art. 351. Selon une conception devenue classique, le mandat s'exerce dans le cadre d'une relation statutaire temporaire.

Art. 352. Comme précédemment, des incompatibilités sont prévues entre une série de situations et l'exercice d'un mandat.

Art. 353. Lorsque le mandataire provient d'une administration de la Région wallonne, il bénéficie, s'il est nommé à titre définitif, d'un congé pour mission d'intérêt général pour son emploi initial, pour la durée du mandat. S'il est engagé par contrat de travail, le contrat est, pour la durée du mandat et avec l'accord du mandataire, suspendu.

Art. 354. Tout mandataire est soumis à l'obligation de formation continue. Les formations qui doivent être ainsi suivies sont à choisir parmi l'offre proposée par l'École d'Administration publique. En cas de non-respect de cette obligation de formation continue, le paiement de la prime prévue par le nouvel article 355 du Code de la Fonction publique est suspendu jusqu'à ce que la situation du mandataire concerné, relative à son obligation de formation, soit régularisée.

Art. 354/1. Dans une optique de responsabilisation des mandataires, le présent arrêté prévoit que ceux qui sont titulaires d'un emploi de rang A1 et A2 peuvent être auditionnés devant le Parlement wallon, aux côtés du Ministre compétent et moyennant l'accord de ce dernier, sur les questions pour lesquelles l'administration dispose d'une délégation ou qui relèvent de la stricte organisation interne des services.

CHAPITRE V. — *Evaluation*

Art. 356. L'évaluation du mandataire a lieu au début de l'exercice du mandat. Cette évaluation débute à un moment déterminé par le ou les Ministre(s) fonctionnel(s) entre la fin du 9^e mois et la fin du 15^e mois qui suit l'entrée en fonction du mandataire. L'évaluation porte alors sur la façon dont le mandataire s'est acquitté des missions de gestion reprises dans sa lettre de mission depuis le début de son mandat.

Cette évaluation, visée au § 1^{er}, est d'application lors du premier mandat, mais également lorsqu'un mandataire, qui a déjà effectué un premier mandat, est reconduit dans un nouveau mandat.

Le ou les Ministre(s) fonctionnel(s) peuvent décider qu'une évaluation supplémentaire doit être effectuée en cours de mandat. Dans ce cas, l'évaluation porte sur le niveau de réalisation des objectifs et sur les prestations concrètes résultant des objectifs stratégiques et opérationnels qui répondent à la lettre de mission et au plan opérationnel.

Le délai de 2 ans, mentionné au § 2 de cette disposition, se calcule en cas de reconduction du mandataire, à partir du début du nouveau mandat.

Art. 357. L'évaluation peut faire l'objet d'une des mentions suivantes : favorable, réservé et défavorable.

Les critères présidant à l'octroi de telle ou telle de ces mentions diffèrent selon que l'évaluation intervient au cours de la première année du mandat, en application du nouvel article 356, § 1^{er}, du Code de la Fonction publique, ou lorsqu'il s'agit d'une évaluation supplémentaire, effectuée sur la base du nouvel article 356, § 2, du même Code.

S'agissant de l'évaluation réalisée en application de l'article 356, § 1^{er}, il est précisé que la mention « réservé » est attribuée lorsque les missions de gestion reprises dans la lettre de mission ne sont accomplies que trop partiellement, ou que le mandataire n'a démontré des qualités managériales que trop partiellement satisfaisantes, alors que la mention « défavorable » est attribuée lorsque les missions de gestion reprises dans la lettre de mission ne sont accomplies qu'insuffisamment, ou que le mandataire n'a démontré des qualités managériales qu'insuffisamment.

Il existe une gradation entre les deux hypothèses visées par le § 1^{er}, 2^o, (« qualités managériales que trop partiellement satisfaisantes ») et au § 1^{er}, 3^o, (qualités managériales qui ne sont démontrées « qu'insuffisamment »), la première correspondant à une appréciation positive tout en étant contrastée, la seconde correspondant à une appréciation négative ou insuffisante.

Art. 358. Le mandataire auquel est attribuée une évaluation favorable poursuit l'exercice de son mandat.

En cas d'attribution d'une évaluation réservée, une nouvelle évaluation est réalisée au terme d'un délai d'un an. En cas d'attribution de deux évaluations réservées consécutives, il est mis fin au mandat de manière anticipée. En cas d'attribution d'une évaluation défavorable, il est mis fin au mandat de manière anticipée.

Art. 359. Lorsque le mandataire se voit attribuer, à l'occasion de sa dernière évaluation, la mention réservée, il n'est pas recevable à poser sa candidature au même mandat ou à un mandat de rang supérieur pour une durée de 5 ans à compter de la fin de son mandat.

Lorsqu'un mandataire se voit attribuer, à l'occasion d'une évaluation, une mention défavorable, ce qui a pour conséquence de mettre fin au mandat, il n'est pas recevable à déposer sa candidature à un nouveau mandat pour une durée de 5 ans à compter de la fin de son mandat.

Art. 360. Le § 2 concerne non seulement l'hypothèse où le mandat est conduit jusqu'à son terme, mais également celle envisagée notamment par l'article 345 où il est mis fin au mandat après la démission du Gouvernement et l'installation en conséquence d'un nouveau Gouvernement.

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives*

Art. 2, 3, 4, 5 et 9. Le présent arrêté modifie plusieurs dispositions actuelles du Code de la Fonction publique afin de tenir compte de la distinction nouvelle entre le régime applicable aux inspecteurs généraux soumis au régime des mandats et celui applicable aux inspecteurs généraux experts.

L'article 3 de l'arrêté modifie l'article 10 du Code de la Fonction publique wallonne, et prévoit que chaque Département est dirigé soit par un inspecteur général, soit un inspecteur général expert.

Le grade d'inspecteur général est attaché à des emplois conférés par mandat, ce qui n'est pas le cas du grade d'inspecteur général expert.

Le principe est que le régime de mandat sera applicable à tous les emplois d'inspecteur général, de rang A3. Il y aura cependant certaines exceptions.

Pour la répartition des emplois d'inspecteur général dans une catégorie ou dans l'autre, il sera tenu compte des principes suivants : les Départements qui se caractérisent par le caractère peu opérationnel de leurs missions, par le nombre peu élevé de membres du personnel qui y sont affectés et par la faible importance de leur budget, sont placés sous l'autorité d'un inspecteur général expert.

L'article 6 modifie l'article 362 du Code de la Fonction publique et indique les modes successifs de pourvoir à la vacance d'un emploi de rang A3 non soumis au régime des mandats. Par les mots « agent soumis au présent arrêté et n'appartenant pas au cadre prévoyant l'emploi déclaré vacant » figurant au 3° de l'alinéa 1^{er} de cet article 362, il est fait référence aux agents occupant des emplois repris aux cadres des organismes d'intérêt public soumis au Code de la Fonction publique wallonne.

Art. 7, 8 et 9. Ces dispositions modifient la composition de la Commission de sélection chargée de mener les procédures de sélection des fonctionnaires généraux non soumis au régime des mandats, ainsi que la procédure de sélection.

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 10. Au titre de régime transitoire, il est prévu qu'en 2014, les mandataires en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté seront évalués par le nouveau Gouvernement installé à la suite du renouvellement du Parlement.

Les termes « mandataires en fonction » désignent uniquement les mandataires désignés par le Gouvernement dans un mandat. Ils ne visent pas les personnes exerçant les fonctions attachées à un emploi soumis à mandat par le biais de l'attribution de fonctions supérieures.

Les inspecteurs généraux dont l'emploi est soumis à mandat, qui auront obtenu le certificat de management public et en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté seront évalués, en 2015 quant à eux, par le nouveau Gouvernement installé à la suite du renouvellement du Parlement.

Cette évaluation sera réalisée selon des modalités particulières, définies à l'article 10, § 1^{er}, du présent arrêté.

Le mandataire auquel est attribuée, en application du § 1^{er}, une évaluation très favorable est automatiquement versé dans le pool des candidats visé au nouvel article 341/8 du Code de la Fonction publique. Il est, à sa demande, automatiquement reconduit dans son mandat. Au terme de ce nouveau mandat, il est nommé définitivement à un grade de rang immédiatement inférieur à celui de la fonction qu'il exerçait dans le cadre de ce mandat, pour autant qu'il ne bénéficiait pas d'une nomination à un grade de rang supérieur préalablement à sa désignation comme mandataire.

Cette disposition a toutefois été limitée aux mandataires qui disposent d'une expérience professionnelle de 20 ans dans le secteur privé ou public, la possibilité pour ces derniers de se repositionner de façon favorable sur le marché de l'emploi comportant un plus grand aléa à ce stade de développement de leur carrière. S'il ne bénéficie pas des années d'expérience requises et qu'il n'est ni agent des services du Gouvernement ou d'un organisme ni bénéficiaire d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi, le mandataire bénéficie des avantages prévus à l'article 360, § 2.

Le mandataire auquel est attribuée, en application du § 1^{er}, une évaluation favorable est automatiquement versé dans le pool des candidats visé au nouvel article 341/8 du Code de la Fonction publique. Il peut, à l'occasion de la première application du présent arrêté, poser sa candidature à tout emploi à pourvoir par mandat déclaré vacant. Au terme de ce nouveau mandat, s'il dispose d'une expérience professionnelle de 20 ans, il est nommé définitivement à un grade de rang immédiatement inférieur à celui de la fonction exercée dans le cadre de ce mandat, pour autant qu'il ne bénéficiait pas d'une nomination à un grade de rang supérieur préalablement à sa désignation comme mandataire. Si après avoir déposé sa candidature, à l'occasion de la première application du présent arrêté, il n'est pas désigné pour un nouveau mandat, et qu'il dispose d'une expérience professionnelle de 20 ans dans le secteur privé ou public, il est nommé définitivement à un grade de rang immédiatement inférieur à celui qu'il occupait lors de son dernier mandat, pour autant qu'il ne bénéficiait pas d'une nomination à un grade de rang supérieur préalablement à sa désignation comme mandataire. Il se voit confier une mission en rapport avec son rang par le Gouvernement.

Le maintien de la possibilité d'être nommé définitivement à un grade de rang identique s'explique de la même façon que pour les mandataires s'étant vu attribuer la mention d'évaluation « très favorable ».

S'il ne bénéficie pas des années d'expérience requises et qu'il n'est ni agent des services du Gouvernement ou d'un organisme ni bénéficiaire d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi, le mandataire bénéficie des avantages prévus à l'article 360, § 2.

Le mandataire auquel est attribuée, en application du § 1^{er}, une évaluation réservée ne peut, à l'occasion de la première application du présent arrêté, être désigné pour exercer par mandat l'emploi qu'il occupait jusqu'alors, ou un emploi de rang supérieur.

S'il n'est ni agent des services du Gouvernement ou d'un organisme ni bénéficiaire d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi, le mandataire bénéficie des avantages prévus à l'article 360, § 2.

Le mandataire ou inspecteur général auquel est attribuée, en application du § 1^{er}, une évaluation défavorable ne peut être désigné dans un emploi à pourvoir par mandat à l'occasion de la première application du présent arrêté ni exercer un tel emploi avant le 31 décembre 2019.

Art. 11. L'inspecteur général occupant un emploi soumis à mandat qui n'est pas désigné pour un mandat en 2015 est réaffecté dans un autre emploi de son grade ou chargé par le Gouvernement d'une mission en rapport avec son grade, ses qualifications et son expérience.

Art. 12. Cette disposition modalise la première application du présent arrêté.

Art. 13. Cette disposition règle l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Namur, le 20 septembre 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

AVIS 51.606/2/V DU 16 JUILLET 2012 DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Président et Ministre du Développement durable, de la Fonction publique, de l'Energie, du Logement et de la Recherche de la Région wallonne, le 27 juin 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon « réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Région wallonne et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne », a donné l'avis suivant :

Observation générale

1. Le Gouvernement wallon a déjà soumis au Conseil d'Etat un projet d'arrêté réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Région wallonne et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne', sur lequel un avis 50.047/2, joint en annexe au présent avis, a été donné le 11 avril 2012.

Cet avis a porté essentiellement, d'une part, sur la nécessité d'un accord de coopération complémentaire entre la Région wallonne et la Communauté française sur les dispositions relatives à l'Ecole d'administration publique commune à ces deux niveaux de pouvoir (1) et, d'autre part, sur la compatibilité du régime juridique des mandats envisagé par le projet avec les principes d'objectivité, d'égalité de traitement, d'interdiction de l'arbitraire, d'indépendance et d'impartialité en matière de recrutement dans la fonction publique, spécialement en ce qui concerne le niveau de la formation préalable en management public permettant la délivrance d'un certificat auquel est subordonné l'accès aux hautes fonctions concernées par le régime des mandats en projet (2).

Cet avis se conclut comme suit :

« 18. Il résulte de ce qui précède que d'importantes interrogations surgissent quant à l'effectivité du niveau de la formation menant à l'obtention du certificat de management public et à d'autres aspects touchant à l'accès à cette formation ou à son organisation.

Comme le haut niveau de la formation envisagée est l'un des éléments de base du projet et que seule la garantie de l'atteinte de pareil niveau rend admissible l'absence d'un classement des candidats à une désignation comme mandataires au sein du pool finalement constitué, le projet doit être revu afin de répondre à ces interrogations, en manière telle que le haut niveau souhaité soit susceptible d'être effectivement atteint.

19. Vu le caractère fondamental de ces observations quant au niveau de la formation et à d'autres aspects de celle-ci (3) et compte tenu également de la nécessité d'un accord de coopération complémentaire pour organiser la formation conjointe pour les mandataires de la Communauté française et de la Région wallonne (4), le projet ne sera pas examiné plus avant sur ses aspects plus particuliers.

Ceux-ci ne pourront être examinés que lorsqu'un nouveau projet sera soumis au Conseil d'Etat, qui fera suite au présent avis [...] ».

Le projet actuellement soumis au Conseil d'Etat tend à donner suite à cet avis.

Il est accompagné d'un accord de coopération conclu le 7 juin 2012 entre les Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française relatif au certificat de management public pour l'accès aux emplois soumis au régime des mandats au sein de la Communauté française et de la Région wallonne', qui fait suite également à l'avis 50.047/2 précité.

2. Les dispositions de cet accord de coopération reproduisent, en substance, les articles 341/1 à 341/8 du Code de la fonction publique wallonne en projet figurant dans le projet d'arrêté du Gouvernement wallon faisant l'objet du présent avis, ainsi que les articles 7 à 14 du projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII', sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis 51.619/2/V.

Lorsque des entités distinctes concluent un accord de coopération, c'est parce qu'il est nécessaire d'exercer certaines compétences en commun.

Il n'y a donc pas lieu de reproduire dans le projet soumis pour avis les dispositions figurant dans l'accord de coopération du 7 juin 2012, lequel s'appliquera directement dès son entrée en vigueur (5). Dans ce cas, il est contraire à l'idée même d'accord de coopération que chacune des entités qui y sont parties adopte ensuite unilatéralement un acte qui en reproduit le contenu.

Les articles 341/1 à 341/8 en projet du Code de la fonction publique wallonne doivent en conséquence être écartés du projet et la structure du titre II en projet, de même que la numérotation des articles maintenus et les renvois effectués à ces derniers, doivent être adaptés en conséquence. Les renvois effectués dans ces derniers articles vers les articles 341/1 à 348 en projet devront être également adaptés de manière à faire référence aux dispositions correspondantes de l'accord de coopération. L'articulation entre les dispositions en projet et l'accord de coopération devra également être assurée.

3. En tout état de cause, lorsque la section de législation du Conseil d'Etat a donné un avis, elle a épuisé sa compétence sur les dispositions examinées et il ne lui appartient dès lors pas de se prononcer à nouveau sur celles-ci, qu'elles demeurent inchangées ou qu'elles aient été revues pour tenir compte des observations faites dans le premier avis. Dans ce dernier cas, le Conseil d'Etat ne se prononce pas sur la question de savoir si ces observations ont ou non été correctement suivies.

L'avis 50.047/2 a essentiellement porté sur les dispositions du projet alors soumis au Conseil d'Etat qui correspondent actuellement à l'accord de coopération du 7 juin 2012 et aux articles 341/1 à 341/8 du Code de la fonction publique wallonne en projet dans le présent dossier. Cet accord de coopération et ces dispositions en projet font suite aux observations formulées dans l'avis 50.047/2 précité.

Il y a donc lieu de limiter le présent avis aux dispositions du projet qui, sans résulter des observations formulées dans l'avis 50.047/2 précité, sont nouvelles par rapport au projet ayant fait l'objet de ce dernier avis, ainsi qu'aux dispositions du projet à l'examen qui, tout en correspondant à celles soumises au Conseil d'Etat dans l'affaire 50.047/2, n'ont pas été examinées dans l'avis qui en est résulté.

Seuls les articles 339 à 341 et 342 à 360 en projet à l'article 1^{er} et les articles 2 à 14 du projet ont donc été examinés dans le présent avis.

Examen du projet

Préambule

Alinéas 1^{er} et 2

Aux alinéas 1^{er} et 2, le mot « notamment » sera chaque fois omis (6).

Alinéas 4 et 5

Les arrêtés cités aux alinéas 4 et 5 sont des arrêtés modificatifs de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, que l'arrêté en projet modifie. Les alinéas 4 et 5 seront dès lors omis.

Alinéa 6

A l'alinéa 6, au lieu d'écrire « Inspection des Finances », il convient d'écrire « Inspecteur des Finances ».

Alinéa 9

L'alinéa 9 sera rédigé comme suit :

« Vu le protocole n° 577 du Comité de secteur n° XVI, établi le 22 juin 2012 ».

Alinéa 11 nouveau (à ajouter)

Outre l'avis 50.047/2 du 11 avril 2012 précité, mentionné à l'alinéa 10, il y a lieu de mentionner dans un alinéa nouveau le présent avis comme suit :

« Vu l'avis 51.606/2/V du Conseil d'Etat, donné le 16 juillet 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ».

Alinéa 12 nouveau (à ajouter)

Compte tenu de ce que les articles 341/1 à 341/8 en projet doivent être omis, il serait judicieux de faire mention de l'accord de coopération du 7 juin 2012 dans un considérant.

Dispositif

Article 1^{er}

La phrase liminaire de l'article 1^{er} sera rédigée comme suit :

« Article 1^{er}. Dans le Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, le titre II, comportant les articles 339 à 360, remplacés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006 et modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est remplacé par ce qui suit : » (7).

Numérotation du chapitre premier en projet

Après l'intitulé « Titre II. - Le régime du mandat », au lieu d'écrire « Chapitre premier », il convient d'écrire « Chapitre I^{er} » (8).

Une observation analogue vaut pour la numérotation des premières sections, respectivement des chapitres II et IV du titre II du Code de la fonction publique wallonne en projet.

Article 341 en projet

1. Aux termes du paragraphe 1^{er}, 8°, il est prévu que le candidat à un mandat doit

« s'engager à ne pas demander, en application des articles 476 et 477, des dispenses de service ou des congés politiques facultatifs qui conduiraient, en les cumulant avec le congé politique d'office, à dépasser un total de quatre jours ouvrables d'absence par mois ».

Cette disposition revient à déroger, en ce qui concerne les titulaires de mandat, aux articles 476 et 477 du Code de la fonction publique wallonne.

Il n'est en principe pas adéquat qu'un dispositif de type statutaire comme celui ici envisagé (9) fasse dépendre l'application d'une des règles énoncées unilatéralement par l'autorité, qui s'applique de plein droit, d'un engagement préalable, pareille méthode relevant plutôt d'un régime de type contractuel.

Cette règle devrait figurer dans les parties de ce Code consacrées aux dispenses de service et aux congés politiques, ce qui permettra de la faire mieux apparaître comme réglant le statut des intéressés. Pareil procédé légistique permet également de lever tout doute quant à l'application de l'ensemble des règles statutaires pertinentes, en ce compris celles que les intéressés ne se sont pas formellement engagées à respecter.

Il conviendra, à l'occasion du réexamen de cette question, d'assurer l'articulation de la règle avec l'obligation faite au mandataire d'exercer son mandat à temps plein, énoncée aux articles 351, alinéa 2, et 352, 1°, en projet.

2. Le paragraphe 2 prévoit un autre engagement des candidats au mandat, consistant

« à cesser, à dater de leur entrée en fonction, toute activité, occupation ou mandat non compatible avec l'exercice du mandat au sens de l'article 352 ».

Outre la critique formulée dans l'observation n° 1 quant à la méthode utilisée, il y a lieu de constater que cette disposition fait double emploi avec l'article 352 en projet et qu'elle est inutile.

Le paragraphe 2 doit en conséquence être omis.

3. Il n'y a pas lieu de diviser un article en paragraphes si cette division aboutit à ce que chaque paragraphe contienne seulement un alinéa et ne contribue pas à une présentation plus claire de l'article (10).

La subdivision de l'article 341 en projet en paragraphes sera dès lors abandonnée.

La même observation vaut notamment pour l'article 357 en projet, ainsi que pour l'article 4 du projet.

Articles 341/1 à 341/8 en projet

Il est renvoyé à l'observation générale.

Article 342 en projet

Quant à la portée des termes figurant au paragraphe 3, 1^o, en projet, le délégué du ministre a fourni les explications suivantes :

« La description de fonction porte sur le contenu de celle-ci, et consiste en une description des tâches à accomplir compte tenu de l'environnement institutionnel et administratif de l'emploi en cause. Le profil de compétence de la fonction à pourvoir consiste quant à lui en une description des aptitudes et connaissances qui doivent être possédées pour pouvoir exercer la fonction et répondre aux exigences de celle-ci ».

Ces explications figureront utilement dans le rapport au Gouvernement.

Article 343 en projet

1. Il y a lieu d'omettre les mots « et à maximum quatre emplois à pourvoir par mandat au sein des services de la Communauté française », figurant à l'article 343, § 2, alinéa 1^{er}, *in fine*, en projet. En effet, il n'appartient pas au Gouvernement wallon d'intervenir dans le système de désignation des mandataires au sein des services de la Communauté française.

2. Au paragraphe 2, alinéa 2, il convient de remplacer les mots « la déclaration de vacances des emplois concernés » par les mots « l'appel aux candidatures pour les emplois concernés publiés au *Moniteur belge* ».

Une observation analogue vaut pour l'article 344, alinéa 2.

Article 344 en projet

A l'article 344, alinéa 2, en projet, les mots « et par décision motivée » seront omis, l'obligation de motiver la décision de nomination résultant déjà de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs'.

Article 345 en projet

A l'alinéa 2, il convient d'écrire « l'alinéa 1^{er} » à la place de « l'alinéa précédent » (11).

Article 346 en projet

1. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, il y a lieu de remplacer le mot « proposition » par le mot « avis » (12).

2. Pour tenir compte du paragraphe 3, il est suggéré de rédiger le début du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, comme suit : « § 1^{er}. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, chaque mandataire transmet un projet de plan opérationnel... [la suite comme au projet] ».

3. Au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, la référence à l'article 364 du Code de la fonction publique wallonne ne paraît pas appropriée. Cette dernière disposition, telle que modifiée par l'article 9 du projet, vise les emplois du rang A3 qui ne sont pas attribués par mandat. Il est peu cohérent de faire référence à cette disposition dans l'article 346, § 3, alinéa 1^{er}, en projet, qui ne concerne que les emplois du rang A3 conférés par mandat. Interrogé à ce sujet, le délégué du ministre a indiqué que la mention de l'article 364 du Code de la fonction publique wallonne était « superfétatoire ». Il est dès lors suggéré de remplacer, à l'article 346, § 3, alinéa 1^{er}, en projet, les mots « par le contrat d'objectifs visé à l'article 364 » par les mots « par un contrat d'objectifs ».

Article 348 en projet

1. Au lieu d'écrire, à l'alinéa 2, « le mandataire est prolongé dans son mandat jusqu'au 31 mars », il est suggéré d'écrire « le mandat en cours est prolongé jusqu'au 31 mars ».

2. A l'alinéa 3, il est suggéré d'omettre le mot « première » et les mots « par décision motivée » (13), de remplacer les mots « le mandataire dans son mandat » par les mots « le mandat en cours », et d'insérer, après les mots « pour une période », le mot « supplémentaire ».

3. Invité à préciser la portée de l'alinéa 4, le délégué du ministre a fourni l'explication suivante :

« Il résulte de la combinaison des articles 342, § 1^{er}, en projet et 343, alinéa 2, en projet, que les désignations de mandataires intervenant en début de législature, soit après la prestation de serment des membres d'un nouveau gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement, interviendront avant le 31 décembre de l'année au cours de laquelle le Parlement a été renouvelé et un nouveau Gouvernement installé.

Il se peut cependant que la désignation d'un mandataire intervienne après le 31 décembre de cette année. Cela peut être le cas, notamment, dans l'hypothèse prévue à l'article 345 en projet, ou lorsqu'un mandataire doit être remplacé alors qu'il n'est pas arrivé à l'issue de son mandat.

L'objet de l'article 348, alinéa 4 est de rappeler qu'en tout état de cause, il y a une liaison entre le mandat et la législature en cours. Le principe est fixé en ce sens qu'à chaque nouvelle législature, de nouveaux titulaires doivent être désignés pour l'ensemble des emplois à pourvoir par mandat, et ce même pour les emplois dont le titulaire n'avait pas été désigné au début de la législature précédente, mais au cours de celle-ci ».

L'alinéa 4 gagnerait en clarté s'il était rédigé comme suit (si telle est bien l'intention de l'auteur du projet) :

« La date d'échéance du mandat prévue à l'alinéa 1^{er} est d'application même lorsque le mandat en cours a été attribué après le 31 décembre de l'année au cours de laquelle est intervenue la prestation de serment des membres du Gouvernement faisant directement suite au précédent renouvellement du Parlement ».

4. Invité à préciser la portée de l'alinéa 5 (« Le présent article s'applique sans préjudice des règles relatives au départ à la pension à 65 ans »), le délégué du ministre a fourni l'explication suivante :

« Il s'agit de préciser que les règles relatives à la durée du mandat n'auront pas pour effet que celui-ci sera exercé au-delà des 65 ans de son titulaire. En d'autres termes, lorsqu'en cours de mandat, le mandataire atteint l'âge de 65 ans, il est admis à la retraite et il arrête, de manière anticipée, d'exercer le mandat qui lui avait été confié ».

Il serait souhaitable de clarifier l'alinéa 5 dans le sens de cette réponse et d'omettre toute référence à l'âge de 65 ans, l'âge légal de la pension pouvant être sujet à modification.

Article 349 en projet

1. Il ne convient pas d'introduire dans une énumération une phrase incidente, c'est-à-dire une phrase qui interrompt l'énumération pour y introduire un élément accessoire propre à un élément énuméré.

L'insertion de phrases incidentes est erronée sur le plan linguistique et présente trois inconvénients :

a) elle rend la lecture moins fluide car elle contraint le lecteur à s'arrêter dans la lecture de l'énumération et à se concentrer sur un point particulier;

b) elle entraîne des difficultés de référence, la question étant de savoir comment identifier correctement la phrase incidente à citer;

c) si la phrase incidente est analysée comme étant constitutive d'un alinéa, l'on peut aboutir à la situation étrange d'avoir un alinéa dans un alinéa qui existe déjà.

Pour éviter ces inconvénients, une solution simple consiste à établir après l'énumération un alinéa spécifique contenant une référence à l'élément de l'énumération à propos duquel une précision doit être apportée (14).

2. La rédaction de l'article 349, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 8^o, en projet, diverge de celle de l'article 341, § 1^{er}, 6^o et 7^o, en projet (15).

L'auteur du projet est invité à vérifier si cette différence est voulue.

3. Au paragraphe 2, il est suggéré d'insérer le mot « soit » avant les mots « par la désignation ».

Au lieu d'écrire « s'étant déclaré », mieux vaut écrire « ayant posé sa candidature ».

Les mots « suite à un nouvel appel » seront remplacés par les mots « à la suite d'un nouvel appel ».

Article 350 en projet

Invité à préciser la portée de l'article 350, § 2, alinéa 2, en projet, le délégué du ministre a fourni l'explication suivante :

« L'article 350, § 2, en projet, reproduit en réalité l'actuel article 350, § 2, du Code de la Fonction publique wallonne.

L'article 350, § 2, alinéa 2, en projet implique que lorsqu'un mandataire est désigné pour exercer des fonctions supérieures, ce qui se fera, par définition, dans un emploi concerné par l'application du régime des mandats, il conservera au moins la rémunération dont il bénéficie dans le cadre du mandat qui lui avait été attribué, en application de l'article 355 en projet ».

Le texte gagnerait en clarté si, au paragraphe 2, alinéa 2, entre le mot « conserve » et les mots « sa rémunération », les mots « au moins » étaient insérés (si telle est bien l'intention de l'auteur du projet).

Article 353 en projet

Au lieu d'écrire, à la fin de l'alinéa 2, « est, avec son accord, suspendu », il convient d'écrire « est, avec l'accord de ce membre du personnel, suspendu ».

Article 354 en projet

1. Il est souhaitable de préciser si les termes « par an », figurant à l'article 354, alinéa 1^{er}, en projet, doivent être interprétés comme visant l'année civile ou la période d'un an commençant à la date de prise de cours du mandat. Le délégué du ministre a convenu de la nécessité de clarifier cette question.

2. La suspension du paiement de la prime, telle que prévue à l'article 354, alinéa 2, en projet, est contraire à la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs' (16), matière que l'autorité régionale ne peut en toute hypothèse pas régler.

Cet alinéa sera par conséquent omis.

Article 355 en projet

Il est suggéré d'apporter à l'article 355 en projet les modifications suivantes :

- il convient d'ajouter les mots « en tant que mandataire » après les mots « qu'il occupe »;
- au lieu d'écrire « augmentée d'un montant, rattaché à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990 et indexé », mieux vaut écrire « augmentée d'une prime, rattachée à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990 et indexée »;
- il est suggéré d'ajouter que les montants de la prime mentionnés à l'article 355 en projet représentent des montants annuels, payables mensuellement au prorata des prestations effectuées (17) (18).

Article 356 en projet

1. Au lieu d'écrire, au paragraphe 1^{er}, deuxième phrase, initio, « Dans ce cas, l'évaluation », mieux vaut écrire « Cette évaluation ».

2. Il convient de clarifier si l'évaluation visée au paragraphe 1^{er} est également d'application lorsqu'un mandataire, qui a déjà effectué un premier mandat, est reconduit dans un nouveau mandat.

3. Il y a également lieu de préciser si l'échéance mentionnée au début du paragraphe 2, alinéa 1^{er} (« Tous les deux ans à compter de son entrée en fonction »), se calcule, en cas de reconduction d'un mandataire, à partir du début du premier mandat ou à partir du début du nouveau mandat.

4. Il ne ressort pas clairement du paragraphe 2, alinéa 2, si la décision du ou des ministres fonctionnels de procéder à une évaluation supplémentaire en raison d'une circonstance particulière peut intervenir à tout moment ou seulement tous les deux ans à compter de l'entrée en fonction du mandataire. L'alinéa devrait être clarifié sur ce point.

Dans ce même alinéa, les mots « dûment motivée » seront omis. Ce n'est pas la « circonstance » qui doit être motivée, mais la décision ministérielle de procéder à une évaluation supplémentaire. L'obligation de motiver cette décision résulte déjà de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs'. Il ne convient pas de rappeler cette obligation légale (19).

5. Au paragraphe 2, alinéa 3, au lieu d'écrire « sur le niveau de réalisation des missions de gestion, des objectifs, et sur les prestations concrètes », mieux vaut écrire « sur le niveau de réalisation des missions de gestion et des objectifs, ainsi que sur les prestations concrètes ».

Article 357 en projet

1. Au paragraphe 1^{er}, 1^o, le Conseil d'Etat se demande pourquoi n'est pas envisagée l'hypothèse de circonstances imprévisibles ou celle d'éléments extérieurs qui ne sont pas imputables au mandataire, ayant eu pour conséquence que les missions et les objectifs n'ont pas été réalisés suffisamment et dans les délais prévus, alors que c'est le cas de l'évaluation prévue au paragraphe 2, 1^o.

2. L'attribution des différentes mentions auxquelles peut donner lieu une évaluation doit se faire en fonction de critères objectifs, définis avec suffisamment de précision pour permettre un contrôle effectif (20).

Invité à expliquer la différence entre des « qualités managériales que trop partiellement satisfaisantes » (paragraphe 1^{er}, 2°) et des qualités managériales qui ne sont démontrées « qu'insuffisamment » (paragraphe 1^{er}, 3°), le délégué du ministre a donné l'explication suivante :

« Dans l'esprit de l'auteur du projet, il y a bien une gradation entre les deux hypothèses ainsi mentionnées, la première correspondant à une appréciation positive tout en étant contrastée, la seconde correspondant à une appréciation négative ou insuffisante. Par ailleurs, le souci a été de ménager le pouvoir d'appréciation des autorités en charge de l'évaluation des mandataires ».

Les critères relevés ci-dessus seront précisés dans le dispositif.

La même observation vaut pour le paragraphe 2, 2° et 3°.

Article 360 en projet

1. Il est suggéré de diviser l'article 360, en projet en deux paragraphes distincts, le paragraphe 1^{er} comprenant les deux premiers alinéas, relatifs aux mandataires ayant la qualité d'agents des services du Gouvernement ou d'un organisme dépendant de la Région wallonne, et le paragraphe 2, comprenant l'actuel alinéa 3, relatif aux mandataires n'ayant pas cette qualité.

2. Il faut admettre, semble-t-il, que l'alinéa 3 concerne non seulement l'hypothèse où le mandat est conduit jusqu'à son terme mais également celle envisagée notamment par l'article 345 où il est mis fin au mandat en cas de démission du Gouvernement et d'installation en conséquence d'un nouveau Gouvernement.

Le rapport au Gouvernement devrait le préciser.

3. Par ailleurs la question se pose de savoir si, dans l'hypothèse de deux évaluations réservées consécutives ou d'une évaluation défavorable et donc de cessation anticipée du mandat (21), il n'y a pas lieu de prévoir une indemnité en s'inspirant du régime applicable aux contrats à durée déterminée.

Numérotation du chapitre II

Il convient d'écrire « Chapitre 2 » et non « Chapitre II » (22).

Article 2

La phrase liminaire de l'article 2 sera rédigée comme suit :

« Dans l'article 6 du même arrêté (23), le 3°, remplacé (24) par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est remplacé par ce qui suit : ».

Article 3

1. La phrase liminaire de l'article 3 sera rédigée comme suit :

« Dans l'article 10 du même arrêté, le paragraphe 3, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est remplacé par ce qui suit : ».

2. Le délégué du ministre a été prié d'expliquer où était définie la fonction d'inspecteur général-expert et quelle était la différence entre les fonctions d'inspecteur général et celles d'inspecteur général-expert, qui justifiait que la première soit exercée sous un régime de mandat et la seconde non. Le délégué du ministre a répondu à cette question comme suit :

« Le principe, et c'est là l'une des modifications apportées par le nouveau régime en projet, est que le régime de mandat sera applicable à tous les emplois d'inspecteur général, de rang A3. Il y aura cependant certaines exceptions, tenant à et justifiées par le caractère peu opérationnel du département à la tête duquel se trouve l'inspecteur général, le nombre de membres du personnel affectés à ce département et le budget géré au niveau de celui-ci. Ces critères objectifs pourraient, il est vrai, être inscrits dans le projet d'arrêté soumis à l'avis du Conseil d'Etat.

C'est sur base de tels critères que seront déterminées les listes des emplois d'inspecteur général qui, par exception au principe, ne seront pas soumis au régime du mandat. A ces emplois de rang A3 non soumis au régime de mandat correspondra le nouveau grade d'inspecteur général expert. La liste de ces emplois doit être déterminée dans le cadre du personnel du Service Public Wallonie, actuellement fixé par un arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} février 2007. Le Gouvernement wallon projette donc de modifier, par arrêté, ce cadre, afin de fixer la liste des emplois d'inspecteur général expert, de rang A3.

Les différences existant entre les grades d'inspecteur général et d'inspecteur général expert tiendront à la circonstance que le premier est attaché à des emplois conférés par mandat, ce qui n'est pas le cas du second. Aux deux grades seront attachées les mêmes échelles de traitement. L'inspecteur général bénéficiera d'une prime mandat.

Il est à noter que cette différenciation existe déjà à la Communauté française en vertu de l'arrêté mandats actuellement en vigueur, entre les emplois de Directeur général adjoint et Directeur général adjoint expert. On peut trouver d'autres exemples dans les services publics où à un même rang, correspondent deux grades différents selon l'importance du caractère « managérial » de l'emploi (pe : Directeur vs Conseiller) ».

Ces explications figureront utilement dans le rapport au Gouvernement.

Il est souhaitable de compléter l'article 10, § 3, en projet, du Code de la fonction publique wallonne, avec des critères objectifs permettant de déterminer si un emploi de rang A3 sera occupé par un inspecteur général ou par un inspecteur général-expert.

Articles 4 et 5 nouveaux

1. Il n'y a pas lieu de réunir dans un même article les paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 4 du projet, ces deux paragraphes modifiant respectivement des articles distincts (25). L'article 4 ne comprendra que l'actuel paragraphe 1^{er} (devenant un alinéa unique) et le paragraphe 2 constituera l'alinéa unique d'un article 5 nouveau (26).

2. Au paragraphe 1^{er} (devenant l'alinéa unique de l'article 4), il n'y a pas lieu d'écrire « remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 modifiant diverses dispositions relatives à la fonction publique wallonne », le dit arrêté n'ayant pas apporté de modification à l'article 334, § 4, alinéa 1^{er}, du Code de la fonction publique wallonne.

L'article 4 du projet sera rédigé comme suit :

« Dans l'article 334, § 4, alinéa 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006, le 4° est abrogé » (27).

3. L'article 4, § 2 (devenant l'article 5 nouveau) du projet sera rédigé comme suit :

« Dans l'article 361 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots à un grade du rang A3' sont remplacés par les mots au grade d'inspecteur général-expert' ».

Article 5

1. La phrase liminaire de l'article 5 sera rédigée comme suit :

« L'article 362 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est remplacé par ce qui suit : » (28).

2. Invité à préciser ce qu'il y a lieu d'entendre par les mots « agent soumis au présent arrêté et n'appartenant pas au cadre prévoyant l'emploi déclaré vacant », au sens de l'article 362, alinéa 1^{er}, 3^o, en projet, le délégué du ministre a répondu qu'étaient visés par là « les cadres des organismes d'intérêt public soumis au Code de la fonction publique ».

Cette explication sera reproduite dans le rapport au Gouvernement.

3. De l'accord du délégué du ministre, il y a lieu d'insérer, à l'article 362, alinéa 2, en projet, après les mots « successivement par l'alinéa 1^{er} », les mots « , 2^o à 4^o , ». Pour les modes d'attribution prévus au 1^o de cette disposition, la référence à des « modes précédents » ne se justifie pas.

Articles 6, 7 et 8

Les articles 6, 7 et 8, du projet visent chacun à modifier la même disposition, à savoir l'article 363 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003, précité. Ces trois articles seront fusionnés en un article unique, qui sera rédigé comme suit :

« Dans l'article 363 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006, les modifications suivantes sont apportées (29) :

1^o le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit (30) :

§ 2. [comme dans l'article 6 du projet]';

2^o au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots , après audition des candidats', sont insérés entre les mots commission de sélection' et les mots établit une proposition';

3^o au paragraphe 3, alinéa 2, les mots après avoir entendu le réclamant si celui-ci en a exprimé le souhait. Le réclamant peut se faire assister de la personne de son choix' sont abrogés;

4^o au paragraphe 4, les deuxième et troisième phrases sont abrogées » (31).

Article 9

L'article 9 sera rédigé comme suit :

« Dans l'article 364, alinéa 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006, les mots [la suite comme au projet] ».

Article 10

1. L'occasion devrait être saisie de supprimer les mots « § 1^{er}. » figurant au début de l'article 366 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003, précité, cet article n'étant pas subdivisé en paragraphes.

2. L'article 10 sera rédigé comme suit :

« Dans la phrase liminaire de l'article 366 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006, les mots du fonctionnaire général de rang A3' sont remplacés par les mots de l'inspecteur général-expert' » (32).

Numérotation du chapitre III

Il convient d'écrire « Chapitre 3 » et non « Chapitre III » (33).

Article 11

1. Le délégué du ministre a été invité à justifier l'article 11 du projet au regard des principes d'égalité et de non-discrimination sous les aspects suivants :

- le versement automatique, dans le pool des candidats, des mandataires ayant reçu une première évaluation « très favorable », « favorable » ou « réservée »;

- la reconduction automatique, s'ils le souhaitent, des mandataires ayant reçu l'évaluation « très favorable » et la priorité accordée à ces mêmes mandataires lors de l'attribution d'autres mandats;

- la nomination définitive dans une situation statutaire des anciens mandataires ayant reçu la mention « très favorable » ou « favorable ».

Le délégué du ministre a fourni à ce sujet les explications suivantes :

« L'instauration de telles dispositions transitoires, qui visent plus particulièrement les mandataires en fonction [à] la date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, a été justifiée par le souci du Gouvernement wallon de rencontrer un double ordre de considérations. Il s'agissait, d'une part, de permettre l'application pleine et entière, dans des brefs délais, du nouveau régime mis en place, plus particulièrement en ce qui concerne les conditions d'accès aux emplois à conférer par mandat. D'autre part, il s'agissait de tenir compte de la situation particulière des personnes visées par les dispositions transitoires en cause, à savoir les mandataires en fonction à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté (l'article 14, § 1^{er}, de l'arrêté en projet prévoit qu'il entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*) et des aspirations légitimes que ceux-ci pouvaient avoir, en terme de développement de carrière, dans le cadre de l'application du régime de mandat actuellement en vigueur.

Il y a lieu de souligner le caractère limité des dispositions transitoires, à tout le moins en ce qui concerne la reconduction de fonctions dans l'exercice d'un mandat, la priorité accordée lors de l'attribution d'autres mandats. L'application de ces règles, qui est déterminée par la mention qui sera obtenue au cours de l'évaluation, effectuée en 2014, est en effet limitée à la première application de l'arrêté en projet.

Dans ce contexte, il paraît justifié de prévoir que sont versés automatiquement dans le pool des candidats des mandataires en fonction lors de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet et qui auront reçu, à l'occasion de l'évaluation effectuée par application de l'article 11 de l'arrêté en projet, une mention très favorable, favorable, voire même réservée. Compte tenu des indications données par l'article 11, § 2, s'agissant des critères ayant présidé à l'octroi de ces appréciations, on peut considérer que la mesure transitoire, ayant pour objet le versement automatique dans le pool des candidats, bénéficiera à des mandataires qui, à tout le moins, n'auront pas démérité.

Il en va de même pour ce qui concerne les deux autres mesures prévues à titre transitoire, à propos desquelles les éléments de justification ont été demandés. Il s'agit de la reconduction automatique des mandataires ayant reçu une évaluation très favorable, et la priorité accordée à ces mêmes mandataires lors de l'attribution d'autres mandats, d'une part, et d'autre part de la nomination définitive dans une situation statutaire des anciens mandataires ayant reçu la mention très favorable 'ou favorable'.

Il faut rappeler, à cet égard, que l'arrêté en projet est l'un des éléments d'une réforme plus vaste, traduisant la volonté du Gouvernement wallon, mais également celle du Gouvernement de la Communauté française, de prévoir au niveau du régime de mandat un statut sinon commun, à tout le moins identique ou largement comparable, applicable au niveau des deux entités. Dans l'esprit des synergies entre les institutions prévues par la Déclaration de politique régionale de 2009, le souci a en effet été de définir les orientations de la réforme du régime des mandats de la façon la plus harmonisée possible entre Région wallonne et Communauté française.

Cet élément explique que pour l'établissement de telle ou telle partie de l'arrêté actuellement en projet, on se soit inspiré, ou l'on ait tenu compte des règles qui, actuellement, sont plus particulièrement spécifiques tantôt au régime applicable en Communauté française, tantôt à celui d'application en Région wallonne.

Les dispositions transitoires prévues par l'article 11 en projet s'inscrivent dans le cadre qui vient d'être défini. Elles sont identiques à celles prévues par le projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française ayant le même objet, par ailleurs actuellement soumis à la section de législation du Conseil d'Etat. S'agissant des deux règles transitoires dont il est plus particulièrement question ici, à savoir celle de la reconduction automatique ou de la priorité, et celle de la nomination définitive, il a été tenu compte d'une disposition actuelle du régime des mandats applicable aux fonctionnaires généraux des services de la Communauté française. L'article 42 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandat pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII prévoit que Le mandataire dont la dernière évaluation retient, au terme de son mandat, la mention 'très favorable' est reconduit, moyennant son accord, dans cet emploi'.

C'est l'existence de cette règle qui justifie que l'on ait prévu, au titre de disposition transitoire, le principe de la reconduction automatique des mandataires ayant reçu l'évaluation très favorable, et qui le souhaitent, ou, ce qui constitue une variante de cette première mesure, la priorité accordée à ces mêmes mandataires dans l'attribution des autres emplois à pourvoir par mandat.

C'est également cet ordre de considération qui est susceptible de justifier la mesure prévue aux §§ 3 et 4 de l'article 11 en projet, en vertu de laquelle le mandataire ayant obtenu à l'issue de l'évaluation qui sera réalisée sur la base de l'article 11, § 1^{er} de l'arrêté en projet, la mention très favorable ou la mention favorable et qui est désigné, à l'occasion de la première application de l'arrêté en projet, à un emploi à pourvoir par mandat, est, à l'issue de ce mandat, nommé définitivement à un grade de rang identique à celui de la fonction qu'il aura exercée dans ce cadre. L'effet de cette disposition est de stabiliser au sein de l'administration la situation des personnes concernées, à l'issue du premier mandat qu'elles auront exercé en application de l'arrêté en projet, lequel constituera par ailleurs, au minimum, le deuxième mandat qu'elles auront exercé. Cet effet n'est pas éloigné de celui qu'aurait pu avoir l'article 42, § 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006, élément qui est de nature à justifier la mesure transitoire en question ».

2. Ces explications n'emportent pas la conviction.

S'il peut en effet être envisagé, lorsqu'un régime juridique est appelé à en remplacer un autre, notamment dans l'organisation de l'administration, qu'il soit prévu des règles organisant le passage de l'un à l'autre, pareilles dispositions transitoires doivent en principe avoir pour objet non pas de permettre le maintien de situations acquises mais d'assurer l'installation progressive du nouveau, à tout le moins sur ses aspects essentiels.

Il ne pourrait en aller autrement que si le maintien du dispositif ancien, éventuellement adapté, aboutit à un résultat équivalent à celui qui tend à être atteint sur la base du régime nouveau.

Un dispositif transitoire doit également s'éteindre en principe après un certain temps, le plus limité possible, sous peine de priver le nouveau dispositif de toute effectivité ou d'une grande part de celle-ci.

Les questions suivantes se posent à cet égard.

3. A titre préalable, il convient d'observer que l'article 11 se fonde sur un système accordant des droits aux mandataires actuellement en fonction lorsqu'ils ont fait l'objet d'une évaluation avec les mentions « très favorable », « favorable » et « réservé » et ne reconnaissant pas ces droits à ceux qui reçoivent la mention « défavorable » (34). Aux termes de l'article 11, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, c'est le « nouveau Gouvernement » qui est appelé à procéder à cette évaluation, alors que les fonctions en cause ont été exercées sous le Gouvernement précédent.

Pareil système manque de cohérence.

4. Sur le fond, l'article 11 appelle les observations suivantes.

5. En premier lieu, il y a lieu de constater que l'un des piliers du nouveau système des mandats est l'obtention par les candidats d'un certificat de management public délivré au terme d'une formation dont le rapport au Gouvernement précise qu'il fait suite à un « programme [...] pluridisciplinaire et de haut niveau » (35).

Or, aux termes de l'article 11, §§ 3 à 5, les mandataires ayant fait l'objet de mentions « très favorable », « favorable » et « réservé » ont vocation à être versés dans le pool des candidats à une nouvelle désignation en qualité de mandataires (36), ce qui revient à assimiler leur expérience à la formation en question.

Pareille assimilation ne serait admissible que s'il est établi que les connaissances acquises au cours des mandats concernés aboutissent à une formation équivalente, de même nature et de même niveau, que celle sanctionnée par le certificat en management public. Cette question se pose de manière toute particulière à l'égard des mandataires ayant reçu la mention « réservé ».

Il convient d'observer sur ce point qu'aux termes de l'article 11, § 1^{er}, alinéa 2, les inspecteurs généraux dont l'emploi sera désormais (37) soumis à mandat devront, pour bénéficier des mesures transitoires, avoir obtenu le certificat de management public pour pouvoir exercer un mandat, alors que la même exigence n'est pas requise dans le chef des mandataires de rang A1 et A2 déjà en fonction.

6. Il ressort de l'article 11, § 3, que les mandataires actuellement en fonction qui ont obtenu la mention « très favorable » lors de leur évaluation « [sont], à [leur] demande, automatiquement reconduit[s] dans [leur] mandat ». Ils peuvent aussi poser leur candidature à un autre emploi à pourvoir par mandat, auquel cas « il[s] [sont] désigné[s] par priorité sur les autres candidats à qui une telle évaluation très favorable n'aura pas été attribuée ».

Dans son avis 40.223/2 du 28 juin 2006 (38) appelé à examiner une disposition analogue, aux termes de laquelle, « [p]our la première attribution d'un emploi soumis à mandat, le Gouvernement peut, avant de lancer un appel à candidatures, désigner comme mandataire l'agent qui exerce les fonctions à pourvoir par mandat depuis au moins dix ans » (39),

la section de législation du Conseil d'Etat a considéré que

« [L]a disposition en cause pourrait poser problème au regard des principes d'égalité et d'égale accessibilité aux charges et fonctions publiques en ce qu'elle empêche les autres personnes intéressées par le mandat de poser leur candidature. Elle paraît également être en contradiction avec la philosophie du système des mandats, qui est de recruter la personne la plus apte à l'exercice de la fonction » (40).

Cette critique s'applique également en l'espèce.

Il est vrai qu'aux termes de l'article 42, § 1^{er}, de l'arrêté précité du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006,

« [L]e mandataire dont la dernière évaluation retient, au terme de son mandat, la mention très favorable' est reconduit, moyennant son accord, dans cet emploi »

et que cette disposition n'a pas été critiquée dans l'avis 39.733/2 précité donné sur le projet qui la contenait mais, d'une part, l'évaluation en question était celle attribuée en vertu du régime de droit commun en la matière et non par le nouveau Gouvernement et, surtout, d'autre part, elle s'inscrivait dans un système non fondé comme en l'espèce sur l'exigence d'un haut niveau de formation sanctionné par un certificat (41).

7. L'article 11, §§ 3, alinéa 1^{er}, quatrième phrase, et 4, alinéa 1^{er}, troisième phrase, prévoit que le mandataire qui a obtenu, lors de l'évaluation visée au paragraphe 1^{er} de la même disposition, une mention « très favorable » ou « favorable » peut, au terme d'un nouveau mandat, être « nommé définitivement à un grade de rang identique à celui de la fonction exercée dans le cadre de ce mandat ».

Ces dispositions doivent, semble-t-il, être comprises comme signifiant qu'après un nouveau mandat les mandataires actuels sont nommés définitivement en cette qualité pour occuper seuls les emplois concernés (42).

Le système envisagé suscite des interrogations quant à sa compatibilité avec le régime en projet, qui lie certains emplois à une nomination pour une durée limitée en qualité de mandataire, cette nomination intervenant, après la prestation de serment de chaque nouveau Gouvernement, sur la base d'une sélection qui doit tenir compte de la lettre de mission établie par ce Gouvernement (43), de la lettre de motivation du candidat avec la description de sa vision stratégique et l'exposé de la manière dont il envisage d'exercer le mandat (44), de l'adéquation de cette lettre de motivation à la lettre de mission (45), du critère de la confiance souhaitée entre Gouvernement et l'intéressé (46), etc., la durée du mandat correspondant en principe à celui de la législature. Le régime transitoire ainsi envisagé est contraire à l'idée même de mandat, qui est un engagement temporaire ne donnant droit à aucune nomination définitive (47).

Ce dispositif appelle d'autant plus de réserve qu'il a vocation à s'installer de manière définitive, ce qui, dans un système transitoire, n'est admissible que moyennant une justification toute particulière.

Sur ce point, l'article 42, § 1^{er}, de l'arrêté précité du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006, auquel se réfère le délégué du ministre dans la réponse reproduite ci-dessus et dont il a été déjà question ci-avant, ne prévoit aucune nomination définitive des mandataires à l'issue de leur mandat et ne saurait dès lors être invoqué à l'appui du mécanisme envisagé.

8. Alors que l'article 11, §§ 3, alinéa 2, et 5, alinéa 2, règle le cas de l'inspecteur auquel est attribué une mention « très favorable » ou « réservée » à l'occasion de son évaluation, le paragraphe 4 est muet sur le sort des inspecteurs ayant reçu la mention « favorable » (48).

9. L'article 11 doit être revu à la lumière des observations qui précèdent (49).

Article 13

L'article 13 serait mieux rédigé comme suit :

« § 1^{er}. A l'occasion de la première application du présent arrêté par le nouveau Gouvernement visé à l'article 11, § 1^{er}, la désignation des mandataires interviendra au plus tard aux dates suivantes :

1° la désignation des mandataires de rang A1 et A2 des services du Gouvernement wallon, et des mandataires des organismes, interviendra au plus tard le 31 décembre 2014;

2° la désignation des mandataires de rang A3 des services du Gouvernement wallon interviendra au plus tard le 31 juillet 2015.

A cette occasion, la condition définie à l'article 340 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne' tel que modifié par le présent arrêté devra être remplie par les candidats à un emploi à pourvoir par mandat au plus tard aux dates suivantes :

1° le 1^{er} décembre 2014 au plus tard pour les mandataires de rang A1 et A2 des services du Gouvernement wallon, et les mandataires des organismes;

2° le 1^{er} juillet 2015 au plus tard, pour les mandataires de rang A3 des services du Gouvernement wallon.

§ 2. Par dérogation à l'article 342, § 1^{er}, lors de la première application du présent arrêté aux mandataires de rang A3 des services du Gouvernement wallon, les emplois sont déclarés vacants au plus tard le 1^{er} février 2015 ».

Article 14

La rédaction de l'article 14 sera revue en tenant compte des règles de droit commun relatives à l'entrée en vigueur des arrêtés réglementaires (50) et de ce que les articles 341/1 à 341/8 du Code de la fonction publique wallonne, en projet, doivent être omis du projet.

L'article 14 pourrait être rédigé comme suit :

« Le présent arrêté entre en vigueur le dixième jour après celui de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 339 à 347 et 349 à 360 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, insérés par l'article 1^{er} du présent arrêté, qui entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2014 ».

Article 14 nouveau (à ajouter)

Il convient d'ajouter, à la fin du projet, un article 14 nouveau, qui désignera le ministre chargé de l'exécution de l'arrêté en projet (51).

(1) Point II de l'avis (§ 2).

(2) Point III de l'avis (§§ 3 à 17).

(3) Note de bas de page n° 58 de l'avis cité : Voir les observations rassemblées sous le point III, ci-avant.

- (4) Note de bas de page n° 59 de l'avis cité : Voir les observations rassemblées sous le point II, plus haut.
- (5) Il va de soi que cet accord de coopération sera publié au *Moniteur belge*.
- (6) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 27, b).
- (7) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », formules F 4-2-10-3 et F 4-2-12-3.
- (8) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 64. Bien que la numérotation des divisions groupant des articles se fasse normalement en chiffres arabes (ibid.), la numérotation du titre II, en projet, ainsi que celle de ses subdivisions, en chiffres romains, peut être maintenue pour assurer l'uniformité du mode de numérotation existant dans le Code de la fonction publique wallonne.
- (9) Article 351, alinéa 1^{er}, en projet.
- (10) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 57.3.
- (11) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 72, b).
- (12) Voir par analogie le point 12.2 de l'avis 50.047/2 précité.
- (13) Voir à ce sujet l'observation relative à l'article 344 en projet.
- (14) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 60.
- (15) Devenant l'article 341, alinéa 1^{er}, 6° et 7° en projet (voir ci-dessus l'observation n° 3 relative à l'article 341 en projet).
- (16) Il ressort de l'article 5, § 2, de cette loi, que celle-ci s'applique également aux travailleurs occupés dans le secteur public.
- (17) Voir en ce sens l'avis 39.733/2 donné le 21 juin 2006 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII', la deuxième observation relative aux articles 26 à 29.
- (18) Cette solution est préférable à celle suggérée par le délégué du ministre, les articles 244 et suivants du Code de la fonction publique wallonne, auxquels le délégué du ministre propose de renvoyer, étant relatifs au paiement du traitement tel que fixé par les échelles de traitement, et non au paiement des primes.
- (19) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 82.
- (20) Voir, dans le même sens, l'avis 39.733/2, précité, l'observation relative à l'article 36.
- (21) Articles 349, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6°, et 358, alinéas 3 et 4, en projet.
- (22) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 64.
- (23) Ibid., recommandation n° 112 et formule F 4-2-2-2.
- (24) Ibid., recommandation n° 113, d), et formule F 4-2-1-1.
- (25) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 120.
- (26) Ibid., recommandation n° 48. Le délégué du ministre a admis le bien-fondé de cette observation.
- (27) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », formule F 4-2-6-4.
- (28) Ibid., formule F 4-2-3-1.
- (29) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », formule F 4-2-9-1.
- (30) Ibid., formule F 4-2-4-1.
- (31) Ibid., formule F 4-2-7-3.
- (32) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », formule F 4-2-8-1.
- (33) Ibid., recommandation n° 64.
- (34) Article 11, §§ 1^{er} et 2. Il résulte de l'article 11, § 6, que les mandataires concernés par une évaluation avec mention « défavorable » ne peuvent, sur la seule base de leur expérience en cette qualité, être versés dans un pool de candidats puisque, s'ils sont admis à poser à nouveau leur candidature pour occuper un emploi conféré par mandat à partir du 1^{er} janvier 2020, il n'est pas prévu, à la différence de ce qu'énoncent les paragraphes 3 à 5 de la même disposition pour les mandataires ayant fait l'objet d'évaluations supérieures, qu'ils seraient versés dans un pool donnant éventuellement accès à un nouvel emploi de mandataire. Il en résulte que ces mandataires seraient soumis à la procédure de droit commun prévu par les dispositions non transitoires du projet, étant entendu qu'ils ne pourraient être désignés mandataires avant le 1^{er} janvier 2020.
- (35) Le délégué du ministre a également souligné que cette formation serait « extrêmement exigeante ».
- (36) Voir aussi l'article 341/8, alinéa 3, 2° et 3°, en projet à l'article 1^{er}, lu notamment en combinaison avec l'article 14, alinéa 3, 2°, du projet d'arrêté précité du Gouvernement de la Communauté française faisant l'objet de l'avis 51.619/2/V précité donné ce jour, et l'article 8, alinéa 2, 2°, de l'accord de coopération précité joint à la demande d'avis.
- (37) Sur ce point, c'est à mauvais escient qu'à l'article 11, § 3, alinéa 2, il est question de la reconduction du mandat d'inspecteur général puisque les actuels titulaires de ces emplois ne sont pas soumis au régime aujourd'hui en vigueur des mandats.
- (38) Avis 40.223/2 donné le 28 juin 2006 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne en ce qui concerne les fonctionnaires généraux' (*Moniteur belge*, 23 novembre 2006, 3^e éd., pp. 65343 à 65346).
- (39) Article 9 du projet d'arrêté précité ayant fait l'objet de l'avis 40.223/2 précité.

(40) Avis 40.223/2 précité, observation sur l'article 9 du projet (*Moniteur belge*, 23 novembre 2006, 3^e éd., p. 65346); cette disposition a été omise du texte adopté. Voir également, dans l'avis 39.733/2 donné le 21 juin 2006 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiotvisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII', l'observation 2.3.2 formulée sur l'article 82 (devenu l'article 78 du texte adopté) : « Il paraît [...] peu justifié d'instaurer, à titre de disposition transitoire, des mandats de cinq ans attribués d'office aux personnes déjà en place, et d'écarter ainsi les autres candidats potentiels pendant la même durée. Pour prévenir autant que possible des reproches tenant à la rupture du principe d'égalité et du principe d'égalité d'accès des charges et fonctions publiques [en note : L'article 82 en projet peut être rapproché, de ce point de vue, de l'article 426 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2001, précité, qui a fait l'objet de la suspension de son exécution, ordonnée par l'arrêt du Conseil d'Etat Janssens et crts, n° 105.690 du 22 avril 2002 (encore que les dispositions en cause dans cette affaire n'étaient pas exactement semblables à celles de l'article 82 du projet)], il vaudrait mieux réduire la nomination temporaire prévue à l'article 82, alinéa 1^{er}, du projet, à la plus courte durée nécessaire pour organiser le recrutement des mandataires selon la procédure prévue aux articles 13 et suivants du projet ».

(41) Il est renvoyé en toute hypothèse à l'observation 2.3.2 formulée dans l'avis 39.733/2 précité sur l'article 82 (devenu l'article 78 du texte adopté) du projet devenu l'arrêté précité du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006, reproduite à la note précédente.

(42) Il ne résulte en effet d'aucun élément du dossier que ces personnes seraient nommées, parallèlement à la nomination d'une autre personne en qualité de titulaire du mandat désignée au terme de la procédure prévue par le projet dans ses dispositions à un grade de rang identique à celui du mandataire ainsi nommé, ce qui conduirait à l'attribution d'un même emploi à deux personnes différentes. Si telle devait toutefois être l'intention de l'auteur du projet, pareille disposition, exorbitante du droit commun, serait incompatible avec la règle, énoncée à l'article 339 en projet, qui lie les emplois y énoncés à l'attribution d'un mandat et ne s'articulerait pas avec le dispositif actuellement en vigueur qui fixe le cadre des emplois concernés.

(43) Article 342 en projet.

(44) Article 343, § 2, alinéa 3, 2^o, en projet.

(45) Article 344, alinéa 1^{er}, en projet.

(46) Article 344, alinéa 2, en projet.

(47) L'article 351, alinéa 1^{er}, du Code de la fonction publique wallonne (actuel et tel que remplacé par l'arrêté en projet) dispose comme suit : « Le mandat s'exerce dans le cadre d'une relation statutaire temporaire. Il ne donne aucun droit à une nomination définitive à la fonction qu'il confère ».

(48) Il est également renvoyé à la note 37, plus haut.

(49) Voir aussi l'article 341/8, alinéa 3, 2^o, en projet à l'article 1^{er} et l'article 8, alinéa 3, 2^o, de l'accord de coopération précité du 7 juin 2012.

(50) Voir article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles'. Voir également Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 147.

(51) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n°s 162 et s. et formule F 4-7-1.

La chambre était composée de :

MM. :

Y. Kreins, président de chambre;

J. Vanhaeverbeek et P. Vandernoot, conseillers d'Etat;

Mme A.-C. Van Geersdaele, greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. Vogel, premier auditeur.

Le greffier,

A.-C. Van Geersdaele.

Le président,
Y. Kreins.

Annexe

AVIS 50.047/2 DU 11 AVRIL 2012 DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique de la Région wallonne, le 19 juillet 2011, d'une demande d'avis, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon « réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Région wallonne et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne », après avoir examiné l'affaire en ses séances des 15 février 2012, 20 mars 2012 et 11 avril 2012, a donné, à cette dernière date, l'avis suivant :

I. La portée du projet

1.1. L'arrêté en projet vise à réformer le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services de la Région wallonne et de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région, en mettant notamment en place un système de mandats de législature. Il est ainsi prévu que leurs titulaires sont désignés en début de législature, pour une période se terminant « le 31 décembre de l'année au cours de laquelle est intervenue la prestation de serment des membres d'un nouveau Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement » (52).

1.2. Sous réserve des dispositions transitoires du projet (53), celui-ci prévoit que le Gouvernement désigne les mandataires au sein d'un « pool de candidats », « composé :

1^o des titulaires du Certificat de management public (54);

2^o des mandataires en fonction au sein des services du Gouvernement et des organismes visés à l'article 1^{er} le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon [en projet et faisant l'objet du présent avis] et n'ayant pas fait l'objet d'une mention défavorable' lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 11 du présent arrêté;

3° des membres du pool de candidats à l'exercice d'un mandat établi par l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 décembre 2003 [...] instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII [en projet et examiné ce jour par le Conseil d'Etat dans une affaire portant le n° 50.049/2 du rôle] » (55).

Il n'est établi aucun classement parmi les membres du pool (56).

1.3.1. L'une des pierres angulaires du système projeté est le certificat de management public (57), « délivré après la réussite de l'examen organisé à l'issue d'une formation organisée par l'Ecole d'administration publique » (58), comprenant des cours pratiques et théoriques et la réalisation d'un mémoire (59), le programme de la formation étant toutefois défini comme « comport[ant] des aspects essentiellement pratiques et s'appu[yant] sur une pédagogie interactive favorisant l'implication personnelle des participants » et « compren[ant] des études de cas et des analyses de dossiers fondés sur la réalité administrative » (60). Le volume horaire de la formation est de deux cent quarante heures (61).

1.3.2. Pour pouvoir accéder à cette formation, il faut :

« 1° être titulaire d'un diplôme donnant accès au niveau A, ou être lauréat d'un concours d'accès au niveau A ou à un niveau équivalent ou exercer une fonction de niveau A ou une fonction équivalente;

2° pouvoir se prévaloir d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans une fonction de niveau A ou une fonction équivalente » (62).

L'accès à la formation est en outre subordonné à la présentation d'un concours et au classement en ordre utile à ce concours (63) « au regard du nombre de participants fixé par le Gouvernement sur proposition de l'Ecole [d'Administration publique] » (64). Chaque cycle de formation n'est en effet accessible qu'à un nombre limité de participants, ainsi fixé (65).

1.3.3. L'Ecole délivre le certificat de management public à tous les participants ayant réussi l'examen organisé à la fin de chaque cycle de formation (66).

1.3.4. Le SELOR joue le rôle suivant dans ce processus :

1° il publie l'annonce du cycle de formation (67);

2° il fixe le délai de dépôt des candidatures (68);

3° il reçoit les candidatures (69);

4° il vérifie leur recevabilité (70);

5° il organise le concours d'accès aux cycles de formation (71);

6° il valide le programme du concours élaboré par l'Ecole d'Administration publique; ce programme est ensuite approuvé par le Gouvernement (72);

7° il compose le jury d'examen du cycle de formation, constitué de neuf membres ainsi désignés sur la base des qualifications suivantes :

« - l'Administrateur délégué du SELOR ou son délégué, qui préside le jury;

- six membres désignés soit parmi les enseignants appelés à dispenser la formation, soit en raison de leur qualité d'experts présentant une compétence, incontestable en lien avec au moins un des éléments du programme de formation et choisis en dehors des services du Gouvernement, des Organismes et des cabinets ministériels;

- un fonctionnaire de rang 17 ou 16+ issu des services de la Communauté française;

- un fonctionnaire de rang A1 ou A2 issu des services du Gouvernement wallon ou des organismes » (73).

1.3.5. Des dispenses aux cours théoriques de la formation peuvent être accordées par l'Ecole d'Administration publique.

S'agissant des membres du personnel statutaire et contractuel de la fonction publique de niveau A ou équivalent, elles sont accordées s'« ils apportent la preuve qu'ils ont suivi des formations ou séminaires portant sur des matières intégrées dans le programme de formation ou peuvent se prévaloir de compétences avérées et manifestes en lien avec la matière » (74).

S'agissant des autres candidats, la dispense est accordée s'« ils apportent la preuve qu'ils ont suivi des formations ou séminaires portant sur des matières intégrées dans le programme de formation ou peuvent se prévaloir de compétences avérées et manifestes en lien avec la matière ». Néanmoins, pour ces candidats, « trois des quatre matières suivantes doivent obligatoirement être suivies dans le cadre du Certificat : - éthique et valeurs du service public; - management et leadership; - finances publiques, fiscalité et comptabilité publique; - marchés publics » (75).

1.4. Comme il a été exposé plus haut, au point 1.2, les lauréats de l'examen organisé au terme du cycle de formation sont versés, sans classement, dans un pool.

1.5. C'est au sein de ce pool que, « [p]our chaque emploi à pourvoir par mandat, le Gouvernement examine les dossiers déposés par les candidats. Il procède à la comparaison des candidatures, en ayant égard aux titres et mérites et au contenu de la lettre de motivation de chaque candidat, ce au regard de la lettre de mission afférente à l'emploi à pourvoir » (76).

1.6. La lettre de mission, établie par le Gouvernement au moment de la déclaration de vacance des emplois à pourvoir par mandat (77), comporte les éléments suivants :

« 1° la description de fonction et le profil de compétence de la fonction à pourvoir;

2° la définition des missions de gestion qui incombent au mandataire;

3° les objectifs de gestion stratégique à atteindre, définis notamment sur la base de la déclaration de politique régionale;

4° les moyens budgétaires et les ressources humaines attribués » (78).

1.7. Sur cette base, « le Gouvernement nomme [...] le candidat qu'il estime le plus apte à exercer la fonction en toute confiance » (79).

II. Les dispositions relatives à l'Ecole d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne : nécessité d'un accord de coopération complémentaire

2.1. Dans ses avis 50.243/2 et 50.244/2 donnés le 26 septembre 2011 respectivement sur un avant-projet de décret de la Communauté française et sur un avant-projet de décret de la Région wallonne 'portant assentiment à l'accord de coopération conclu entre la Communauté française et la Région wallonne créant une Ecole d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne', le Conseil d'Etat, section de législation, a souligné ce qui suit :

« Plusieurs dispositions de l'accord de coopération confèrent des délégations réglementaires aux Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française. Même si toutes ces dispositions ne le précisent pas de manière expresse, c'est de manière conjointe que l'exercice par les Gouvernements concernés de cette compétence déléguée est envisagée.

Cette intervention conjointe des Gouvernements, qui n'est pas organisée par l'accord de coopération, n'est pas entendue par celui-ci comme l'adoption concomitante par chacun de ceux-ci d'arrêtés au contenu identique. Elle ne pourrait emprunter que la figure juridique d'accords de coopération subséquents adoptés au seul niveau des titulaires du pouvoir exécutif de la Région wallonne et de la Communauté française. Il ne résulte d'aucune disposition de l'accord à l'examen que ces accords de coopération seraient soumis à un assentiment parlementaire, lequel ne pourrait en toute hypothèse présenter un caractère préalable à la conclusion de ces accords particuliers d'exécution.

Ces délégations de compétence aux accords de coopération à conclure par les Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française ne sont admissibles que dans les limites rappelées plus haut, au n° 1.

Il en résulte que les éléments essentiels du programme de la formation dont il est question à l'article 4, alinéa 1^{er}, doivent figurer dans l'accord de coopération soumis à l'assentiment parlementaire; c'est dans cette mesure qu'il serait également admissible d'habiliter les Gouvernements à approuver le plan de formation, ainsi que l'énonce l'article 7, alinéa 2 » (80).

2.2. Invité à justifier si, à la lumière des principes rappelés ci-dessus, la Région wallonne pouvait adopter seule les articles 341/1 à 341/7 en projet, le délégué du ministre a fait valoir que l'objet de l'arrêté projeté était de régler le statut des mandataires concernés. Il s'agirait là d'une compétence propre de la Région wallonne, que celle-ci puise dans l'article 87, §§ 2 et 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. La circonstance qu'intervienne, selon le projet, en tant qu'opérateur de formation et en vue de la délivrance du certificat de management public, un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique, dont la création nécessite la conclusion d'un accord de coopération, ne serait pas de nature à porter atteinte à une compétence que le Gouvernement détient en propre.

2.3. Les articles 341/1 à 341/7 en projet ayant trait au statut des mandataires concernés, leur adoption relève effectivement de la compétence du Gouvernement de la Région wallonne.

Il y a toutefois lieu de rappeler que l'article 92*bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée prévoit la conclusion d'accords de coopération entre les Régions et les Communautés « qui portent notamment [...] sur l'exercice conjoint de compétences propres ». Ces accords de coopération sont « négociés et conclus par l'autorité compétente » (81). Ils sont donc conclus au niveau des Gouvernements si la matière concernée relève de la compétence de ceux-ci et au niveau des législateurs régionaux et communautaires dans le cas d'« accords qui portent sur les matières réglées par décret, ainsi que [d']accords qui pourraient grever la Communauté ou la Région ou lier des Belges individuellement » (82).

Il ressort tant du projet à l'examen que du projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII', sur lequel la section de législation du Conseil d'Etat a donné ce jour l'avis 50.049/2, que la Région wallonne et la Communauté française reconnaissent chacune le certificat de management public délivré par l'autre entité, les dispositions relatives à la délivrance de ces certificats étant d'ailleurs identiques dans chacun des deux projets (83).

Il découle dès lors de l'article 92*bis*, § 1^{er}, alinéa 2, première phrase, de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée que, plutôt que d'adopter concomitamment des dispositions identiques par des arrêtés distincts, les Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française sont tenus d'adopter conjointement ces dispositions par la voie d'un accord de coopération (84).

C'est sous cette réserve que les articles 341/1 à 341/7 en projet sont examinés dans le présent avis.

III. La compatibilité du régime juridique des mandats envisagé par le projet avec les principes d'objectivité, d'égalité de traitement, d'interdiction de l'arbitraire, d'indépendance et d'impartialité en matière de recrutement dans la fonction publique

A. Les principes applicables

3.1. Toute procédure de recrutement et de nomination en cours de carrière doit respecter les principes d'égalité et de non-discrimination garantis de manière générale par les articles 10 et 11 de la Constitution.

Ces principes impliquent une objectivité dans la procédure de nomination, en manière telle que toute possibilité d'arbitraire soit écartée et qu'il soit tenu compte du mérite des candidats.

3.2. Très longtemps, pour les recrutements, le concours, défini comme étant l'épreuve qui donne lieu à l'établissement d'un classement des candidats dans l'ordre de leur réussite, ce classement liant l'autorité (85), a été considéré comme étant le seul mécanisme assurant cette objectivité (86).

C'est en ce sens que l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent' énonçait en son article 11, alinéa 1^{er}, 3°, qu'

« [a]ucun agent ne peut être recruté s'il ne remplit les conditions suivantes :

[...]

3° réussir un concours de recrutement organisé par le Secrétariat permanent au Recrutement ».

3.3. Les conceptions ont évolué en la matière.

L'article 9, § 3, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent' (ci-après : l'ARPG 2000), qui a remplacé le précédent du 26 septembre 1994, dispose en effet désormais ce qui suit :

« Le statut règle la procédure, le mode de détermination des épreuves et des critères de recrutement et de sélection, ainsi que leur publicité. Le recrutement et la sélection s'effectuent sur la base d'un système de recrutement objectif qui, quant à sa forme et son contenu, offre les garanties nécessaires en matière d'égalité de traitement, d'interdiction de l'arbitraire, d'indépendance et d'impartialité ».

Ce système est celui de la sélection comparative : selon le rapport au Roi précédant l'ARPG 2000, « le recrutement et la sélection ne devront plus nécessairement se faire sur base d'un concours et du classement qui en résulte » mais se fondera sur pareille sélection (87) (88)

Dans son avis 30.218/2 donné le 22 juin 2000 sur le projet devenu l'ARPG 2000, la section de législation du Conseil d'Etat, après avoir constaté qu'en remplaçant le système du concours par celui de la sélection comparative,

« [o]n renonce ainsi à une règle qui a toujours été considérée comme une garantie essentielle de l'objectivité des recrutements (89), une condition qui résulte elle-même du principe constitutionnel de l'égalité admissibilité aux fonctions publiques qui est expressément inscrit à l'article 10, alinéa 2, de la Constitution » (90), considère toutefois ce qui suit :

« Il appartient au Gouvernement d'apprécier si les motifs de performance du service et de responsabilisation, invoqués dans le rapport au Roi, nécessitent l'instauration du système de sélection et de recrutement élaboré dans le projet d'arrêté. Le Conseil d'Etat souhaite néanmoins souligner qu'un système, dans lequel le candidat le plus apte n'est plus sélectionné sur la base des résultats d'un concours, mais bien sur la base d'une appréciation de l'autorité investie du pouvoir de nomination [...], emportera inévitablement une augmentation du contentieux devant le Conseil d'Etat, Section d'Administration. Dans un tel système, la nomination, contrairement à ce qui vaut pour un système de concours, ne peut plus s'appuyer sur un critère tout à fait objectif et univoque - le résultat de l'examen - mais devra faire l'objet, dans le chef de l'autorité, d'une obligation de motivation étendue, qui peut d'autant plus faire l'objet de contestations qu'elle vise à déterminer le candidat finalement le plus apte parmi des candidats déjà estimés équivalents (en cas de répartition des candidats en groupes A, B, C ou D), ou même, le cas échéant, lorsqu'il s'agit de justifier pourquoi un candidat moins bien classé par le Secrétaire permanent au recrutement est néanmoins jugé finalement le plus apte à occuper l'emploi vacant (en cas de sélection comparative conduisant à un classement des candidats qui n'est pas organisée à la demande du ministre ou de son délégué) » (91).

Il en résulte que le système de la sélection comparative a été admis en son principe, même si la section de législation du Conseil d'Etat met l'accent sur les difficultés qu'il est susceptible de susciter dans la pratique et sur l'« obligation de motivation étendue » qu'il implique, la comparaison des titres et mérites des candidats demeurant la règle en vue d'assurer, conformément à l'article 9, § 3, de l'ARPG 2000, un « recrutement objectif qui, quant à sa forme et son contenu, offre les garanties nécessaires en matière d'égalité de traitement, d'interdiction de l'arbitraire, d'indépendance et d'impartialité ».

4.1. L'évolution de la jurisprudence de la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat quant à l'éventuelle nécessité d'un classement des candidats pour assurer la comparaison objective et impartiale de leurs titres et mérites en vue d'un recrutement à un mandat de management, va dans ce sens.

4.2. Dans son arrêt *Jadot* du 7 septembre 2001, l'absence de classement a certes été condamné dans les termes suivants par le Conseil d'Etat » :

« le principe de l'égalité admissibilité aux emplois publics n'est qu'une application particulière des principes d'égalité et de non-discrimination consacrés par les articles 10 et 11 de la Constitution; [...] l'article 9, § 3, deuxième phrase, de l'ARPG [2000] en exprime adéquatement les exigences; [¼] tout statut d'agents de la fonction publique doit être organisé en manière telle qu'il offre toutes les garanties requises en ce qui concerne le respect du prescrit constitutionnel; [...] la comparaison objective et impartiale des titres et mérites des candidats à une fonction publique est indispensable pour que soit assurée l'égalité admissibilité des citoyens aux emplois publics; [...] à cet égard, il suffit de constater que les candidats aux fonctions visées sont classés en quatre groupes, sans faire l'objet d'un classement au sein de chacun de ces groupes, si bien que l'autorité investie du pouvoir de nommer dispose d'une liberté illimitée de désigner le candidat de son choix au sein du groupe des candidats les plus aptes » (92).

L'arrêt *Degueldre*, rendu le 25 mars 2005, s'exprime dans le même sens (93).

Il convient toutefois de noter que l'arrêt *Jadot* admet la compatibilité de l'article 9, § 3, de l'ARPG 2000 avec les principes d'égalité et de non-discrimination et que ce n'est pas l'absence de concours en tant que telle qui y est critiquée : c'est plutôt la « liberté illimitée de désigner le candidat de son choix au sein du groupe des candidats les plus aptes », conférée à l'autorité investie du pouvoir de nommer, qui constitue le motif conduisant au constat de l'illégalité de l'arrêté attaqué dans cette affaire. Les mêmes considérations valent, mutatis mutandis, pour l'arrêt *Degueldre*.

4.3. La jurisprudence plus récente de la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat semble confirmer que c'est sur la nécessité du maintien d'une comparaison des titres et mérites des candidats au recrutement que l'accent doit être mis et non nécessairement sur le maintien du concours.

Selon l'arrêt *Godard* du 16 décembre 2008 en effet, « le concours n'[est] pas de droit » (94).

5. Afin d'apprécier l'admissibilité du système envisagé par le projet à l'examen, il convient également de rappeler les règles énoncées par l'article 9, § 1^{er}, de l'ARPG 2000 pour ce qui concerne certains aspects des conditions de recrutement dans la fonction publique :

« Sans préjudice des dispositions de l'article 1^{er}, § 3 (95), le statut détermine les conditions générales à remplir pour être recruté en qualité d'agent. Des conditions spécifiques de recrutement peuvent être imposées lorsque la nature de la fonction l'exige.

Ne peut être recruté comme agent que celui qui est porteur du diplôme ou certificat d'études en rapport, conformément au statut concerné, avec le niveau de l'emploi à conférer.

Une dérogation à la condition de diplôme visée à l'alinéa 2, peut, préalablement à la sélection comparative, être accordée, par une décision motivée de l'autorité désignée dans le statut,

1° soit aux candidats porteurs d'un diplôme ou certificat d'études d'un niveau inférieur dans le cas d'une pénurie sur le marché du travail, après avis de l'instance qui se porte garante de la sélection;

2° soit aux candidats porteurs d'un certificat de compétences acquises hors diplôme donnant accès au niveau où se situe l'emploi auquel appartient la fonction pour laquelle la sélection est organisée. Ce certificat est délivré ou reconnu par l'organe que désigne et pour la durée de validité que fixe le statut.

L'appel aux candidats fait mention de chaque dérogation ».

6. C'est sans dérogation à l'ensemble de ces règles que l'ARPG 2000 admet en son article 12, première phrase, sans autre précision quant au régime de sélection et de recrutement, que « [l]e statut peut prévoir un régime de mandat pour les fonctions de management » (96).

7. C'est à la lumière de ces principes que le projet à l'examen sera examiné, une attention toute particulière étant requise quant à la nécessité d'une sélection assurant une comparaison effective et rigoureuse des candidats aux fonctions de haut niveau concernées.

B. Examen du projet à la lumière des principes applicables

a) La comparaison des titres et des mérites des candidats

8. Le projet prévoit, dans le régime de sélection qu'il instaure, la comparaison des titres et mérites des candidats au recrutement en qualité de mandataire puisque :

- l'admission à la formation assurée par l'Ecole d'administration publique est subordonnée à la réussite d'un concours, au terme duquel l'autorité est liée par le classement pour cette admission;

- lorsqu'il procède à la nomination des mandataires, « [p]our chaque emploi à pourvoir par mandat, le Gouvernement examine les dossiers déposés par les candidats. Il procède à la comparaison des candidatures, en ayant égard aux titres et mérites et au contenu de la lettre de motivation de chaque candidat, ce au regard de la lettre de mission afférente à l'emploi à pourvoir » (97).

Cet acte de nomination doit bien entendu être motivé en la forme au regard de ces critères, même si celui de la confiance placée par le Gouvernement en la personne de celui qu'il choisit peut également être pris en considération, mais d'une manière qui n'est en rien exclusive.

Sur ces points, le projet rencontre les exigences d'objectivité, d'égalité de traitement, d'interdiction de l'arbitraire, d'indépendance et d'impartialité en matière de recrutement dans la fonction publique.

b) L'effectivité du niveau de la formation préalable en management public

9. Il est toutefois un stade important de la procédure de nomination des mandataires où il n'est pas procédé à une comparaison des titres et mérites des candidats : il s'agit de celui qui correspond à la sanction de la formation au sein de l'Ecole d'administration publique, à l'issue de laquelle le certificat de management public peut être octroyé aux candidats : un examen est organisé à cet effet à la fin de la formation, qui n'est pas comparatif.

Il peut être admis, spécialement lorsque, comme en l'espèce (98), interviennent d'autres éléments de comparaison objective parmi les critères de nomination dans un emploi public et qu'est, en toute hypothèse, maintenue l'obligation particulière de motivation du choix finalement effectué, qu'une formation de haut niveau, exigée comme condition d'accès à cet emploi, dispense celui qui en sanctionne l'accomplissement d'en classer les lauréats. Il peut en effet se concevoir que, pour des formations de haute technicité, pareille comparaison soit impossible ou excessivement difficile.

10. L'absence d'éléments objectifs de comparaison quant à la valeur des lauréats d'une formation n'est toutefois admissible que si celle-ci est conçue et organisée de manière à assurer effectivement un haut niveau de qualification.

Sur ce point, le projet appelle d'importantes critiques ou réserves. Celles-ci concernent également d'autres questions, notamment la compatibilité du régime envisagé avec l'ARPG 2000 et l'objectivité de la sélection en vue de l'accès à la formation.

1° Les conditions d'accès à la formation en management public

11.1. Il résulte de l'article 341/2 en projet que l'accès à la formation en vue de l'obtention du certificat en management public est ouvert non seulement à ceux qui, outre la condition de l'« expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans une fonction de niveau A ou une fonction équivalente » (99), sont « titulaire[s] d'un diplôme donnant accès au niveau A, ou [sont] lauréat[s] d'un concours d'accession au niveau A ou à un niveau équivalent » mais aussi à ceux qui, outre la même condition d'expérience professionnelle, « exerce[nt] une fonction de niveau A ou une fonction équivalente ».

11.2. Le rapport au Gouvernement joint à la demande d'avis n° 50.049/2 (100) fait écho, en mentionnant notamment l'arrêt Regaert du 20 novembre 2009 (101) de la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat (102), aux critiques qu'appelle pareille extension de l'accès à la formation et, par voie de conséquence, à une éventuelle nomination en qualité de mandataire au niveau supérieur de la hiérarchie administrative.

Il y répond dans les termes suivants :

« [l]e Certificat [de management public] obtenu après une formation extrêmement exigeante au regard du programme de cours et de l'épreuve finale, d'une durée de 240 heures, et ponctuée par un mémoire, apparaît pour le Gouvernement comme un motif raisonnable et légalement admissible permettant de justifier un assouplissement en matière de titre requis ».

11.3. Cette opinion ne peut être suivie.

11.4. En premier lieu, en effet, comme l'accès à cette formation détermine une éventuelle nomination en qualité de mandataire à un niveau supérieur de la hiérarchie administrative, l'extension de l'accès à la nomination à des personnes non titulaires du diplôme requis n'est pas conforme à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, de l'ARPG 2000 : aux termes de cette disposition, il doit y avoir une correspondance entre le niveau de l'emploi à conférer et le diplôme dont le candidat titulaire à cet emploi est porteur et une dérogation n'est admise à cette condition de diplôme qu'en vertu de l'alinéa 3, 2°, du même article 9, § 1^{er}, pour les « porteurs d'un certificat de compétences acquises hors diplôme donnant accès au niveau où se situe l'emploi [...], [c]e certificat [étant] délivré ou reconnu par l'organe que désigne et pour la durée de validité que fixe le statut ».

Indépendamment des critiques qu'appelle l'effectivité du niveau de la formation en management public envisagée par le projet, formulées plus bas (103), et même si le projet devait être corrigé pour y donner suite, il convient de rappeler que les exigences relatives aux titres requis et celles portant sur la formation en management public concernent deux objectifs distincts, les premières portant sur la nécessité, pour les intéressés, de disposer et d'établir les compétences fonctionnelles en rapport avec les métiers exercés au sein de l'administration concernée et les secondes visant à garantir les compétences de management requises.

Ces deux ensembles d'exigences ne peuvent en conséquence être confondues et le relèvement du niveau des secondes ne peut autoriser un affaiblissement des premières.

11.5. En second lieu, s'agissant cette fois de la nécessité d'assurer un haut niveau de formation, l'extension de l'accès à la formation à des personnes qui n'ont pas établi, par un diplôme ou par un concours d'accès, qu'elles ont le niveau de formation de base requis pour l'accès à une fonction de niveau A, emporte le risque sérieux, même si elles exercent pareille fonction ou une fonction équivalente, de niveler la formation vers le bas. En effet, le niveau des prérequis à une formation détermine dans une mesure importante le niveau final susceptible d'être atteint au terme de celle-ci.

11.6. Les mots « ou exercer une fonction de niveau A ou une fonction équivalente », qui figurent à la fin de l'article 341/2, 1°, en projet, doivent en conséquence, en toute hypothèse, être omis.

12.1. Un autre aspect du dispositif relatif à l'accès à la formation appelle des critiques.

Il s'agit de la fixation du nombre de participants à chaque cycle de formation.

Ce nombre est fixé préalablement à chaque cycle « par le Gouvernement, sur proposition de l'Ecole d'administration publique » (104).

12.2. Si un mécanisme procédural fondé sur la nécessité d'une proposition émanant d'un corps extérieur au Gouvernement peut apparaître comme une garantie d'objectivité et d'impartialité, il n'en reste pas moins qu'il peut avoir pour effet, en cas d'abstention de l'organisme proposant ou de désaccord entre celui-ci et le Gouvernement, de paralyser l'action de ce dernier. Il serait préférable de remplacer la proposition par un avis, quitte à renforcer l'obligation faite au Gouvernement de motiver sa décision s'il devait s'écarter de cet avis, lequel peut toujours être donné d'initiative.

La question se pose avec d'autant plus d'acuité que, sous réserve de ce qui sera exposé ci-après, au n° 12.4, le Gouvernement paraît le mieux placé pour prévoir les vacances aux emplois de mandat qu'il entend ouvrir et qu'il y a lieu de tenir compte également de l'éventualité selon laquelle tous les candidats aux concours d'accès aux cycles peuvent ne pas le réussir et que certains de ceux qui présentent l'examen final peuvent y échouer, ce qui pourrait aboutir à une insuffisance de candidats, au sein du pool, à une nomination comme mandataire.

12.3. Des questions surgissent également quant à la praticabilité du système, compte tenu de l'objectif poursuivi par le projet, tendant à faire coïncider dans le temps, dans une grande mesure, la législature et la durée des mandats concernés. Il résulte en effet des articles 342, § 1^{er}, 344, alinéa 2, et 348 en projet que les mandataires doivent être désignés dans un délai maximal de six semaines majoré de trois mois qui suit la date de « prestation de serment d[es] membres [du Gouvernement] faisant directement suite au renouvellement du Parlement » et que les mandats viennent en principe à échéance « le 31 décembre de l'année au cours de laquelle est intervenue la prestation de serment des membres d'un nouveau Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement », cette échéance pouvant être prolongée au 31 mars de l'année suivante, voire à une date ultérieure, « en l'absence de désignation d'un nouveau mandataire » à la date précitée du 31 décembre. En cas de démission anticipée du Gouvernement dans les hypothèses de l'adoption d'une motion de méfiance conformément à l'article 71 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ou du refus d'adoption d'une motion de confiance conformément à l'article 72 de la même loi spéciale, il résulte de l'article 345 en projet que « le nouveau Gouvernement peut décider de déclarer vacants les emplois attribués par mandats », que « les mandats en cours prennent fin de plein droit le jour de la désignation des nouveaux mandataires » et que, lorsque pareille vacance est déclarée, c'est un délai maximal de six semaines majoré d'un mois et ensuite de trois mois qui sépare cette vacance de la désignation des nouveaux mandataires.

Il en ressort pour l'essentiel que c'est le Gouvernement sous l'autorité duquel les mandataires exerceront leurs fonctions qui paraît devoir avoir la maîtrise de l'ensemble de la procédure de désignation, depuis la déclaration de vacance jusqu'à la désignation elle-même. Il paraîtrait peu cohérent que la fixation du nombre de participants à la formation organisée au sein de l'Ecole d'administration publique ne participe pas de cette même maîtrise.

Dans ces conditions, il est fort douteux qu'entre « la prestation de serment des membres d'un nouveau Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement » et la désignation des mandataires, il soit possible pour ce nouveau Gouvernement d'organiser une formation et de fixer ainsi préalablement le nombre de participants à la formation censée y conduire et mener à une éventuelle désignation : les délais envisagés par le projet ne paraissent pouvoir être respectés que si le nouveau Gouvernement désigne les mandataires au sein d'un pool résultant d'une formation organisée antérieurement à sa prestation de serment et constituée de participants dont le nombre a été fixé par un Gouvernement précédent.

Il est vrai qu'aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 348 en projet, il est prévu la possibilité de retarder la date d'échéance des mandats en cours au-delà du 31 décembre de l'année de la prestation de serment du nouveau Gouvernement mais sans que soit prévue la possibilité parallèle de retarder la désignation des nouveaux mandataires, sauf à considérer que le délai de six semaines majoré de trois mois, qui ne peut être analysé autrement que comme un délai d'ordre, serait quasi-systématiquement dépassé, ce qui ne correspond pas à l'économie générale du projet.

La praticabilité du système envisagé est donc douteuse.

D'une manière plus générale, s'agissant notamment des délais, la correspondance entre la phase d'organisation de la formation, celle de la désignation des nouveaux mandataires et la détermination de l'échéance des mandats précédents doit être mieux assurée.

12.4. Ce dispositif appelle une observation plus fondamentale : les limites de l'accès à la formation, qui résultent de la fixation par le Gouvernement du nombre de ses participants, doivent rester dans des proportions raisonnables et rendre possible, à son terme, l'existence d'une palette suffisamment nombreuse de lauréats présents dans le pool, en manière telle que le Gouvernement dispose d'une véritable possibilité de choix au sein de ce pool et qu'en définitive, la fixation d'un nombre trop réduit de participants ne puisse être dicté par le souhait de sélectionner dès le départ des candidats au profil correspondant aux orientations du concours d'accès à la formation et aux choix préalablement faits par le Gouvernement.

2° Le niveau de la formation en management public

13. Outre les observations formulées ci-avant qui, sur certains points, concernent déjà les réserves devant être faites quant à l'effectivité du niveau susceptible d'être atteint par la formation menant à l'obtention du certificat de management public, cette dernière question appelle les critiques suivantes.

14. D'une manière générale, la durée totale de cette formation n'excède pas 240 heures (105), tant pour ses cours théoriques que pour ses aspects axés sur la pratique; il n'est pas clair si cette durée totale inclut également celle nécessaire à la rédaction du mémoire (106).

Comparé par exemple à ce qui est prévu pour les programmes de niveau universitaire pour l'acquisition de compétences de haut niveau, pareil volume, même si en sont exclues les heures consacrées au mémoire, paraît relativement réduit et semble ne pouvoir conduire qu'à des acquisitions parcellaires dans les branches théoriques et pratiques de la formation, en ce qui concerne aussi bien chacune d'entre elles que leur ensemble.

Ceci paraît compromettre le niveau global de la formation.

15.1. Par ailleurs, la partie théorique de la formation appelle les observations suivantes.

15.2. Si, aux termes de l'article 341/1, § 3, alinéa 1^{er}, deuxième phrase, en projet, « [le programme de la formation] comporte des aspects essentiellement pratiques », qu'il « s'appuie sur une pédagogie interactive favorisant l'implication personnelle des participants » et qu'« [il] comprend des études de cas et des analyses de dossiers fondés sur la réalité administrative », l'alinéa 4 de la même disposition envisage l'organisation de « cours théoriques » portant « au moins » sur douze branches.

15.3. Le niveau intrinsèque de ces cours théoriques suscite des interrogations.

Comme il a été exposé plus haut, il est en effet prévu que les douze matières concernées doivent s'intégrer dans un volume horaire total de 240 heures pour l'ensemble de la formation, à savoir non seulement pour ces cours mais également pour ses aspects pratiques, qui paraissent constituer l'essentiel de la formation (107).

L'observation formulée ci-avant, au point 14.2 en ce qui concerne le nombre d'heures susceptibles d'être consacrées à chaque partie de la formation vaut notamment pour l'ensemble des cours théoriques et, a fortiori, pour chacun d'entre eux. Ce nombre d'heures, dans le système proposé, ne pourra être que peu élevé.

Le projet doit être revu sur ce point, en mentionnant par exemple un nombre d'heures pour chacun des cours théoriques, qui devrait être suffisant pour en assurer le haut niveau, conformément aux objectifs fixés.

Par la même occasion, les parties de la formation consacrées à ses aspects respectivement pratiques et théoriques doivent apparaître clairement du dispositif.

15.4. Il ne paraît en outre pas certain que la pleine maîtrise de ces matières théoriques soit finalement exigée puisqu'aux termes de l'article 341/7, § 2, alinéa 2, troisième tiret, en projet, l'épreuve orale présentée devant le jury consiste, s'agissant de ces matières, à « répond[re] aux questions posées par les membres du jury portant sur les matières enseignées lors du cycle de formation, en vue de vérifier sa capacité à mobiliser ses propres acquis et les outils dont il dispose ».

Il résulte par ailleurs de l'alinéa 3, in fine, du même article 341/7, § 2, en projet que la vérification de la connaissance des matières enseignées dans ces cours théoriques n'interviendra qu'à concurrence de 20 % des points dans l'appréciation globale du jury.

Ces questions doivent être précisées dans le projet, de manière à garantir une connaissance de niveau suffisant de ces matières théoriques, eu égard aux responsabilités que le candidat mandataire peut être appelé à exercer.

16.1. Le régime de dispense des formations théoriques appelle également d'importantes critiques.

16.2. Il résulte en premier lieu de l'article 341/5, §§ 2 et 3, en projet qu'il suffit d'avoir « suivi » des formations ou séminaires portant sur les matières théoriques énoncées à l'article 341/1, § 3, alinéa 4, en projet pour en être dispensé, sous réserve de ce que prévoit, pour les candidats autres qu'issus du personnel statutaire et contractuel de la fonction publique de niveau A ou équivalent, l'article 341/5, § 3, in fine, en projet. Il devrait au moins être prévu d'avoir suivi avec fruit ces formations ou séminaires et l'équivalence de ces derniers, quant à leur niveau, avec les cours théoriques en question devrait être garanti.

16.3. Le texte est également muet quant au délai précédant la candidature au cours duquel les formations ou séminaires réputés équivalents auraient été suivis avec fruit.

Cet aspect devrait également être précisé de manière à n'admettre des dispenses que pour des formations et séminaires restant pertinents par rapport à l'état actuel des connaissances, telles qu'elles sont au programme de la formation théorique organisé par l'École d'administration publique.

16.4. Enfin, l'auteur du projet doit être en mesure de justifier, au regard des principes d'égalité et de non-discrimination garantis par les articles 10 et 11 de la Constitution, la différence de régime instauré à l'article 341/5, §§ 2 et 3, en projet en matière de dispense entre les candidats issus du personnel statutaire et contractuel de la fonction publique de niveau A ou équivalent et ceux qui ne font pas partie de ce personnel, seuls ces derniers étant astreints, quelle que soit leur formation antérieure, à suivre trois des quatre matières que la fin du paragraphe 3 énumère.

17. La dimension pratique de la formation doit également garantir un haut niveau.

Il appartient à l'auteur du projet d'assurer que tel sera bien le cas, par exemple en assortissant l'organisation de ces aspects pratiques d'un cahier des charges de nature à rencontrer cet objectif. Ceci paraît d'autant plus important que, comme il a déjà été relevé, ces aspects paraissent constituer l'essentiel de la formation (108).

Des explications sur ce point gagneraient à figurer dans le rapport au Gouvernement.

18. Il résulte de ce qui précède que d'importantes interrogations surgissent quant à l'effectivité du niveau de la formation menant à l'obtention du certificat de management public et à d'autres aspects touchant à l'accès à cette formation ou à son organisation.

Comme le haut niveau de la formation envisagée est l'un des éléments de base du projet et que seule la garantie de l'atteinte de pareil niveau rend admissible l'absence d'un classement des candidats à une désignation comme mandataires au sein du pool finalement constitué, le projet doit être revu afin de répondre à ces interrogations, en manière telle que le haut niveau souhaité soit susceptible d'être effectivement atteint.

19. Vu le caractère fondamental de ces observations quant au niveau de la formation et à d'autres aspects de celle-ci (109) et compte tenu également de la nécessité d'un accord de coopération complémentaire pour organiser la formation conjointe pour les mandataires de la Communauté française et de la Région wallonne (110), le projet ne sera pas examiné plus avant sur ses aspects plus particuliers.

Ceux-ci ne pourront être examinés que lorsqu'un nouveau projet sera soumis au Conseil d'Etat, qui fera suite au présent avis, cet examen pouvant intervenir, le cas échéant, dans le délai de trente jours prévu par l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

(52) Article 348, alinéa 1^{er}, en projet de l'arrêté du Gouvernement de la Région wallonne du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne; voir aussi l'article 342, § 1^{er}, en projet.

(53) Articles 11 à 13 du projet.

(54) Voir le point 1.3, ci-après.

(55) Article 341/8, alinéa 3, en projet.

(56) Article 341/8, alinéa 4, en projet.

(57) Articles 341/1 à 341/7 en projet.

(58) Article 341/1, § 1^{er}, en projet.

(59) Article 341/1, § 3, en projet.

- (60) Article 341/1, § 3, alinéa 1^{er}, en projet.
 (61) Article 341/1, § 5, en projet.
 (62) Article 341/2 en projet.
 (63) Article 341/4 en projet.
 (64) Article 341/4, § 3, en projet.
 (65) Article 341/4, § 1^{er}, en projet.
 (66) Article 341/7, § 2, en projet.
 (67) Article 341/3, § 1^{er}, en projet.
 (68) Article 341/3, § 3, en projet.
 (69) Article 341/3, § 4, en projet.
 (70) Article 341/3, § 5, en projet.
 (71) Article 341/4, § 2, alinéa 1^{er}, en projet.
 (72) Article 341/4, § 2, alinéa 3, en projet.
 (73) Article 341/7, § 1^{er}, en projet.
 (74) Article 341/5, § 2, en projet.
 (75) Article 341/5, § 3, du projet.
 (76) Article 344, alinéa 1^{er}, en projet.
 (77) Article 342, § 2, en projet.
 (78) Article 342, § 3, en projet.
 (79) Article 344, alinéa 2, en projet.
 (80) Point I, 4.1, de chacun des deux avis 50.243/2 et 50.244/2 précités.
 (81) Article 92*bis*, § 1^{er}, alinéa 2, première phrase, de la loi du 8 août 1980 précitée.
 (82) Article 92*bis*, § 1^{er}, alinéa 2, deuxième phrase, de la loi du 8 août 1980 précitée.

(83) Voir respectivement les articles 341/1 à 341/7 en projet à l'article 1^{er} du projet à l'examen, ainsi que les articles 7 à 13 du projet d'arrêté de la Communauté française. Voir aussi, dans l'accord de coopération du 25 août 2011 conclu entre la Communauté française et la Région wallonne créant une Ecole d'Administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne' (cf. les avis 50.243/2 et 50.244/2, précités), l'article 4, qui dispose expressément que le certificat de management public est commun à la Région wallonne et à la Communauté française.

(84) Seul un accord entre les Gouvernements concernés permet d'ailleurs de prévoir la présence obligatoire, au sein du jury instauré par l'article 341/7, § 1^{er}, en projet, d'un fonctionnaire issu des services du Gouvernement de la Communauté française, ainsi que le prévoit le troisième tiret de cette disposition.

Il est rappelé en effet à ce sujet qu'en vertu de l'autonomie respective de l'Etat, des Régions et des Communautés, une Région ne peut prévoir la représentation d'autres niveaux de pouvoir dans les organes qu'elle institue qu'en respectant l'une des deux manières de procéder ci-après :

a) soit le texte est rédigé de telle sorte que la représentation des autres niveaux de pouvoir est purement facultative (ceci implique, d'une part, que les représentants de ces niveaux de pouvoir ne disposent pas d'une voix délibérative et, d'autre part, qu'il soit indiqué clairement que la circonstance qu'il n'est pas proposé de représentant ou que, dans l'hypothèse où une telle proposition intervient effectivement, les membres concernés n'assistent pas aux réunions de l'organe, ne peut avoir de répercussion sur le fonctionnement de celui-ci ni sur la validité des actes qu'il pose);

b) soit la représentation des autres niveaux de pouvoir présente un caractère obligatoire; en ce cas, la Région wallonne est tenue de respecter l'article 92*ter*, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée, rédigé comme suit : « Les Gouvernements communautaires et régionaux, chacun en ce qui le concerne, règlent par arrêté pris de l'accord du Roi et des autres Gouvernements, selon le cas, la représentation de l'autorité fédérale et, le cas échéant, des autres Communautés et Régions, dans les organes de gestion ou de décision des institutions et organismes communautaires et régionaux, notamment consultatifs et de contrôle, qu'ils désignent ».

(85) B. Lombaert, I. Mathy et V. Rigodanzo, *Eléments du droit de la fonction publique*, Waterloo, Kluwer, coll. « Pratique du droit », 2007, n° 134, p. 88.

(86) D. Batselé, O. Daurmont et Ph. Quertainmont, *Le contentieux de la fonction publique*, Bruxelles, Nemesis, 1992, n° 23, p. 64; J. Sohler, « La fonction publique face à l'effet 'Copernic' : mythe ou réalité ? », *J.T.*, 2003, pp. 221 à 228, spéc. n° 8, p. 224.

(87) J. Sohler, *op. cit.*, n° 8, pp. 224 et 225; B. Lombaert e.a., *op. cit.*, n° 134, p. 89; P.-O. De Broux, « De Camu à Copernic : l'évolution de la fonction publique en Belgique », *A.P.T.*, 3-4/2005, numéro thématique « La fonction publique en Belgique », pp. 158 à 177, spéc. p. 174; G. Druetz, « Le recrutement et le stage », *ibid.*, pp. 229 à 239, spéc. pp. 233 et 234; P. Drogart, « Le recrutement et le stage – Quelques réflexions », *ibid.*, pp. 240 à 243, spéc. p. 241; Ph. Quertainmont, « Conclusions générales », *ibid.*, pp. 362 à 376, spéc. p. 366.

(88) Même si, depuis, la sélection comparative ne se déroule plus au niveau fédéral de la manière indiquée ci-après et, qu'en toute hypothèse, chaque niveau de pouvoir dispose d'une marge d'appréciation quant à la manière de concevoir pareille sélection dans le respect de l'article 9, § 3, de l'ARPG 2000, le rapport au Roi précédant cet arrêté royal expose comme suit, à titre d'exemple, le déroulement d'une procédure de sélection comparative :

« Afin de préciser et d'illustrer les considérations précédentes, la procédure qui sera suivie à l'avenir par 'SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale' et pour la réalisation de laquelle un autre arrêté Vous est soumis, est exposée ci-après de façon concise.

La sélection du personnel des services publics se fera par 'SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale' après une sélection comparative et dans le sens suivant. Sur base du résultat de la sélection comparative, 'SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale' transmettra la liste des dix premiers candidats classés à l'autorité qui détient le pouvoir de nomination. Celle-ci nommera, ensuite, après avoir interviewé les candidats à partir de cette liste de candidats, celui (ceux) qui, selon elle et en indiquant les motifs de sa décision, a (ont) été estimé(s) le(s) plus apte(e) pour la (les) fonction(s) à exercer. La liste sera ensuite à nouveau complétée par 'SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale', sur base du résultat du concours, et sera à nouveau transmise à l'autorité suivante qui en fait la demande et ceci, jusqu'à ce que la réserve soit épuisée ou ne soit plus valable.

Dans des cas spécifiques, c-à-d. lorsque des compétences élevées et/ou spécifiques sont requises, 'SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale' peut classer les candidats par groupe sur base du niveau de leur compétence acquise (par exemple du haut vers le bas à commencer par le groupe A et, ensuite, B, C et D). Ce classement par groupe sera transmis à l'autorité qui détient le pouvoir de nomination. Celle-ci désignera ensuite, en tenant compte de la classification par groupe, celui (ceux) qui, d'après elle, et en indiquant évidemment les motifs de sa décision, est (sont) estimé(s) le(s) plus apte(e) pour la (les) fonction(s) à exercer ».

(89) Note 10 dans l'avis cité : Batselé, D., Daurmont, O. et Quertainmont, Ph., *Le contentieux de la fonction publique*, Bruxelles, Nemesis, 1992, p 64, n° 23; Sarot, J., et al., *Précis de fonction publique*, Bruxelles, Bruylant, 1994, p. 158, n° 196.

(90) Avis 30.218/1 donné le 22 juin 2000 sur un projet devenu l'ARPG 2000, *Moniteur belge*, 9 janvier 2001.

(91) Avis 30.218/1 donné le 22 juin 2000 sur un projet devenu l'ARPG 2000, *Moniteur belge*, 9 janvier 2001.

(92) C.E., *Jadot*, n° 98.735, 7 septembre 2001.

(93) C.E., *Degueldre*, n° 142.684, 25 mars 2005.

(94) C.E., *Godard*, n° 188.838, 16 décembre 2008.

(95) L'article 1^{er}, § 3, de l'ARPG 2000 dispose que « [n]ul ne peut être nommé agent s'il ne remplit les conditions générales d'admissibilité suivantes :

1° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° satisfaire aux lois sur la milice;

4° justifier de la possession de l'aptitude médicale exigée pour la fonction à exercer ».

(96) Les deuxième et troisième phrases de l'article 12 de l'ARPG 2000 disposent ce qui suit :

« Pour un agent désigné à un mandat, la durée du mandat est prise en compte dans l'ancienneté administrative et pécuniaire. Par ailleurs, il bénéficie des droits pécuniaires liés à l'exercice de ce mandat ».

(97) Article 344, alinéa 1^{er}, en projet.

(98) Voir le n° 8, ci-avant.

(99) Pour mieux traduire le caractère cumulatif des deux conditions énoncées à l'article 341/2 en projet, il conviendrait d'insérer la conjonction de coordination « et » à la fin du 1° de cette disposition.

(100) Le projet d'arrêté examiné dans le présent avis 50.047/2 ne comprend pas de rapport au Gouvernement qui lui est propre. Même si les projets faisant l'objet des avis 50.047/2 et 50.049/2 sont comparables, que le rapport au Gouvernement déposé dans le dossier 50.049/2 vaut, *mutatis mutandis*, pour le projet ici examiné et qu'il peut donc être fait référence dans le présent avis à ce rapport au Gouvernement, il serait indiqué de joindre également à l'arrêté qui sera adopté dans le présent dossier un rapport au Gouvernement qui lui sera spécialement affecté.

(101) Le renvoi à l'arrêt *Regaert* du 20 novembre 2009 qui figure dans le rapport au Gouvernement est toutefois erroné, en ce qu'il mentionne le numéro d'arrêt 198.089 au lieu de 198.078.

(102) Dans son arrêt *Regaert*, n° 198.078, du 20 novembre 2009, le Conseil d'Etat a condamné dans les termes suivants un système analogue trouvant sa source dans l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII' :

« Considérant que, dans son avis n° 33.207/2 donné le 25 juin 2002 sur un projet d'arrêté, qui deviendra l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mars 2003 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII [...] la section de législation du Conseil d'Etat observait [...] qu'il est pour le moins paradoxal d'être moins exigeant pour les titulaires de hauts grades que pour les titulaires des grades de recrutement. En effet, pour être engagé dans les grades de recrutement du niveau 1 en Communauté française, les candidats, tant statutaires que contractuels, doivent détenir un diplôme de niveau 1; que s'agissant de l'accès à des fonctions dirigeantes, le Conseil d'Etat a rappelé dans son arrêt *Wegimont* et *Buchet*, n° 191.342 du 12 mars 2009 qu'il est parfaitement légitime d'en réserver l'accès aux candidats titulaires d'un diplôme équivalant à celui requis des membres du personnel qu'ils seront amenés à diriger; qu'en l'espèce, les futurs titulaires des plus hauts rangs de l'administration de la partie adverse seront également appelés à diriger un nombre important de titulaires d'un tel diplôme; que le rapport au gouvernement n'explique pas pourquoi aucun diplôme donnant accès à un emploi de niveau 1 n'est exigé pour ceux-là; que le mémoire en réponse, qui se limite à contester l'applicabilité de l'article 9 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 au recrutement des mandataires ne contient aucune justification qui, en toute hypothèse, aurait dû ressortir des pièces du dossier administratif;

Considérant que les principes de bonne administration, d'égalité et de non-discrimination sont violés dès lors qu'aucun motif raisonnable et légalement admissible ne permet de justifier que les postes des plus hauts rangs de l'administration de la Communauté française soient ouverts à des candidats non titulaires d'un diplôme donnant directement accès à un emploi de niveau 1 ou n'ayant pas réussi l'examen d'accès à ce niveau, alors que ces conditions sont requises lorsqu'il s'agit de pourvoir à des emplois du niveau 1; que ni le caractère temporaire du mandat, ni le fait que la sélection des candidats s'opère également sur base d'un critère d'expérience ne permettent de justifier un quelconque assouplissement des exigences en matière de titre requis; que l'expérience constitue, dans toutes les procédures de nomination, un élément de comparaison des candidatures; qu'il convient toutefois de dissocier les critères devant prévaloir à la sélection et à la comparaison des titres et mérites des conditions de recevabilité des candidatures; que le premier moyen est fondé » (C.E., *Regaert*, n° 198.078, du 20 novembre 2009; voir aussi : C.E., *Amrani*, n° 185.257, 9 juillet 2008).

(103) Voir les points 13 à 17, plus bas.

(104) Article 341/4, § 1^{er}, en projet; voir aussi l'article 341/4, § 3, en projet.

(105) Article 341/1 en projet, spécialement son paragraphe 5, première phrase.

(106) Article 341/1, §§ 3, alinéa 5, première phrase, et 5, première phrase, en projet.

(107) Article 341/1, § 3, alinéa 1^{er}, deuxième phrase, en projet.

(108) Article 341/1, § 3, alinéa 1^{er}, troisième phrase, en projet.

(109) Voir les observations rassemblées sous le point III, ci-avant.

(110) Voir les observations rassemblées sous le point II, plus haut.

La chambre était composée de :

M. Y. Kreins, président de chambre;

M. P. Vandernoot et Mme M. Baguet, conseillers d'Etat;

Mme A. Weyembergh et M. Y. De Cordt, assesseurs de la section de législation;

Mme A.-C. Van Geersdaele, greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. Vogel, premier auditeur.

Le greffier,

A.-C. Van Geersdaele.

Le président,

Y. Kreins.

L'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Région wallonne et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne a été publié dans le *Moniteur belge* du 6 février 2013, à la page 5896.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2013/27076]

20. SEPTEMBER 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung der Wallonischen Region und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen. — Addendum

Bericht an die Regierung

EINLEITUNG

Der vorliegende Erlass führt die am 24. März 2010 von der Regierung genehmigte Rahmenmitteilung über die Mandatsregelung in dem öffentlichen Dienst und in den Einrichtungen öffentlichen Interesses der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft aus. Im Rahmen der Änderung der Regelung von Mandaten, deren Leitsätze durch die vorerwähnte Mitteilung bestimmt werden, ist eine der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region gemeinsame Schule für öffentliche Verwaltung gegründet worden. Insbesondere ist sie mit der Organisation der Ausbildung zum Erhalt des Zeugnisses für Public Management beauftragt. Kraft der durch den vorliegenden Erlass vorgesehenen Regelung können nur Inhaber des Zeugnisses für Public Management und Personen, die ihnen gleichgestellt werden, zur Besetzung der per Mandat zugeteilten Stellen benannt werden.

Die der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft gemeinsame Schule für öffentliche Verwaltung wurde durch ein am 10. November 2011 geschlossenes Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region "zur Gründung einer gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung" gegründet.

Was die Mandatsregelung für Generalbeamte betrifft, sieht die regionalpolitische Erklärung 2009-2014 Folgendes vor:

«Da die Verwaltung für die Qualität des öffentlichen Dienstes bürgt, ist ihre Unparteilichkeit erforderlich.

Die Einführung der Mandatsregelung für leitende Beamte ermöglicht es, auf der Grundlage angemessener Personalpläne eine solche Entwicklung leichter zu machen. Diese werden insbesondere dafür sorgen müssen, das Personal je nach den Bedürfnissen der von ihnen umfassten Dienste zu verteilen, wobei die interne Mobilität zu fördern ist.

In diesem Sinne wird die Regierung dafür sorgen, dass die Verfahren zur Anwerbung und zur Einstellung in den öffentlichen Dienst (Öffentlicher Dienst der Wallonie, Einrichtungen öffentlichen Interesses – gleich ob diese der Regelung unterliegen oder nicht), die Mandatsregelung und ihr Anwendungsbereich, die Zweckmäßigkeit der Organisation von Zeugnissen, und die Zusammenwirkung der Aktion der Mandatsträger und der sonstigen Beamten, vor allem der Direktoren, bewertet werden. Die Aufgabenbeschreibungen und operativen Pläne werden den Zielsetzungen der vorliegenden regionalpolitischen Erklärung angepasst werden.

Zudem verpflichtet sich die Regierung, die Unvereinbarkeiten zwischen dem höheren öffentlichen Dienst und der Ausübung eines lokalen ausführenden Mandats zu verstärken.»

Die durch den vorliegenden Erlass eingeführten Abänderungen der im Kodex des öffentlichen Dienstes festgelegten Mandatsregelung ergeben sich aus der Bewertung der gegenwärtigen Bestimmungen des Kodex im Hinblick auf die Entscheidungen, die in der regionalpolitischen Erklärung dargelegt sind. Die Hauptänderungen an der Regelung sind die folgenden:

Die Zugangsbedingungen zur Ausübung eines Mandats werden geändert. Sie sehen nunmehr vor, dass sich niemand um die Besetzung einer durch Mandat zugewiesenen Stelle bewerben darf, ohne Mitglied des Pools von Kandidaten zur Ausübung eines Mandats zu sein. Dieser Pool besteht aus den Inhabern des Zeugnisses für Public Management und den ihnen gleichgestellten Personen.

Außerdem bringt die durch den vorliegenden Erlass vorgesehene neue Regelung die Mandatsdauer und die Dauer der Legislaturperiode in Verbindung. Sie sieht vor, dass Mandatsträger zu Beginn einer jeden Legislaturperiode für einen Zeitraum benannt werden, der am 31. Dezember nach dem Datum der Eidesleistung durch die Regierung der nächsten Legislaturperiode endet.

Regeln in Bezug auf die Bewertung der Mandatsträger werden ebenfalls geändert. Es wird im vorliegenden Erlass vorgesehen, dass ein Mandatsträger früher in seiner Mandatszeit bewertet werden soll, nämlich innerhalb eines Zeitraums von 9 bis 15 Monaten nach seiner Benennung, je nach Wahl des/der zuständigen Minister(s).

Schließlich wird ein größeres Verantwortungsbewusstsein seitens der Mandatsträger vorgesehen, ohne die Verantwortlichkeit des jeweiligen Ministers zu mindern, indem die Möglichkeit bestehen wird, dass sie gemeinsam mit dem Minister und mit seiner Zustimmung vor dem Parlament angehört werden zu Fragen, für die die Verwaltung über eine Vollmacht verfügt oder die strikt in den Bereich der internen Organisation der Dienststellen fallen.

Im Allgemeinen ist die getroffene Entscheidung zu betonen, die auf die Französische Gemeinschaft und auf die Wallonische Region anwendbare Mandatsregelung im höheren öffentlichen Dienst zu harmonisieren.

KAPITEL I — *Die Mandatsregelung*

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird Titel II des Kodex des öffentlichen Dienstes durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

TITEL II — MandatsregelungKAPITEL I — *Anwendungsbereich und Zugangsbedingungen*

Art. 339 - Der Anwendungsbereich der durch den vorliegenden Erlass vorgesehenen Mandatsregelung ist etwa der gleiche wie derjenige, der in den vorherigen Bestimmungen des Kodex des öffentlichen Dienstes festgelegt wurde.

Allerdings ist er innerhalb der Dienststellen der Regierung auf bestimmte Stellen des Generalinspektors des Dienststrangs A3 erweitert worden. Stellen des Dienststrangs A3, die der durch den vorliegenden Erlass eingeführten Mandatsregelung nicht unterliegen sollen, entsprechen dem Grad des Generalinspektors-Sachverständigen. Diese Stellen sind im Stellenplan des Personals deutlich anzugeben. Dabei sind der operative Charakter der Abteilung, die Anzahl Personen, aus denen diese sich zusammensetzt, und die verwalteten Haushaltsmittel zu berücksichtigen.

Art. 340-341 - Die Zugangsbedingungen, denen der Bewerber um eine Stelle zu genügen hat, werden durch die neuen Art. 340 und 341 des Kodex des öffentlichen Dienstes festgelegt.

Die Bedingungen, die durch den neuen Artikel 341 festgelegt werden, müssen zu dem Zeitpunkt der Benennung des Mandatsträgers erfüllt werden.

Im neuen Artikel 340 des Kodex des öffentlichen Dienstes wird eine andere Zugangsbedingung vorgesehen, die im Vergleich zu der in den vorherigen Bestimmungen des Kodex des öffentlichen Dienstes festgelegten Bestimmungen neu ist. Der Bewerber um die Ausübung eines Mandats muss spätestens nach Ablauf der für die Einreichung der Bewerbungen vorgesehenen Frist Mitglied des Pools von Kandidaten sein, der durch den neuen Artikel 341/8 des Kodex des öffentlichen Dienstes vorgesehen ist. Der Pool von Kandidaten zur Ausübung eines Mandats besteht aus den Inhabern des Zeugnisses für Public Management, aus den Mandatsträgern innerhalb der Dienststellen der Regierung und der in Artikel 1 des Kodex des öffentlichen Dienstes erwähnten öffentlichen Einrichtungen, die am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses im Amt sind oder für die die Stelle als zu besetzen erklärt und das Anwerbungsverfahren am Tag dieses Inkrafttretens eingeleitet worden ist, und die bei der in Anwendung des Artikels 10, Absatz 1 desselben Erlasses durchgeführten Bewertung den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten haben, aus den Mitgliedern des vergleichbaren, auf der Ebene der Französischen Gemeinschaft bestehenden Pools von Kandidaten, aus den Mandatsträgern innerhalb von Wallonie-Bruxelles International, die am Tag des Inkrafttretens des Erlasses der Wallonischen Regierung und des Erlasses der Regierung der französischen Gemeinschaft zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten von Wallonie-Bruxelles International im Amt sind oder für die die Stelle als zu besetzen erklärt und das Anwerbungsverfahren am Tag dieses Inkrafttretens eingeleitet worden ist, und die bei der von der infolge der Einrichtung des Parlaments benannten Regierung durchgeführten Bewertung den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten haben. Der Mandatsträger innerhalb der Schule für öffentliche Verwaltung, der am Tag des Inkrafttretens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, im Amt ist und der bei der in Anwendung des Artikels 10, Absatz 1 desselben Erlasses durchgeführten Bewertung den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten hat, gehört auch zu diesem Pool, sowie der beigeordnete Generalverwalter des FOREM, der nach dem gleichen Verfahren den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten hat. Schließlich gehört auch der beigeordnete Generalverwalter von Wallonie-Bruxelles International, der bei der Bewertung, die von der infolge der Einrichtung des Parlaments benannten Regierung durchgeführt wird, den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten hat, zu demselben Pool.

Da er eine Voraussetzung für die Zugehörigkeit zum Pool von Kandidaten darstellt, von der die neuen Art. 340 und 341/8 des Kodex des öffentlichen Dienstes handeln – außer bei den Mandatsträgern, die im neuen Artikel 341/8, Absatz 3, 2°, 4° und 5° des Kodex des öffentlichen Dienstes erwähnt sind –, ist der Besitz des Zeugnisses für Public Management ebenfalls eine der Bedingungen für die Besetzung einer Stelle als Mandatsträger.

KAPITEL II — *Anwendungsbereich und Zugangsbedingungen**Abschnitt 1 — Zeugnis für Public Management*

Art. 341/1 — Das Zeugnis für Public Management wird nach dem erfolgreichen Abschluss der Prüfung, die infolge der in dieser Absicht erbrachten Ausbildung organisiert wird, von der der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung ausgestellt.

Diese Schule ist eine über die Rechtspersönlichkeit verfügende Einrichtung öffentlichen Interesses, die zu den Einrichtungen der Kategorie B im Sinne des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses gehört. Ihre Gründung geht aus einem Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region "zur Gründung einer gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung" hervor.

Die der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region gemeinsamen Bestimmungen bezüglich dieses Zeugnisses werden in einem Zusammenarbeitsabkommen zwischen den beiden Körperschaften aufgenommen.

Die Ausbildung besteht aus einem interuniversitären Zeugnis des Executive Masters in Public Management oder aus einem interuniversitären Zeugnis in Public Management – beide nachstehend "das interuniversitäre Zeugnis" genannt –, so wie sie in Artikel 6, § 1, 6° des Dekrets der französischen Gemeinschaft vom 31. März 2004 zur Definition des Hochschulunterrichts, zur Förderung seiner Integration in den europäischen Raum des Hochschulwesens und zur Refinanzierung der Universitäten erwähnt werden. Das interuniversitäre Zeugnis wird von den Universitäten der Französischen Gemeinschaft verliehen.

Das interuniversitäre Zeugnis ist ein Universitätszeugnis zur Bescheinigung des erfolgreichen Abschlusses der Ausbildung ohne Verleihung eines akademischen Grads.

Das Zeugnis für Public Management wird in Zyklen organisiert. Ein Zyklus bezeichnet eine Gesamtheit, die sich aus folgenden Elementen zusammensetzt:

- dem Wettbewerbsverfahren für den Zugang zur Ausbildung, der organisiert wird, um die Kandidaten für das Zeugnis für Public Management auszuwählen;
- den Kursen, Fallstudien, praktischen Arbeiten, Seminaren, Abschlussarbeiten und Prüfungen, die zur Ausstellung des interuniversitären Zeugnisses führen;
- der Prüfung vor einem unabhängigen Ausschuss, die denjenigen Bewerbern vorbehalten ist, die das Wettbewerbsverfahren für den Zugang zur Ausbildung erfolgreich abgelegt haben und das interuniversitäre Zeugnis besitzen.

Unter Einhaltung der Bestimmungen über die Organisation der Universitäten bezeichnen diese die Lehrpersonen, deren Profil vorab von der Schule für öffentliche Verwaltung festgelegt worden ist.

Das Programm der Ausbildung ist fächerübergreifend und von hohem Niveau. Es zielt darauf ab, die Fähigkeiten im Bereich Public Management zu entwickeln und die Bewerber mit den für die Ausübung eines Mandats erforderlichen Kompetenzen auszustatten. Es umfasst vor allem praktische Aspekte und stützt sich auf eine interaktive Pädagogik, durch die die persönliche Miteinbeziehung der Teilnehmer gefördert wird. Es enthält Fallstudien und Analysen von Akten, die auf der administrativen Realität basieren.

Das Programm der Ausbildung wird von der Schule für öffentliche Verwaltung der Regierung vorgelegt, dann von der Regierung endgültig festgelegt. Das Annahmeverfahren des Programms durch die Regierung erfolgt parallel zum Annahmeverfahren des Programms durch die akademischen Behörden.

Das Programm besteht aus mindestens zweihundertvierzig Stunden.

Das Programm der Ausbildung umfasst praktische Unterrichte, die in der Analyse von und in dem Experimentieren mit tatsächlichen Fällen bestehen.

Das Programm der Ausbildung enthält mindestens folgende Fächer:

- Ethik und Werte des öffentlichen Dienstes;
- strategisches Management der Organisation;
- Management der Qualität, des Wandels, der Kreativität und der Innovation;
- Verwaltung der menschlichen Ressourcen;
- Dialog und soziale Beziehungen;
- Kommunikation;
- europäische Politik;
- Modernisierung der Verwaltung;
- Management und Führungsqualitäten;
- Staatswirtschaft;
- öffentliche Finanzen, Steuerwesen und öffentliche Buchführung;
- öffentliche Aufträge.

Zum Programm des interuniversitären Zeugnisses gehört die Ausarbeitung durch jeden Bewerber einer schriftlichen Abschlussarbeit. Diese Abschlussarbeit besteht aus einer eingehenden Studie eines ressortübergreifenden praktischen Falls. Dieser Fall wird vorher gemeinsam von der Schule und den Universitäten genehmigt.

Die der Abschlussarbeit gewidmeten Stunden sind nicht in den zweihundertvierzig Stunden enthalten.

Art. 341/2 - Es werden Kriterien für den Zugang zur Ausbildung durch den neuen Artikel 341/2 des Kodex des öffentlichen Dienstes festgelegt. Die eingegangenen Bewerbungen um eine Teilnahme an der Ausbildung, die zur Ausstellung des Zeugnisses für Public Management führen soll, sind nur insofern zulässig, als die Bewerber folgende Bedingungen erfüllen:

1° Inhaber eines Diploms sein, das den Zugang zur Stufe A eröffnet, oder eine Prüfung im Wettbewerbsverfahren für den Aufstieg in die Stufe A oder in eine gleichwertige Stufe bestanden haben, oder Inhaber eines Zeugnisses von außerhalb des Diploms, das den Zugang zur Stufe A eröffnet, erworbenen Kompetenzen sein, wobei dieses Zeugnis von der Schule für öffentliche Verwaltung oder von einem anderen, durch den Kodex des öffentlichen Dienstes bezeichneten Organ ausgestellt oder anerkannt wird;

2° eine Berufserfahrung von mindestens 8 Jahren in einem Amt der Stufe 1 oder einem gleichwertigen Amt geltend machen können, worunter 2 Jahre Berufserfahrung in Team-Management oder Projektführung.

Bezugnehmend auf das Gutachten des Staatsrates sind die Bestimmungen des Königlichen Erlasses "allgemeine Grundsätze" bezüglich des Zeugnisses zur Bescheinigung der erworbenen Kompetenz als einzige mögliche Abweichungen von der Voraussetzung eines Diploms in dem Erlass eingetragen worden.

Art. 341/3-341/4 - Diese Bestimmungen betreffen die Einreichung der Bewerbungen und die Kandidatenauswahl im Hinblick auf die Teilnahme an den Zyklen, die von der Schule für öffentliche Verwaltung organisiert werden.

Das Zeugnis für Public Management wird in Zyklen organisiert (neuer Artikel 341/1, § 4). Da die Ausbildung die Ausstellung des Zeugnisses für Public Management bedingt, ist sie einer beschränkten Anzahl Teilnehmern zugänglich. Für jeden Zyklus wird diese Anzahl von der Regierung festgelegt, nach Begutachtung durch die Schule.

Wenn die Anzahl der Bewerber die Anzahl der vorhandenen Ausbildungsplätze überschreitet, legen die Bewerber eine Wettbewerbsprüfung ab, die in einer schriftlichen kritischen Analyse praktischer Situationen besteht. Diese Prüfung besteht nicht in einem Test vom Typ "bac à courrier".

Die Prüfungen können informatisiert sein und EDV-gestützte Mittel oder Multimediainstrumente heranziehen. Ihre Korrektur kann automatisiert erfolgen.

Die Schule erstellt einen Entwurf des Programms des Wettbewerbsverfahrens, der vom SELOR für gültig erklärt wird. Das Programm des Wettbewerbsverfahrens wird anschließend von der Regierung genehmigt.

Im Programm des Wettbewerbsverfahrens wird insbesondere die Art der zu organisierenden Prüfungen angegeben.

Zur Ausbildung werden die Bewerber zugelassen, die im Hinblick auf die von der Regierung festgelegte Anzahl Teilnehmer an den Zyklen günstig eingestuft sind.

Art. 341.5 - Im neuen Artikel 341/5 des Kodex des öffentlichen Dienstes wird vorgesehen, dass jeder Bewerber, der zugelassen ist, um an dem interuniversitären Zeugnis teilzunehmen, beantragen kann, von einem oder mehreren Kursen und von den diesen Kursen entsprechenden Bewertungen befreit zu werden, auch wenn diese Bewertungen in der Form einer Prüfung organisiert werden, die mehrere Kurse oder Fächer mit einschließen.

Art. 341/7 - Nach Erhalt des interuniversitären Zeugnisses legt der Teilnehmer, der das in Artikel 341/4 erwähnte Wettbewerbsverfahren erfolgreich abgelegt hat, eine mündliche Prüfung ab.

Durch diese Prüfung erbringen die Teilnehmer den Beweis, dass sie die Lehren der Ausbildung in Kompetenzen im Bereich Management umgewandelt haben.

Unter Berücksichtigung der Anweisungen des neuen Artikels 341/7 des Kodex des öffentlichen Dienstes wird der Ausschuss der bei der am Abschluss des Ausbildungszyklus organisierten Prüfung von dem SELOR zusammengestellt; dieser Ausschuss steht unter dem Vorsitz des geschäftsführenden Verwalters des SELOR oder seines Beauftragten.

Somit wird im vorliegenden Erlass die Beteiligung des SELOR vorgesehen, einerseits an dem Wettbewerbsverfahren und der Einstufung der Bewerber im Hinblick auf die Benennung der Teilnehmer an dem interuniversitären Zeugnis, die das Zeugnis für Public Management erhalten möchten, und andererseits an der am Abschluss der Ausbildung organisierten Prüfung, der Ausstellung der Zeugnisse für Public Management, deren Inhaber in dieser Eigenschaft Kandidaten zur Besetzung der durch Mandat zugewiesenen Stellen sein werden. Diese zweifache Beteiligung des SELOR wird ähnlich zu derjenigen vorgesehen, die durch Artikel 8 des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 1. Dezember 2006 zur Einführung eines Systems von Mandaten für die Generalbeamten der Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft, des "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Oberster Rat für audiovisuelle Medien) und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Sektorenausschuss XVII unterstehen, festgelegt wird, oder auch zu derjenigen, die durch Artikel 344 und 345 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgelegt wird.

In der so vorgesehenen Gestaltung des Verfahrens ist zu berücksichtigen, dass das SELOR bei der Auswahl und der Anwerbung der durch den vorliegenden Erlass betroffenen Mandatsträger eine ausschlaggebende Rolle spielt, so dass das System, das durch den vorliegenden Erlass eingeführt wird, der Anforderung von Artikel 87, § 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen genügt. In diesem Zusammenhang kann hervorgehoben werden, dass die bereits erwähnten Bestimmungen des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 1. Dezember 2006 oder des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes gerade verfasst worden sind, um den Urteilen des Staatsrates Nr. 142.684 vom 25. März 2005 "Deguedre" und Nr. 185.257 vom 9. Juli 2009 "Amrani" Rechnung zu tragen, durch welche die Bestimmungen zur Neugestaltung des Auswahl- und Anwerbungsverfahrens der Mandatsträger wegen der Tatsache, dass das SELOR dabei keine ausschlaggebende Rolle spielte, nach anderen Formalitäten als denen des vorliegenden Erlasses, aufgehoben wurden.

Abschnitt 2 — Pool von Kandidaten zur Ausübung eines Mandats

Art. 341/8 - Wie schon hier oben hervorgehoben ist im vorliegenden Erlass die Bildung eines Pools von Kandidaten zur Ausübung eines Mandats vorgesehen. Die Zugehörigkeit zum Pool ist eine Voraussetzung dafür, eine Bewerbung für eine durch Mandat zu besetzende Stelle einreichen zu dürfen.

Zwei Kategorien von Personen können diesem Pool von Kandidaten angehören.

Erstens sind es die Inhaber des Zeugnisses für Public Management.

Zweitens sind es die Mandatsträger innerhalb der Dienststellen der Regierung und der in Artikel 1 des Kodex des öffentlichen Dienstes erwähnten Einrichtungen, die am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses im Amt sind oder für die die Stelle als zu besetzen erklärt und das Anwerbungsverfahren am Tag dieses Inkrafttretens eingeleitet worden ist, und die bei der in Anwendung von Artikel 10, § 1 des vorliegenden Erlasses durchgeführten Bewertung den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten haben. Unter dem Wortlaut "Mandatsträger, die im Amt sind" sind nur die Mandatsträger zu verstehen, die von der Regierung in einem Mandat benannt worden sind. Dadurch sind Personen, die ihr Amt im Rahmen einer Stelle, die einem Mandat unterliegt, infolge der Vergabe von höheren Funktionen ausüben, nicht betroffen. Zu diesem Pool können noch Mitglieder eines auf der Ebene der Französischen Gemeinschaft gebildeten Pools von Kandidaten gehören, sowie die Mandatsträger innerhalb von Wallonie-Bruxelles International, die am Tag des Inkrafttretens der Erlasse der Wallonischen Regierung und der Regierung der Französischen Gemeinschaft zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten von Wallonie-Bruxelles International im Amt sind oder für die die Stelle als zu besetzen erklärt und das Anwerbungsverfahren am Tag dieses Inkrafttretens eingeleitet worden ist, und die bei der Bewertung, die von der infolge der Einrichtung des Parlaments benannten Regierung durchgeführt wird, den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten haben. Der Mandatsträger der Schule für öffentliche Verwaltung, der am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses im Amt ist und bei der in Anwendung von dessen Artikel 10 durchgeführten Bewertung den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten hat, und der beigeordnete Generalverwalter des FOREm, der nach dem gleichen Verfahren den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten hat, dürfen ebenfalls zu diesem Pool gehören. Schließlich gehört auch der beigeordnete Generalverwalter von Wallonie-Bruxelles International, der bei der Bewertung, die von der infolge der Einrichtung des Parlaments benannten Regierung durchgeführt wird, den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten hat, zu demselben Pool.

Die Mitglieder des Pools werden nicht eingestuft und in keine Vorzugsreihenfolge eingeordnet. Gewissermaßen stellt der Pool von Kandidaten eine Anwerbungsreserve für die Ernennung in durch Mandat zu besetzenden Stellen dar. Um als Mandatsträger benannt werden zu können, muss sich das Mitglied des Pools nach der Offenerklärung einer Stelle notwendigerweise bewerben.

Die Liste der Mitglieder des Pools von Kandidaten wird von der Schule für öffentliche Verwaltung in alphabetischer Reihenfolge geführt. Die Mitglieder des Pools sind verpflichtet, ihr jedwede Änderung ihrer Kontaktdaten, einschließlich ihrer elektronischen Adresse, schriftlich zu melden. Letzter Punkt ist insofern von Bedeutung, als im neuen Artikel 343 des Kodex des öffentlichen Dienstes vorgesehen wird, dass der Bewerberauftrag nach der Offenerklärung einer durch Mandat zu besetzenden Stelle durch eine Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* und per E-Mail an jedes Mitglied des Pools von Kandidaten anhand der von ihnen der Schule mitgeteilten Daten stattfindet.

Abschnitt 3 — Offenerklärungen der Stellen und Aufgabenbeschreibungen

Art. 342 - Es darf eine Stelle nur insoweit durch Mandat zugewiesen werden, als sie von der Regierung als zu besetzen erklärt worden ist. Da die Mandatsdauer und die Dauer der Legislaturperiode durch den vorliegenden Erlass in Verbindung gebracht werden, wird vorgesehen, dass die Offenerklärung spätestens 6 Wochen nach der Eidesleistung der Regierungsmitglieder erfolgen muss, die wegen Wahlen unmittelbar auf die Erneuerung des Parlaments folgt.

Für jede durch Mandat zu besetzende Stelle hat die Regierung zum Zeitpunkt der Erklärung, dass diese zu besetzen ist, eine Aufgabenbeschreibung zu erstellen. Wie schon früher ist diese Aufgabenbeschreibung ein wichtiger Bestandteil der Mandatsregelung, denn sie umfasst u.a. die Beschreibung der zu besetzenden Stelle, die Bestimmung der Verwaltungsaufgaben, die dem Mandatsträger zukommen, die von ihm zu erreichenden Ziele und die zu seiner Verfügung gestellten Mittel.

Die Amtsbeschreibung betrifft den Inhalt des Amtes und besteht in einer Beschreibung der zu erfüllenden Aufgaben unter Berücksichtigung des institutionellen und administrativen Umfelds des betroffenen Amtes. Das Kompetenzprofil des zu vergebenden Amtes besteht in einer Beschreibung der Fähigkeiten und Kenntnisse, die erfordert werden, um das Amt ausüben und dessen Anforderungen genügen zu können.

Es wird vorgesehen, dass die vom Mandatsträger zu erreichenden Ziele des strategischen Managements und operativen Ziele auf der Grundlage der regionalpolitischen Erklärung zu bestimmen sind. Gegebenenfalls kann die Aufgabenbeschreibung, wie im neuen Artikel 347 des Kodex des öffentlichen Dienstes nahegelegt, während des Mandats geändert werden.

Art. 343 - Der Bewerberaufwurf erfolgt durch eine Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* und durch die Einsendung einer E-Mail an alle Mitglieder des Pools von Kandidaten, unter Berücksichtigung der Kontaktdaten, die diese der Schule für öffentliche Verwaltung mitgeteilt haben. Dem Bewerbungsschreiben beizufügen sind ein Lebenslauf, der eine Darlegung der Zeugnisse und Verdienste des Kandidaten enthält und der auf der Grundlage des von der Regierung festgelegten Musters erstellt wird, und ein Motivationsschreiben für jede angestrebte Stelle, das insbesondere die Beschreibung der strategischen Vision des Bewerbers und die Darlegung der Art und Weise, wie er die Ausübung des Mandats in Aussicht nimmt, enthält.

Während eines Zeitraums von 9 Monaten nach der Eidesleistung der Mitglieder der Regierung, die unmittelbar auf die Erneuerung des Parlaments folgt, kann jedes Mitglied des Pools von Kandidaten seine Bewerbung für höchstens 4 durch Mandat zu besetzende Stellen innerhalb der Französischen Gemeinschaft und 4 durch Mandat zu besetzende Stellen in der Wallonischen Region – einschließlich der zwei Stellen innerhalb von Wallonie-Bruxelles International und der Stelle innerhalb der Schule für öffentliche Verwaltung, die jeweils einem Mandat unterliegen – einreichen.

Abschnitt 4 — Benennung

Art. 344 - Die Mandatsträger werden von der Regierung benannt, dies spätestens 3 Monate nach der Offenerklärung der zu besetzenden Stellen. Erfolgt die Offenerklärung zu einem anderen Zeitpunkt als dem, der durch den neuen Artikel 342, § 1 vorgesehen ist, so werden die Mandatsträger innerhalb einer Frist von drei Monaten ab der Einreichung der Bewerbungen benannt.

Die Benennung eines Mandatsträgers ist zeitweilig.

Bevor sie die Benennung durchführt, prüft die Regierung die von den Bewerbern eingereichten Akten und nimmt deren Vergleich vor, wobei sie die Zeugnisse und Verdienste, sowie den Inhalt des Motivationsschreibens eines jeden Bewerbers berücksichtigt, und dies im Hinblick auf die Aufgabe, die sich auf die zu besetzende Stelle bezieht.

Auf dieser Grundlage ernennt die Regierung den Bewerber, den sie in aller Zuversicht für die Ausübung des Amtes als am geeignetsten erachtet.

Art. 345 - Im Falle eines Rücktritts der Regierung in Anwendung des Artikels 71 (Annahme eines Misstrauensantrags durch das Parlament) oder des Artikels 72 (Ablehnung eines Vertrauensantrags durch das Parlament) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen hat die neue Regierung die Möglichkeit, zu beschließen, die per Mandat zugeteilten Stellen als zu besetzen zu erklären. In diesem Fall werden besondere Fristregelungen bezüglich des Benennungsverfahrens vorgesehen.

Abschnitt 5 — Operativer Plan

Art. 346 - Binnen drei Monaten ab seinem Amtsantritt hat der Mandatsträger den Entwurf eines operativen Plans auszuarbeiten, der die Vorgehensweise darlegt, mit der er die Aufgabenbeschreibung und vor allem die konkreten Leistungen zur Erfüllung der sich aus den festgelegten Zielen des strategischen Managements und operativen Zielen ergebenden Verwaltungsaufgaben durchführen wird.

Der Entwurf eines operativen Plans wird der Regierung zur Zustimmung vorgelegt. Der operative Plan wird auf der Grundlage eines von der Regierung verabschiedeten Musters auf Vorschlag des Kollegiums der leitenden Generalbeamten aufgestellt.

Der mandatstragende Generalinspektor des Dienstrangs A3 erstellt seinerseits den Entwurf eines Zielsetzungsvertrags.

Art. 347 - Im Falle einer Änderung bestimmter Elemente der Aufgabenbeschreibung im Laufe eines Mandats kann der operative Plan revidiert werden. Auch auf Anfrage der Regierung, infolge einer Bewertung durch den Mandatsträger, auf Antrag des Mandatsträgers kann der operative Plan revidiert werden, wenn die zugeteilten Haushaltsmittel und menschlichen Ressourcen oder andere wesentliche Elemente der Aufgabenbeschreibung wesentlich geändert werden.

KAPITEL III — Mandatsdauer

Art. 348 - Durch den vorliegenden Erlass wird eine Übereinstimmung der Mandatsdauer mit der der Legislaturperiode vorgesehen. Die Mandatsträger werden spätestens am 31. Dezember des Jahres benannt, im Laufe dessen die Eidesleistung der neuen Regierungsmitglieder, die unmittelbar auf die Erneuerung des Parlaments folgen, stattfindet. Von Rechts wegen enden die erteilten Mandate nach dem Ende der betreffenden Legislaturperiode, genauer gesagt am 31. Dezember des Jahres, im Laufe dessen die Eidesleistung der neuen Regierungsmitglieder, die unmittelbar auf die Erneuerung des Parlaments folgen, stattfindet.

Das Ablaufdatum des so vorgesehenen Mandats ist auf alle Fälle anwendbar, auch wenn der Mandatsträger nicht am Anfang der vorhergehenden Legislaturperiode benannt worden war, sondern nach dem 31. Dezember des Jahres, im Laufe dessen die Eidesleistung der neuen Regierungsmitglieder stattgefunden hatte, die unmittelbar auf die Wahlen folgt, durch die die vorhergehende Legislaturperiode eingeleitet wurde.

Kraft dieser Bestimmung werden die Mandate, für die die Benennungen in Anwendung der zum Zeitpunkt der Verabschiedung des vorliegenden Erlasses geltenden Regelung stattfanden, am 31. Dezember 2014 enden. Der vorliegende Artikel ist unbeschadet der Regeln über die Versetzung in den Ruhestand von Amts wegen aufgrund des Erreichens der Altersgrenze anwendbar.

Art. 349 - Durch den vorliegenden Erlass werden, wie in den vorherigen Bestimmungen des Kodex des öffentlichen Dienstes, die Umstände vorgesehen, in denen das Mandat vorzeitig endet. Der neue Mandatsträger muss nach der vorzeitigen Beendigung des Mandats seines Vorgängers benannt werden. Entweder kann die Regierung einen der anderen Kandidaten auswählen, die ihre Bewerbung im Laufe des vorhergehenden Bewerbungsaufwurfs eingereicht hatten, oder einen neuen Bewerbungsaufwurf einleiten.

Art. 350 - Wenn ein Mandatsträger mehr als zwei Monate abwesend ist oder wenn vorausgesehen werden kann, dass er mindestens zwei Monate abwesend sein wird, kann die Regierung einen Bediensteten desselben Stellenplans zur Ausübung von höheren Funktionen für einen Zeitraum von höchstens zwölf Monaten benennen. Die Benennung kann auch am Ende des Mandats in Erwartung der Benennung eines neuen Mandatsträgers stattfinden. Es ist also nicht vorgesehen, dass der Mandatsträger, dessen Mandat bald enden wird, dieses automatisch bis zur Benennung seines Nachfolgers weiter ausübt.

KAPITEL IV — Verwaltungs- und Besoldungslage

Abschnitt 1 — Ausübung des Mandats

Art. 351 - Nach einer üblich gewordenen Auffassung wird das Mandat im Rahmen eines zeitweiligen statutarischen Verhältnisses ausgeübt.

Art. 352 - Wie früher sind Unvereinbarkeiten zwischen bestimmten Umständen und der Ausübung eines Mandats vorgesehen.

Art. 353 - Wenn der Mandatsträger aus einem Verwaltungsorgan der Wallonischen Region stammt und dort endgültig ernannt ist, hat er für die Dauer seines Mandats Anspruch auf einen Urlaub wegen eines Sonderauftrags öffentlichen Interesses innerhalb seiner ursprünglichen Stelle. Wenn er im Rahmen eines Arbeitsvertrags eingestellt ist, wird der Vertrag für die Dauer des Mandats und mit dem Einverständnis des Mandatsträgers ausgesetzt.

Art. 354 - Jeder Mandatsträger unterliegt der Verpflichtung zur Weiterbildung. Die Ausbildungen, an denen er teilzunehmen hat, kann er unter jenen aussuchen, die von der Schule für öffentliche Verwaltung vorgeschlagen werden. Im Falle einer Nichteinhaltung dieser Verpflichtung zur Weiterbildung wird die Zahlung des durch den neuen Artikel 355 des Kodex des öffentlichen Dienstes vorgesehenen Zuschusses bis zur Regularisierung der Lage des betroffenen Mandatsträgers hinsichtlich seiner Verpflichtung zur Weiterbildung ausgesetzt.

Art. 354/1 - Im Hinblick auf ein größeres Verantwortungsbewusstsein der Mandatsträger wird in dem vorliegenden Erlass vorgesehen, dass diejenigen, die ein Amt im Dienststrang A1 oder A2 bekleiden, gemeinsam mit dem zuständigen Minister und mit seiner Zustimmung vor dem wallonischen Parlament angehört werden zu Fragen, für die die Verwaltung über eine Vollmacht verfügt oder die strikt in den Bereich der internen Organisation der Dienststellen fallen.

KAPITEL V — Bewertung

Art. 356 - Die Bewertung des Mandatsträgers findet am Anfang der Mandatsperiode statt. Diese Bewertung beginnt zu einem von dem oder den funktionellen Minister(n) festgelegten Zeitpunkt zwischen dem Ende des 9. Monats und dem des 15. Monats nach dem Amtsantritt des Mandatsträgers. Die Bewertung bezieht sich auf die Art und Weise, auf die der Mandatsträger die in seiner Aufgabenbeschreibung angeführten Verwaltungsaufgaben seit Beginn seines Mandats erledigt hat.

Diese in § 1 erwähnte Bewertung ist auf das erste Mandat anwendbar, aber auch wenn ein Mandatsträger, der bereits ein erstes Mandat erfüllt hat, für ein neues Mandat wieder bestätigt wird.

Der oder die funktionellen Minister können beschließen, dass im Laufe des Mandats eine zusätzliche Bewertung durchgeführt werden muss. In diesem Fall bezieht sich die Bewertung auf den Stand der Verwirklichung der Ziele und auf die konkreten, sich aus den strategischen und operativen Zielen ergebenden Leistungen, die der Aufgabenbeschreibung oder dem operativen Plan entsprechen.

Die in § 2 dieser Bestimmung erwähnte Frist wird im Falle der Wiederbestätigung eines Mandatsträgers für ein neues Mandat oder ab dem Anfang des neuen Mandats berechnet.

Art. 357 - Die Bewertung kann Gegenstand eines der nachstehenden Vermerke sein: günstig, vorbehaltlich und ungünstig.

Die Kriterien zur Ausstellung des einen oder des anderen dieser Vermerke sind unterschiedlich, wenn einerseits die Bewertung während des ersten Jahres der Mandatsperiode in Anwendung des neuen Artikels 356, § 1 des Kodex des öffentlichen Dienstes stattfindet, und wenn es sich andererseits um eine zusätzliche, aufgrund des neuen Artikels 356, § 2 desselben Kodex durchgeführte Bewertung handelt.

Bei einer in Anwendung von Artikel 356, § 1 durchgeführten Bewertung wird erwähnt, dass der Vermerk "vorbehaltlich" ausgestellt wird, wenn die in der Aufgabenbeschreibung angeführten Verwaltungsaufgaben zu teilhaft ausgeführt werden und der Mandatsträger nur teilweise zufriedenstellende Führungsqualitäten gezeigt hat, während der Vermerk "ungünstig" ausgestellt wird, wenn die in der Aufgabenbeschreibung angeführten Verwaltungsaufgaben unzulänglich ausgeführt werden und der Mandatsträger unzureichende Führungsqualitäten gezeigt hat.

Zwischen den beiden in § 1, 2° ("nur teilweise zufriedenstellende Führungsqualitäten") bzw. 3° (als "unzureichend" gezeigte Führungsqualitäten) erwähnten Hypothesen besteht eine Skalierung: Die erste Stufe entspricht einer positiven, jedoch kontrastreichen Bewertung, die zweite entspricht einer negativen oder unzureichenden Bewertung.

Art. 358 - Wird dem Mandatsträger eine günstige Bewertung zuteil, so führt er sein Mandat weiter aus.

Im Falle der Zuteilung einer vorbehaltlichen Bewertung im Laufe des Mandats, wird nach Ablauf einer einjährigen Frist eine neue Bewertung durchgeführt. Im Falle der Zuteilung von zwei aufeinanderfolgenden vorbehaltlichen Bewertungen wird das Mandat frühzeitig beendet. Im Falle der Zuteilung einer ungünstigen Bewertung wird das Mandat frühzeitig beendet.

Art. 359 - Wenn die letzte Bewertung des Mandatsträgers mit dem Vermerk "vorbehaltlich" abgeschlossen wurde, ist er während einer Dauer von fünf Jahren nach Ablauf seines Mandats für eine erneute Bewertung für dieses Mandat oder für eine Bewerbung für ein Mandat in einem höheren Dienststrang nicht zulässig.

Art. 359 - Wenn die letzte Bewertung des Mandatsträgers mit dem Vermerk "ungünstig" abgeschlossen wurde – was die Beendigung des Mandats zur Folge hat –, ist er während einer Dauer von fünf Jahren nach Ablauf seines Mandats für eine Bewerbung um ein neues Mandat nicht zulässig.

Art. 360 - Der Paragraph 2 betrifft nicht nur den Fall, wo das Mandat bis zu seinem Ende geführt wird, sondern auch den insbesondere in Art. 345 in Betracht gezogenen Fall, wo das Mandat im Falle eines Rücktritts der Regierung und somit der Einsetzung einer neuen Regierung beendet wird.

KAPITEL II — Abänderungsbestimmungen

Art. 2, 3, 4, 5 und 9 - Durch den vorliegenden Erlass werden mehrere gegenwärtige Bestimmungen des Kodex des öffentlichen Dienstes abgeändert, um die neu eingeführte Unterscheidung zwischen der auf jene Generalinspektoren anwendbaren Regelung, die der Mandatsregelung innerhalb der Dienststellen der föderalen Regierung, der Regierung einer Region oder einer Gemeinschaft und der von ihnen abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses unterliegen, und der auf Generalinspektoren-Sachverständigen anwendbaren Regelung zu berücksichtigen.

Durch Artikel 3 des Erlasses wird Artikel 10 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes abgeändert und wird vorgesehen, dass jede Abteilung entweder von einem Generalinspektor oder von einem Generalinspektor-Sachverständigen geleitet wird.

Der Dienstgrad eines Generalinspektors ist mit Stellen verbunden, die durch Mandat zugewiesen werden, was bei dem Dienstgrad eines Generalinspektors-Sachverständigen nicht der Fall ist.

Der Grundsatz ist, dass die Mandatsregelung auf alle Stellen des Generalinspektors (Dienststrang A3) anwendbar sein wird. Es wird jedoch einige Ausnahmen geben.

Was die Verteilung der Stellen des Generalinspektors in die eine oder in die andere Kategorie angeht, ist die folgende Leitlinie zu beachten: Die Abteilungen, die sich durch den wenig operativen Charakter ihrer Aufgaben kennzeichnen, durch die geringe Anzahl der damit beauftragten Personalmitglieder sowie durch die geringen Auswirkungen auf den Haushalt, werden unter die Aufsicht eines Generalinspektors-Sachverständigen gestellt.

Durch Artikel 6 wird Artikel 362 des Kodex des öffentlichen Dienstes abgeändert und werden die aufeinanderfolgenden Verfahren zur Besetzung einer Stelle des Dienstrangs A3, die der Mandatsregelung nicht unterliegt, dargelegt. Unter dem Wortlaut "dem vorliegenden Erlass unterliegender Beamter, der dem Stellenplan nicht angehört, in dem die Stelle als zu besetzen erklärt worden ist" in Ziffer 3° von Absatz 1 desselben Artikels 362 sind die Bediensteten zu verstehen, die Stellen besetzen, die im Stellenplan der Einrichtungen öffentlichen Interesses festgelegt sind und dem Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes unterliegen.

Art. 7, 8 und 9 - Durch diese Bestimmungen werden die Zusammensetzung des Auswahlausschusses, der mit der Durchführung der Verfahren zur Auswahl der der Mandatsregelung nicht unterliegenden Generalbeamten beauftragt ist, und das Auswahlverfahren abgeändert.

KAPITEL III — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 10 - Als Übergangsregelung wird vorgesehen, dass die Mandatsträger, die am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses im Amt sind, 2014 durch die neue Regierung bewertet werden, die im Anschluss an die Erneuerung des Parlaments gebildet werden wird.

Unter dem Wortlaut "Mandatsträger, die im Amt sind" sind nur die Mandatsträger zu verstehen, die von der Regierung in einem Mandat benannt worden sind. Dadurch sind Personen, die ihr Amt im Rahmen einer Stelle, die einem Mandat unterliegt, infolge der Vergabe von höheren Funktionen ausüben, nicht betroffen.

Die Generalinspektoren, deren Stelle einem Mandat unterliegt, die das Zeugnis für Public Management erlangt haben und die sich am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses im Amt befinden, werden ihrerseits 2015 von der neuen Regierung, die im Anschluss an die Erneuerung des Parlaments gebildet werden wird, bewertet.

Diese Bewertung wird nach den besonderen Modalitäten durchgeführt werden, die in Artikel 10, § 1 des vorliegenden Erlasses bestimmt sind.

Der Mandatsträger, der in Anwendung von § 1 eine sehr günstige Bewertung erhält, wird automatisch dem im neuen Artikel 341/8 des Kodex des öffentlichen Dienstes erwähnten Pool von Kandidaten zugewiesen. Auf seinen Antrag hin wird sein Mandat automatisch verlängert. Nach Beendigung dieses neuen Mandats wird er endgültig in einem Dienstrang ernannt, der unmittelbar unter dem des Amtes liegt, das er im Rahmen seines Mandats ausübte, insofern er vor seiner Benennung als Mandatsträger nicht in einem höheren Grad ernannt war.

Allerdings wird diese Bestimmung auf diejenigen Mandatsträger beschränkt, die eine Berufserfahrung von zwanzig Jahren im privaten oder öffentlichen Sektor vorweisen können, da in einem solchen Stadium ihrer Karriere die Möglichkeit, sich günstig auf dem Arbeitsmarkt neu zu platzieren, größere Unsicherheitsfaktoren aufweist. Falls er nicht über die erforderliche Anzahl Jahre der Berufserfahrung verfügt und er weder Bediensteter der Dienststellen der Regierung oder einer Einrichtung ist, noch eine Urlaubsregelung beansprucht hat, die ihm ermöglicht, wieder in seiner früheren Stelle beschäftigt zu werden, so werden dem Mandatsträger die in Artikel 260, § 2 erwähnten Vorteile gewährt.

Der Mandatsträger, der in Anwendung von § 1 eine günstige Bewertung erhält, wird automatisch dem im neuen Artikel 341/8 des Kodex des öffentlichen Dienstes erwähnten Pool von Kandidaten zugewiesen. Anlässlich der ersten Anwendung des vorliegenden Erlasses kann er für jede für offen erklärte Stelle, die im Rahmen eines Mandats zu vergeben ist, seine Bewerbung einreichen. Nach Beendigung dieses neuen Mandats und falls er eine Berufserfahrung von zwanzig Jahren vorweisen kann, wird er endgültig in einem Dienstrang ernannt, der unmittelbar unter dem des Amtes liegt, das er im Rahmen seines Mandats ausübte, insofern er vor seiner Benennung als Mandatsträger nicht in einem höheren Grad ernannt war. Falls er nach dem Einreichen seiner Bewerbung anlässlich der ersten Anwendung des vorliegenden Erlasses nicht für ein neues Mandat benannt worden ist und er eine Berufserfahrung von zwanzig Jahren im privaten oder öffentlichen Sektor vorweisen kann, wird er endgültig in einem Dienstrang ernannt, der unmittelbar unter dem liegt, den er während seiner letzten Mandatsperiode hatte, insofern er vor seiner Bezeichnung als Mandatsträger nicht in einem höheren Grad ernannt war. Die Regierung überträgt ihm eine Aufgabe, die im Verhältnis zu seinem Dienstrang steht.

Die Möglichkeit einer endgültigen Ernennung in einem gleichwertigen Dienstrang wird aus denselben Gründen aufrechterhalten, wie bei den Mandatsträgern, die eine sehr günstige Bewertung erhalten haben.

Falls er nicht über die erforderliche Anzahl Jahre der Berufserfahrung verfügt und er weder Bediensteter der Dienststellen der Regierung oder einer Einrichtung ist, noch eine Urlaubsregelung beansprucht hat, die ihm ermöglicht, wieder in seiner früheren Stelle beschäftigt zu werden, so werden dem Mandatsträger die in Artikel 360, § 2 erwähnten Vorteile gewährt.

Der Mandatsträger, der in Anwendung von § 1 eine vorbehaltliche Bewertung erhält, kann nicht anlässlich der ersten Anwendung des vorliegenden Erlasses benannt werden, um im Rahmen eines Mandats die Stelle, die er bis dahin ausübte, oder eine Stelle in einem höheren Dienstrang zu besetzen.

Falls er weder Bediensteter der Dienststellen der Regierung oder einer Einrichtung ist, noch eine Urlaubsregelung beansprucht hat, die ihm ermöglicht, wieder in seiner früheren Stelle beschäftigt zu werden, so werden dem Mandatsträger die in Artikel 360, § 2 erwähnten Vorteile gewährt.

Der Mandatsträger oder der Generalinspektor, der in Anwendung von § 1 eine ungünstige Bewertung erhält, kann weder zu einer anlässlich der ersten Anwendung des vorliegenden Erlasses zu einer durch ein Mandat zu besetzenden Stelle benannt werden, noch darf er vor dem 31. Dezember 2019 eine derartige Stelle besetzen.

Art. 11 - Der Generalinspektor, der eine einem Mandat unterliegende Stelle besetzt und der 2015 nicht für ein Mandat wird, wird einer anderen Stelle in seinem Dienstgrad zugewiesen oder von der Regierung mit einer Aufgabe in Zusammenhang mit seinem Dienstgrad, seinen Qualifikationen und seiner Erfahrung beauftragt.

Art. 12 - Durch diese Bestimmung werden die Modalitäten für die erste Anwendung des vorliegenden Erlasses bestimmt.

Art. 13 - Durch diese Bestimmung wird das Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses geregelt.

Namur, den 20. September 2012

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

GUTACHTEN 51.606/2/V VOM 16. JULI 2012 DER GESETZGEBUNGSABTEILUNG DES STAATSRATES

Der am 27. Juni 2012 von dem Vizepräsidenten und Minister für nachhaltige Entwicklung, den öffentlichen Dienst, Energie, Wohnungswesen und Forschung der Wallonischen Region mit einem Antrag auf Begutachtung binnen einer Frist von dreißig Tagen über den Entwurf eines Erlasses der Wallonischen Regierung "zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen", befasste STAATSRAT, Gesetzgebungsabteilung, zweite Kammer, hat folgendes Gutachten abgegeben:

Allgemeine Bemerkung

1. Die Wallonische Regierung hat dem Staatsrat bereits den Entwurf eines "Erlasses zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen", unterbreitet, über den ein beiliegendem Gutachten beigefügtes Gutachten Nr. 50.047/2 am 11. April 2012 abgegeben wurde.

Dieses Gutachten betraf einerseits die Notwendigkeit eines ergänzenden Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft über die Bestimmungen in Zusammenhang mit der diesen beiden Befugnisebenen (1) gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung und andererseits die Vereinbarkeit der im Entwurf vorgesehenen rechtlichen Regelung der Mandate mit den Grundsätzen der Objektivität, der Gleichbehandlung, des Verbots der Willkür, der Unabhängigkeit und Unparteilichkeit im Bereich der Anwerbung im öffentlichen Dienst, insbesondere was das Niveau der vorherigen Ausbildung im Bereich "public management" betrifft, die zur Ausstellung eines Zeugnisses führt, das für den Zugang zu den hohen Ämtern erforderlich ist, die durch die geplante Regelung über die Mandate betroffen sind (2).

Die Schlussfolgerung dieses Gutachtens lautet wie folgt:

«18. Es ergibt sich aus dem Vorhergehenden, dass wichtige Fragen auftauchen betreffend die Zweckmäßigkeit des Niveaus der Ausbildung, die zum Erhalt des Zeugnisses für Public Management führt, und andere Aspekte bezüglich des Zugangs zu dieser Ausbildung oder ihrer Organisation.

Da das hohe Niveau der vorgesehenen Ausbildung einer der Basisfaktoren des Entwurfs ist, und nur die Garantie, dass ein solches Niveau erreicht wird, die Tatsache zulässig macht, dass die Bewerber für eine Benennung als Mandatsträger innerhalb des am Ende des Verfahrens gebildeten Pools nicht eingestuft werden, muss der Entwurf abgeändert werden, um diesen Fragen Rechnung zu tragen, so dass das erwünschte hohe Niveau tatsächlich erreicht werden kann.

19. Angesichts des grundlegenden Charakters dieser Beobachtungen hinsichtlich der Ausbildung und anderer damit verbundener Aspekte (3) und ebenfalls unter Berücksichtigung der Notwendigkeit eines ergänzenden Zusammenarbeitsabkommens, um die gemeinsame Ausbildung der Mandatsträger der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region zu organisieren (4), wird der Entwurf nicht genauer untersucht, was die Aspekte betrifft, die einen noch besonderen Charakter aufweisen.

Diese können nur dann untersucht werden, wenn ein neuer Entwurf, der anschließend an vorliegendes Gutachten erstellt wird, dem Staatsrat vorgelegt wird [...].

Der zur Zeit dem Staatsrat unterworfenen Entwurf neigt dazu, diesem Gutachten nachzukommen.

Ihm wird ein am 7. Juni 2012 zwischen den Regierungen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft über das Zeugnis für Public Management für den Zugang zu den der Mandatsregelung unterliegenden Stellen innerhalb der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossenes Zusammenarbeitsabkommen beigefügt.

2. Substanziell wiederholen die Bestimmungen dieses Zusammenarbeitsabkommens die geplanten Artikel 341/1 bis 341/8 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, die im Erlassentwurf der Wallonischen Regierung stehen, der Gegenstand vorliegendes Gutachtens ist, sowie die Artikel 7 bis 14 des Erlassentwurfes der Regierung der Französischen Gemeinschaft zur Einführung eines Systems von Mandaten für die Generalbeamten der Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Sektorenausschuss XVII unterstehen, über den die Gesetzgebungsabteilung heute das Gutachten 51.619/2/V abgegeben hat.

Der Grund, weswegen getrennte Körperschaften ein Zusammenarbeitsabkommen abschließen, ist die Tatsache, dass sie sie bestimmte Zuständigkeiten gemeinsam ausüben müssen.

So ist es nicht nötig, in dem zwecks eines Gutachtens unterbreiteten Entwurf die Bestimmungen zu wiederholen, die im Zusammenarbeitsabkommen vom 7. Juni 2012 stehen, welches unmittelbar ab seinem Inkrafttreten gelten wird (5). In diesem Fall widerspricht die Tatsache, dass jede der Körperschaften, die ein Zusammenarbeitsabkommen geschlossen haben, nach dessen Abschluss einseitig eine Urkunde verabschiedet, die seinen Inhalt wiedergibt, der Idee des Zusammenarbeitsabkommens schlechthin.

Die geplanten Artikel 341/1 bis 341/8 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes sind somit vom Entwurf zurückzuziehen, und die Struktur des geplanten Titels II sowie die Nummerierung der beibehaltenen Artikel und die Verweise auf Letztere müssen dementsprechend angepasst werden. Die in diesen letzten Artikeln stehenden Verweise auf die geplanten Artikel 341/1 bis 348 müssen ebenfalls angepasst werden, um sich auf die entsprechenden Bestimmungen des Zusammenarbeitsabkommens zu beziehen. Die Verknüpfung zwischen den geplanten Bestimmungen und dem Zusammenarbeitsabkommen muss ebenfalls gewährleistet werden.

3. Wenn die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats ein Gutachten abgegeben hat, so hat sie ihre Kompetenz über die untersuchten Bestimmungen erschöpft, so dass es ihr nicht obliegt, sich noch einmal über diese zu äußern, egal ob sie unverändert bleiben oder geändert werden, um den in dem ersten Gutachten gemachten Bemerkungen Rechnung zu tragen. In diesem Fall äußert sich der Staatsrat nicht über die Frage, ob diese Bemerkungen richtig oder nicht richtig berücksichtigt wurden.

Das Gutachten 50.047/2 betraf hauptsächlich die Bestimmungen des zu diesem Zeitpunkt dem Staatsrat unterworfenen Entwurfs, die jetzt dem Zusammenarbeitsabkommen vom 7. Juni 2012 und den in vorliegender Akte geplanten Artikeln 341/1 bis 341/8 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes entsprechen. Dieses Zusammenarbeitsabkommen und diese geplanten Bestimmungen sind die Folge der in dem vorgenannten Gutachten 50.047/2 geäußerten Bemerkungen.

Es gilt also, vorliegendes Gutachten auf die Bestimmungen des Entwurfs, die, ohne dass sie sich aus den in dem vorgenannten Gutachten 50.047/2 geäußerten Bemerkungen ergeben, im Verhältnis zum Entwurf, der Gegenstand dieses letzten Gutachtens war, neu sind, sowie auf die Bestimmungen des jetzt untersuchten Entwurfs zu begrenzen, die, obwohl sie denjenigen entsprechen, die dem Staatsrat unter der Akte 50.047/2 unterworfen wurden, in dem sich daraus ergebenden Gutachten nicht untersucht wurden.

Somit wurden in vorliegendem Gutachten nur die unter Artikel 1 geplanten Artikel 339 bis 341 und 342 bis 360 sowie die Artikel 2 bis 14 des Entwurfs untersucht.

Untersuchung des Entwurfs

Präambel

Absätze 1 und 2

In den Absätzen 1 und 2 wird das Wort "insbesondere" jeweils gestrichen (6).

Absätze 4 und 5

Die in den Absätzen 4 und 5 genannten Erlasse sind Erlasse zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 "zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes", der durch den Erlassentwurf abgeändert wird. So gilt es, die Absätze 4 und 5 zu streichen.

Absatz 6

In Absatz 6 sollte statt "der Finanzinspektion" die Wortfolge "des Finanzinspektors" stehen.

Absatz 9

Absatz 9 wird wie folgt lauten:

«Aufgrund des am 22. Juni 2012 aufgestellten Protokolls Nr. 577 des Sektorenausschusses Nr. XVI».

Neuer (einzufügender) Absatz 11

Neben dem in Absatz 10 erwähnten, vorgenannten Gutachten 50.047/2 vom 11. April 2012, gilt es, in einem neuen Absatz vorliegendes Gutachten wie folgt zu nennen:

«Aufgrund des am 16. Juli 2012 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 51.606/2/V des Staatsrats».

Neuer (einzufügender) Absatz 12

Unter Berücksichtigung der Tatsache, dass die geplanten Artikel 341/1 bis 341/8 nicht zu nennen sind, wäre es sinnvoll, das Zusammenarbeitsabkommen vom 7. Juni 2012 in einem Erwägungsgrund zu erwähnen.

Verfügender Teil

Artikel 1

Der einleitende Satz von Artikel 1 wird wie folgt lauten:

« Artikel 1 - In Buch II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes wird der Titel II, der die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006 ersetzten und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 abgeänderten Artikel 339 bis 360 enthält, durch folgende Bestimmungen ersetzt:» (7).

Nummerierung des geplanten Kapitels I

Nach der Überschrift "Titel II – Mandatsregelung" gilt es, in der französischen Fassung "Chapitre I^{er}" statt "Chapitre premier" zu schreiben (8).

Eine ähnliche Bemerkung gilt für die Nummerierung der ersten Abschnitte der geplanten Kapitel II bzw. IV des Titels II des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes.

Geplanter Artikel 341

1. Nach dem Wortlaut von § 1, 8° wird vorgesehen, dass der Bewerber für ein Mandat Folgendes muss:

«sich dazu verpflichten, keine Dienstbefreiungen oder nicht obligatorischen politischen Urlaube in Anwendung der Artikel 476 und 477 zu beantragen, die dem von Amts wegen gewährten politischen Urlaub hinzugezählt zu einer Überschreitung von insgesamt vier Werktagen Abwesenheit pro Monat führen würden».

Für die Mandatsträger kommt diese Bestimmung einer Abweichung von den Artikeln 476 und 477 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes gleich.

Grundsätzlich ist es nicht zweckmäßig, dass eine statutarische Regelung wie diejenige, die hier vorgesehen wird (9), die Anwendung einer der von der Behörde einseitig vorgebrachten Regeln, die von Amts wegen gilt, von einer vorherigen Verpflichtung abhängig macht; ein solches Verfahren entspricht nämlich eher einer vertraglichen Regelung.

Diese Regel müsste in den Teilen dieses Kodex stehen, die den Dienstbefreiungen und politischen Urlauben gewidmet sind, wodurch sie deutlicher als eine statutarische Regel erscheinen würde. Durch ein solches gesetzgebungsverfahren können ebenfalls alle Zweifel bezüglich der Anwendung aller relevanten statutarischen Regeln behoben werden, einschließlich derer, zu deren Einhaltung sich die Betroffenen nicht förmlich verpflichtet haben.

Bei der Neuuntersuchung dieser Frage wird dafür Sorge zu tragen sein, dass diese Regel mit der in den geplanten Artikeln 351, Abs. 2, und 352, 1°, genannten Verpflichtung für den Mandatsträger, sein Mandat vollzeitig auszuüben, vereinbar gemacht wird.

2. In § 2 wird eine andere Verpflichtung seitens der Bewerber für ein Mandat vorgesehen, die darin besteht,

«ab ihrem Amtsantritt jede Tätigkeit, Beschäftigung oder jegliches Mandat zu beenden, die oder das mit der Ausübung des Mandats im Sinne von Artikel 352 nicht vereinbar ist».

Über die in der Bemerkung Nr. 1 geäußerten Kritik über die benutzte Methode hinaus, gilt es, festzustellen, dass die Bestimmung den geplanten Artikel 352 unnötig wiederholt.

§ 2 muss demnach gestrichen werden.

3. Es hat keinen Zweck, einen Artikel in Paragrafen aufzuteilen, wenn infolge dieser Aufteilung jeder Paragraf nur einen Absatz umfasst, und dadurch der Artikel nicht deutlicher erscheint (10).

Auf die Aufteilung des geplanten Artikels 341 in Paragrafen ist somit zu verzichten.

Dieselbe Bemerkung gilt insbesondere für den geplanten Artikel 357 sowie für den Artikel 4 des Entwurfs.

Geplante Artikel 341/1 bis 341/8

Es wird auf die allgemeine Bemerkung hingewiesen.

Geplanter Artikel 342

Was die Tragweite des Wortlauts im geplanten § 3, 1° betrifft, hat der Vertreter des Ministers die folgenden Erklärungen gegeben:

«Die Amtsbeschreibung betrifft den Inhalt des Amtes und besteht in einer Beschreibung der zu erfüllenden Aufgaben unter Berücksichtigung des institutionellen und administrativen Umfelds des betroffenen Amtes. Das Kompetenzprofil des zu vergebenden Amtes besteht in einer Beschreibung der Fähigkeiten und Kenntnisse, die erfordert werden, um das Amt ausüben und dessen Anforderungen genügen zu können.

Diese Erklärungen könnten in dem Bericht an die Regierung zweckmäßig angeführt werden.

Geplanter Artikel 343

1. Es gilt, die Wortfolge "und für höchstens vier durch Mandat zu besetzende Stellen innerhalb der Dienststellen der französischen Gemeinschaft" in dem geplanten Artikel 343, § 2, Absatz 1, in fine, zu streichen. Es fällt in der Tat nicht in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Regierung, in das System zur Benennung der Mandatsträger innerhalb der Dienststellen der Französischen Gemeinschaft einzugreifen.

2. In § 2, Abs. 2 sollte die Wortfolge "nach der Offenerklärung der betroffenen Stellen" durch "nach dem im Belgischen Staatsblatt veröffentlichten Aufruf an die Bewerber für die betroffenen Stellen" ersetzt werden.

Eine ähnliche Bemerkung gilt für den Artikel 344, Absatz 2.

Geplanter Artikel 344

Im geplanten Artikel 344, Absatz 2 wird die Wortfolge "und durch einen mit Gründen versehenen Beschluss" gestrichen, da die Pflicht zur Begründung des Ernennungsbeschlusses sich bereits aus dem Gesetz vom 29. Juli 1991 "über die formelle Begründung von Verwaltungshandlungen" ergibt.

Geplanter Artikel 345

In Absatz 2 sollte anstatt "vorigen Absatz" "Absatz 1" stehen (11).

Geplanter Artikel 346

1. In § 1, Abs. 3 wird das Wort "Vorschlag" durch "Gutachten" ersetzt (12).

2. Um § 3 zu berücksichtigen, wird vorgeschlagen, den Anfang von § 1, Absatz 1 wie folgt zu verfassen:

«§ 1. Unter Vorbehalt der Bestimmungen von § 3 übermittelt jeder Mandatsträger den Entwurf eines operativen Plans... [usw. wie im Entwurf].

3. In § 3, Absatz 1, erscheint der Verweis auf Artikel 364 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes als unangemessen. Diese letzte Bestimmung, so wie durch Artikel 9 des Entwurfs abgeändert, betrifft die Stellen des Dienstrangs A3, die nicht durch ein Mandat zugewiesen werden. Es ist nicht sehr kohärent, in dem geplanten Artikel 346, § 3, Absatz 1, der nur die Stellen des Dienstrangs A3 betrifft, die durch ein Mandat zugewiesen werden, auf diese Bestimmung hinzuweisen. Der darüber befragte Vertreter des Ministers hat angegeben, dass die Anführung von Artikel 364 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes "überflüssig" war. Es wird somit vorgeschlagen, in dem geplanten Artikel 346, § 3, Abs. 1 die Wortfolge "durch einen Zielsetzungsvertrag nach Artikel 364" durch "durch einen Zielsetzungsvertrag" zu ersetzen.

Geplanter Artikel 348

1. Es sollte in Absatz 2 anstatt "wird der Mandatsträger in seinem Mandat bis zum 31. März [...] verlängert" die Wortfolge "wird das laufende Mandat bis zum 31. März [...] verlängert" stehen.

2. In Absatz 3 wird vorgeschlagen, das Wort "ersten" und die Wortfolge "durch einen begründeten Beschluss" zu streichen (13), die Wortfolge "den Mandatsträger in seinem Mandat" durch "das laufende Mandat zu ersetzen" und das Wort "zusätzlichen" vor das "Zeitraum" einzufügen.

3. Über die Tragweite von Absatz 4 hat sich der Vertreter des Ministers wie folgt geäußert:

«Aus der Kombination der geplanten Artikel 342 § 1 und 343 Absatz 2 ergibt sich, dass die Benennungen von Mandatsträgern, die am Anfang der Legislaturperiode stattfinden, d.h. nach der Eidesleistung der Mitglieder einer neuen Regierung unmittelbar nach der Erneuerung des Parlaments, vor dem 31. Dezember des Jahres, im Laufe dessen das Parlament erneuert und eine neue Regierung eingesetzt wurde, erfolgen werden.

Es kann jedoch sein, dass die Benennung eines Mandatsträgers nach dem 31. Dezember dieses Jahres stattfindet. Dies kann insbesondere in der im geplanten Artikel 345 vorgesehenen Annahme der Fall sein, oder wenn ein Mandatsträger ersetzt werden muss, obwohl sein Mandat nicht abgelaufen ist.

Der Zweck von Artikel 348 Abs. 4 besteht darin, darauf hinzuweisen, dass es einen Zusammenhang zwischen dem Mandat und der laufenden Legislaturperiode gibt. Der Grundsatz wird in dem Sinne bestimmt, dass bei jeder neuen Legislaturperiode neue Inhaber für alle durch ein Mandat zu vergebenden Stelle zu benennen sind, d.h. auch für diejenigen Stellen, deren Inhaber nicht am Anfang, sondern im Laufe der vorigen Legislaturperiode bezeichnet worden war».

Der Absatz 4 würde deutlicher sein, wenn er wie folgt verfasst wäre (insoweit dies in der Tat die Absicht des Autors des Entwurfs ist):

«Das in Absatz 1 vorgesehene Ablaufdatum des Mandats ist auch dann anwendbar, wenn das laufende Mandat nach dem 31. Dezember des Jahres im Laufe dessen die Eidesleistung der Regierungsmitglieder, die unmittelbar auf die vorherige Erneuerung des Parlaments folgen, stattgefunden hat, zugeteilt worden ist».

4. Über die Tragweite von Absatz 5 ("Der vorliegende Artikel ist unbeschadet der Regeln über die Pensionierung im Alter von 65 Jahren anwendbar") hat sich der Vertreter des Ministers wie folgt geäußert:

«Es handelt sich darum, darauf hinzuweisen, dass die Regeln betreffend die Dauer des Mandats nicht bewirken, dass dieses ausgeübt wird, nachdem sein Inhaber älter als 65 Jahre ist. Dies heißt also, dass, wenn der Mandatsträger im Laufe des Mandats das Alter von 65 Jahren erreicht, er in den Ruhestand entlassen wird und die Ausübung des ihm anvertrauten Mandats vorherig beendet.

Es wäre wünschenswert, den Absatz 5 im Sinne dieser Antwort zu verdeutlichen, und jeden Verweis auf das Alter von 65 Jahren zu streichen, da sich das gesetzliche Ruhestandsalter ändern kann.

Geplanter Artikel 349

1. In Aufzählungen sollten Zwischensätze, d.h. Sätze die eine Aufzählung unterbrechen, um ein sich auf eins der aufgezählten Elemente beziehendes Nebenglied einzuführen, grundsätzlich vermieden werden.

Die Einfügung von Zwischensätzen ist - vom sprachlichen Standpunkt aus - falsch, und weist drei Nachteile auf:

- a) das Lesen wird dadurch stockender, da der Leser dazu gezwungen wird, mitten in der Aufzählung Halt zu machen, um sich auf einen besonderen Punkt zu konzentrieren;
- b) es wird schwieriger, sich an Anhaltspunkten zu orientieren, da die korrekte Identifizierung des Zwischensatzes nicht immer einfach ist;
- c) wenn der Zwischensatz als Bestandteil eines Absatzes analysiert wird, kann dies zu der seltenen Situation führen, dass man einen Absatz innerhalb eines bereits bestehenden Absatzes hat.

Eine einfache Lösung zur Behebung dieser Nachteile besteht darin, nach der Aufzählung einen spezifischen Absatz zu schaffen, der auf den Teil der Aufzählung verweist, der einer weiteren Erklärung bedarf (14).

2. Die Abfassung des geplanten Artikels 349, § 1, Absatz 1, 8° unterscheidet sich von der des geplanten Artikels 341, § 1, 6° und 7° (15).

Der Autor des Entwurfs wird gebeten, zu prüfen, ob dieser Unterschied absichtlich ist.

3. Es wird vorgeschlagen, in der französischen Fassung das Wort "soit" vor die Wortfolge "par la désignation" einzufügen.

Anstatt der Wortfolge "der sich als Bewerber erklärt hat" sollte man eher "der seine Bewerbung [...] eingereicht hat" schreiben.

Der Wortfolge "anschließend an einen neuen Aufruf" ist "infolge eines neuen Bewerbungsaufrufs" vorzuziehen.

Geplanter Artikel 350

Über die Tragweite des geplanten Artikels 350, § 2, Abs. 2 hat sich der Vertreter des Ministers wie folgt geäußert:

« Der geplante Artikel 350 § 2 gibt eigentlich den aktuellen Artikel 350 § 2 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes wieder.

Der geplante Artikel 350, § 2, Abs. 2. setzt voraus, dass, wenn ein Mandatsträger zur Ausübung einer höheren Funktion benannt wird, was per se in einer Stelle stattfinden wird, die durch die Anwendung der Mandatsregelung betroffen wird, dieser Mandatsträger in Anwendung des geplanten Artikels 355 zumindest die Entlohnung erhält, die er im Rahmen des ihm zugewiesenen Mandats erhielt".

Die Deutlichkeit des Textes wäre verbessert, wenn zwischen "behält" und "seine Entlohnung" das Wort "mindestens" eingefügt würde (insoweit dies in der Tat die Absicht des Autors des Entwurfs ist).

Geplanter Artikel 353

Am Ende des 2. Absatzes sollte statt "wird mit seinem Einverständnis ausgesetzt" die Wortfolge "wird mit dem Einverständnis dieses Personalmitglieds ausgesetzt" stehen.

Geplanter Artikel 354

1. Es wäre wünschenswert, anzugeben, ob man in dem geplanten Artikel 354, Absatz 1, unter "pro Jahr" das Kalenderjahr oder den Zeitraum von einem Jahr ab dem Anfang des Mandats meint. Der Vertreter des Ministers hat sich mit der Notwendigkeit einer Klärung dieser Frage einverstanden erklärt.

2. Die im geplanten Artikel 354, Abs. 2 vorgesehene Aussetzung der Zahlung des Zuschusses verstößt gegen das Gesetz vom 12. April 1965 "über den Schutz der Entlohnung der Arbeitnehmer" (16), d.h. eine Angelegenheit, die die regionale Behörde unter keinen Umständen bestimmen kann.

Dieser Absatz wird somit gestrichen.

Geplanter Artikel 355

Es wird vorgeschlagen, den geplanten Artikel 355 wie folgt abzuändern:

- die Wortfolge "der von ihm besetzten Stelle" sollte durch die Wortfolge "der von ihm als Mandatsträger besetzten Stelle" ersetzt werden;

- anstatt "die erhöht wird um einen [...] gebundenen Betrag" sollte man eher "die erhöht wird um eine [...] gebundene Prämie" schreiben.

- es wird vorgeschlagen, ebenfalls darauf hinzuweisen, dass die im geplanten Artikel 355 erwähnten Prämienbeträge jährliche Beträge darstellen, die pro Monat im Verhältnis zu den erbrachten Leistungen zahlbar sind (17) (18).

Geplanter Artikel 356

1. In § 1, 2. Satz, initio sollte statt "In diesem Fall bezieht sich die Bewertung" "Diese Bewertung bezieht sich" stehen.

2. Es gilt, zu verdeutlichen, ob die in § 1 genannte Bewertung auch anwendbar ist, wenn ein Mandatsträger, der bereits ein erstes Mandat erfüllt hat, für ein neues Mandat wieder bestätigt wird.

3. Es gilt ebenfalls zu verdeutlichen, ob die am Anfang von § 2, Abs. 1 genannte Frist ("Alle zwei Jahre ab seinem Amtsantritt") im Falle der Wiederbestätigung eines Mandatsträgers für ein neues Mandat ab dem Anfang des ersten Mandats oder ab dem Anfang des neuen Mandats berechnet wird.

4. Aus § 2, Abs. 2 stellt sich nicht deutlich heraus, ob der Beschluss des oder der von der Funktion her zuständigen Minister, wegen eines besonderen Umstands eine zusätzliche Bewertung vorzunehmen, zu jeder Zeit oder nur alle zwei Jahre ab dem Amtsantritt des Mandatsträgers gefasst werden kann. Diesbezüglich muss der Absatz verdeutlicht werden.

In demselben Absatz werden die Wörter "ordnungsgemäß begründete" gestrichen. Nicht der "Umstand" muss begründet werden, sondern der Beschluss des Ministers zur Durchführung einer zusätzlichen Bewertung. Die Pflicht zur Begründung dieses Beschlusses ergibt sich schon aus dem Gesetz vom 29. Juli 1991 "über die formelle Begründung von Verwaltungshandlungen". An diese gesetzliche Verpflichtung sollte nicht erinnert werden (19).

5. In § 2, Abs. 3 sollte statt "auf den Stand der Verwirklichung der Verwaltungsaufgaben, der Ziele und auf die konkreten, sich aus den strategischen und operativen Zielen ergebenden Leistungen" eher "auf den Stand der Verwirklichung der Verwaltungsaufgaben und der Ziele und auf die konkreten, sich aus den strategischen und operativen Zielen ergebenden Leistungen" stehen.

Geplanter Artikel 357

1. In § 1, 1° stellt sich der Staatsrat die Frage, warum die Möglichkeit unvorhersehbarer oder vom Mandatsträger völlig unabhängiger Umstände, die als Folge hatten, dass die Aufgaben und Ziele nicht ausreichend und innerhalb der vorgesehenen Fristen erreicht wurden, hier nicht in Erwägung gezogen wird, obwohl es bei der in § 2, 1° vorgesehenen Bewertung der Fall ist.

2. Die Zuweisung der verschiedenen Vermerke bei einer Bewertung muss aufgrund objektiver Kriterien stattfinden, die mit ausreichender Genauigkeit festgelegt werden, um eine effektive Kontrolle zu ermöglichen (20).

Zum Unterschied zwischen "nur zu teilhaft zufriedenstellende Führungsqualitäten" (§ 1, 2°) und Führungsqualitäten die "nur zu unzulänglich" nachgewiesen werden (§ 1, 3°), hat sich der Vertreter des Ministers wie folgt geäußert:

«Im Sinne des Autors des Entwurfs gibt es in der Tat eine Stufung zwischen den beiden so dargestellten Hypothesen; die erste Stufe entspricht einer positiven, jedoch kontrastreichen Bewertung, die zweite entspricht einer negativen oder unzureichenden Bewertung. Andererseits galt es, die Ermessensbefugnis der mit der Bewertung der Mandatsträger beauftragten Behörden zu schonen».

Die oben angeführten Kriterien werden in dem verfügbaren Teil näher bestimmt.

Diese Bemerkung gilt auch für § 2, 2° und 3°.

Geplanter Artikel 360

1. Es wird vorgeschlagen, aus dem Artikel 360 zwei getrennte Paragraphen zu machen; § 1 würde die ersten beiden Absätze betreffend die Mandatsträger umfassen, die die Eigenschaft als Bedienstete der Dienststellen der Regierung oder einer der Region unterstehenden Einrichtung haben, und § 2, der den aktuellen Abs. 3 umfasst, würde die anderen Mandatsträger betreffen.

2. Es scheint, dass angenommen werden muss, dass Abs. 3 nicht nur den Fall betrifft, wo das Mandat bis zu seinem Ende geführt wird, sondern auch den insbesondere in Art. 345 in Betracht gezogenen Fall, wo das Mandat im Falle eines Rücktritts der Regierung und somit der Einsetzung einer neuen Regierung beendet wird.

Dies müsste in dem Bericht an die Regierung näher angegeben werden.

3. Andererseits stellt sich die Frage zu wissen, ob im Falle zweier aufeinanderfolgender vorbehaltlicher Bewertungen oder einer ungünstigen Bewertung, d.h. im Falle einer vorzeitigen Beendigung des Mandats (21), keine Entschädigung in Anlehnung an die Regelung für zeitlich befristete Verträge vorzusehen wäre.

Nummerierung von Kapitel II

Es gilt, "Kapitel 2" anstatt "Kapitel II" zu schreiben (22).

Artikel 2

Der einleitende Satz von Artikel 2 wird wie folgt lauten:

«In Artikel 6 desselben Erlasses (23) wird Punkt 3°, ersetzt (24) durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, durch den folgenden Wortlaut ersetzt:».

Artikel 3

1. Der einleitende Satz von Artikel 3 wird wie folgt lauten:

«In Artikel 10 desselben Erlasses wird § 3, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, durch den folgenden Wortlaut ersetzt:».

2. Der Vertreter des Ministers wurde gebeten, zu erklären, wo das Amt des Generalinspektors – Sachverständigen definiert ist, und was der Unterschied zwischen dem Amt des Generalinspektors und des Generalinspektors – Sachverständigen ist, aufgrund dessen erklärt werden kann, warum das erstgenannte Amt unter der Mandatsregelung ausgeübt wird und das zweitgenannte nicht. Der Vertreter des Ministers hat diese Frage wie folgt beantwortet:

«Der Grundsatz, der gerade eine der durch die neu entworfene Regelung gebrachten Änderungen darstellt, ist, dass die Mandatsregelung auf alle Stellen des Generalinspektors (Dienststrang A3), anwendbar sein wird. Es wird jedoch einige Ausnahmen geben, die an dem nur leicht operativen Charakter der Abteilung, dessen Haupt der Generalinspektor ist, an der Anzahl dieser Abteilung zugewiesenen Personen und den von dieser Abteilung verwalteten Haushaltsmitteln liegen, und durch diese Eigenschaften gerechtfertigt werden. Diese objektiven Kriterien könnten in der Tat in den dem Gutachten des Staatsrats unterbreiteten Erlassentwurf eingetragen werden.

Die Listen der Stellen als Generalinspektor, die als Ausnahme zum Grundsatz nicht der Mandatsregelung unterliegen werden, werden auf der Grundlage solcher Kriterien festgelegt. Der neue Dienstgrad des Generalinspektors-Sachverständigen wird diesen Stellen des Dienststrangs A3, die nicht der Mandatsregelung unterworfen sind, entsprechen. Die Liste dieser Stellen muss im Stellenplan des Personals des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, der zur Zeit durch einen Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2007 bestimmt ist, festgelegt werden. Es ist also die Absicht der Wallonischen Regierung, diesen Stellenplan durch einen Erlass abzuändern, um die Liste der Stellen als Generalinspektor-Sachverständiger, des Dienststrangs A3, festzulegen.

Die Unterschiede zwischen dem Dienstgrad des Generalinspektors und dem des Generalinspektors-Sachverständigen werden an der Tatsache liegen, dass der Erstgenannte Stellen besetzt, die durch Mandat zugewiesen werden, was nicht der Fall des Zweitgenannten ist. Den beiden Dienstgraden entsprechen dieselben Gehaltstabellen. Der Generalinspektor wird eine Mandatsprämie erhalten.

Es sollte hier darauf hingewiesen werden, dass dieser Unterschied kraft des zur Zeit geltenden Erlasses über die Mandate bei der Französischen Gemeinschaft bereits besteht, und die Stellen des beigeordneten Generaldirektors und des beigeordneten Generaldirektors - Sachverständigen betrifft. Es gibt noch andere Beispiele in öffentlichen Dienststellen, wo demselben Dienststrang zwei unterschiedliche Dienstgrade entsprechen, je nach dem "management"-gebundenen Charakter der Stelle (z.B. Direktor vs Berater)».

Diese Erklärungen könnten in dem Bericht an die Regierung zweckmäßig angeführt werden.

Es ist wünschenswert, den geplanten Artikel 10 § 3 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes mit objektiven Kriterien zu ergänzen, durch die bestimmt werden kann, ob eine Stelle des Dienststrangs A3 durch einen Generalinspektor oder einen Generalinspektor-Sachverständigen besetzt werden wird.

Neue Artikel 4 und 5

1. Es gibt keinen Anlass, zu einem einzigen Artikel die Paragraphen 1 und 2 von Artikel 4 des Projekts zusammenzufügen, da diese beiden Paragraphen jeweils separate Artikel abändern (25) Artikel 4 wird nur den jetzigen Paragraphen 1 enthalten (der zum einzigen Absatz wird) und Paragraph 2 wird zum einzigen Absatz eines neuen Artikels 5 (26).

2. In Paragraph 1 (der zum einzigen Absatz von Artikel 4 wird), gibt es keinen Anlass, "ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen bezüglich des Wallonischen öffentlichen Dienstes" zu schreiben, da in dem besagten Erlass keine Abänderung von Artikel 334, § 4, Absatz 1 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes vorgenommen wird.

Absatz 4 des Entwurfs wird wie folgt lauten:

«In Artikel 334, § 4, Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006, wird Punkt 4° außer Kraft gesetzt.» (27).

3. Artikel 4, § 2 (der zum neuen Artikel 5 wird) des Entwurfs wird wie folgt lauten:

«In Artikel 361 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird der Wortlaut "in den Grad des Ranges A3" durch den Wortlaut "in den Grad eines "Generalinspektors-Sachverständigen" ersetzt.

Artikel 5

1. Der einleitende Satz von Artikel 5 wird wie folgt verfasst:

«Artikel 362 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird durch Folgendes ersetzt:» (28).

2. Als der Vertreter des Ministers darüber befragt wurde, was unter "dem vorliegenden Erlass unterliegenden Beamten, der nicht dem Stellenplan angehört, in dem die Stelle als zu besetzen erklärt worden ist" im Sinne von dem geplanten Artikel 362, Absatz 1, 3° zu verstehen ist, antwortete er, dass die "leitenden Beamten der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes unterworfen sind" gemeint sind.

Diese Erklärung ist in den Bericht an die Regierung anzuführen.

3. Mit der Zustimmung des Vertreters des Ministers gibt es Anlass, in den geplanten Artikel 362, Absatz 2 nach den Wörtern "nacheinander in Absatz 1" die Wörter " 2° bis 4°," einzufügen. Für die in Punkt 1° dieser Bedingung vorgesehenen Verfahren zur Vergabe der Stelle hat der Bezug auf die "vorherigen Verfahren" keine Begründung.

Artikel 6, 7 und 8

Die Artikel 6, 7 und 8 des Entwurfs zielen jeweils eine Abänderung derselben Bestimmung ab, nämlich Artikel 363 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003; diese drei Artikel werden zu einem einzigen Artikel mit folgendem Wortlaut zusammengefügt:

«In Artikel 363 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006, werden folgende Änderungen vorgenommen (29):

1° Paragraph 2 wird durch Folgendes ersetzt (30):

§ 2. [wie in Artikel 6 des Entwurfs];

2° in § 3, Absatz 1 wird zwischen den Wortlaut "Der Auswahlausschuss erstellt" und dem Wortlaut "einen vorläufigen Vorschlag" der Wortlaut "nach Anhörung der Bewerber" eingefügt;

3° in § 3, Absatz 2 wird der Wortlaut " , nachdem er den Beschwerdeführer angehört hat, wenn letzterer dies gewünscht hat. Der Beschwerdeführer ist berechtigt, sich dabei von einer Person seiner Wahl beistehen zu lassen.» aufgehoben;

4° in § 4 werden der zweite und der dritte Satz aufgehoben.» (31)

Artikel 9

Absatz 9 wird wie folgt lauten:

«In Artikel 334, § 4, Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006, wird der Wortlaut [Folge wie im Entwurf].»

Artikel 10

1. Die Gelegenheit sollte genutzt werden, um die Wörter "§ 1. "am Anfang von Artikel 366 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zu streichen, da dieser Artikel nicht in Paragraphen unterteilt wird.

2. Absatz 10 wird wie folgt lauten:

«In dem einleitenden Satz von Artikel 366 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006, wird der Wortlaut "des Generalbeamten des Ranges A3" durch den Wortlaut "des Generalinspektors-Sachverständigen" ersetzt» (32)

Numerierung von Kapitel III

Es gibt Anlass, "Kapitel 3" anstatt "Kapitel III zu schreiben" (33).

Artikel 11

1. Der Beauftragte des Ministers wurde ersucht, Artikel 11 des Entwurfs hinsichtlich der Grundsätze der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung unter den folgenden Aspekten zu begründen:

- die automatische Aufnahme in den Pool von Kandidaten der Mandatsträger, die eine erste "sehr günstige", "günstige" oder "vorbehaltliche" Bewertung erhalten haben;
- die automatische Verlängerung, wenn sie es wünschen, der Mandatsträger, die eine "sehr günstige" Bewertung erhalten haben, und der diesen Mandatsträgern erteilte Vorrang bei der Zuteilung anderer Mandate;
- die endgültige Ernennung in statutarischen Verhältnissen der ehemaliger Mandatsträger, die den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten haben.

Der Beauftragte des Ministers hat dazu die folgenden Erklärungen gegeben:

«Die Einführung solcher Übergangsmaßnahmen, die insbesondere die Mandatsträger betrifft, die [am] Tag des Inkrafttretens des sich in Entwurf befindenden Erlasses ihr Amt ausüben, wurde dadurch begründet, dass die Wallonische Regierung zwei Arten Erwägungen nachgehen möchte: Es ging darum, einerseits, die uneingeschränkte Anwendung innerhalb kurzer Fristen des neuen eingeführten Systems zu erlauben, was die Zugangsbedingungen für die durch Mandat zu vergebenden Stellen angeht. Andererseits musste die besondere Lage der Personen, die durch die besagten Übergangsmaßnahmen betroffen sind, nämlich die Mandatsträger, die am Tag des Inkrafttretens des geplanten Erlasses ihr Amt ausüben (Artikel 14, § 1 des sich im Entwurf befindenden Erlasses sieht vor, dass er am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft tritt) und die legitimen Erwartungen berücksichtigt werden, die sie im Rahmen der Anwendung des zur Zeit geltenden Mandatsystems für ihre Laufbahnentwicklung haben könnten.

Es gibt Anlass, den begrenzten Charakter der Übergangsbestimmungen hervorzuheben, zumindest, was die Verlängerung von Funktionen in der Ausübung eines Mandats, den bei der Zuteilung anderer Mandate gegebenen Vorrang betrifft. Die Anwendung dieser Regeln, die von dem anlässlich der 2014 erfolgenden Bewertung erhaltenen Vermerk abhängt, wird nämlich auf die erste Anwendung des sich im Entwurf befindenden Erlasses begrenzt.

In diesem Zusammenhang scheint es berechtigt vorzusehen, dass die bei dem Inkrafttreten des sich im Entwurf befindenden Erlasses amtierenden Mandatsträger, die bei der in Anwendung von Artikel 11 des sich im Entwurf befindenden Erlasses erwähnten Bewertung einen sehr günstigen, günstigen oder sogar vorbehaltlichen Vermerk erhalten haben, in den Pool von Kandidaten automatisch aufgenommen werden. Angesichts der in Artikel 11, § 2 gegebenen Anweisungen über die Kriterien zur Erteilung dieser Bewertungen, kann man davon ausgehen, dass die Übergangsmaßnahme, die die automatische Zuweisung in den Pool von Kandidaten zum Zweck hat, Mandatsträgern zugutekommen wird, die sich zumindest nicht als unwürdig erwiesen haben.

Das Gleiche gilt für die zwei anderen Maßnahmen, die übergangsweise vorgesehen werden, und für welche Begründungselemente verlangt wurden. Es handelt sich um die automatische Verlängerung der Mandatsträger, die eine "sehr günstige" Bewertung erhalten haben, und des diesen Mandatsträgern bei der Zuweisung anderer Mandate gewährten Vorrangs einerseits, und der endgültigen Ernennung in statutarischen Verhältnissen der ehemaligen Mandatsträger, die den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten haben, andererseits.

In dieser Hinsicht sei darauf hingewiesen, dass der sich im Entwurf befindende Erlass ein Bestandteil einer umfangreicheren Reform ist, zur Umsetzung des Willens nicht nur seitens der Wallonischen Regierung, sondern auch der Regierung der Französischen Gemeinschaft, für das System der Mandate ein wenn nicht gemeinsames zumindest identisches oder weitgehend vergleichbares Statut vorzusehen, das auf die beiden Körperschaften anwendbar ist. Im Geiste der durch die regionalpolitische Erklärung vom Jahre 2009 vorgesehenen Synergien zwischen Institutionen war es nämlich ein Anliegen, die Ausrichtungen der Reform des Mandatssystems so zu bestimmen, dass es zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft möglichst harmonisiert ist.

Dieses erklärt, warum man sich bei der Festlegung des einen oder anderen Teils des sich zur Zeit im Entwurf bildenden Erlasses von den heute jeweils dem in der Französischen Gemeinschaft anwendbaren System oder dem in der Wallonischen Region anwendbaren System spezifischen Regeln inspirierte oder davon Rechnung getragen hat.

Die im geplanten Artikel 11 vorgesehenen Übergangsbestimmungen fügen sich in den gerade festgelegten Rahmen ein. Sie sind identisch mit denjenigen, die in dem Erlassentwurf der Französischen Gemeinschaft mit demselben Gegenstand, der zurzeit der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates unterbreitet wird, vorgesehen sind. Was die beiden Übergangsregeln, von denen hier insbesondere die Rede ist, nämlich die Regel der automatischen Verlängerung oder des Vorrangs, und die Regel der endgültigen Ernennung angeht, wurde eine aktuelle Regel des Mandatssystems, die auf die Generalbeamten der Dienststellen der Französischen Gemeinschaft anwendbar ist, berücksichtigt. Artikel 42 des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 1. Dezember 2006 zur Einführung eines Systems von Mandaten für die Generalbeamten der Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft, des "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Oberster Rat für audiovisuelle Medien) und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Sektorenausschuss XVII unterstehen lautet "Der Mandatsträger, dessen letzte Beurteilung nach Ablauf seines Mandats den Vermerk "sehr günstig" erhält, wird unter Vorbehalt seines Einverständnisses in diesem Amt verlängert".

Das Vorhandensein dieser Regel rechtfertigt, dass der Grundsatz der automatischen Verlängerung, wenn sie es wünschen, der Mandatsträger, die eine "sehr günstige" Bewertung erhalten haben, oder, was eine Variante der ersten Maßnahme bildet, der diesen Mandatsträgern erteilte Vorrang bei der Zuteilung anderer durch Mandat zu vergebenden Stellen als Übergangsmaßnahme vorgesehen wurde.

Diese Art Erwägung könnte ebenfalls die in §§ 3 und 4 von dem geplanten Artikel 11 vorgesehene Maßnahme rechtfertigen, nach welcher der Mandatsträger, der infolge der Bewertung, die aufgrund von Artikel 11, § 1 des geplanten Erlasses erfolgen wird, den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten hat, und der anlässlich der ersten Anwendung des geplanten Erlasses in einer Stelle bezeichnet wird, die durch Mandat zuzuweisen ist, nach Beendigung dieses Mandats endgültig in einem Dienstrang ernannt, der mit dem Dienstrang des Amtes, das er im Rahmen seines Mandats ausübte, identisch ist. Diese Bestimmung bewirkt, dass die Lage der betroffenen Personen innerhalb der Verwaltung nach Beendigung des ersten Mandats, das sie in Anwendung des sich in Entwurf befindenden Erlasses ausgeübt haben werden, das übrigens mindestens das zweite von ihnen ausgeübte Mandat darstellt, stabilisiert wird. Diese Wirkung ist nicht so weit von derjenigen, die durch Artikel 42, § 1 des Erlasses der Französischen Gemeinschaft vom 1. Dezember 2006 hätte erzielt werden können, was die besagte Übergangsmaßnahme rechtfertigen kann».

2. Diese Erklärungen sind nicht überzeugend.

Es kann nämlich in Erwägung gezogen werden, dass wenn ein rechtliches System, insbesondere für die Organisation der Verwaltung, ein Anderes ersetzen soll, Regeln vorgesehen werden, die den Übergang von dem einen auf das Andere organisieren; solche Übergangsbestimmungen sollen grundsätzlich nicht die Beibehaltung von erworbenen Lagen, sondern die allmähliche Einführung des neuen Systems, zumindest seiner wesentlichen Aspekten zum Zweck haben.

Es könnte nur dann anders sein, wenn die Beibehaltung des ehemaligen, ggf. angepassten Systems zu einem äquivalenten Ergebnis führt, wie dasjenige, das aufgrund des neuen Systems zu erreichen ist.

Ein Übergangssystem sollte ebenfalls nach einer bestimmten, möglichst begrenzten Zeit erlöschen, damit das neue System seine ganze Wirkung oder einen großen Teil davon dadurch nicht verliert.

In dieser Hinsicht werden die folgenden Fragen gestellt.

3. Vorher ist darauf hinzuweisen, dass Artikel 11 auf einem System beruht, das den zurzeit amtierenden Mandatsträgern Ansprüche erteilt, wenn sie Gegenstand einer Bewertung mit den Vermerken "sehr günstig", "günstig" und "vorbehaltlich" gewesen sind, und das denjenigen, die den Vermerk "ungünstig" erhalten, diese Ansprüche nicht anerkennt (34). Laut Artikel 11, § 1, Absätze 1 und 2 wird die "neue Regierung" diese Bewertung vornehmen, während die besagten Ämter unter der vorherigen Regierung ausgeübt wurden.

Dieses System weist einen Mangel an Kohärenz auf.

4. Was die Hauptsache betrifft, gibt Artikel 11 Anlass auf die folgenden Bemerkungen.

5. Erstens ist festzustellen, dass einer der Grundsätze des neuen Systems von Mandaten darin besteht, dass die Kandidaten Inhaber eines nach einer Ausbildung ausgestellten Zeugnisses für Public Management werden, das laut dem Bericht der Regierung auf einem, fächerübergreifenden Programm von hohem Niveau beruht (35).

Nun aber sollen laut Artikel 11, §§ 3 bis 5 die Mandatsträger, die eine "sehr günstige", "günstige" oder "vorbehaltliche" Bewertung erhalten haben, dem Pool von Kandidaten für eine neue Bezeichnung als Mandatsträger (36) zugewiesen werden, was bedeutet, dass ihre Erfahrung der besagten Ausbildung gleichgestellt wird.

Eine solche Gleichstellung wäre nur dann zulässig, wenn feststeht, dass die im Laufe der betroffenen Mandate erworbenen Kenntnisse zu einer gleichwertigen Ausbildung derselben Natur und desselben Niveaus wie diejenige, die durch das Zeugnis für Public Management sanktioniert wird, führen. Diese Frage stellt sich ganz besonders für die Mandatsträger, die eine "vorbehaltliche" Bewertung erhalten haben.

Es gibt Anlass in dieser Hinsicht zu beobachten, dass laut Artikel 11, § 1, Absatz 2 die Generalinspektoren, deren Stelle von nun an einem Mandat unterliegt (37), das Zeugnis für Public Management erlangt haben müssen, um die Übergangsmaßnahmen zu genießen, und um ein Mandat ausüben zu dürfen, obwohl die gleiche Anforderung für die Mandatsträger des Dienstranges A1 und A2, die sich bereits im Amt befinden, nicht auferlegt wird.

6. Aus dem Artikel 11, § 3 geht hervor, dass das Mandat der zurzeit amtierenden Mandatsträger, die anlässlich ihrer Bewertung einen "sehr günstigen" Vermerk erhalten haben, auf [ihren] Antrag hin automatisch verlängert wird. «Sie dürfen sich ebenfalls um eine andere durch Mandat zuzuweisende Stelle bewerben, wobei sie "vor den anderen Kandidaten, denen keine solche sehr günstige Bewertung nicht erteilt wurde, vorrangig bezeichnet [werden].»

In ihrem Gutachten Nr. 40.223/2 vom 28. Juni 2006 (38), in dem eine ähnliche Bestimmung mit folgendem Wortlaut untersucht wird:

«Für die erste Zuteilung einer einem Mandat unterliegenden Stelle kann die Regierung, bevor ein Kandidatenaufruf erlassen wird, denjenigen Bediensteten als Mandatsträger benennen, der das durch Mandat zuzuweisende Amt seit mindestens zehn Jahren ausübt» (39).

hatte die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates folgende Ansicht

«die besagte Bestimmung könnte hinsichtlich der Grundsätze der Gleichheit und des gleichen Zugangs zu öffentlichen Ämtern und Funktionen problematisch sein, insofern sie die anderen Personen, die an dem Mandat interessiert sind, verhindert, sich zu bewerben.

Sie scheint ebenfalls in Widerspruch zu der Philosophie des Systems von Mandaten zu stehen, nach der die Person angeworben wird, die am geeignetsten ist, um das Amt auszuüben.» (40)

Diese Kritik gilt ebenfalls hier.

Artikel 42, § 1 des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 1. Dezember 2006 lautet zwar wie folgt:

«[der Mandatsträger, dessen letzte Bewertung nach Beendigung seines Mandats den Vermerk "sehr günstig" angibt, wird vorbehaltlich seines Einverständnisses in dieser Stelle verlängert.» und diese Bestimmung wurde in dem vorerwähnten Gutachten 39.733/2 über den Entwurf, der diese Bestimmung enthält, nicht kritisiert, aber die besagte Bewertung war diejenige, die aufgrund des einschlägigen gemeinen Rechts und nicht durch die neue Regierung gegeben wurde einerseits, und vor allem erfolgte sie nicht wie in dem vorliegenden Fall aufgrund eines Systems, das auf der Anforderung eines durch ein Zeugnis sanktionierten hohen Ausbildungsniveaus beruht, andererseits (41).

7. In Artikel 11, §§ 3, Absatz 1, vierter Satz, und 4, Absatz 1, dritter Satz wird vorgesehen, dass der Mandatsträger, der bei der in § 1 derselben Bestimmung erwähnten Bewertung einen "sehr günstigen" oder "günstigen" Vermerk erhalten hat, am Ende eines neuen Mandats "endgültig in einem Dienstrang ernannt werden kann, der identisch mit demjenigen des Amtes ist, das er im Rahmen seines Mandats ausübte".

Diese Bestimmungen müssen anscheinend so verstanden werden, dass die jetzigen Mandatsträger nach einem neuen Mandat in dieser Eigenschaft endgültig ernannt werden, um die betroffenen Stellen allein zu besetzen. (42)

Das in Betracht gezogene Verfahren gibt Anlass zu Bedenken über seine Vereinbarkeit mit dem geplanten System, nach dem bestimmte Stellen an einer befristeten Ernennung als Mandatsträger gebunden werden und diese Ernennung nach Eidesleistung jeder neuen Regierung aufgrund einer Auswahl erfolgt, bei der die von dieser Regierung aufgestellte Aufgabenbeschreibung (43), das Motivationsschreiben des Bewerbers mit der Beschreibung seiner strategischen Vorstellung und die Darstellung der Art und Weise, wie er das Mandat auszuüben beabsichtigt (44), die Übereinstimmung dieses Motivationsschreibens mit der Aufgabenbeschreibung (45), das Kriterium der gewünschten Vertrauens zwischen der Regierung und dem Betroffenen (46) usw. zu berücksichtigen sind, da die Dauer des Mandats mit der Dauer der Legislatur grundsätzlich übereinstimmt. Das so beabsichtigte Übergangssystem steht in Gegensatz zu der Idee des Mandats selbst, das eine zeitweilige Einstellung ist, die keinen Anspruch auf eine endgültige Ernennung gibt (47).

Es bestehen gegen dieses Verfahren zumal Vorbehalte, dass es zu einer endgültigen Anwendung bestimmt würde, was in einem Übergangssystem nur dann zulässig ist, wenn eine ganz besondere Begründung vorliegt.

In dieser Hinsicht sieht Artikel 42, § 1 des vorerwähnten Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 1. Dezember 2006, auf welchen sich der Vertreter des Ministers in der oben aufgeführten Antwort bezieht, und von dem oben bereits die Rede gewesen ist, keine endgültige Ernennung der Mandatsträger nach ihrem Mandat und könnte deshalb zur Bekräftigung des geplanten Mechanismus nicht geltend gemacht werden.

8. Während Artikel 11, §§ 3, Absatz 2 und 5, Absatz 2 den Fall des Inspektors regelt, dem bei seiner Bewertung ein "sehr günstiger" oder "vorbehaltlicher" Vermerk erteilt wird, bleibt in Paragraph 4 die Zukunft der Inspektoren, die den Vermerk "günstig" erhalten haben, unerwähnt (48).

9. Artikel 11 muss unter Berücksichtigung der vorigen Beobachtungen revidiert werden (49).

Artikel 13

Die folgende Fassung wäre für Artikel 13 besser:

«§ 1. Anlässlich der ersten Anwendung des vorliegenden Erlasses durch die neue in Artikel 11, § 1 erwähnte Regierung wird die Bezeichnung der Mandatsträger spätestens an den folgenden Daten vorgenommen:

1° Die Bezeichnung der Mandatsträger der Dienstränge A1 und A2 der Dienststellen der Wallonischen Regierung und der Mandatsträger der Einrichtungen erfolgt spätestens am 31. Dezember 2014;

2° Die Bezeichnung der Mandatsträger des Dienstranges A3 der Dienststellen der Wallonischen Regierung erfolgt spätestens am 31. Juli 2015.

Bei dieser Gelegenheit muss die in Artikel 340 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes in seiner durch den vorliegenden Erlass abgeänderten Fassung angeführte Bedingung von den Bewerbern um eine im Rahmen eines Mandats zu vergebende Stelle spätestens an den folgenden Daten erfüllt werden:

1° spätestens am 1. Dezember 2014 für die Mandatsträger der Dienstränge A1 und A2 der Dienststellen der Wallonischen Regierung und die Mandatsträger der Einrichtungen;

2° spätestens am 1. Juli 2015 für die Mandatsträger der Dienstränge A3 der Dienststellen der Wallonischen Regierung.

§ 2. Bei der ersten Anwendung des vorliegenden Erlasses auf die Mandatsträger des Dienstrangs A3 der Dienststellen der Wallonischen Regierung werden die Stellen in Abweichung von Artikel 342, § 1 spätestens am 1. Februar 2015 für offen erklärt.»

Artikel 14

Die Fassung von Artikel 14 wird unter Berücksichtigung der gemeinrechtlichen Regeln bezüglich des Inkrafttretens der Erlasse mit Verordnungscharakter (50) revidiert und unter Berücksichtigung dessen, dass die geplanten Artikel 341/1 bis 341/8 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes von dem Entwurf ausgeschlossen werden müssen.

Artikel 14 könnte die folgende Fassung haben:

«Der vorliegende Erlass tritt am zehnten Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme der durch Artikel 1 des vorliegenden Erlasses eingefügten Artikel 339 bis 347 und 349 bis 360 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, die spätestens am 1. Juli 2014 in Kraft treten.»

Neuer (hinzuzufügender) Artikel 14

Am Ende des Entwurfs gibt es Anlass, einen neuen Artikel 14, der den mit der Durchführung des geplanten Erlasses beauftragten Minister bezeichnen wird, hinzuzufügen (51)

- (1) Punkt II des Gutachtens (§ 2)
- (2) Punkt III des Gutachtens (§ 3 bis § 17).
- (3) Fußnote Nr. 58 des genannten Gutachtens: S. die unter dem oben stehenden Punkt III gesammelten Bemerkungen.
- (4) Fußnote Nr. 59 des genannten Gutachtens: S. die unter dem oben stehenden Punkt II gesammelten Bemerkungen.
- (5) Es spricht von selbst, dass dieses Zusammenarbeitsabkommen im Belgisches Staatsblatt veröffentlicht wird.
- (6) Grundsätze der Gesetzgebungstechnik - Handbuch für das Verfassen von Gesetzgebungs- und Verordnungstexten, www.conseildetat.be, Registerkaster "Gesetzgebungstechnik", Empfehlung Nr. 27, b).
- (7) Grundsätze der Gesetzgebungstechnik - Handbuch für das Verfassen von Gesetzgebungs- und Verordnungstexten, www.conseildetat.be, Tab "Gesetzgebungstechnik", Formeln F 4-2-10-3 und F 4-2-12-3.
- (8) Grundsätze der Gesetzgebungstechnik - Handbuch für das Verfassen von Gesetzgebungs- und Verordnungstexten, www.conseildetat.be, Tab "Gesetzgebungstechnik", Empfehlung Nr. 64. Obwohl die Nummerierung der Unterteilungen, die mehrere Artikel umfassen, normalerweise anhand von Zahlzeichen (*ibid.*) erfolgt, kann die Nummerierung des geplanten Titels II sowie seiner Unterteilungen mit römischen Zahlen erhalten bleiben, um die Einförmigkeit der Nummerierung im Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes zu gewährleisten.
- (9) Geplanter Artikel 351, Absatz 1
- (10) Grundsätze der Gesetzgebungstechnik - Handbuch für das Verfassen von Gesetzgebungs- und Verordnungstexten, www.conseildetat.be, Tab "Gesetzgebungstechnik", Empfehlung Nr. 57.3.
- (11) Grundsätze der Gesetzgebungstechnik - Handbuch für das Verfassen von Gesetzgebungs- und Verordnungstexten, www.conseildetat.be, Tab "Gesetzgebungstechnik", Empfehlung Nr. 72, b).
- (12) S. analog dazu den Punkt 12.2 des vorgenannten Gutachtens 50.047/2.
- (13) S. diesbezüglich die Bemerkung über den geplanten Artikel 344.
- (14) Grundsätze der Gesetzgebungstechnik - Handbuch für das Verfassen von Gesetzgebungs- und Verordnungstexten, www.conseildetat.be, Tab "Gesetzgebungstechnik", Empfehlung Nr. 60.
- (15) Der zum geplanten Artikel 341, Absatz 1, 6° und 7° wird (S. die oben stehende Bemerkung Nr. 3 betreffend den geplanten Artikel 341).
- (16) Aus Artikel 5, § 2 dieses Gesetzes ergibt sich, dass dieses auch auf die im öffentlichen Sektor beschäftigten Arbeitnehmer anwendbar ist.
- (17) S. in diesem Sinne das am 21. Juni 2006 abgegebene Gutachten Nr. 39.733/2, das zum Erlass der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 1. Dezember 2006 zur Einführung eines Systems von Mandaten für die Generalbeamten der Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft, des "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Oberster Rat für audiovisuelle Medien) und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Sektorenausschuss XVII unterstehen, geworden ist, die zweite Bemerkung, die die Artikel 26 bis 29 betrifft.
- (18) Diese Lösung ist derjenigen vorzuziehen, die vom Vertreter des Ministers vorgeschlagen wurde, da die Artikel 244 ff. des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, auf die der Minister einen Verweis vorschlägt, die Zahlung des Gehalts nach den Gehaltstabellen und nicht die Zahlung der Prämien betrifft.
- (19) Grundsätze der Gesetzgebungstechnik - Handbuch für das Verfassen von Gesetzgebungs- und Verordnungstexten, www.conseildetat.be, Tab "Gesetzgebungstechnik", Empfehlung Nr. 82.
- (20) S. in diesem Sinne das vorgenannte Gutachten 39.733/2, die Bemerkung über Artikel 36.
- (21) S. die geplanten Artikel 349, § 1, Absatz 1, 6°, und 358, Absätze 3 und 4.
- (22) Grundsätze der Gesetzgebungstechnik - Handbuch für das Verfassen von Gesetzgebungs- und Verordnungstexten, www.conseildetat.be, Tab "Gesetzgebungstechnik", Empfehlung Nr. 64.
- (23) *Ibid.*, Empfehlung Nr. 112 und Formel F 4-2-2-2.
- (24) *Ibid.*, Empfehlung Nr. 113, *d*) und Formel F 4-2-1-1.
- (25) Grundsätze der Gesetzgebungstechnik - Handbuch für das Verfassen von Gesetzgebungs- und Verordnungstexten, www.conseildetat.be, Registerkarte «Gesetzgebungstechnik», Empfehlung Nr. 120
- (26) *Ibid.*, Empfehlung Nr. 48. Der Beauftragte des Ministers hat die Rechtmäßigkeit dieser Bemerkung zugestanden.
- (27) Grundsätze der Gesetzgebungstechnik - Handbuch für das Verfassen von Gesetzgebungs- und Verordnungstexten, www.conseildetat.be, Registerkarte «Gesetzgebungstechnik», Formel F 4-2-6-4
- (28) *Ibid.*, Formel F 4-2-3-1.
- (29) Grundsätze der Gesetzgebungstechnik - Handbuch für das Verfassen von Gesetzgebungs- und Verordnungstexten, Registerkarte "Gesetzgebungstechnik", Formel F 4-2-9-1
- (30) *Ibid.*, Formel F 4-2-4-1.

(31) Ibid., Formel F 4-2-7-3.

(32) Grundsätze der Gesetzgebungstechnik - Handbuch für das Verfassen von Gesetzgebungs- und Verordnungstexten, www.conseildetat.be, Registerkarte "Gesetzgebungstechnik", Formel F 4-2-8-1

(33) Ibid., Empfehlung Nr. 64.

(34) Artikel 11, § 1 und § 2. Es ergibt sich aus Artikel 11, § 6, dass die durch eine Bewertung mit dem Vermerk «ungünstig» betroffenen Mandatsträger nicht auf der alleinigen Grundlage ihrer Erfahrung in dieser Eigenschaft einem Kandidatenpool zugeteilt werden können, da, obwohl ihnen erlaubt wird, ab dem 1. Januar 2020 ihre Bewerbung um eine durch Mandat zugewiesene Stelle erneut einzureichen, im Gegensatz zu § 3 bis § 5 derselben Bestimmung für Mandatsträger, die Gegenstand höherer Bewertungen gewesen sind, nicht vorgesehen wird, dass sie einem Pool zugeteilt würden, der ggf. Zugang zu einer neuen Stelle als Mandatsträger gibt. Daraus ergibt sich, dass diese Mandatsträger dem gemeinrechtlichen Verfahren unterworfen würden, das durch die nicht vorübergehenden Bestimmungen des Entwurfs vorgesehen ist, angesichts der Tatsache, dass sie nicht vor dem 1. Januar 2020 als Mandatsträger bezeichnet werden könnten.

(35) Der Vertreter des Ministers hat ebenfalls betont, dass diese Ausbildung "äußerst anspruchsvoll" wäre.

(36) Siehe ebenfalls den geplanten Artikel 341/8, Absatz 3, 2° und 3°, der insbesondere in Zusammenhang mit Artikel 14, Absatz 3, 2° des vorerwähnten Erlassentwurfs der Regierung der Französischen Gemeinschaft, der Gegenstand des vorerwähnten heute abgegebenen Gutachtens 51.619/2/V ist, zu lesen ist, und Artikel 8, Absatz 2, 2° des vorerwähnten, dem Antrag auf eine Begutachtung beigefügten Zusammenarbeitsabkommens.

(37) In dieser Hinsicht ist es falsch, in Artikel 11, § 3, Absatz 2, die Verlängerung des Mandats als Generalinspektor zu erwähnen, da die heutigen Inhaber dieser Ämter dem heute geltenden System der Mandate nicht unterliegen.

(38) Am 28. Juni 2006 abgegebenes Gutachten Nr. 40.223/2 über einen Entwurf, der zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, was die Generalbeamten angeht, geworden ist (*Belgisches Staatsblatt*, 23. November 2006, 3. Auflage, S. 65343 bis 65346)

(39) Artikel 9 des vorerwähnten Erlassentwurfs, der Gegenstand des vorerwähnten Gutachtens Nr. 40.223/2 gewesen ist.

(40) Vorerwähntes Gutachten Nr. 40.223/2, Beobachtung über Artikel 9 des Entwurfs (*Belgisches Staatsblatt*, 23. November 2006, 3. Auflage, S. 65346); diese Bestimmung wurde in dem verabschiedeten Wortlaut ausgelassen. Siehe in diesem Sinne in dem am 21. Juni 2006 abgegebenen Gutachten Nr. 39.733/2 über einen Entwurf, der zum Erlass der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 1. Dezember 2006 zur Einführung eines Systems von Mandaten für die Generalbeamten der Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft, des "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Oberster Rat für audiovisuelle Medien) und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Sektorenausschuss XVII unterstehen, geworden ist, die Bemerkung 2.3.2 über Artikel 82 (der zum Artikel 78 des verabschiedeten Textes geworden ist): «Es scheint [...] kaum gerechtfertigt zu sein, als Übergangsmaßnahme einzuführen, dass den bereits amtierenden Personen fünfjährige Mandate vom Amte wegen zugewiesen werden, und andere mögliche Kandidaten dabei während derselben Dauer abzuweisen. Um Vorwürfe bezüglich des Missbrauchs des Grundsatzes der Gleichheit und des Grundsatzes des gleichen Zugangs zu öffentlichen Ämtern und Funktionen vorzubeugen [in der Fußnote: Der geplante Artikel 82 kann in dieser Hinsicht mit Artikel 426 des vorerwähnten Erlasses der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt vom 19. Juli 2001 verglichen werden, dessen Durchführung Gegenstand einer durch Urteil des Staatsrates «Janssens et crts, Nr. 105.690» vom 22. April 2002 angeordneten Aussetzung gewesen ist (obwohl die in dieser Sache angefochtenen Bestimmungen nicht genau identisch mit denjenigen von Artikel 82 des Entwurfs waren)] sollte die in Artikel 82, Absatz 1 des Entwurfs vorgesehene zeitweilige Ernennung eher auf die kürzeste Dauer reduziert werden, die zur Organisation der Anwerbung der Mandatsträger nach dem in Artikel 13 und ff. des Entwurfs vorgesehenen Verfahren notwendig ist.»

(41) Es wird unter allen Umständen auf die in der vorigen Fußnote angeführte Beobachtung Nr. 2.3.2 vom vorerwähnten Gutachten Nr. 39.733/2 über Artikel 82 (der zum Artikel 78 des verabschiedeten Textes geworden ist), des Entwurfs, der zum vorerwähnten Erlass der Französischen Gemeinschaft vom 1. Dezember 2006 geworden ist, verwiesen

(42) Aus keinem Element der Akte geht nämlich hervor, dass diese Personen parallel zur Ernennung einer anderen infolge des durch den Entwurf vorgesehenen Verfahrens bezeichneten Person in der Eigenschaft als Inhaber des Mandats in einem identischen Dienstrang wie demjenigen des derart ernannten Mandatsträgers ernannt werden sollen, was zur Zuweisung desselben Amtes an zwei verschiedenen Personen führen würde. Sollte dies jedoch die Absicht des Verfassers des Entwurfs gewesen sein, wäre eine solche Bestimmung außerhalb des gemeinen Rechts mit der in dem geplanten Artikel 339 angeführten Regel, die die erwähnten Stellen an der Zuweisung eines Mandats bindet, unvereinbar, und würde mit dem zurzeit geltenden System, nach welchem der Stellenplan der betroffenen Stellen festgelegt wird, nicht übereinstimmen.

(43) Geplanter Artikel 342

(44) Geplanter Artikel 343, § 2, Absatz 3.

(45) Geplanter Artikel 344, Absatz 1

(46) Geplanter Artikel 344, Absatz 1

(47) Artikel 351, Absatz 1 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes (in seiner heutigen Fassung, wie er durch den sich im Entwurf befindenden Erlass ersetzt wird), lautet: "Das Mandat wird im Rahmen eines zeitweiligen statistischen Verhältnisses ausgeübt. Es gibt keinen Anspruch auf endgültige Ernennung zu dem Amt, das es verleiht."

(48) Es wird ebenfalls auf die obenstehende Fußnote Nr. 37 verwiesen.

(49) Siehe ebenfalls den geplanten Artikel 341/8, Absatz 3, 2 in Artikel 1 und den Artikel 8, Absatz 3, 2° des vorerwähnten Zusammenarbeitsabkommens vom 7. Juni 2012.

(50) Siehe Artikel 84, Absatz 1, 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980, über institutionelle Reformen. Siehe ebenfalls Grundsätze der Gesetzgebungstechnik - Handbuch für das Verfassen von Gesetzgebungs- und Verordnungstexten, www.conseildetat.be, Registerkarte "Gesetzgebungstechnik", Empfehlung Nr. 147

(51) Grundsätze der Gesetzgebungstechnik - Handbuch für das Verfassen von Gesetzgebungs- und Verordnungstexten, www.conseildetat.be, Registerkarte "Gesetzgebungstechnik", Empfehlungen Nr. 162 und ff., und Formel F 4-7-1.

Die Kammer hatte folgende Zusammensetzung:

Die Herren:

Y. Kreins, Vorsitzender der Kammer;

J. Vanhaeverbeek und P. Vandernoot, Staatsräte;

Frau A.-C. Van Geersdaele, Greffier.

Der Bericht wurde von Frau W.VOGEL, erster Auditor vorgelegt.

Der Greffier,

A.-C. Van Geersdaele.

Der Vorsitzende

Y. Kreins

Anlage

GUTACHTEN 50.047/2 VOM 11. APRIL 2012 DER ABTEILUNG GESETZGEBUNG DES STAATSRATES

Der Staatsrat, Abteilung Gesetzgebung, zweite Kammer, welcher am 19. Juli 2011 durch den Vizepräsidenten und Minister für nachhaltige Entwicklung, öffentlichen Dienst, Energie, Wohnungswesen und Forschung der Wallonischen Region um ein Gutachten zu einem Entwurf eines Erlasses der Wallonischen Regierung "zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen" gebeten wurde, hat diese Angelegenheit auf seinen Sitzungen am 15. Februar 2012, 20. März 2012 und 11. April 2012 geprüft und am letztgenannten Datum folgendes Gutachten abgegeben:

I. Die tragweite des entwurfs

1.1. Der geplante Erlass zielt darauf ab, die Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, neu zu organisieren, insbesondere durch die Einführung eines Systems von Mandaten für die Dauer einer Legislaturperiode. Diesbezüglich ist vorgesehen, dass die Mandatsträger zu Beginn der Legislaturperiode bezeichnet werden und zwar für einen Zeitraum endend am "31. Dezember des Jahres im Laufe dessen die Eidesleistung der neuen Regierungsmitglieder, die unmittelbar auf die Erneuerung des Parlaments folgen, stattgefunden hat" (52).

1.2. Vorbehaltlich der Übergangsbestimmungen des Entwurfs (53) sieht dieser vor, dass die Regierung die Mandatsträger innerhalb eines "Pools von Kandidaten bezeichnet", der sich zusammensetzt aus:

1° den Inhabern des Zeugnisses für Public Management (54);

2° den Mandatsträgern innerhalb der Dienststellen der Regierung und der in Artikel 1 erwähnten Einrichtungen, die am Tag des Inkrafttretens des Erlasses der Wallonischen Regierung [der sich im Entwurf befindet und Gegenstand des vorliegenden Gutachtens ist] im Amt sind und die bei der in Anwendung des Artikels 11 desselben Erlasses durchgeführten Bewertung nicht den Vermerk "ungünstig" erhalten haben;

3° den Mitgliedern des durch Artikel 14 des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 18. September 2003 [...] zur Einführung eines Systems von Mandaten für die Generalbeamten der Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Sektorenausschuss XVII unterstehen [der sich im Entwurf befindet und aktuell Gegenstand einer Prüfung durch den Staatsrat in einer unter der Nummer 50.049/2 eingetragenen Angelegenheit ist], eingerichteten Pools von Kandidaten zur Ausübung eines Mandats" (55).

Die Mitglieder des Pools werden nicht eingestuft (56).

1.3.1. Einer der Ecksteine des geplanten Systems ist das Zeugnis für Public Management (57), ausgestellt "nach dem erfolgreichen Abschluss der Prüfung, die im Anschluss an die von der Schule für öffentliche Verwaltung (58) durchgeführte Ausbildung organisiert wird". Diese Ausbildung umfasst sowohl praktische als auch theoretische Unterrichtsstunden sowie die Ausarbeitung einer Abschlussarbeit (59), wobei das Programm der Ausbildung jedoch dahingehend definiert wird, dass es "vor allem praktische Aspekte umfasst und sich auf eine interaktive Pädagogik stützt, durch die die persönliche Miteinbeziehung der Teilnehmer gefördert wird" und es "Fallstudien und Analysen von Akten enthält, die auf der administrativen Realität basieren" (60). Das Unterrichtsvolumen dieser Ausbildung beträgt mindestens zweihundertvierzig Stunden (61).

1.3.2. Um zu dieser Ausbildung zugelassen zu werden, sind folgende Bedingungen zu erfüllen:

«1° Inhaber eines Diploms sein, das den Zugang zur Stufe A eröffnet, oder eine Prüfung im Wettbewerbsverfahren für den Aufstieg in die Stufe A oder in eine gleichwertige Stufe bestanden haben oder ein Amt in der Stufe A oder in einer gleichwertigen Stufe ausüben;

2° eine Berufserfahrung von mindestens 5 Jahren in einem Amt der Stufe A oder in einem gleichwertigen Amt geltend machen können" (62).

Zudem werden nur jene Personen zu der Ausbildung zugelassen, die eine Prüfung abgelegt haben, und die bei dieser Prüfung günstig eingestuft wurden (63) "im Hinblick auf die von der Regierung auf Vorschlag der Schule [für öffentliche Verwaltung] festgelegte Anzahl Teilnehmer" (64). Jeder Ausbildungslehrgang ist nur einer beschränkten Anzahl Teilnehmern zugänglich, die wie folgt festgelegt wird (65).

1.3.3. Die Schule stellt das Zeugnis für Public Management allen erfolgreichen Teilnehmern des nach Abschluss eines jeden Ausbildungslehrgangs organisierten Wettbewerbs aus (66).

1.3.4. Das SELOR ist an diesem Verfahren wie folgt beteiligt:

1° Es veröffentlicht die Ankündigung des Ausbildungslehrgangs (67);

2° Es legt die Frist für das Einreichen der Bewerbungen fest (68);

3° Es empfängt die Bewerbungen (69);

4° Es überprüft deren Zulässigkeit (70);

5° Es organisiert das Wettbewerbsverfahren für den Zugang zu den Ausbildungszyklen (71);

6° Es erklärt das von der Schule für öffentliche Verwaltung ausgearbeitete Programm für gültig; dieses Programm wird anschließend von der Regierung genehmigt (72);

7° Es bildet den Prüfungsausschuss des Ausbildungszyklus, zusammengesetzt aus neun Mitgliedern, die auf der Grundlage der folgenden Qualifikationen bezeichnet werden:

«- der geschäftsführende Verwalter des SELOR oder sein Beauftragter, der den Vorsitz des Prüfungsausschusses führt;

- sechs Mitglieder, die entweder unter den Lehrkräften, die damit beauftragt wurden, die Ausbildung zu erteilen, oder die aufgrund ihrer Eigenschaft als Sachverständige, die über unbestreitbare Fachkenntnisse im Bereich wenigstens eines Bereichs des Ausbildungsprogramms verfügen, benannt werden, und die außerhalb der Dienststellen der Regierung, der Einrichtungen und der ministeriellen Kabinette auserwählt werden;

- ein Beamter im Dienstrang 17 oder 16+ der Dienststellen der Französischen Gemeinschaft;

- ein Beamter im Dienstrang A1 oder A2 der Dienststellen der Wallonischen Regierung oder der Einrichtungen" (73);

1.3.5. Die Schule für öffentliche Verwaltung kann Befreiungen von den theoretischen Unterrichten der Ausbildung gewähren.

Einem Mitglied des statutarischen Personals oder des Vertragspersonals des öffentlichen Dienstes der Stufe A oder gleichwertig können diese Befreiungen gewährt werden, wenn "es den Nachweis erbringt, dass er einen Kursus oder eine Ausbildung abgelegt hat, der in das Ausbildungsprogramm aufgenommene Unterrichtsstoffe betrifft, oder wenn es erwiesene und offensichtliche Fähigkeiten geltend machen kann, die mit dem betreffenden Unterrichtsstoff offensichtlich in Zusammenhang stehen" (74).

Den sonstigen Bewerbern wird die Befreiung gewährt, wenn "sie den Nachweis erbringen, dass sie einen Kursus oder eine Ausbildung abgelegt haben, der in das Ausbildungsprogramm aufgenommene Unterrichtsstoffe betrifft, oder wenn sie erwiesene und offensichtliche Fähigkeiten geltend machen können, die mit dem betreffenden Unterrichtsstoff offensichtlich in Zusammenhang stehen". Für diese Bewerber "müssen drei der vier folgenden Unterrichte unbedingt im Rahmen des Zeugnisses abgelegt werden: -Ethik und Werte des öffentlichen Dienstes; - Management und Führungsqualitäten; - öffentliche Finanzen, Steuerwesen und öffentliche Buchführung; öffentliche Aufträge" (75).

1.4. Wie bereits in Punkt 1.2. erläutert wurde, werden die erfolgreichen Prüfungsteilnehmer im Anschluss an den Ausbildungszyklus ohne eingestuft zu werden einem Pool zugewiesen.

1.5. Innerhalb dieses Pools "überprüft die Regierung für jede durch Mandat zu besetzende Stelle die von den Bewerbern eingereichten Akten. Sie nimmt den Vergleich der Bewerbungen vor, wobei sie die Studiennachweise und Verdienste, sowie den Inhalt des Motivationsschreibens eines jeden Bewerbers berücksichtigt, und dies im Hinblick auf die sich auf die zu besetzende Stelle beziehende Aufgabenbeschreibung." (76).

1.6. Die von der Regierung zum Zeitpunkt der Offenerklärung der durch Mandat zu besetzenden Stellen (77) erstellte Aufgabenbeschreibung umfasst folgende Elemente:

«1° die Funktionsbeschreibung und das Kompetenzprofil für die zu besetzende Stelle;

2° die Bestimmung der Verwaltungsaufgaben, die dem Mandatsträger übertragen werden;

3° die zu erreichenden Zielsetzungen des strategischen Managements, die insbesondere auf der Grundlage der regionalpolitischen Erklärung bestimmt werden;

4° die zugeteilten Haushaltsmittel und zur Verfügung gestellten menschlichen Ressourcen" (78).

1.7. Auf dieser Grundlage "ernennt die Regierung [...] den Bewerber, den sie in aller Zuversicht für die Ausübung des Amtes als am geeignetsten erachtet" (79).

II. Bestimmungen bezüglich einer der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region gemeinsamen Schule für Öffentliche Verwaltung:

notwendigkeit eines ergänzenden zusammenarbeitsabkommens

2.1. In seinen am 26. September 2011 erteilen 50.243/2 und 50.244/2 Gutachten über einen Vorentwurf eines Dekrets der Französischen Gemeinschaft bzw. einen Vorentwurf eines Dekrets der Wallonischen Region 'zur Zustimmung zu dem zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zur Gründung einer der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung' hat der Staatsrat, Abteilung Gesetzgebung, das Folgende hervorgehoben:

«Durch mehrere Bestimmungen des Zusammenarbeitsabkommens werden den Regierungen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft Vollmachterteilungen auf verordnungsmäßiger Ebene übertragen. Auch wenn dies nicht in allen Bestimmungen ausdrücklich erwähnt wird, so wird die Ausübung dieser übertragenen Zuständigkeit durch die Regierungen auf gemeinsame Art und Weise in Betracht gezogen.

Dieses gemeinsame Auftreten der Regierungen, das nicht durch das Zusammenarbeitsabkommen organisiert wird, ist in diesem Abkommen nicht als eine gleichzeitige Verabschiedung von Erlassen mit identischem Inhalt durch jede dieser Regierungen vorgesehen worden. Es könnte daher lediglich die juristische Form von nachfolgenden Zusammenarbeitsabkommen annehmen, die nur auf Ebene der Inhaber der Exekutivgewalt der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft verabschiedet würden. Aus keiner der Bestimmungen des geprüften Abkommens geht hervor, dass diese Zusammenarbeitsabkommen eine Zustimmung des Parlaments voraussetzen. Diese Zustimmung wäre daher aller Annahme nach nicht als Vorbedingung für den Abschluss dieser besonderen ausführenden Abkommen zu werten.

Diese Übertragungen von Zuständigkeiten betreffend die von den Regierungen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft zu verabschiedenden Zusammenarbeitsabkommen sind nur in den unter Punkt 1 erwähnten Grenzen zulässig.

Daraus ergibt sich, dass die grundlegenden Bestandteile des Ausbildungsprogramms, von denen in Artikel 4, Absatz 1 die Rede ist, ebenfalls in dem der Zustimmung des Parlaments unterbreiteten Zusammenarbeitsabkommen angeführt werden müssen; in diesem Maße wäre es ebenfalls zulässig, die Regierungen nach Artikel 7, Absatz 2 zu befehlen, den Ausbildungsplan zu genehmigen" (80).

2.2. Als der Vertreter des Ministers aufgefordert wurde, unter Berücksichtigung der vorerwähnten Grundsätze zu rechtfertigen, ob die Wallonische Region in der Lage war, die geplanten Artikel 341/1 bis 341/7 alleine zu verabschieden, hat er geltend gemacht, dass der geplante Erlass darauf abzielte, das Statut der betroffenen Mandatsträger zu regeln. Dabei handele es sich um eine eigenständige Zuständigkeit der Wallonischen Region, die sie von Artikel 87, § 2 und § 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen ableitet. Der Umstand,

dass eine über die Rechtspersönlichkeit verfügende Einrichtung öffentlichen Interesses, deren Bildung den Abschluss eines Zusammenarbeitsabkommens voraussetzt, dem Entwurf zufolge als Ausbilder und im Hinblick auf die Ausstellung des Zeugnisses für Public Management handelt, gefährde nicht die Zuständigkeit, die der Regierung eigen ist.

2.3. Die geplanten Artikel 341/1 bis 341/7 beziehen sich auf das Statut der betroffenen Mandatsträger. Ihre Verabschiedung fällt demnach effektiv in den Zuständigkeitsbereich der Regierung der Wallonischen Region.

An dieser Stelle sei jedoch daran erinnert, dass Artikel 92*bis*, § 1, Absatz 1 des vorerwähnten Sondergesetzes vom 8. August 1980 den Abschluss von Zusammenarbeitsabkommen zwischen Regionen und Gemeinschaften vorsieht, "die sich insbesondere auf die gemeinsame Ausübung eigener Befugnisse [...] beziehen". Diese Zusammenarbeitsabkommen werden "von der zuständigen Behörde ausgehandelt und abgeschlossen" (81). Sie werden demnach auf Ebene der Regierungen abgeschlossen, falls die betreffende Angelegenheit in deren Zuständigkeitsbereich fällt, und auf Ebene der regionaler und gemeinschaftlichen Gesetzgeber im Falle von "Abkommen, die sich auf durch Dekret geregelte Angelegenheiten beziehen, und Abkommen, die die Gemeinschaft oder die Region belasten oder Belgier persönlich binden könnten" (82).

Sowohl aus dem Entwurf, der Gegenstand der Prüfung ist, als auch aus dem Erlassentwurf der Regierung der Französischen Gemeinschaft 'zur Einführung eines Systems von Mandaten für die Generalbeamten der Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Sektorenausschuss XVII unterstehen', der Gegenstand des Gutachtens 50.049/2 der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrats war, geht hervor, dass die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaft jeweils das von der anderen Körperschaft ausgestellte Zeugnis für Public Management anerkennen, insbesondere insofern die Bestimmungen bezüglich der Ausstellung dieser Zeugnisse in jedem der beiden Entwürfe gleich sind (83).

Folglich lässt sich aus Artikel 92*bis*, § 1, Absatz 2, erster Satz, des vorerwähnten Sondergesetzes vom 8. August 1980 ableiten, dass die Regierung der Wallonischen Region und die Regierung der Französischen Gemeinschaft anstatt identische Bestimmungen durch getrennte Erlasse zu verabschieden, verpflichtet sind, diese Bestimmungen gemeinsam im Rahmen eines Zusammenarbeitsabkommens zu verabschieden (84).

Unter diesem Vorbehalt werden die geplanten Artikel 341/1 bis 341/7 in dem vorliegenden Gutachten geprüft.

III. Die vereinbarkeit des in dem Entwurf vorgesehenen rechtssystems der mandate mit den Grundsätzen der Objektivität, der Gleichbehandlung, des Verbots der Willkür, der Unabhängigkeit und Unparteilichkeit im Bereich der Anwerbung im öffentlichen Dienst

A. Die anwendbaren Grundsätze

3.1. Jedes Verfahren zur Anwerbung und Ernennung während der beruflichen Laufbahn muss die allgemein durch die Artikel 10 und 11 der Verfassung gewährleisteten Grundsätze der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung beachten.

Diese Grundsätze setzen eine Objektivität in dem Ernennungsverfahren voraus, und zwar auf eine Art und Weise, die gewährleistet, dass jegliche Willkür ausgeschlossen wird und die Verdienste der Bewerber berücksichtigt werden.

3.2. Für die Anwerbungen wurde sehr lange Zeit davon ausgegangen, dass das Wettbewerbsverfahren, das als die Prüfung definiert wird, die zu einer Einstufung der Bewerber in der Reihenfolge ihrer Prüfungsergebnisse führt, welche für die Behörde verbindlich ist (85), das einzige Verfahren ist, das diese Objektivität gewährleistet (86).

In diesem Sinne lautete Artikel 11, Absatz 1, 3° des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der auf das Personal der Dienststellen der Regierungen der Gemeinschaft und der Region und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbaren allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten wie folgt:

«Kein Bediensteter kann angeworben werden, wenn er nicht die folgenden Bedingungen erfüllt:

[...]

3° eine vom Ständigen Anwerbungssekretariat organisierten Anwerbungsprüfung bestehen".

3.3. Die Ansichten in dieser Frage haben sich geändert.

Artikel 9, § 3 des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 2000 'zur Festlegung der auf das Personal der Dienste der Gemeinschafts- und Regionalregierungen und des Kollegiums der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbaren allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten' (nachstehend der KEAG 2000 genannt), der den vorherigen Erlass vom 26. September 1994 ersetzt, besagt diesbezüglich folgendes:

«Das Statut regelt das Verfahren, die Weise der Festlegung der Anwerbungs- und Auswahlprüfungen und -kriterien und ihre Bekanntmachung. Auf jeden Fall erfolgen Anwerbung und Auswahl auf der Grundlage eines objektiven Anwerbungs-systems, das in puncto Form und Inhalt die notwendigen Garantien in Bezug auf Gleichbehandlung, Willkürverbot, Unabhängigkeit und Unparteilichkeit bietet".

Bei diesem System handelt es sich um das Vergleichsverfahren:

Dem Bericht an den König zufolge, der dem KEAG 2000 vorausging "erfolgen die Anwerbung und die Auswahl nicht weiter unbeding auf der Grundlage eines Wettbewerbsverfahrens und der daraus abgeleiteten Einstufung", sie fußen jedoch auf derartigen Auswahlverfahren (87) (88).

In ihrem Gutachten Nr. 30.218/2 vom 22. Juni 2000 über das Projekt, das durch den KEAG 2000 verwirklicht wurde, hat die Abteilung Gesetzgebung des Staatsrats erklärt, dass durch das Ersetzen des Systems des Wettbewerbsverfahrens durch das System des Vergleichsverfahrens

« auf eine Regel verzichtet wird, die stets als eine grundlegende Garantie der Objektivität bei den Anwerbungen galt (89), eine Bedingung, die ihrerseits aus dem verfassungsmäßigen Grundsatz des gleichen Zugangs zum öffentlichen Amt entsteht, der ausdrücklich in Artikel 10, Absatz 2 der Verfassung festgelegt ist" (90), wobei sie jedoch folgendes erläutert:

«Es ist Aufgabe der Regierung, zu bewerten, ob die Ziele der Leistungsfähigkeit der Dienststelle und der Einbeziehung in die Verantwortung, die in dem Bericht an den König angeführt werden, die Einführung des Systems der Auswahl und der Anwerbung, das in dem geplanten Erlass ausgearbeitet worden ist, erfordern. Der Staatsrat möchte jedoch betonen, dass ein System, in dem der fähigste Bewerber nicht länger auf der Grundlage der Ergebnisse eines Wettbewerbsverfahrens auserwählt wird, sondern auf der Grundlage einer Bewertung der mit der Ernennungsbefugnis ausgestatteten Behörde [...], unweigerlich zu einem Anstieg der Anzahl Streitsachen vor der Verwaltungsabteilung des Staatsrats führen wird. In einem derartigen System beruht die Ernennung im Gegensatz zu den für das

Wettbewerbsverfahren geltenden Bestimmungen nicht weiter auf einen völlig objektiven und eindeutigen Kriterium – dem Ergebnis der Prüfung – sondern sie muss von der Behörde ausführlich begründet werden, und diese Begründung läuft umso mehr Gefahr, Gegenstand von Beanstandungen zu sein, als sie darauf abzielt, den schlussendlich am besten geeigneten Bewerber unter jenen Bewerbern zu bestimmen, die bereits als gleichwertig erachtet wurden (im Falle der Aufteilung der Bewerber in Gruppen A, B, C oder D), oder sogar wenn es darum geht, zu rechtfertigen, warum ein Bewerber, der durch den Ständigen Anwerbungssekretär schlechter eingestuft worden ist, nichtsdestotrotz als am geeignetsten erachtet wird, eine offene Stelle zu besetzen (im Rahmen eines Vergleichsverfahrens, das zu der Einstufung der Bewerber führt, das nicht auf Anfrage des Ministers oder seines Stellvertreters organisiert wird) (91).

Daraus ergibt sich, dass das System des Vergleichsverfahrens grundsätzlich zugelassen wurde, selbst wenn die Abteilung Gesetzgebung des Staatsrats die Schwierigkeiten hervorhebt, die dadurch in der Praxis entstehen können und betont, dass eine "Verpflichtung einer ausführlichen Begründung" vorausgesetzt wird, wobei der Vergleich der Studiennachweise und Verdienste der Bewerber die Regel bleibt, um gemäß Artikel 9, § 3 des KEAG 2000 ein "objektives Anwerbungs-system, das in puncto Form und Inhalt die notwendigen Garantien in Bezug auf Gleichbehandlung, Willkürverbot, Unabhängigkeit und Unparteilichkeit bietet" zu gewährleisten.

4.1. Die Entwicklung der Rechtsprechung der Abteilung Verwaltungsstreitsachen des Staatsrats hinsichtlich der möglichen Notwendigkeit einer Einstufung der Bewerber, um einen objektiven und unparteiischen Vergleich ihrer Studiennachweise und Verdienste im Hinblick auf die Anwerbung für ein Mandat in einer Führungsposition zu gewährleisten, geht in diese Richtung.

4.2. In dem Urteil *Jadot* vom 7. September 2001 ist das Fehlen einer Einstufung wie folgt durch den Staatsrat verurteilt worden:

«le principe de l'égalité admissibilité aux emplois publics n'est qu'une application particulière des principes d'égalité et de non-discrimination consacrés par les articles 10 et 11 de la Constitution; [...] l'article 9, § 3, deuxième phrase, de l'ARPG [2000] en exprime adéquatement les exigences; [...] tout statut d'agents de la fonction publique doit être organisé en manière telle qu'il offre toutes les garanties requises en ce qui concerne le respect du prescrit constitutionnel; [...] la comparaison objective et impartiale des titres et mérites des candidats à une fonction publique est indispensable pour que soit assurée l'égalité admissibilité des citoyens aux emplois publics; [...] à cet égard, il suffit de constater que les candidats aux fonctions visées sont classés en quatre groupes, sans faire l'objet d'un classement au sein de chacun de ces groupes, si bien que l'autorité investie du pouvoir de nommer dispose d'une liberté illimitée de désigner le candidat de son choix au sein du groupe des candidats les plus aptes" (92).

Das am 25. März 2005 verkündete Urteil *Degueldre* geht in die gleiche Richtung (93).

An dieser Stelle sei jedoch darauf hingewiesen, dass in dem Urteil *Jadot* die Vereinbarkeit von Artikel 9, § 3 des KEAG 2000 mit den Grundsätzen der Gleichbehandlung und der Nichtdiskriminierung erklärt wird, und dass nicht das eigentliche Fehlen eines Wettbewerbsverfahrens beanstandet wird: Vielmehr wird die "uneingeschränkte Freiheit, den Bewerber ihrer Wahl innerhalb der Gruppe der am besten geeigneten Bewerber", die der mit einer Ernennungsbefugnis ausgestattete Behörde übertragen wird, als Grund für die Feststellung der Gesetzwidrigkeit des in dieser Angelegenheit angefochtenen Erlasses angeführt. Diese Überlegungen gelten auch mutatis mutandis für das Urteil *Degueldre*.

4.3. In der jüngsten Rechtsprechung der Abteilung Verwaltungsstreitsachen des Staatsrats scheint sich zu bestätigen, dass die Notwendigkeit, einen Vergleich der Studiennachweise und Verdienste der Bewerber um eine Anwerbung vordergründig zu behandeln ist, und nicht notwendigerweise die Aufrechterhaltung des Wettbewerbsverfahrens.

In dem Urteil *Godard* vom 16. Dezember 2008 wird diesbezüglich erklärt, "dass es sich bei dem Wettbewerbsverfahren nicht um einen Anspruch von Rechts wegen handelt" (94).

5. Um die Zulässigkeit des in dem geprüften Entwurf geplanten Systems zu bewerten, ist ebenfalls an die in Artikel 9, § 1 des KEAG 2000 angeführten Bestimmungen zu erinnern, insofern sie gewisse Aspekte der Anwerbungsbedingungen im öffentlichen Dienst betreffen:

« Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 1 § 3 (95) bestimmt das Statut die allgemeinen Bedingungen, die erfüllt werden müssen, um als Bediensteter angeworben zu werden. Spezifische Anwerbungsbedingungen können auferlegt werden, wenn die Art des Amtes dies erfordert.

Als Bediensteter darf nur angeworben werden, wer Inhaber des Diploms oder des Studienzeugnisses ist, das gemäß dem betreffenden Statut der Stufe der Stelle entspricht, in der angeworben wird.

Eine Abweichung von der in Absatz 2 erwähnten Bedingung des Diploms kann vor dem Vergleichsverfahren im Rahmen eines begründeten Beschlusses der in dem Statut erwähnten Behörde gewährt werden:

1° entweder den Bewerbern, die Inhaber eines Diploms oder Studienzeugnisses einer niedrigeren Stufe sind, im Falle eines Mangels auf dem Arbeitsmarkt, nachdem sie die Stellungnahme der für die Auswahl einstehenden Instanz eingeholt hat;

2° oder den Bewerbern, die Inhaber eines Zeugnisses sind von außerhalb des Diploms, das den Zugang zur Stufe des Berufs verleiht, dem das Amt angehört, für das das Auswahlverfahren organisiert wird, erworbenen Kompetenzen. Dieses Zeugnis wird ausgestellt oder anerkannt von der durch das Statut bezeichneten Behörde und für die durch das Statut festgelegte Gültigkeitsdauer.

Jede Abweichung wird in dem Aufruf an die Bewerber angeführt".

6. Ohne von den Bestimmungen abzuweichen, die durch den ersten Satz von Artikel 12 des KEAG 2000 zugelassen werden, und ohne weitere Angaben zu der Regelung für die Auswahl und die Anwerbung "sieht das Statut ein System von Mandaten für die Managementfunktionen vor" (96)

7. Unter Berücksichtigung dieser Grundsätze wird das Projekt einer Prüfung unterzogen, wobei die Notwendigkeit eines Auswahlverfahrens, das einen wirkungsvollen und genauen Vergleich der betreffenden Personen, die sich um hohe Ämter bewerben, gewährleistet, mit besonderer Aufmerksamkeit zu begutachten ist.

B. Prüfung des Projekts unter Berücksichtigung der anwendbaren Grundsätze

a) Vergleich der Studiennachweise und Verdienste der Bewerber

8. Durch die Auswahlregelung, die das Projekt eingeführt wird, der Vergleich der Studiennachweise und Verdienste der Personen, die sich um eine Anwerbung als Mandatsträger bewerben, vorgesehen, da:

- die Zulassung zu der von der Schule für öffentliche Verwaltung erteilten Ausbildung voraussetzt, dass ein Wettbewerbsverfahren erfolgreich abgeschlossen wurde, im Anschluss an das die Behörde die Einstufung der erfolgreichen Wettbewerbsteilnehmer für die Zulassung zu berücksichtigen hat;

- die Regierung bei der Ernennung der Mandatsträger "für jede durch Mandat zu besetzende Stelle die von den Bewerbern eingereichten Akten überprüft. Sie nimmt den Vergleich der Bewerbungen vor, wobei sie die Zeugnisse und Verdienste, sowie den Inhalt des Motivationsschreibens eines jeden Bewerbers berücksichtigt, und dies im Hinblick auf die sich auf die zu besetzende Stelle beziehende Aufgabe" (97).

Diese Ernennung muss selbstverständlich was die Form betrifft unter Berücksichtigung dieser Kriterien begründet werden, selbst wenn das Vertrauen, das die Regierung in die von ihr auserwählte Person setzt, ebenfalls berücksichtigt werden kann, wenn auch auf eine Art, die in keiner Weise exklusiv ist.

Was diese Punkte betrifft erfüllt das Projekt die Anforderungen der Objektivität, der Gleichbehandlung, des Verbots der Willkür, der Unabhängigkeit und Unparteilichkeit im Bereich der Anwerbung im Öffentlichen Dienst.

b) Die Zweckmäßigkeit des Niveaus der vorab erteilten Ausbildung im Public Management

9. Bei dem Ernennungsverfahren der Mandatsträger gibt es jedoch eine wichtige Etappe, bei der kein Vergleich der Studiennachweise und Verdienste der Bewerber durchgeführt wird: Es handelt sich dabei um jene, durch die die Ausbildung innerhalb der Schule für öffentliche Verwaltung sanktioniert wird, im Anschluss an die das Zeugnis für Public Management den Bewerber ausgestellt werden kann: Diesbezüglich wird am Ende der Ausbildung eine Prüfung organisiert, die nicht vergleichend ist.

Insbesondere wenn wie dies hier der Fall ist (98), andere objektive Vergleichskriterien unter den Kriterien für die Ernennung in einem öffentlichen Amt herangezogen werden, und aller Annahme nach die spezifische Verpflichtung der Begründung der letztendlich getroffenen Entscheidung aufrecht erhalten wird, kann zugelassen werden, dass eine Ausbildung auf hohem Niveau, die als Zulassungsbedingung zu diesem Amt verlangt vorausgesetzt wird, die Behörde, die das Ablegen dieser Ausbildung sanktioniert, von der Pflicht befreit, die erfolgreichen Teilnahme einzustufen. Es ist in der Tat vorstellbar, dass ein derartiger Vergleich für sehr technische Ausbildungen unmöglich oder nur sehr schwer durchführbar ist.

10. Das Fehlen objektiver Vergleichskriterien zur Bewertung der erfolgreichen Teilnehmer an einer Ausbildung ist jedoch nur dann zulässig, wenn diese Ausbildung so gestaltet und organisiert wird, dass sie effektiv ein hohes Qualifikationsniveau gewährleistet.

Diesbezüglich ruft das Projekt tiefgreifende Kritiken oder Vorbehalte hervor. Diese betreffen ebenfalls andere Fragen, insbesondere zu der Vereinbarkeit des geplanten Systems mit dem KEAG 2000 und zu der Objektivität der Auswahl im Hinblick auf den Zugang zu der Ausbildung.

1° Die Zugangsbedingungen zu der Ausbildung in Public Management

11.1. Aus dem geplanten Artikel 341/2 geht hervor, dass der Zugang zu der Ausbildung zum Erlangen des Zeugnisses in Public Management nicht nur jenen Personen ermöglicht wird, die zusätzlich zu der Bedingung der "Berufserfahrung von mindestens 5 Jahren in einem Amt der Stufe A oder in einem gleichwertigen Amt" (99) auch "Inhaber eines Diploms [sind], das den Zugang zur Stufe A eröffnet, oder eine Prüfung im Wettbewerbsverfahren für den Aufstieg in die Stufe A oder in eine gleichwertige Stufe bestanden haben" sondern auch jenen Personen, die zusätzlich zu derselben Bedingung bezüglich der Berufserfahrung "ein Amt in der Stufe A oder in einer gleichwertigen Stufe ausüben".

11.2. In dem Bericht an die Regierung, der dem Antrag auf ein Gutachten Nr. 50.049/2 (100) beigefügt wird, wird insbesondere durch den Verweis auf das Urteil Regaert vom 20. November 2009 (101) der Abteilung Verwaltungstreitsachen des Staatsrats (102) auf die Kritiken eingegangen, die durch eine derartige Ausweitung des Zugangs zu der Ausbildung und somit auch zu einer möglichen Ernennung als Mandatsträger in der höheren Stufe der Hierarchie der Verwaltung entstehen können.

In diesem Bericht wird diesbezüglich folgendes erklärt:

«[d]as Zeugnis [für Public Management], das nach einer in Punkto Unterrichtsprogramm und Abschlussprüfung äußerst anspruchsvollen Ausbildung erlangt wird, die sich über eine Dauer von 240 Unterrichtsstunden erstreckt und durch eine Abschlussarbeit abgeschlossen wird, erscheint der Regierung als angemessener und gesetzlich zulässiger Grund für eine Lockerung der Bedingungen auf dem Gebiet der verlangten Studiennachweise».

11.3. Diesem Standpunkt kann nicht Folge geleistet werden.

11.4. Erstens und insofern der Zugang zu dieser Ausbildung für eine eventuelle Ernennung als Mandatsträger in einer höheren Funktion der Hierarchie der Verwaltung entscheidend ist, steht die Ausweitung des Zugangs zu einer Ernennung für Personen, die nicht im Besitz des erforderlichen Diploms sind, im Widerspruch mit Artikel 9, § 1, Absatz 2 des KEAG 2000: diese Bestimmung besagt, dass eine Entsprechung bestehen muss zwischen dem Niveau der zu vergebenden Stelle und dem Diplom, das der Bewerber für diese Stelle besitzt, und dass eine Abweichung von dieser Bedingung nur gemäß Absatz 3, 2° des genannten Artikels 9, § 1 gewährt werden kann für die Bewerber, die "Inhaber eines Zeugnisses sind von außerhalb des Diploms, das den Zugang zur Stufe des Berufs verleiht [...] erworbenen Kompetenzen, wobei "Dieses Zeugnis [...] ausgestellt oder anerkannt [wird] von der durch das Statut bezeichneten Behörde und für die durch das Statut festgelegte Gültigkeitsdauer".

Ungeachtet der Kritiken, die die Effizienz des Niveaus der Ausbildung in Public Management, die in dem besagten Projekt vorgesehen wird, betreffen und die weiter unten angeführt werden (103), und selbst wenn das Projekt abgeändert werden sollte, um auf eben diese Kritiken einzugehen, so sei an dieser Stelle daran erinnert, dass die Anforderungen bezüglich der verlangten Studiennachweise und die Anforderungen bezüglich der Ausbildung in Public Management zwei unterschiedliche Ziele verfolgen, da die erstgenannten die Notwendigkeit für die Betreffenden betrifft, über die funktionellen Kompetenzen im Zusammenhang mit den innerhalb der betreffenden Verwaltung ausgeübten Berufen zu verfügen und diese zu belegen, und die zweitgenannten darauf abzielen, die verlangten Kompetenzen im Bereich des Managements zu gewährleisten.

Diese beiden Gruppen von Anforderungen dürfen folglich nicht verwechselt werden und die Anhebung des Niveaus der zweitgenannten darf nicht dazu führen, dass die erstgenannten abgeschwächt werden.

11.5. Zweitens und in Bezug auf die Notwendigkeit, ein hohes Ausbildungsniveau zu gewährleisten, birgt die Ausweitung des Zugangs zu der Ausbildung von Personen, die nicht anhand eines Diploms oder durch ein Wettbewerbsverfahren erwiesen haben, dass sie das Grundausbildungsniveau besitzen, dass für den Aufstieg in ein Amt der Stufe A verlangt wird, die ernste Gefahr in sich, das Niveau der Ausbildung an das Niveau der schwächsten Teilnehmer anzugleichen, selbst wenn die Betreffenden ein derartiges Amt oder ein gleichwertiges Amt bereits ausüben. Das vorab für eine Ausbildung verlangte Niveau bestimmt in der Tat weitreichend das Niveau, das schlussendlich nach Ablauf dieser Ausbildung erzielt wird.

11.6. Der Wortlaut "oder ein Amt in der Stufe A oder in einer gleichwertigen Stufe ausüben", der am Ende des Artikels 341/2, 1° angeführt wird, ist folglich aller Annahme nach zu streichen.

12.1. Ein weiterer Aspekt der Auflagen bezüglich des Zugangs zu der Ausbildung ist ebenfalls zu beanstanden. Es handelt sich dabei um die Festlegung der Teilnehmerzahl eines jeden Ausbildungszyklus.

Diese Anzahl wird vor jedem Zyklus "von der Regierung festgelegt, auf Vorschlag der Schule für Public Management" (104).

12.2. Wenn auch eine verfahrensrechtliche Vorgehensweise, die auf der Notwendigkeit beruht, über einen Vorschlag eines Organs außerhalb der Regierung zu verfügen, als eine Garantie für Objektivität und Unparteilichkeit erscheinen kann, so ist jedoch nicht von der Hand zu weisen, dass sie bei einer Enthaltung des vorschlagenden Organs oder bei einer Unstimmigkeit zwischen diesem Organ und der Regierung, dazu führen kann, dass die Aktion der Region gelähmt wird. Es wäre daher vorteilhafter, den Vorschlag durch ein Gutachten zu ersetzen, selbst wenn dies bedeuten würde, die Auflage, der zufolge die Regierung ihre Entscheidung begründen muss, zu verstärken, sollte sie von dem Gutachten abweichen, wobei dieses Gutachten stets auf Initiative erteilt werden kann.

Diese Frage stellt sich umso dringender, als unter Vorbehalt der folgenden Ausführungen unter Punkt 12.4 die Regierung als die geeignetste Instanz erscheint, um die unbesetzten Mandate, die sie zu besetzen beabsichtigt, vorzusehen, und dass ebenfalls die Möglichkeit, der zufolge keiner der Bewerber, die an den Wettbewerbsverfahren für den Zugang zu den Ausbildungszyklen teilnehmen, dieses erfolgreich beendet, und dass manche dieser Bewerber, die die Abschlussprüfung ablegen, diese nicht bestehen, zu berücksichtigen ist, da dies dazu führen könnte, dass innerhalb des Pools nicht ausreichend Bewerber für eine Ernennung als Mandatsträger vertreten sind.

12.3. Weitere Fragen stellen sich bezüglich der Durchführbarkeit des Systems unter Berücksichtigung der Zielsetzung des Projekts, die darin besteht, die Legislaturperiode und die Dauer der betreffenden Mandate zeitlich übereinstimmen zu lassen. Aus den Artikeln 342, § 1, 344, Absatz 2 und 348 des Projekts geht hervor, dass die Mandatsträger innerhalb einer Frist von höchstens sechs Wochen erhöht um drei Monate nach dem Datum der "Eidesleistung der neuen Regierungsmitglieder, [das] unmittelbar auf die Erneuerung des Parlaments folg" bezeichnet werden müssen, und dass die Mandate grundsätzlich enden "am 31. Dezember des Jahres, im Laufe dessen die Eidesleistung der neuen Regierungsmitglieder, die unmittelbar auf die Erneuerung des Parlaments folgen, stattfindet", wobei diese Frist bis am 31. März des folgenden Jahres verlängert werden kann, oder gar bis zu einem späteren Datum "falls jedoch nach Ablauf dieser [vorerwähnten] Frist [vom 31. Dezember] kein neuer Mandatsträger benannt worden ist". Im Falle eines frühzeitigen Rücktritts der Regierung bei Verabschiedung eines Misstrauensantrags durch das Parlament gemäß Artikel 71 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen oder bei Ablehnung eines Vertrauensantrags durch das Parlament gemäß Artikel 72 des genannten Sondergesetzes geht aus dem geplanten Artikel 345 hervor, dass "die neue Regierung die Möglichkeit hat, zu beschließen, die per Mandat zugeteilten Stellen als zu besetzen zu erklären", dass "die laufenden Mandate von Rechts wegen am Tag der Benennung der neuen Mandatsträger enden", und dass bei einer derartigen Offenerklärung von Stellung zwischen dieser Erklärung und der Bezeichnung der neuen Mandatsträger eine Frist von höchstens sechs Wochen, zuerst erhöht um einen Monat und anschließend um drei Monate, liegt.

Aus diesen Ausführungen geht in erster Linie hervor, dass die Regierung, unter der die Mandatsträger ihr Amt wahrnehmen werden, allem Anschein nach die gesamten Schritte des Ernennungsverfahrens kontrollieren muss, und zwar von der Offenerklärung bis zu der Ernennung. Es würde daher wenig kohärent scheinen, dass die Festlegung der Anzahl der Teilnehmer an der innerhalb der Schule für öffentliche Verwaltung organisierten Ausbildung nicht Teil dieser Kontrolle ist.

Unter diesen Bedingungen erscheint es als zweifelhaft, dass diese neue Regierung zwischen der "Eidesleistung der neuen Regierungsmitglieder, die unmittelbar auf die Erneuerung des Parlaments folgen" und der Ernennung der Mandatsträger die Möglichkeit hat, eine Ausbildung zu organisieren und so vorab die Anzahl der Teilnehmer an dieser Ausbildung festzulegen, deren Ziel es ist, eventuell zu einer Ernennung zu führen: Die in dem Projekt vorgesehenen Fristen können scheinbar nur eingehalten werden, wenn die neue Regierung die Mandatsträger innerhalb eines Pools bezeichnet, der im Anschluss an eine vor der Eidesleistung dieser Regierung organisierte Ausbildung gebildet worden ist und sich aus Teilnehmern zusammensetzt, dessen Anzahl von der vorherigen Regierung festgelegt worden ist.

Es stimmt zwar, dass in den Absätzen 2 und 3 des geplanten Artikels 348 die Möglichkeit vorgesehen wird, das Datum der Frist für den Ablauf der laufenden Mandate über den 31. Dezember des Jahres, im Laufe dessen die Eidesleistung der neuen Regierungsmitglieder stattfindet, hinaus zu verlängern, ohne dass dabei jedoch gleichzeitig die Möglichkeit vorgesehen wird, die Bezeichnung der neuen Mandatsträger auf einen späteren Zeitpunkt zu verschieben, es sei denn, es wird davon ausgegangen, dass die Frist von sechs Wochen, verlängert um drei Monate, die nicht anders als ein angemessener Termin analysiert werden kann, quasi systematisch überschritten würde, was nicht im Sinne des allgemeinen Aufbaus des Projekts ist.

Die Durchführbarkeit des geplanten Systems muss daher angezweifelt werden.

Was die Fristen allgemein betrifft, so muss die Übereinstimmung zwischen der Organisationsphase der Ausbildung, der Phase der Bezeichnung der neuen Mandatsträger und die Bestimmung der Frist für den Ablauf der vorherigen Mandate besser gewährleistet werden.

12.4. Diese Regelung führt zu einer grundlegenden Überlegung: Die Einschränkung des Zugangs zu der Ausbildung, die dadurch entsteht, dass die Regierung die Anzahl der Mitglieder festlegt, muss in einem angemessenen Verhältnis bleiben und im Anschluss an diese Ausbildung ermöglichen, dass eine ausreichend zahlreiche Auswahl an erfolgreichen Prüfungsteilnehmern in den Pool aufgenommen werden, so dass die Regierung über reelle Auswahlmöglichkeiten innerhalb dieses Pools verfügt, und dass die Festlegung einer zu geringen Anzahl von Teilnehmern im Endeffekt nicht durch die Absicht diktiert wird, von Beginn an Bewerber auszuwählen, deren Profil den Leitlinien des Wettbewerbsverfahrens für den Zugang zu der Ausbildung und der eingangs von der Regierung getroffenen Entscheidungen entspricht.

2 Niveau der Ausbildung im Bereich Public Management

13. Neben den oben stehenden Bemerkungen, von denen einige Punkte bereits die Vorbehalte betreffen, die hinsichtlich der Zweckmäßigkeit des Niveaus der Ausbildung, die zum Erhalt des Zeugnisses für Public Management führt, gemacht werden müssen, ruft diese letzte Frage die folgenden Bemerkungen hervor.

14. Die Dauer dieser Ausbildung, sowohl für die Theorie als auch die auf Praxis orientierten Aspekte, soll 240 Stunden (105) nicht überschreiten; es ist jedoch nicht deutlich, ob diese Gesamtdauer ebenfalls die zur Verfassung der Abschlussarbeit notwendige Zeit mit einschließt (106).

Wenn man dieses Volumen (auch wenn die der Abschlussarbeit gewidmete Zeit davon ausgeschlossen ist) z.B. mit universitären Programmen zum Erwerb von hochwertigen Kompetenzen vergleicht, erscheint das Programm als relativ begrenzt, und nur dazu imstande, in den theoretischen und praktischen Fächern der Ausbildung, sowohl einzeln als in ihrer Gesamtheit betrachtet, bloß fragmentarische Kenntnisse zu vermitteln.

Dies scheint das Gesamtniveau der Ausbildung zu beeinträchtigen.

15.1. Andererseits ruft der theoretische Teil der Ausbildung die folgenden Bemerkungen hervor.

15.2. Auch wenn im geplanten Artikel 341/1, § 3, Abs. 1, zweiter Satz, Folgendes steht: "[Das Programm der Ausbildung] umfasst vor allem praktische Aspekte", "es stützt sich auf eine interaktive Pädagogik, durch die die persönliche Miteinbeziehung der Teilnehmer gefördert wird", und "Es enthält Fallstudien und Analysen von Akten, die auf der administrativen Realität basieren", wird in Abs. 4 derselben Bestimmung die Organisation von "theoretischen Kursen", die "mindestens" zwölf Fächer betreffen, vorgesehen.

15.3. Das eigentliche Niveau dieser theoretischen Kurse ruft Fragen auf.

Wie bereits oben erläutert, wird in der Tat vorgesehen, dass die zwölf betroffenen Fächer in ein Gesamtvolumen von 240 Stunden integriert werden, welches nicht nur diese theoretischen Lehrgänge, sondern auch deren praktische Aspekte umfasst, die als der Hauptteil der Ausbildung dargestellt werden (107).

Die unter Pos. 14.2 stehende Bemerkung betreffend die Anzahl Stunden, die jedem Teil der Ausbildung gewidmet werden können, gilt insbesondere für die Gesamtheit der theoretischen Kurse und umso mehr für jeden dieser Kurse. So kann in dem vorgeschlagenen System diese Anzahl Stunden nur sehr gering sein.

Der Entwurf muss diesbetreffend überarbeitet werden, indem z.B. für jeden der theoretischen Lehrgänge eine Anzahl Stunden vorgesehen wird, die reichen müsste, um das hohe Niveau in Übereinstimmung mit den gesteckten Zielen zu erreichen.

Der Text soll auch die Teile der Ausbildung, die jeweils den praktischen bzw. theoretischen Aspekten gewidmet sind, deutlich angeben.

15.4. Außerdem scheint es nicht sicher zu sein, dass eine vollkommene Beherrschung dieser theoretischen Fächer schließlich gefordert wird, da im geplanten Artikel 341/7, § 2, Abs. 2, 3. Strich, vorgesehen wird, dass die mündliche Prüfung vor dem Prüfungsausschuss für diese Fächer darin besteht, "die vom Ausschuss gestellten Fragen über die während des Ausbildungszyklus gelehrt Stoffe zu beantworten, um seine Fähigkeit zu prüfen, das Gelernte und die zur Verfügung stehenden Instrumente zu mobilisieren".

Andererseits ergibt sich aus demselben geplanten Artikel 341/7, § 2, Abs. 3, in fine, dass die Prüfung der Kenntnis der theoretischen Lehrstoffe nur 20% der Punkte der Globalbewertung des Prüfungsausschusses darstellt.

Diese Fragen sind im Entwurf zu präzisieren, um eine zufriedenstellende Kenntnis dieser theoretischen Fächer zu garantieren, angesichts der Verantwortungen, die der Kandidat-Mandatsträger möglicherweise tragen wird.

16.1. Die Regelung, die eine Befreiung von bestimmten theoretischen Lehrgängen ermöglicht, ruft ebenfalls wichtige kritische Bemerkungen hervor.

16.2. Erstens ergibt sich aus dem geplanten Artikel 341/5, § 2 und § 3, dass es genügt, einen Kursus oder eine Ausbildung über die im geplanten Artikel 341/1, § 3, Abs. 4 Lernstoffe "abgelegt" zu haben, um davon befreit zu werden, unter Vorbehalt dessen, was im geplanten Artikel 341/5, § 3, in fine für Kandidaten, die nicht vom statutarischen und Vertragspersonal der Dienststufe A (oder einer gleichwertigen Dienststufe) des öffentlichen Dienstes stammen, vorgesehen wird. Es müsste mindestens vorgesehen werden, dass der Kandidat an diesen Ausbildungen oder Seminaren erfolgreich teilgenommen hat; auch müsste gewährleistet werden, dass das Niveau dieser Seminare bzw. Ausbildungen dem Niveau der betreffenden theoretischen Kurse entspricht.

16.3. Der Text bestimmt ebenfalls nicht die Frist vor der Bewerbung, während der die Kandidaten an den als gleichwertig geltenden Ausbildungen bzw. Seminaren erfolgreich hätten teilnehmen sollen.

Dieser Aspekt muss ebenfalls näher bestimmt werden, damit Befreiungen nur für angesichts des jetzigen Stands der Kenntnisse tatsächlich relevante Ausbildungen und Seminare gewährt werden, d.h. Kenntnisse die der theoretischen Ausbildung entsprechen, die durch die Schule für öffentliche Verwaltung organisiert wird.

16.4. Schließlich muss der Autor des Entwurfs hinsichtlich der durch Artikeln 10 und 11 garantierten Grundsätze der Freiheit und Nichtdiskriminierung den Unterschied in der Regelung in Sachen Befreiungen begründen können, der durch den geplanten Artikel 341/5, § 2 und § 3 eingeführt wird, n.l. zwischen den Kandidaten, die vom statutarischen und Vertragspersonal der Dienststufe A (oder einer gleichwertigen Dienststufe) des öffentlichen Dienstes stammen und denjenigen, die nicht zu diesem Personal gehören, wobei nur die Letzteren dazu verpflichtet sind, an drei der vier am Ende von § 3 angeführten Lehrgängen teilzunehmen, was ihre frühere Ausbildung auch sein mag.

17. Die praktische Ausbildung muss ebenfalls ein hohes Niveau erreichen.

Es obliegt dem Autor des Entwurfs sicherzugehen, dass dies tatsächlich der Fall sein wird, z.B. indem er bei der Organisierung dieser praktischen Aspekte ein "Lastenheft" vorsieht, anhand dessen dieses Ziel erreicht werden kann. Dies erscheint als desto wichtiger, dass diese Aspekte offentbar den Hauptteil der Ausbildung darstellen (108).

Weitere Erklärungen hierzu könnten in dem Bericht an die Regierung zweckmäßig angeführt werden.

18. Es ergibt sich aus dem Vorhergehenden, dass wichtige Fragen auftauchen betreffend die Zweckmäßigkeit des Niveaus der Ausbildung, die zum Erhalt des Zeugnisses für Public Management führt, und andere Aspekte bezüglich des Zugangs zu dieser Ausbildung oder ihrer Organisation.

Da das hohe Niveau der vorgesehenen Ausbildung einer der Basisfaktoren des Entwurfs ist, und nur die Garantie, dass ein solches Niveau erreicht wird, die Tatsache zulässig macht, dass die Bewerber für eine Benennung als Mandatsträger innerhalb des am Ende des Verfahrens gebildeten Pools nicht eingestuft werden, muss der Entwurf abgeändert werden, um diesen Fragen Rechnung zu tragen, so dass das erwünschte hohe Niveau tatsächlich erreicht werden kann.

19. Angesichts des grundlegenden Charakters dieser Beobachtungen hinsichtlich der Ausbildung und anderer damit verbundener Aspekte (109) und ebenfalls unter Berücksichtigung der Notwendigkeit eines ergänzenden Zusammenarbeitsabkommens, um die gemeinsame Ausbildung der Mandatsträger der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region (110) zu organisieren, wird der Entwurf nicht genauer untersucht, was die Aspekte betrifft, die einen noch besonderen Charakter aufweisen.

Diese können nur dann untersucht werden, wenn ein neuer Entwurf, der anschließend an vorliegendes Gutachten erstellt wird, dem Staatsrat vorgelegt wird. Diese Untersuchung kann ggf. innerhalb einer Frist von 30 Tagen nach Artikel 84, § 1, Abs. 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat stattfinden.

(52) Geplanter Artikel 348, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes; siehe auch Artikel 342, § 1 des Entwurfs.

(53) Artikel 11 bis 13 des Entwurfs.

(54) Siehe nachstehender Punkt 1.3.

(55) Geplanter Artikel 341/8, Absatz 3.

- (56) Geplanter Artikel 341/8, Absatz 4.
 (57) Geplante Artikel 341/1 bis 341/7.
 (58) Geplanter Artikel 341/1, § 1.
 (59) Geplanter Artikel 341/1, § 3.
 (60) Geplanter Artikel 341/1, § 3, Absatz 1.
 (61) Geplanter Artikel 341/1, § 5.
 (62) Geplanter Artikel 341/2.
 (63) Geplanter Artikel 341/4.
 (64) Geplanter Artikel 341/4, § 3.
 (65) Geplanter Artikel 341/4, § 1.
 (66) Geplanter Artikel 341/7, § 2.
 (67) Geplanter Artikel 341/3, § 1.
 (68) Geplanter Artikel 341/3, § 3.
 (69) Geplanter Artikel 341/3, § 4.
 (70) Geplanter Artikel 341/3, § 5.
 (71) Geplanter Artikel 341/4, § 2, Absatz 1.
 (72) Geplanter Artikel 341/4, § 2, Absatz 3.
 (73) Geplanter Artikel 341/7, § 1.
 (74) Geplanter Artikel 341/5, § 2.
 (75) Geplanter Artikel 341/5, § 3.
 (76) Geplanter Artikel 344, Absatz 1.
 (77) Geplanter Artikel 342, § 2.
 (78) Geplanter Artikel 342, § 3.
 (79) Geplanter Artikel 344, Absatz 2.
 (80) Punkt I, 4.1, der beiden vorerwähnten Gutachten 50.243/2 und 50.244/2.
 (81) Artikel 92*bis*, § 1, Absatz 2, erster Satz des vorerwähnten Gesetzes vom 8. August 1980.
 (82) Artikel 92*bis*, § 1, Absatz 2, zweiter Satz des vorerwähnten Gesetzes vom 8. August 1980.

(83) Siehe jeweils die geplanten Artikel 341/1 bis 341/7 in Artikel 1 des geprüften Entwurfs, sowie die Artikel 7 bis 13 des Erlasentwurfs der Regierung der Französischen Gemeinschaft. Siehe auch in dem am 25. August 2011 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zur Gründung einer der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung' (Siehe vorerwähnte Gutachten 50.243/2 und 50.244/2), Artikel 4, aus dem ausdrücklich hervorgeht, dass das Zeugnis für Public Management sowohl für die Wallonische Region als auch für die Französische Gemeinschaft gilt.

(84) Nur ein Abkommen zwischen den betroffenen Regierungen ermöglicht im Übrigen, dass innerhalb des durch den geplanten Artikel 341/7, § 1 gebildeten Ausschusses die obligatorische Anwesenheit eines Beamten der Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft vorgesehen werden kann, wie dies im dritten Gedankenstrich dieser Bestimmung erläutert wird.

Diesbezüglich sei daran erinnert, dass eine Region gemäß der jeweiligen Autonomie von Staat, Regionen und Gemeinschaften nur dann die Vertretung anderer Befugnisebenen in den von ihr geschaffenen Organen vorsehen kann, wenn eine der beiden nachfolgenden Vorgehensweisen beachtet wird:

a) entweder ist der Text so verfasst, dass die Vertretung der anderen Befugnisebenen ausschließlich fakultativ ist (dies setzt einerseits voraus, dass die Vertreter dieser Befugnisebenen nicht über eine beschließende Stimme verfügen, und andererseits, dass deutlich angeführt wird, dass der Umstand, dass kein Vertreter vorgeschlagen wird, oder in der Annahme, dass ein derartiger Vorschlag effektiv erfolgt, die betreffenden Mitglieder nicht an den Sitzungen des Organs teilnehmen, keinerlei Auswirkung auf die Arbeitsweise dieses Organs oder auf die Gültigkeit seiner Handlungen haben darf);

b) entweder ist die Vertretung der anderer Befugnisebenen verpflichtender Natur; in diesem Fall ist die Wallonische Region verpflichtet, die Bestimmungen von Artikel 92ter, Absatz 2 des vorerwähnten Sondergesetzes vom 8. August 1980 zu beachten, der wie folgt lautet: "Die Gemeinschafts- und Regionalregierungen regeln, jede für ihren Bereich, durch einen nach Zustimmung des Königs und der anderen [Regierungen] ergangenen Erlass die Vertretung der Föderalbehörde und, gegebenenfalls, der anderen Gemeinschaften und Regionen - je nach Fall - in den Verwaltungs- oder Entscheidungsgremien der von ihnen bestimmten Einrichtungen und Organe der Gemeinschaften und Regionen, die insbesondere eine Beratungs- und Kontrollaufgabe haben".

(85) B. Lombaert, I. Mathy und V. Rigodanzo, *Eléments du droit de la fonction publique*, Waterloo, Kluwer, coll. «Pratique du droit», 2007, Nr. 134, S. 88.

(86) D. Batselé, O. Daurmont und Ph. Quertainmont, *Le contentieux de la fonction publique*, Brüssel, Nemesis, 1992, Nr. 23, S. 64; J. Sohier, «La fonction publique face à l'effet Copernic» mythe ou réalité ?, J.T., 2003, S. 221 bis 228, insb. Nr. 8, S. 224.

(87) J. Sohier, op. cit., Nr. 8, S. 224 und 225; B. Lombaert e.a., op. cit., n° 134, p. 89; P.-O. De Broux, «De Camu à Copernic: l'évolution de la fonction publique en Belgique», A.P.T., 3-4/2005, Thematische Ausgabe «La fonction publique en Belgique», S. 158 bis 177, insb. S. 174; G. Druetz, «Le recrutement et le stage», *ibid.*, S. 229 bis 239, insb. S. 233 und 234; P. Drogart, «Le recrutement et le stage - Quelques réflexions», *ibid.*, S. 240 bis 243, insb. S. 241; Ph. Quertainmont, «Conclusions générales», *ibid.*, S. 362 bis 376, insb. S. 366.

(88) Auch wenn das Vergleichsverfahren aktuell nicht weiter auf diese Weise auf föderaler Ebene durchgeführt wird, und jede Befugnisebene aller Annahme nach über einen Ermessensspielraum verfügt, was die Art und Weise betrifft, wie ein derartiges Verfahren unter Beachtung der in Artikel 9, § 3 des KEAG 2000 zu gestalten ist, betrifft, so wird in dem Bericht an den König, der diesem Königlichen Erlass vorausgeht, als Beispiel der Ablauf eines Vergleichsverfahrens beschrieben:

« Afin de préciser et d'illustrer les considérations précédentes, la procédure qui sera suivie à l'avenir par SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale' et pour la réalisation de laquelle un autre arrêté Vous est soumis, est exposée ci-après de façon concise.

La sélection du personnel des services publics se fera par SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale' après une sélection comparative et dans le sens suivant. Sur base du résultat de la sélection comparative, SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale' transmettra la liste des dix premiers candidats classés à l'autorité qui détient le pouvoir de nomination. Celle-ci nommera, ensuite, après avoir interviewé les candidats à partir de cette liste de candidats, celui (ceux) qui, selon elle et en indiquant les motifs de sa décision, a (ont) été estimé(s) le(s) plus apte(e) pour la (les) fonction(s) à exercer. La liste sera ensuite à nouveau complétée par SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale', sur base du résultat du concours, et sera à nouveau transmise à l'autorité suivante qui en fait la demande et ceci, jusqu'à ce que la réserve soit épuisée ou ne soit plus valable.

Dans des cas spécifiques, c-à-d. lorsque des compétences élevées et/ou spécifiques sont requises, SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale' peut classer les candidats par groupe sur base du niveau de leur compétence acquise (par exemple du haut vers le bas à commencer par le groupe A et, ensuite, B, C et D). Ce classement par groupe sera transmis à l'autorité qui détient le pouvoir de nomination. Celle-ci désignera ensuite, en tenant compte de la classification par groupe, celui (ceux) qui, d'après elle, et en indiquant évidemment les motifs de sa décision, est (sont) estimé(s) le(s) plus apte(e) pour la (les) fonction(s) à exercer ».

(89) Anm. 10 in dem erwähnten Gutachten: Batselé, D., Daurmont, O. und Quertainmont, Ph., Le contentieux de la fonction publique, Bruxelles, Nemesis, 1992, S. 64, Nr. 23; Sarot, J., et al., Précis de fonction publique, Bruxelles, Bruylant, 1994, S. 158, Nr. 196.

(90) Am 22. Juni 2000 abgegebenes Gutachten 30.218/1 zu einem Projekt, das zum KEAG 2000 geführt hat, Belgisches Staatsblatt, 9. Januar 2001.

(91) Am 22. Juni 2000 abgegebenes Gutachten 30.218/1 zu einem Projekt, das zum KEAG 2000 geführt hat, Belgisches Staatsblatt, 9. Januar 2001.

(92) Staatsrat, *Jadot*, Nr. 98.735, 7. September 2001.

(93) Staatsrat, *Deguedre*, Nr. 142.684, 25. März 2005.

(94) Staatsrat, *Godard*, Nr. 188.838, 16. Dezember 2001.

(95) Artikel 1, § 3 des KEAG 2000 besagt: «Niemand darf zum Bediensteten ernannt werden, wenn er nicht folgende allgemeinen Zulassungsbedingungen erfüllt:

1° einer den Anforderungen des Amtes entsprechenden Führung sein;

2° im Besitz der zivilen und politischen Rechte sein;

3° den Milizgesetzen genügen;

4° den Besitz der erforderlichen medizinischen Eignung für das auszuübende Amt nachweisen”.

(96) Die Sätze 2 und 3 von Artikel 12 des KEAG 2000 lauten ie folgt:

«Für einen für ein Mandat bestimmten Bediensteten wird die Dauer des Mandats im administrativen Dienstalter und im Besoldungsdienstalter berücksichtigt. Darüber hinaus erhält er die mit der Ausübung dieses Mandats verbundenen finanziellen Rechte.

(97) Geplanter Artikel 344, Absatz 1.

(98) Siehe Nummer 8 weiter oben.

(99) Um den kumulativen Charakter der beiden in dem geplanten Artikel 341/2 angeführten Bedingungen noch besser zu verdeutlichen, sollte die koordinierende Konjunktion "und" am Ende von Punkt 1° dieser Bestimmung eingefügt werden.

(100) Der geplante Erlass, der in dem vorliegenden Gutachten Nr. 50.047/2 geprüft wird, umfasst nicht den Bericht an die Regierung, der ihm eigen ist. Selbst wenn die Entwürfe, die Gegenstand der Gutachten Nr. 50.047/2 und 50.049/2 vergleichbar sind, dass der in der Akte Nr. 50.049/2 hinterlegte Bericht an die Regierung *mutatis mutandis* für den hier geprüften Entwurf gilt und folglich in dem vorliegenden Gutachten auf diesen Bericht an die Regierung verwiesen werden kann, so wäre es empfehlenswert, dem Erlass, der in der vorliegenden Angelegenheit verabschiedet werden wird, einen spezifischen Bericht an die Regierung beizufügen.

(101) Der Verweis auf das Urteil *Regaert* vom 20. November 2009, der in dem Bericht an die Regierung angeführt wird, ist jedoch nicht korrekt, das von Urteil Nr. 198.089 die Rede ist, anstelle des Urteils Nr. 198.078.

(102) In dem Urteil *Regaert*, Nr. 198.078 vom 20. November 2009 hat der Staatsrat ein ähnliches System, das auf Artikel 5 des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 1. Dezember 2006, 'der eine Mandatsregelung einführt für die Generalbeamten der Dienste der Regierung der Französischen Gemeinschaft, des Hohen Medienrates und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Sektorenausschuss XVII unterstehen', mit folgenden Worten verurteilt:

«Considérant que, dans son avis n° 33.207/2, donné le 25 juin 2002, sur un projet d'arrêté, qui deviendra l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mars 2003 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII [...], la section de législation du Conseil d'Etat observait '[...] qu'il est pour le moins paradoxal d'être moins exigeant pour les titulaires de hauts grades que pour les titulaires des grades de recrutement. En effet, pour être engagé dans les grades de recrutement du niveau 1 en Communauté française, les candidats, tant statutaires que contractuels, doivent détenir un diplôme de niveau 1'; que s'agissant de l'accès à des fonctions dirigeantes, le Conseil d'Etat a rappelé dans son arrêt Wegimont et Buchet, n° 191.342 du 12 mars 2009 qu'il est parfaitement légitime d'en réserver l'accès aux candidats titulaires d'un diplôme équivalant à celui requis des membres du personnel qu'ils seront amenés à diriger; qu'en l'espèce, les futurs titulaires des plus hauts rangs de l'administration de la partie adverse seront également appelés à diriger un nombre important de titulaires d'un tel diplôme; que le rapport au gouvernement n'explique pas pourquoi aucun diplôme donnant accès à un emploi de niveau 1 n'est exigé pour ceux-là; que le mémoire en réponse, qui se limite à contester l'applicabilité de l'article 9 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 au recrutement des mandataires ne contient aucune justification qui, en toute hypothèse, aurait dû ressortir des pièces du dossier administratif;

Considérant que les principes de bonne administration, d'égalité et de non-discrimination sont violés dès lors qu'aucun motif raisonnable et légalement admissible ne permet de justifier que les postes des plus hauts rangs de l'administration de la Communauté française soient ouverts à des candidats non titulaires d'un diplôme donnant directement accès à un emploi de niveau 1 ou n'ayant pas réussi l'examen d'accès à ce niveau, alors que ces conditions sont requises lorsqu'il s'agit de pourvoir à des emplois du niveau 1; que ni le caractère temporaire du mandat, ni le fait que la sélection des candidats s'opère également sur base d'un critère d'expérience ne permettent de justifier un quelconque assouplissement des exigences en matière de titre requis; que l'expérience constitue, dans toutes les

procédures de nomination, un élément de comparaison des candidatures; qu'il convient toutefois de dissocier les critères devant prévaloir à la sélection et à la comparaison des titres et mérites des conditions de recevabilité des candidatures; que le premier moyen est fondé » (Staatsrat, Regaert, Nr. 198.078 vom 20. November 2009; siehe auch: Staatsrat, Amrani, Nr. 185.257, 9. Juli 2008).

(103) Siehe Punkte 13 bis 17 weiter unten.

(104) Geplanter Artikel 341/4, § 1; siehe auch geplanter Artikel 341/4, § 3.

(105) Geplanter Artikel 341/1, insbesondere § 5, erster Satz.

(106) Geplanter Artikel 341/1, § 3, Abs. 5, erster Satz, und § 5, erster Satz.

(107) Geplanter Artikel 341/1, § 3, Abs. 1, zweiter Satz.

(108) Geplanter Artikel 341/1, § 3, Absatz 1, dritter Satz.

(109) S. die unter dem oben stehenden Punkt III gesammelten Bemerkungen.

(110) S. die unter dem oben stehenden Punkt II gesammelten Bemerkungen.

Die Kammer hatte folgende Zusammensetzung:

Herr Y. Kreins, Vorsitzender der Kammer;

Herr P. Vandernoot und Frau M. Baguet, Staatsräte;

Frau A. Weyembergh und Herr Y. De Cordt, Beisitzer der Abteilung Gesetzgebung

Frau A.-C. Van Geersdaele, Greffier.

Der Bericht wurde von Frau W. VOGEL, erster Auditor vorgelegt.

Der Greffier,

A.-C. Van Geersdaele.

Der Vorsitzende

Y. Kreins

Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung der Wallonischen Region und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen wurde im Belgischen Staatsblatt vom 6. Februar 2013, auf Seite 5896 veröffentlicht.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2013/27076]

20 SEPTEMBER 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering van het Waalse Gewest en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren. — Addendum

Verslag aan de Regering

INLEIDING

Bij dit besluit wordt de kadernota betreffende de mandatenregeling in de Ambtenarenzaken en in de instellingen van openbaar nut van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap die op 24 maart 2010 door de Regering goedgekeurd is, uitgevoerd. In het kader van de hervorming van de mandatenregeling waarvan de beginselen in bovenvermelde nota bepaald worden, is een gemeenschappelijke Openbare bestuurschool voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest opgericht. Deze school is met name belast met de organisatie van de vorming met het oog op het behalen van het getuigschrift management overheidsbesturen. In de bij dit besluit bedoelde regeling kunnen alleen de houders van het getuigschrift management overheidsbesturen en de ermee gelijkgestelde personen aangewezen worden om de bij mandaten toegekende betrekkingen te bekleden.

De gemeenschappelijke Openbare bestuurschool voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest is opgericht bij een samenwerkingsovereenkomst gesloten op 10 november 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een Openbare bestuurschool die gemeenschappelijk is aan de Franse Gemeenschap en aan het Waalse Gewest.

Voor wat betreft de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal voorziet de gewestelijke beleidsverklaring 2009-2014 in wat volgt :

« Aangezien ze voor de kwaliteit van de burgergerichtheid instaat, moet de Administratie onpartijdig zijn.

De invoering van de mandatenregeling voor de leidende ambtenaren vergemakkelijkt deze ontwikkeling op grond van aangepaste personeelsplannen. Ze zullen in het bijzonder ervoor zorgen dat het personeel wordt aangesteld naar gelang van de behoeften van de diensten die ze zullen beheren, waarbij de interne mobiliteit bevorderd moet worden.

In die zin zal de Regering ervoor zorgen dat de wervings- en indienstnemingsprocedures bij de overheid (Waalse Overheidsdienst, instellingen van openbaar nut al dan niet onderworpen aan het statuut), de mandatenregeling en het toepassingsgebied ervan, de mogelijkheid om brevetten te organiseren en de cohesie van de actie van de mandatarissen met die van de andere ambtenaren en met name met de directeurs worden beoordeeld. De opdrachtbrieven en de operationele plannen zullen aangepast worden aan de doelstellingen van deze gewestelijke beleidsverklaring.

Overigens verbindt de Regering er zich toe om de onverenigbaarheden tussen de hoogste ambten bij de overheidsdiensten en de uitoefening van een plaatselijk uitvoerbaar mandaat te versterken. ».

De wijzigingen aangebracht bij dit besluit aan de mandatenregeling die bepaald is in de Ambtenarencode vloeien voort uit de ontwikkeling van de huidige bepalingen van de Code in het licht van de opties bepaald in de gewestelijke beleidsverklaring. De voornaamste punten van de hervorming zijn de volgende.

De toegangsvoorwaarden voor de uitoefening van een mandaat worden gewijzigd. Er wordt voorzien dat niemand zijn kandidatuur voor de uitoefening van een bij mandaat ingevulde betrekking mag indienen als hij geen lid is van de pool van kandidaten voor de uitoefening van dit mandaat. Deze pool bestaat uit de houders van het getuigschrift management overheidsbesturen en uit de ermee gelijkgestelde personen.

Anderzijds stelt de in dit besluit bedoelde nieuwe regeling een cohesie tussen de duur van het mandaat en die van de legislatuur vast. Er wordt voorzien dat de mandatarissen in het begin van elke legislatuur aangewezen worden voor een periode die op 31 december na de eedaflegging van de Regering van de volgende legislatuur eindigt.

De regels betreffende de beoordeling van de mandatarissen worden ook gewijzigd. Dit besluit voorziet dat de beoordeling eerder tijdens het mandaat plaatsvindt, namelijk tijdens een periode van 9 tot 15 maanden na de aanwijzing van de mandataris naar keuze van de bevoegde minister(s).

Er wordt tenslotte voorzien in een groter verantwoordelijkheidsbesef van de mandatarissen dat bestaat in de mogelijkheid voor hen om, zonder de ministeriële verantwoordelijkheid te verminderen, naast de Minister en mits instemming van laatstgenoemde gehoord te worden voor het Parlement over vraagstukken waarvoor de administratie over een delegatie beschikt of die ressorteren onder de strikte interne organisatie van de diensten.

In het algemeen dient de optie genomen om de mandatenregeling in de hoogste ambten bij de overheidsdiensten die toepasselijk is op de Franse Gemeenschap en op het Waalse Gewest te harmoniseren, onderstreept te worden.

HOOFDSTUK I. — Mandatenregeling

Artikel 1. Bij dit besluit wordt titel II van de Waalse Ambtenarencode vervangen door de volgende bepalingen :

TITEL II. — Mandatenregeling

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en toegangsvoorwaarden

Art. 339. Het toepassingsgebied van de in dit besluit bedoelde mandatenregeling is grotendeels hetzelfde als dat bepaald in de vorige bepalingen van de Waalse Ambtenarencode.

Het is evenwel uitgebreid tot bepaalde betrekkingen van inspecteur-generaal van rang A3 binnen de Regeringsdiensten. De betrekkingen van rang A3 die niet onderworpen zijn aan de mandatenregeling ingesteld bij dit besluit, stemmen overeen met de graad van inspecteur-generaal expert. Die betrekkingen zullen in de personeelsformatie duidelijk geïdentificeerd worden. Daartoe wordt rekening gehouden met het operationele karakter van het Departement, met het aantal personen die dit Departement samenstellen en met de beheerde begroting.

Art. 340-341. De toegangsvoorwaarden die door een kandidaat voor een betrekking vervuld moeten worden, worden bepaald in de nieuwe artikelen 340 en 341 van de Waalse Ambtenarencode.

De in het nieuwe artikel 341 bepaalde voorwaarden moeten bij de aanwijzing van de mandataris vervuld worden.

Het nieuwe artikel 340 van de Waalse Ambtenarencode voorziet in een andere toegangsvoorwaarde die nieuw is ten opzichte van de regeling bepaald in de vorige bepalingen van de Waalse Ambtenarencode. De kandidaat voor een mandaat dient uiterlijk bij het aflopen van de termijn gepland voor de indiening van de kandidaturen lid te zijn van de pool van kandidaten bedoeld in het nieuwe artikel 341/8 van de Waalse Ambtenarencode. De pool van kandidaten voor een mandaat bestaat uit de houders van het getuigschrift management overheidsbesturen, de mandatarissen die binnen de diensten van de Regering en van de in artikel 1 van de Waalse Ambtenarencode bedoelde openbare instellingen op de eerste dag van inwerkingtreding van dit besluit in dienst zijn of voor wie de betrekking vacant is verklaard en de aanwervingsprocedure is opgestart op de dag van die inwerkingtreding, en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een melding "zeer gunstig" of "gunstig" bij de overeenkomstig artikel 10, eerste lid, van hetzelfde besluit verrichte beoordeling, uit de leden van de gelijksoortige pool van kandidaten die bestaat in de Franse Gemeenschap, de mandatarissen in dienst binnen Wallonie-Bruxelles International op de dag van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering en van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot hervorming van de mandatenregeling van de ambtenaren-generaal van Wallonie-Bruxelles International of voor wie de betrekking vacant is verklaard en de aanwervingsprocedure is opgestart op de dag van die inwerkingtreding, en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een melding "zeer gunstig" of "gunstig" bij de beoordeling verricht door de Regering ingesteld na de hernieuwing van het Parlement. De pool zal ook bestaan uit de mandataris in dienst binnen de Openbare Bestuurschool op de dag van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een melding "zeer gunstig" of "gunstig" bij de overeenkomstig artikel 10, eerste lid, van hetzelfde besluit verrichte beoordeling. Hij zal ook bestaan uit de adjunct-administrateur-generaal van de « FOREm » die aan het einde van de procedure als « zeer gunstig » of « gunstig » is beoordeeld. Ten slotte zal hij bestaan uit de adjunct-administrateur-generaal van Wallonie-Bruxelles-International die als « zeer gunstig » of « gunstig » is beoordeeld bij de beoordeling verricht door de Regering ingesteld na de hernieuwing van het Parlement.

Het houden van het getuigschrift management overheidsbesturen, voor zover het, behalve voor de mandatarissen bedoeld in het nieuwe artikel 341/8, derde lid, 2° en 4° tot 5° van de Waalse Ambtenarencode, een voorwaarde is voor de opname in de pool van kandidaten waarvan sprake in de nieuwe artikelen 340 en 341/8 van de Waalse Ambtenarencode, is ook een voorwaarde voor de uitoefening van een ambt van mandataris.

HOOFDSTUK II. — Toepassingsgebied en toegangsvoorwaarden

Afdeling 1. — Getuigschrift management overheidsbesturen

Art. 341/1. Het getuigschrift management overheidsbesturen wordt afgegeven door de gemeenschappelijke Openbare bestuurschool voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest na het slagen voor het examen dat aan het einde van de daartoe gegeven vorming georganiseerd wordt.

Deze School is een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid die ingedeeld is onder de instellingen van categorie B in de zin van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. De oprichting ervan vloeit voort uit een samenwerkingsovereenkomst tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke "Ecole d'Administration publique" (Bestuurschool) voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest ».

De gemeenschappelijke bepalingen tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest over dit getuigschrift worden vermeld in een samenwerkingsovereenkomst tussen de twee overheden.

De vorming bestaat in een interuniversitair getuigschrift Executive master management openbare besturen of een interuniversitair getuigschrift management openbare besturen bedoeld in artikel 6, § 1, 6°, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, hierna het « interuniversitair getuigschrift » genoemd. Het interuniversitair getuigschrift wordt toegekend door de universiteiten van de Franse Gemeenschap.

Het interuniversitair getuigschrift is een universitair getuigschrift dat zonder een academische graad te verlenen, wel het slagen voor de vorming bevestigt.

Het getuigschrift management overheidsbesturen wordt in cycli ingericht. Eén cyclus staat gelijk aan één geheel bestaande uit :

- het toegangsexamen tot de vorming georganiseerd om de kandidaten te selecteren voor het verkrijgen van het getuigschrift management overheidsbesturen;
- de cursussen, case studies, praktische werkzaamheden, seminaries, verhandeling en examens die leiden tot het uitreken van het interuniversitair getuigschrift;

- het onderzoek voor een zelfstandige jury voorbehouden aan de geslaagden voor het toegangsexamen tot de vorming die houder zijn van het interuniversitaire getuigschrift.

Met inachtneming van de bepalingen tot regeling van de organisatie van de universiteiten, wijzen laatstgenoemden de lesgevers aan wier profiel van tevoren bepaald is door de Openbare Bestuurschool.

Het programma van de vorming is multidisciplinair en veeleisend. Het streeft ernaar de vaardigheden inzake management van overheidsbesturen te ontwikkelen en de kandidaten de bekwaamheden bij te brengen voor de uitoefening van een mandaat. Het bevat hoofdzakelijk praktische aspecten en berust op een interactieve pedagogie die de persoonlijke inzet van de deelnemers bevordert. Het omvat case studies en analyses van dossiers die uit reële bestuurspraktijken gegrepen zijn.

Het programma van de vorming wordt door de Openbare Bestuurschool voorgesteld aan de Regering die het definitief bepaalt. Het goedkeuringsproces van het programma door de Regering vindt plaats samen met het goedkeuringsproces van het programma door de academische overheden.

Het programma omvat minstens tweehonderd veertig uren cursussen.

Het programma van de vorming omvat praktische cursussen die bestaan in de analyse en het experiment van de gevallen uit de dagdagelijkse praktijk.

Het programma van de vorming slaat minstens op de volgende aangelegenheden :

- ethiek en waarden van de overheidsdiensten;
- strategisch beheer van de organisatie;
- kwaliteitsbeheer, beheer van veranderende omgevingen, creativiteit en innovatie;
- human resources management;
- dialoog en maatschappelijke relaties;
- communicatie;
- Europees beleid;
- modernisering van de administratie;
- management en leiderschap;
- staathuishoudkunde;
- openbare financiën, fiscaliteit en overheidsboekhouding;
- overheidsopdrachten.

Het programma van het interuniversitair getuigschrift omvat de uitvoering van een schriftelijke verhandeling door elke kandidaat. Die verhandeling bestaat uit een diepgaand onderzoek van een overkoepelend praktijkgeval. Dat geval moet op voorhand goedgekeurd worden door de school en de universiteiten.

In die twee honderd veertig uren zijn de uren gewijd aan de verhandeling niet inbegrepen.

Art. 341/2. Toegangscriteria tot de vorming worden bepaald door het nieuwe artikel 341/2 van de Waalse Ambtenarencode. De kandidaturen die ingediend zijn met het oog op het volgen van de vorming die moet leiden tot het uitreiken van het getuigschrift management overheidsbesturen, zijn slechts ontvankelijk indien ze worden ingediend door personen die de volgende voorwaarden vervullen :

1° houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot niveau A of laureaat zijn van een overgangsexamen naar niveau A of naar een vergelijkbaar niveau of houder zijn van een getuigschrift van competenties verworven buiten diploma dat toegang geeft tot niveau A. Dit getuigschrift wordt uitgereikt of erkend door de Openbare bestuurschool of door een orgaan aangewezen bij de Ambtenarencode;

2° zich kunnen beroepen op een beroepservaring van minstens acht jaar in een ambt van niveau 1 of een gelijkwaardig ambt, waarvan twee jaar ervaring in het leiden van een team of van projecten.

In antwoord op het advies van de Raad van State zijn de bepalingen van het koninklijk besluit – algemene beginsels betreffende het getuigschrift van verworven competenties in het besluit opgenomen als enige mogelijke afwijkingen van de diplomavorwaarde.

Art. 341/3 – 341/4. Die bepalingen betreffen de indieningen van de kandidaturen en de selectie van de kandidaten met het oog op de deelneming tot de cycli georganiseerd door de Openbare Bestuurschool.

Het getuigschrift management overheidsbesturen wordt in cycli ingericht (nieuw artikel 341/1, § 4). Voor zover het een voorwaarde is voor het uitreiken van het getuigschrift management overheidsbesturen, is de vorming toegankelijk voor een beperkt aantal deelnemers. Voor elke cyclus wordt dit aantal door de Regering bepaald na advies van de School.

Als het aantal kandidaten het vastgelegd aantal beschikbare plaatsen overschrijdt, leggen de kandidaten een vergelijkend examen af waarin praktijksituaties becommentarieerd worden. Die proef bestaat niet uit een in-baskettest.

Voor de proeven kunnen informatica- of multimediamiddelen gebruikt worden. Het verbeteren ervan kan automatisch gebeuren.

Een ontwerp-programma voor het vergelijkend examen wordt uitgewerkt door de bestuurschool en goedgekeurd door SELOR. Het programma voor het vergelijkend examen wordt dan door de Regering goedgekeurd.

Het programma van het vergelijkend examen omvat met name het type proeven die zullen worden georganiseerd.

Enkel de kandidaten die in nuttige orde voorkomen op de lijst met het aantal deelnemers vastgelegd door de Regering zullen aan de vorming mogen deelnemen

Art. 341/5. Het nieuwe artikel 341/5 van de Ambtenarencode bepaalt dat elke kandidaat die toegelaten wordt tot de deelname aan het interuniversitair getuigschrift de jury kan verzoeken om van één of meerdere cursussen vrijgesteld te worden, en van de dienovereenkomstige beoordelingen van die cursussen, ook als die beoordelingen ingericht worden in de vorm van een proef waarin meerdere cursussen of materies aan bod komen.

Art. 341/7. Na het interuniversitair getuigschrift te hebben gekregen, legt de deelnemer die voor het in artikel 341/4 bedoelde vergelijkend examen is geslaagd, een mondelinge proef af.

Met deze proef kunnen de deelnemers bewijzen dat ze de bijdragen van de vorming in managementkwaliteiten hebben opgenomen.

De jury die het examen georganiseerd aan het einde van de vormingscyclus leidt, wordt door SELOR samengesteld met inachtneming van de bepalingen van het nieuwe artikel 341/7 van de Ambtenarencode en wordt voorgezeten door de afgevaardigd bestuurder van SELOR of diens afgevaardigde.

Dit besluit voorziet aldus in de tussenkomst van SELOR, enerzijds, in het toegangsexamen en in de bepaling van de rangschikking van de kandidaat met het oog op de aanwijzing van de deelnemers aan het interuniversitair getuigschrift die het getuigschrift management overheidsbesturen wensen te krijgen, en anderzijds, in het examen georganiseerd aan het einde van de vorming bij het uitreiken van de getuigschriften management overheidsbesturen waarvan de houders in deze hoedanigheid kandidaat zullen zijn voor de uitoefening van de bij mandaat toegekende ambten. De tussenkomst van SELOR op dit dubbel niveau wordt bepaald op een gelijksoortige manier als die vastgesteld in artikel 8 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, of als die vastgesteld in de artikelen 344 en 345 van de Waalse Ambtenarenencode.

In de aldus geplande configuratie dient te worden overwogen dat SELOR in de selectie en de aanwerving van de in dit besluit bedoelde mandatarissen zodanig een beslissende rol speelt dat het bij dit besluit ingevoerde systeem voldoet aan de eis van artikel 87, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. In dat opzicht dient te worden onderstreept dat de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 of van de Waalse Ambtenarenencode die juist hierboven vermeld zijn, precies opgesteld zijn om rekening te houden met de arresten van de Raad van State nr. 142.684 van 25 maart 2005, Degueldre en nr. 185.257 van 9 juli 2009 Amrani tot vernietiging van bepalingen die als doel hadden de selectie- en aanwervingsprocedure van de mandatarissen volgens verschillende modaliteiten als die bedoeld in dit besluit te organiseren, omdat SELOR daarvoor geen beslissende rol speelde.

Afdeling 2. — Pool van kandidaten voor de uitoefening van een mandaat

Art. 341/8. Zoals hierboven vermeld voorziet dit besluit in de samenstelling van een pool van kandidaten voor de uitoefening van een mandaat. De opname in de pool is een voorwaarde om zijn kandidatuur in te dienen voor een bij mandaat in te vullen betrekking.

Twee categorieën personen kunnen tot deze pool van kandidaten behoren.

Er zijn ten eerste de houders van het getuigschrift management overheidsbesturen.

Het gaat vervolgens om mandatarissen in dienst binnen de diensten van de Regering en van de instellingen van openbaar nut bedoeld in artikel 1 van de Ambtenarenencode op de dag van inwerkingtreding van dit besluit of voor wie de betrekking vacant is verklaard en de aanwervingsprocedure is opgestart op de dag van die inwerkingtreding, en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een melding "zeer gunstig" of "gunstig" bij de beoordeling die overeenkomstig artikel 10, eerste lid, van dit besluit is verricht. De termen « mandatarissen in dienst » wijzen alleen de door de Regering voor een mandaat aangewezen mandatarissen aan. Ze beogen niet de personen die de ambten gebonden aan een betrekking onderworpen aan een mandaat via de toekenning van hogere functies uitoefenen. Het gaat ook om de leden van de pool van kandidaten die in de Franse Gemeenschap samengesteld is. Vervolgens zijn er mandatarissen in dienst binnen « Wallonie-Bruxelles International » op de dag van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering en van de Regering van de Franse Gemeenschap tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van « Wallonie-Bruxelles International » of voor wie de betrekking vacant is verklaard en de aanwervingsprocedure is opgestart op de dag van die inwerkingtreding, en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een melding "zeer gunstig" of "gunstig" bij de beoordeling verricht door de Regering ingesteld na de hernieuwing van het Parlement. En tenslotte gaat het om de mandataris van de Openbare Bestuurschool in dienst bij de inwerkingtreding van dit besluit en die het voorwerp heeft uitgemaakt van een melding "zeer gunstig" of "gunstig" bij de beoordeling verricht overeenkomstig artikel 10. De pool zal ook bestaan uit de adjunct-administrateur-generaal van de « FOREm » die het voorwerp heeft uitgemaakt van een melding "zeer gunstig" of "gunstig" aan het einde van dezelfde procedure. Ten slotte zal hij bestaan uit de adjunct-administrateur-generaal van Wallonie-Bruxelles-International die als "zeer gunstig" of "gunstig" is beoordeeld bij de beoordeling verricht door de Regering ingesteld na de hernieuwing van het Parlement.

Geen rangschikking noch geen volgorde van voorkeur wordt vastgesteld onder de leden van de pool. De pool van kandidaten is eigenlijk een aanwervingsreserve voor de benoeming tot de betrekkingen die bij mandaat ingevuld moeten worden. Om als mandataris te worden aangewezen moet het lid van de pool noodzakelijk zijn kandidatuur indienen ten gevolge van de vacantverklaring van een betrekking.

De lijst van de leden van de pool van kandidaten wordt in alfabetische volgorde opgesteld door de Openbare Bestuurschool. De leden van de pool dienen laatstgenoemde elke wijziging van hun personalia, met inbegrip van hun e-mail, schriftelijk mee te delen. Dit laatste punt is belangrijk voor zover het nieuwe artikel 343 van de Ambtenarenencode erin voorziet dat na de vacantverklaring van een bij mandaat in te vullen betrekking, de oproep tot de kandidaten verricht wordt via een bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en per e-mail gericht aan elk lid van de pool van kandidaten volgens de gegevens die ze aan de School hebben meegedeeld.

Afdeling 3. — Vacantverklaringen en opdrachtbrieven

Art. 342. Een betrekking kan bij mandaat toegekend worden voor zover ze door de Regering vacant is verklaard. Voor zover dit besluit een cohesie organiseert tussen de duur van het mandaat en de duur van de legislatuur, wordt voorzien dat de betrekkingen vacant worden verklaard uiterlijk 6 weken na de eedaflegging van de leden van de Regering onmiddellijk na de hernieuwing van het Parlement wegens verkiezingen.

Voor elk bij mandaat in te vullen betrekking stelt de Regering een opdrachtbrief op wanneer ze het mandaat vacant verklaart. Zoals hierboven vermeld is die opdrachtbrief een belangrijk element van de mandatenregeling omdat hij met name de omschrijving van de in te vullen functie, de begripsomschrijving van de beheersopdrachten waarmee de mandataris is belast, de doelstellingen die hij moet bereiken en de middelen waarover hij beschikt, omvat.

De functieomschrijving slaat op de inhoud ervan en bestaat uit een omschrijving van de uit te voeren taken rekening houdend met de institutionele en administratieve omgeving van de betrokken betrekking. Het vaardigheidsprofiel van de in te vullen functie bestaat dan weer uit een omschrijving van de bekwaamheden en kennis die de kandidaat moet hebben om de functie te kunnen uitoefenen en om te voldoen aan de eisen ervan.

Er wordt voorzien dat de strategische beheersdoelstellingen en de operationele doelstellingen die de mandataris moet bereiken, op grond van de gewestelijke beleidsverklaring bepaald worden. In voorkomend geval en zoals het nieuwe artikel 347 van de Ambtenarenencode het suggereert kan de opdrachtbrief tijdens het mandaat gewijzigd worden.

Art. 343. De oproep tot de kandidaten wordt verricht via een bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, door de zending van een e-mail aan het geheel van de leden van de pool van kandidaten met inachtneming van de persoonlijke gegevens die ze hebben meegedeeld aan de Openbare Bestuurschool. De kandidaatstelling moet een *curriculum vitae* bevattende een overzicht van de titels en verdiensten, opgemaakt op grond van het door de Regering bepaalde model en een motivatiebrief omvatten voor elke betrekking waarnaar gesolliciteerd wordt, met o.a. de nadere omschrijving van de beleidsvisie van de kandidaat en de omschrijving van de wijze waarop hij het mandaat overweegt uit te oefenen.

Gedurende een periode van 9 maanden na de eedaflegging van de leden van de Regering die rechtstreeks volgt op de hernieuwing van het Parlement kan elk lid van de pool van kandidaten zijn kandidatuur indienen voor maximum vier betrekkingen die bij mandaat in de Franse Gemeenschap ingevuld moeten worden en voor maximum vier betrekkingen die bij mandaat in het Waalse Gewest ingevuld moeten worden met inbegrip van de twee aan een mandaat onderworpen betrekkingen binnen "Wallonie-Bruxelles International" en de aan een mandaat onderworpen betrekking binnen de Openbare Bestuurschool.

Afdeling 4. — Aanwijzing

Art. 344. De Regering wijst de mandatarissen uiterlijk binnen 3 maanden na de vacantverklaring van de in te vullen betrekkingen aan. Wanneer de vacantverklaring op een ander ogenblik dan welk bepaald in het nieuwe artikel 342, § 1, plaatsvindt, worden de mandatarissen aangewezen binnen een termijn van drie maanden na de indiening van de kandidaturen.

De aanwijzing van een mandataris is een tijdelijke benoeming.

Alvorens tot de aanwijzing over te gaan onderzoekt de Regering de door de kandidaten ingediende dossiers en vergelijkt ze de kandidaturen met inachtneming van de titels en verdiensten en van de inhoud van de motivatiebrief van elke kandidaat ten opzichte van de opdrachtbrief betreffende de in te vullen betrekking.

Op grond hiervan benoemt de Regering de kandidaat die ze het meest geschikt acht om de functie in alle vertrouwen uit te oefenen.

Art. 345. Bij ontslag van de Regering overeenkomstig artikel 71 (aanneming door het Parlement van een motie van wantrouwen) of 72 (weigering door het Parlement van een motie van wantrouwen) van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen kan de nieuwe Regering beslissen om de bij mandaat ingevulde mandaten vacant te verklaren. In dit geval wordt voorzien in bijzondere termijnregels aangezien het om de aanwijzingsprocedure gaat.

Afdeling 5. — Operationeel plan

Art. 346. De mandataris moet binnen drie maanden na zijn inwerkingtreding een ontwerp van operationeel plan uitwerken, waarin wordt uiteengezet op welke manier de mandataris de opdrachtbrief zal uitvoeren, en in het bijzonder de concrete prestaties met het oog op de uitvoering van de beheersopdrachten die het resultaat zijn van de bepaalde strategische en operationele doelstellingen.

Het ontwerp van operationeel plan wordt ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd. Het operationeel plan wordt op grond van een door de Regering goedgekeurd model opgesteld op de voordracht van het college van de leidende ambtenaren-generaal.

De mandaathoudende inspecteur-generaal van rang A 3 maakt dan weer een ontwerp van doelstellingencontract op.

Art. 347. Het operationeel plan kan herzien worden wanneer gegevens van de opdrachtbrief tijdens het mandaat gewijzigd worden. Het operationeel plan kan ook op verzoek van de Regering gewijzigd worden ten gevolge van de beoordeling van de mandataris, op verzoek van de mandataris indien de toegekende begrotings- en menselijke middelen en andere substantiële gegevens van de opdrachtbrief aanzienlijk gewijzigd worden.

HOOFDSTUK III. — Duur van het mandaat

Art. 348. Dit besluit zorgt ervoor dat de duur van het mandaat en die van de legislatuur overeenstemmen. De aanwijzing van de mandatarissen geschiedt uiterlijk op 31 december van het jaar waarin de eedaflegging van de leden van de nieuwe Regering heeft plaatsgevonden, die rechtstreeks volgt op de hernieuwing van het Parlement. De aldus toegekende mandaten vervallen van rechtswege na het einde van de bedoelde legislatuur en meer bepaald op 31 december van het jaar waarin de eedaflegging van de leden van de nieuwe Regering heeft plaatsgevonden, die rechtstreeks volgt op de volgende hernieuwing van het Parlement.

De vervaldatum van het aldus geplande mandaat is in alle gevallen van toepassing zelfs indien de mandataris niet aangewezen is in het begin van de vorige legislatuur maar na 31 december van het jaar waarin de eedaflegging van de leden van de Regering had plaatsgevonden, onmiddellijk na de verkiezingen waardoor de vorige legislatuur werd opgestart.

Krachtens die bepaling zullen de mandaten waarvoor de aanwijzingen overeenkomstig de bij de goedkeuring van dit besluit vigerende regeling zijn uitgevoerd, op 31 december 2014 vervallen. Dit artikel is van toepassing onverminderd de regels betreffende de inruststelling van ambtswege wegens de leeftijd.

Art. 349. Het besluit voorziet net zoals de vorige bepalingen van de Ambtenarencode in de omstandigheden waarin het mandaat vroegtijdig eindigt. De nieuwe mandataris moet aangewezen worden nadat het mandaat van zijn voorganger vroegtijdig is beëindigd. De Regering kan ofwel een mandataris onder de andere kandidaten die hun kandidatuur bij de vorige oproep tot de kandidaten hadden ingediend, kiezen, ofwel een nieuwe oproep tot de kandidaten verrichten.

Art. 350. Wanneer een mandataris sinds meer dan twee maanden afwezig is of wanneer kan worden voorzien dat hij afwezig zal zijn voor minstens twee maanden, kan de Regering een personeelslid van dezelfde personeelsformatie aanwijzen om de hogere functies voor maximum 12 maanden uit te oefenen. De aanwijzing kan ook aan het einde van het mandaat plaatsvinden in afwachting van de aanwijzing van de nieuwe mandataris. Er wordt dus niet voorzien dat de mandataris wiens mandaat vervalt, dit mandaat automatisch blijft uitoefenen tot de aanwijzing van zijn plaatsvervanger.

HOOFDSTUK IV. — Administratieve en geldelijke toestand

Afdeling 1. — Uitoefening van het mandaat

Art. 351. Volgens een klassiek geworden opvatting wordt het mandaat in het kader van een tijdelijke statutaire dienstbetrekking uitgeoefend.

Art. 352. Zoals hierboven vermeld worden onverenigbaarheden voorzien tussen een reeks van toestanden en de uitoefening van een mandaat.

Art. 353. Wanneer de mandataris uit een bestuur van het Waalse Gewest afkomstig is, geniet hij indien hij vast benoemd is, een verlof voor wegens opdracht van algemeen belang in zijn oorspronkelijke betrekking voor de duur van het mandaat. Indien hij in het kader van een arbeidsovereenkomst in dienst is genomen, wordt de arbeidsovereenkomst voor de duur van het mandaat en met de instemming van de mandataris opgeschort.

Art. 354. Elke mandataris wordt onderworpen aan de verplichting tot voortgezette vorming. De vormen die opgevolgd moeten worden, moeten worden gekozen onder het aanbod voorgesteld door de Openbare Bestuurschool. Bij niet-naleving van die verplichting tot voortgezette vorming wordt de betaling van de premie bedoeld in het nieuwe artikel 355 van de Waalse Ambtenarencode opgeschort totdat de toestand van de betrokken mandataris betreffende zijn verplichting tot vorming geregeld wordt.

Art. 354/1. In een optiek van verantwoordelijkheidsbesef van de mandatarissen voorziet dit besluit erin dat laatstgenoemde die houder zijn van een betrekking van rang A1 en A2, gehoord kunnen worden voor het Parlement, naast de bevoegde Minister en mits instemming van laatstgenoemde, over vraagstukken waarvoor de administratie over een delegatie beschikt of die ressorteren onder de strikte interne organisatie van de diensten.

HOOFDSTUK V. — *Beoordeling*

Art. 356. De beoordeling van de mandataris wordt in het begin van de uitoefening van het mandaat uitgevoerd. Die beoordeling begint op een moment bepaald door de vakminister(s) tussen het einde van de 9e maand en het einde van de 15e maand na de aantreding van de mandataris. Deze beoordeling heeft dan betrekking op de manier waarop de mandataris sinds het begin van zijn mandaat de beheersopdrachten heeft vervuld die in zijn opdrachtenbrief zijn opgenomen.

Deze in § 1 bedoelde beoordeling is van toepassing tijdens het eerste mandaat maar ook wanneer een mandataris die reeds een eerste mandaat heeft uitgevoerd, voor een nieuw mandaat wordt hernieuwd.

De vakminister(s) kan (kunnen) beslissen dat een bijkomende beoordeling tijdens het mandaat wordt uitgevoerd. In dit geval slaat de beoordeling op het niveau van de verwezenlijking van de doelstellingen en op de concrete prestaties die het resultaat zijn van de strategische en beleidsdoelstellingen die aan de opdrachtbrief en het operationeel plan voldoen.

De in § 2 van die bepaling bedoelde termijn van 2 jaar wordt berekend in geval van hernieuwing van de mandataris vanaf het begin van het nieuwe mandaat.

Art. 357. De beoordeling kan het voorwerp uitmaken van één van de volgende meldingen : gunstig, terughoudend en ongunstig.

De criteria tot regeling van de toekenning van deze of gene meldingen verschillen naar gelang de beoordeling tijdens het eerste jaar van het mandaat wordt verricht overeenkomstig het nieuwe artikel 356, § 1, van de Ambtenarencode of als het gaat om een bijkomende beoordeling verricht op grond van het nieuwe artikel 356, § 2, van dezelfde Code.

Aangezien het gaat om de beoordeling verricht op grond van artikel 356, § 1, wordt bepaald dat de melding « voorbehouden » toegekend wordt, wanneer de beheersopdrachten opgenomen in de opdrachtenbrief slechts gedeeltelijk worden uitgevoerd of wanneer de mandataris zijn managementkwaliteiten slechts gedeeltelijk heeft aangetoond, terwijl de melding « ongunstig » toegekend wordt wanneer de beheersopdrachten opgenomen in de opdrachtenbrief slechts onvoldoende worden uitgevoerd of wanneer de mandataris zijn managementkwaliteiten slechts onvoldoende heeft aangetoond.

Er bestaat een gradatie tussen de twee hypothesen bedoeld in § 1, 2^o, (slechts gedeeltelijk voldoende managementkwaliteiten) en in § 1, 3^o (managementkwaliteiten die slechts onvoldoende worden aangetoond), waarbij de eerste overeenstemt met een positieve alhoewel gecontrasteerde beoordeling, en de tweede met een negatieve of onvoldoende beoordeling overeenstemt.

Art. 358. De mandataris aan wie een "gunstige" beoordeling toegekend wordt, blijft zijn mandaat uitoefenen.

Bij toewijzing van een beoordeling onder voorbehoud, vindt er een nieuwe beoordeling plaats na een termijn van één jaar. Bij toewijzing van twee opeenvolgende beoordelingen onder voorbehoud wordt er een vervroegd einde aan het mandaat gesteld. Bij toewijzing van een ongunstige beoordeling wordt er een vervroegd einde aan het mandaat gesteld.

Art. 359. Wanneer de mandataris ter gelegenheid van zijn laatste beoordeling de melding « onder voorbehoud » krijgt, mag hij niet solliciteren voor hetzelfde mandaat of voor een mandaat van een hogere rang voor een duur van 5 jaar te rekenen van het einde van zijn mandaat.

Wanneer de mandataris ter gelegenheid van zijn laatste beoordeling de melding « ongunstig » krijgt, wat het einde van het mandaat als gevolg heeft, mag hij niet solliciteren voor een nieuw mandaat voor een duur van 5 jaar te rekenen van het einde van zijn mandaat.

Art. 360. Paragraaf 2 betreft niet alleen de hypothese waarin het mandaat tot de vervaldatum ervan wordt uitgeoefend, maar ook die overwogen bij artikel 345 waarin een einde wordt gemaakt aan het mandaat na de ontslag van de Regering en de daaruit voortvloeiende instelling van een nieuwe Regering.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 2, 3, 4, 5 en 9. Dit besluit wijzigt verschillende huidige bepalingen van de Ambtenarencode om rekening te houden met het nieuwe onderscheid tussen de regeling die toepasselijk is op de inspecteurs-generaal onderworpen aan de mandatenregeling en de op de inspecteurs-generaal experts toepasselijke regeling.

Artikel 3 van het besluit wijzigt artikel 10 van de Waalse Ambtenarencode en bepaalt dat elk Departement geleid moet worden ofwel door een inspecteur-generaal ofwel door een inspecteur-generaal expert.

De graad van inspecteur-generaal wordt gebonden aan bij mandaat ingevulde betrekkingen, wat niet het geval is voor de graad van inspecteur-generaal expert.

Het beginsel is dat de mandatenregeling toepasselijk zal zijn op alle betrekkingen van inspecteur-generaal van A3. Er zal nochtans sommige uitzonderingen zijn.

Voor de verdeling van de betrekkingen van inspecteur-generaal in de een of andere categorie wordt rekening gehouden met de volgende beginselen : de departementen die gekenmerkt worden door weinig operationele opdrachten, een laag aantal personeelsleden die daarvoor ingezet worden en een klein budget, worden onder het gezag geplaatst van een inspecteur-generaal expert.

Artikel 6 wijzigt artikel 362 van de Ambtenarencode en wijst op de opeenvolgende wijzen om een vacante betrekking van rang A3 die onderworpen is aan de mandatenregeling in te vullen. Onder de woorden « personeelslid vallend onder dit besluit dat niet in het personeelsbestand van de vacant verklaarde betrekking opgenomen is » bedoeld in 3° van het eerste lid van artikel 362 wordt verwezen naar de personeelsleden die betrekkingen bekleden die opgenomen zijn in de personeelsformaties van de instellingen van openbaar nut onderworpen aan de Waalse Ambtenarencode.

Art. 7, 8 en 9. Die bepalingen wijzigen de samenstelling van de selectiecommissie belast met de selectieprocedures van de ambtenaren-generaal die niet onderworpen worden aan de mandatenregeling alsmede de selectieprocedure.

HOOFDSTUK III. — *Slot- en overgangsbepalingen*

Art. 10. Krachtens de voorlopige regeling wordt voorzien dat de mandatarissen die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit in dienst zijn, in 2014 zullen worden beoordeeld door de nieuwe Regering, ingesteld na de hernieuwing van het Parlement.

De termen “mandatarissen in dienst” wijzen alleen op de door de Regering voor een mandaat aangewezen mandatarissen. Ze beogen niet de personen die de ambten gebonden aan een betrekking onderworpen aan een mandaat via de toekenning van hogere functies uitoefenen.

In 2015 zullen inspecteurs-generaal wier betrekking aan een mandaat onderworpen is en die een getuigschrift management overheidsdiensten behaald zullen hebben en die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit in dienst zijn, dan weer beoordeeld door de nieuwe Regering, ingesteld na de hernieuwing van het Parlement.

Die beoordeling zal volgens bijzondere modaliteiten die bepaald zijn in artikel 10, § 1, van dit besluit, uitgevoerd worden

De mandataris aan wie een zeer gunstige beoordeling overeenkomstig § 1 wordt toegekend, maakt automatisch deel uit van de pool van kandidaten bedoeld in het nieuwe artikel 341/8 van de Ambtenarencode. Op eigen verzoek wordt zijn mandaat automatisch verlengd. Na afloop van dat nieuwe mandaat wordt hij definitief benoemd in een graad met een rang juist onder de rang van de functie die hij in het kader van dat mandaat uitoefende, voor zover hij niet in aanmerking kwam voor een benoeming in een graad van hogere rang voor zijn aanwijzing als mandataris.

Die bepaling is evenwel beperkt tot de mandatarissen die over twintig jaar ervaring beschikken in de privé- of de publieke sector, aangezien de mogelijkheid voor hen om zich op een gunstige manier te herpositioneren op de arbeidsmarkt, op dit stadium van ontwikkeling van hun loopbaan geringer is. Als hij niet het vereiste aantal jaren telt en noch personeelslid in de diensten van de Regering of een instelling is noch enig verlof geniet waardoor hij zijn vorige betrekking opnieuw op kan nemen, komt de mandataris in aanmerking voor de voordelen waarvan sprake in artikel 360, § 2.

De mandataris aan wie een gunstige beoordeling overeenkomstig § 1 wordt toegekend, maakt automatisch deel uit van de pool van kandidaten bedoeld in het nieuwe artikel 341/8 van de Ambtenarencode. Hij kan bij gelegenheid van de eerste toepassing van dit besluit zijn kandidatuur indienen voor iedere per mandaat in te vullen betrekking die vacant wordt verklaard. Na afloop van dat nieuwe mandaat wordt hij, als hij over twintig jaar ervaring beschikt in de privé- of de publieke sector, definitief benoemd in een graad met een rang juist onder de rang van de functie die hij in het kader van dat mandaat uitoefende, voor zover hij niet in aanmerking kwam voor een benoeming in een graad van hogere rang voor zijn aanwijzing als mandataris. Als hij na zijn kandidatuur te hebben ingediend bij gelegenheid van de eerste toepassing van dit besluit niet aangewezen wordt voor een nieuw mandaat en hij over twintig jaar ervaring beschikt in de privé-sector of de publieke sector, wordt hij definitief in een graad benoemd van een rang juist onder de rang van het ambt dat hij in bij zijn laatste mandaat uitoefende voor zover hij niet in aanmerking kwam voor een benoeming in een graad van een hogere rang voor zijn aanwijzing als mandataris. Hij krijgt vanwege de Regering een opdracht in verhouding tot zijn rang.

Het behoud van de mogelijkheid om definitief benoemd te worden in een graad van een gelijke rang wordt op dezelfde manier uitgelegd als voor de mandatarissen aan wie een « zeer gunstige » beoordeling is toegekend.

Als hij niet het vereiste aantal jaren telt en noch personeelslid in de diensten van de Regering of een instelling is noch enig verlof geniet waardoor hij zijn vorige betrekking opnieuw op kan nemen, komt de mandataris in aanmerking voor de voordelen waarvan sprake in artikel 360, § 2.

De mandataris die een beoordeling met voorbehoud overeenkomstig § 1 kreeg, kan bij gelegenheid van de eerste toepassing van dit besluit niet aangewezen worden om per mandaat de betrekking uit te oefenen die hij tot dan bekleedde, noch een betrekking van hogere rang.

Als hij niet personeelslid is in de diensten van de Regering of een instelling is noch enig verlof geniet waardoor hij zijn vorige betrekking opnieuw op kan nemen, komt de mandataris in aanmerking voor de voordelen waarvan sprake in artikel 360, § 2.

De mandataris of de inspecteur-generaal die overeenkomstig § 1 een ongunstige beoordeling kreeg kan bij gelegenheid van de eerste toepassing van dit besluit niet aangewezen worden om per mandaat de betrekking uit te oefenen noch een dergelijke betrekking uitoefenen voor 31 december 2019.

Art. 11. De inspecteur-generaal die een aan een mandaat onderworpen betrekking uitoefent en niet aangewezen wordt voor een mandaat in 2015, wordt in een andere betrekking van zijn graad aangesteld of door de Regering belast met een opdracht in verband met zijn graad, zijn kwalificaties of zijn ervaring.

Art. 12. Die bepaling voorziet in de eerste toepassing van dit besluit.

Art. 13. Die bepaling regelt de inwerkingtreding van dit besluit.

Namen, 20 september 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

ADVIES NR. 51.606/2/V VAN 16 JULI 2012 VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 27 juni 2012 door de Vice-President en Minister van Duurzame ontwikkeling, Ambtenarenzaken, Energie, Huisvesting en Onderzoek van het Waalse Gewest verzocht om adviesverlening, binnen een termijn van ten hoogste dertig dagen, over een ontwerp-besluit van de Waalse Regering « tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren », heeft volgend advies uitgebracht :

Algemene bemerking

1. De Waalse Regering heeft de Raad van State reeds een ontwerp-besluit voorgelegd « tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren », waarover op 11 april 2012 advies nr. 50.047/2, gevoegd in bijlage bij dit advies, is uitgebracht.

Dit advies had voornamelijk betrekking op de noodzaak van een aanvullend samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap over de bepalingen betreffende de « Ecole d'Administration publique » (Bestuurschool) (1), gemeen aan beide bestuursniveaus, enerzijds, en over de verenigbaarheid van de in het ontwerp overwogen rechtsregeling van de mandaten met de beginselen van objectiviteit, gelijke behandeling, willekeurverbod, onafhankelijkheid en onpartijdigheid inzonderheid inzake werving bij de overheidsdiensten, anderzijds, in het bijzonder wat betreft het niveau van de voorafgaande vorming management overheidsbesturen, na afloop waarvan het verlenen mogelijk wordt gemaakt van een getuigschrift dat toegang verschaft tot de hogere ambten vallend onder de mandatenregeling (2).

Dit advies sluit als volgt af :

« 18. Uit voorgaande blijkt dat er belangrijke vragen rijzen over de doeltreffendheid van het niveau van de vorming die leidt tot het behalen van het getuigschrift management overheidsbesturen en andere aspecten betreffende de toegang tot deze vorming of de organisatie ervan.

Aangezien het hoge niveau van de overwogen vorming één van de basisbestanddelen van het project is, en enkel het bereiken van een dergelijk niveau het niet-bestaan van een rangschikking van de kandidaten voor de aanwijzing als mandatarissen in de uiteindelijk samengestelde pool toelaatbaar maakt, moet het ontwerp herzien worden om bedoelde vragen zodanig te beantwoorden dat het gewenste hoge niveau daadwerkelijk bereikt kan worden.

19. Gelet op het fundamentele karakter van die bemerkingen wat het niveau van de vorming en andere aspecten ervan (3) betreft, en ook rekening houdende met de noodzakelijkheid van een aanvullend samenwerkingsakkoord om de gemeenschappelijke opleiding voor mandatarissen van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest (4) te organiseren, wordt niet meer ingegaan op de bijzonderheden van het ontwerp.

Laatstgenoemde bijzonderheden kunnen pas onderzocht worden zodra een nieuw ontwerp bij de Raad van State ingediend wordt, dat een vervolg zal vormen voor huidig advies [...]».

Het ontwerp dat de Raad van State nu is voorgelegd beoogt, gevolg te geven aan laatstgenoemd advies.

Bij dit ontwerp gaat als bijlage een samenwerkingsakkoord, op 7 juni 2012 gesloten tussen de Regering van het Waalse Gewest en Regering van de Franse Gemeenschap « omtrent het getuigschrift management overheidsbesturen voor de toegang tot de betrekkingen die onder de mandatenregeling binnen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest ressorteert, » en dat eveneens volgt op bovenvermeld advies nr. 50.047/2.

2. De bepalingen van dit samenwerkingsakkoord zijn in hoofdzaak een weergave van de artikelen 341/1 tot en met 341/8 van de Waalse Ambtenarencode, opgenomen in het ontwerp-besluit van de Waalse Regering besproken in dit advies, evenals van de artikelen 7 tot en met 14 van het ontwerp-besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap « tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteren », waarover de Afdeling wetgeving heden advies nr. 51.619/2/V heeft uitgebracht.

Wanneer afzonderlijke entiteiten een samenwerkingsakkoord sluiten, gebeurt dit omdat het noodzakelijk is bepaalde bevoegdheden gemeenschappelijk uit te voeren.

De weergave van de bepalingen van het samenwerkingsakkoord van 7 juni 2012, dat onmiddellijk na zijn intredingwerking (5) van toepassing zal zijn, in het ontwerp, voorgelegd voor advies, is dus niet noodzakelijk. In dit geval is het strijdig met het idee zelf van samenwerkingsakkoord dat elke betrokken partij daarna eenzijdig een akte aanneemt die de inhoudt ervan weergeeft.

Artikelen 341/1 tot en met 341/8 in ontwerp van de Waalse Ambtenarencode moeten bijgevolg van het ontwerp afgevoerd worden en de structuur van titel II in ontwerp, alsook de nummering van de behouden artikelen en de verwijzingen naar deze laatste moeten dienovereenkomstig aangepast worden. De verwijzingen in deze laatste artikelen naar artikelen 341/1 tot en met 348 in ontwerp zullen eveneens aangepast moeten worden teneinde te verwijzen naar de bijbehorende bepalingen van het samenwerkingsakkoord. De aansluiting van de bepalingen in ontwerp op het samenwerkingsakkoord zal eveneens gegarandeerd moeten worden.

3. Hoe dan ook heeft de Raad van State, zodra de afdeling wetgeving een advies heeft uitgebracht, zijn bevoegdheid over de besproken bepalingen uitgeput en is het zijn taak niet meer om zich er opnieuw over uit te spreken, ongeacht of ze ongewijzigd dan wel herzien zijn om rekening te houden met de bemerkingen van het eerste advies. In dit laatste geval spreekt de Raad van State zich niet uit over de vraag of deze opmerkingen al dan niet correct in acht werden genomen.

Advies nr. 50.047/2 had voornamelijk betrekking op de bepalingen van het toentertijd aan de Raad van State voorgelegde ontwerp, die nu overeenstemmen met het samenwerkingsakkoord van 7 juni 2012 en de artikelen 341/1 tot en met 341/8 van de Waalse Ambtenarencode in ontwerp in dit dossier. Dit samenwerkingsakkoord en die bepalingen in ontwerp zijn een vervolg op de in bovenvermeld advies nr. 50.047/2 vermelde bemerkingen.

Huidig advies wordt dus beperkt tot de bepalingen van het ontwerp die, zonder voort te spruiten uit de bemerkingen van bovenvermeld advies nr. 50.047/2, nieuw zijn ten opzichte van het ter bespreking liggend ontwerp, alsook tot de bepalingen van het besproken ontwerp die, hoewel ze overeenstemmen met de aan de Raad van State in zake nr. 50.047/2 voorgelegde bepalingen, niet besproken werden in het daaruit voortvloeiende advies.

Enkel artikelen 339 tot en met 341 en 342 tot en met 360 in ontwerp in artikel 1 en artikelen 2 tot 14 van het ontwerp worden dus in dit advies besproken.

Bespreking van het ontwerp

Aanhef

Leden 1 en 2

In leden 1 en 2 wordt het woord « met name » telkens weggelaten (6).

Leden 4 en 5

Besluiten die in leden 4 en 5 vermeld worden, zijn wijzigingsbesluiten van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode', gewijzigd door het ontwerp-besluit. Leden 4 en 5 worden derhalve weggelaten.

Lid 6

In het zesde lid, Franse versie, dient « Inspecteur des Finances » geschreven te worden in plaats van « Inspection des Finances ».

Lid 9

Het negende lid dient te luiden als volgt :

« Gelet op protocol nr. 577 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 22 juni 2012 ».

Lid 11 nieuw (toe te voegen)

Behalve bovenvermeld advies nr. 50.047/2 van 11 april 2012, vermeld in lid 10, dient dit advies in een nieuw lid als volgt te worden vermeld :

« Gelet op advies nr. 51.606/2/V van de Raad van State, gegeven op 16 juli 2002, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ».

Lid 12 nieuw (toe te voegen)

Overwegende dat artikelen 341/1 tot en met 341/8 in ontwerp weggelaten moeten worden, zou het oordeelkundig zijn om het samenwerkingsakkoord van 7 juni 2012 in een considerans te vermelden.

Beschikkend gedeelte

Artikel 1

De inleidende volzin van artikel 1 luidt als volgt :

« Artikel 1. In Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode wordt titel II, die de door het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006 vervangen en bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 gewijzigde artikelen 339 tot 360 bevat, wordt vervangen door hetgeen wat volgt : » (7)

Nummering van hoofdstuk één in ontwerp

Na het opschrift « Titel II. – Mandaatregeling », dient, in de Franse versie, « Chapitre I^{er} » geschreven te worden in plaats van « Chapitre premier » (8).

Een gelijksoortige opmerking geldt voor de nummering van de eerste afdelingen van respectievelijk hoofdstukken II en IV van titel II van de Waalse Ambtenarencode in ontwerp.

Artikel 341 in ontwerp

1. Luidens paragraaf 1, 8°, wordt bepaald dat de kandidaat voor een mandaat

« zich er overeenkomstig de artikelen 476 en 477 toe [moet] verbinden geen dienstvrijstellingen of facultatieve politieke verloven aan te vragen die na cumulatie met het politieke verlof van ambtswege, het totaal van vier werkdagen afwezigheid per maand zouden overschrijden ».

Deze bepaling komt erop neer omdat wat de mandaathouders betreft, van de artikelen 476 en 477 van de Waalse Ambtenarencode afgeweken wordt.

In principe past het niet dat een regeling van het statutaire type, zoals de hier overwogen (9), de toepassing van één van de eenzijdig door de overheid opgelegde, van ambtswege toepasbare regels, afhankelijk maakt van een voorafgaande verbintenis, aangezien een dergelijke benadering eerder onder een regeling van contractueel type valt.

Deze regel zou deel uit moeten maken van de onderdelen van de Ambtenarencode waarin de dienstvrijstellingen en de politieke verloven aan bod komen, waardoor het statuutregelend karakter van die regel voor belanghebbenden beter benadrukt zou worden. Een dergelijke legistische werkwijze maakt het bovendien mogelijk om elke twijfel uit de weg te ruimen wat de toepassing van de gezamenlijke relevante statutaire regels betreft, inbegrepen de regels die belanghebbenden niet formeel moeten nakomen.

Bij de herbespreking van deze problematiek dient de samenhang tussen regel en verplichting aan de mandataris om zijn mandaat voltijds uit te oefenen, gegarandeerd moeten worden, zoals ze verwoord in artikelen 351, tweede lid, en 352, 1°, in ontwerp.

2. Paragraaf 2 voorziet in een andere verbintenis van de kandidaten voor een mandaat voor, waarbij hen opgelegd wordt

« te rekenen van hun indiensttreding een einde te maken aan iedere met de uitoefening van het mandaat onverenigbare activiteit, bezigheid of mandaat in de zin van artikel 352 ».

Behalve de kritiek op de gehandhaafde werkwijze, geformuleerd in bemerking 1°, dient vastgesteld dat deze bepaling en artikel 352 in ontwerp elkaar overlappen en dat ze overbodig is.

Bijgevolg moet paragraaf 2 worden weggelaten.

3. De onderverdeling van een artikel in meerdere paragrafen is niet nodig als dit ertoe leidt dat elke paragraaf slechts één lid bevat en niet tot een duidelijker presentatie van het artikel bijdraagt (10).

Van de onderverdeling van artikel 341 in ontwerp in paragrafen moet derhalve worden afgezien.

Dezelfde bemerking geldt met name voor artikel 357 in ontwerp, alsook voor artikel 4 van het ontwerp.

Artikel 341/1 tot 341/8 in ontwerp

Er wordt naar de algemene opmerking verwezen.

Artikel 342 in ontwerp

Wat de draagwijdte van de bewoordingen in paragraaf 3, 1^o, in ontwerp betreft, heeft de gemachtigde van de Minister volgende verklaringen medegedeeld :

« De functieomschrijving heeft betrekking op de inhoud ervan, en bestaat in een omschrijving van de te verrichten taken, rekening houdende met de institutionele en administratieve omgeving van de betrekking waarvan sprake. Het vaardigheidsprofiel van de te begeven functie bestaat dan weer uit een omschrijving van de vaardigheden en kennis waarover men moet beschikken om de functie te kunnen uitoefenen en om aan haar vereisten te kunnen voldoen ».

Deze verklaringen zullen op nuttige wijze in het verslag aan de Regering opgenomen worden.

Artikel 343 in ontwerp

1. De woorden « en hoogstens vier betrekkingen te begeven per mandaat binnen de diensten van de Franse Gemeenschap », in artikel 343, § 2, eerste lid, in fine, in ontwerp, dienen weggelaten te worden. Het is immers niet de taak van de Waalse Regering om in het aanwijzingssysteem van de mandatarissen binnen de diensten van de Franse Gemeenschap in te grijpen.

2. In paragraaf 2, tweede lid, moeten de woorden « de vacantverklaring van de betrokken betrekkingen » door de woorden « de oproep tot de kandidaten voor de betrokken betrekkingen bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* » vervangen worden.

Een gelijksoortige bemerking geldt voor artikel 344, tweede lid.

Artikel 344 in ontwerp

In artikel 344, tweede lid, in ontwerp, dienen de woorden « en bij een gemotiveerde beslissing » weggelaten te worden daar de verplichting om de beslissing over de benoeming reeds voortvloeit uit de wet van 29 juli 1991 « betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen ».

Artikel 345 in ontwerp

In het tweede lid dient « het eerste lid » geschreven te worden in plaats van « het vorige lid » (11).

Artikel 346 in ontwerp

1. In paragraaf 1, derde lid, dient het woord "voorstel" door het woord "advies" vervangen te worden (12).

2. Om met paragraaf 3 rekening te houden, wordt e gesuggereerd om het begin van de eerste paragraaf als volgt te laten luiden :

« § 1 Onder voorbehoud van de bepalingen van paragraaf 3 legt elke mandataris een ontwerp van operationeel plan... voor [het vervolg zoals bij het ontwerp] ».

3. In paragraaf 3, eerste lid, lijkt de verwijzing naar artikel 364 van de Waalse Ambtenarencode niet passend. Die laatste bepaling, zoals bij artikel 9 van het ontwerp gewijzigd, beoogt de betrekkingen van de rang A3 die niet bij mandaat worden toegewezen. Het is weinig coherent om naar deze bepaling te verwijzen in artikel 346, § 3, eerste lid, in ontwerp, dat enkel de betrekkingen van rang A3 betreft die bij mandaat worden toegewezen. Over deze vraag wees de gemachtigde van de minister erop dat de vermelding van artikel 364 van de Waalse Ambtenarencode "overbodig" was. Derhalve wordt gesuggereerd om de woorden « doelstellingencontract bedoeld in artikel 346 » door de woorden « door een doelstellingencontract » te vervangen.

Artikel 348 in ontwerp

1. In plaats van in het tweede lid « de mandataris wordt in zijn contract verlengd tot 31 maart » te schrijven, wordt gesuggereerd om « het mandaat wordt tot 31 maart verlengd » te schrijven.

2. In het derde lid wordt gesuggereerd om het woord « eerste » en de woorden « bij gemotiveerde beslissing » (13) weg te laten en de woorden « de mandataris tijdens zijn mandaat » door de woorden « het lopende mandaat » te vervangen en het woord « bijkomende » in te voegen tussen de woorden « voor een » en « periode ».

3. Verzocht om de draagwijdte van het vierde lid te verduidelijken, heeft de gemachtigde van de minister de volgende verklaring medegedeeld :

« Uit de combinatie van artikelen 342, § 1, in ontwerp, en 343, tweede lid, in ontwerp, blijkt dat de aanwijzingen van mandatarissen die in het begin van de legislatuur plaatsvinden, met andere woorden onmiddellijk na de eedaflegging van de leden van een nieuwe Regering dat onmiddellijk volgt op de hernieuwing van het Parlement, voor 31 december van het jaar waarin het Parlement is hernieuwd en een nieuwe regering ingesteld, plaats zullen vinden.

Het is echter mogelijk dat de aanwijzing van een mandataris na 31 december van dat jaar plaatsvindt. Dat kan met name het geval zijn zoals bepaald in artikel 345 of wanneer een mandataris vervangen moet worden terwijl hij zijn mandaat niet heeft beëindigd.

Artikel 348, vierde lid, strekt ertoe eraan te herinneren dat er in ieder geval een verband bestaat tussen het mandaat en de lopende legislatuur. Het principe wordt zo vastgesteld dat er in het begin van elke nieuwe legislatuur nieuwe houders voor al de bij mandaat te begeven betrekkingen aangewezen moeten worden en dat zelfs voor betrekkingen waarvan de houder niet in het begin maar in de loop van de voorafgaande legislatuur aangewezen is.

Het vierde lid zou aan duidelijkheid winnen indien het als volgt zou luiden (als dit ten minste de bedoeling van de auteur van het ontwerp is) :

« De vervaldatum van het mandaat, bepaald in het eerste lid, blijft ook van toepassing wanneer het lopende mandaat is toegewezen na 31 december van het jaar waarin de eedaflegging van de leden van de Regering, die onmiddellijk volgt op de voorafgaande hernieuwing van het Parlement, plaats heeft gevonden. »

4. Verzocht om de draagwijdte van het vijfde lid te verduidelijken (« Dit artikel wordt onverminderd de regels betreffende de pensioenleeftijd op 65 jaar toegepast »), heeft de gemachtigde van de minister de volgende verklaring medegedeeld :

« Hier wordt aangestipt dat de regels met betrekking tot de duur van het mandaat er niet toe zullen leiden dat het mandaat verder uitgeoefend wordt nadat de houder ervan de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt. Met andere woorden, wanneer de mandaathouder in de loop van diens mandaat de leeftijd van 65 jaar bereikt, wordt hij in ruste gesteld en houdt hij vervoegd op het hem toevertrouwde mandaat uit te oefenen. »

Het zou wenselijk zijn om het vijfde lid te verduidelijken in de zin van dit antwoord en iedere verwijzing naar de leeftijd van 65 jaar weg te laten daar de wettelijke pensioenleeftijd aan wijzigingen onderworpen kan worden.

Artikel 349 in ontwerp

1. In een opsomming mag geen tussenzin ingevoegd worden, dit is een zin die de opsomming onderbreekt om er een ondergeschikt gegeven in te voegen dat eigen is aan een opgesomd element.

De invoeging van tussenzinnen is op taalkundig vlak onjuist en vertoont drie nadelen :

ze maakt het lezen minder vlot daar de lezer gedwongen wordt om de lezing van de opsomming te onderbreken en zich op een bepaald punt te concentreren;

b) er ontstaan verwijfsproblemen daar het zeer de vraag is hoe de te citeren tussenzin correct geïdentificeerd wordt;

c) als de tussenzin geanalyseerd wordt als deel uitmakend van een lid, kan dit tot de bevreemdende situatie leiden waarin een lid voorkomt in een reeds bestaand lid.

Om dit te voorkomen, bestaat een eenvoudige oplossing, namelijk na de opsomming een specifiek lid toe te voegen met een verwijzing naar het gegeven in de opsomming waarop de verduidelijking betrekking heeft (14).

2. Er valt een verschil op te merken tussen de uitgeschreven versie van artikel 349, § 1, eerste lid, 8° in ontwerp, en artikel 341, § 1, 6° en 7°, in ontwerp (15).

De auteur van het ontwerp wordt verzocht om na te gaan of dit de bedoeling is.

3. In paragraaf 2 wordt gesuggereerd om het woord « hetzij » voor de woorden « bij aanwijzing » in te voegen.

In plaats van, in de Franse versie, « s'étant déclaré » te schrijven, is het verkieslijk « ayant pose sa candidature » te schrijven.

In de Franse versie worden de woorden « suite à un nouvel appel » door de woorden « à la suite d'un nouvel appel » vervangen.

Artikel 350 in ontwerp

Verzocht om de draagwijdte van artikel 350, § 2, in ontwerp, te verduidelijken, deelde de gemachtigde van de minister volgende verklaring mee :

« Artikel 350, § 2, in ontwerp, geeft in werkelijkheid het huidige artikel 350, § 2 van de Waalse Ambtenarencode weer.

Artikel 350, § 2, tweede lid, in ontwerp, houdt in dat indien een mandataris aangewezen wordt om hogere functies te vervullen, wat per definitie plaats zal vinden in een betrekking vallend onder de mandatenregeling, hij minstens de wedde zal behouden die hij in het kader van het mandaat dat hem is toegewezen geniet, overeenkomstig artikel 355 in ontwerp. »

In de Franse versie zou de tekst aan duidelijkheid winnen als, in paragraaf 2, tweede lid, tussen de woorden « conserve » en « sa rémunération » de woorden « au moins » ingevoegd zouden worden (als dit tenminste de bedoeling van de auteur van het ontwerp is).

Artikel 353 in ontwerp

Op het einde van het tweede lid dient, in de Franse versie, het zinsdeel « est, avec l'accord de ce membre du personnel, suspendu » te schrijven in plaats van « est, avec son accord, suspendu ».

Artikel 354 in ontwerp

1. Het is wenselijk te verduidelijken of de bewoordingen « per jaar », vermeld in artikel 354, eerste lid, in ontwerp, geïnterpreteerd moeten worden als het kalenderjaar of als de periode van één jaar die op de datum van aanvang van het mandaat begint. De gemachtigde van de minister heeft de noodzaak erkend om deze vraag te verduidelijken.

2. De opschorting van de premiebetaling, zoals bedoeld in artikel 354, tweede lid, in ontwerp, is strijdig met de wet van 12 april 1965 « betreffende de bescherming van het loon van de werknemers » (16); voor deze bevoegdheid kunnen de gewestelijke overheden hoe dan ook niet bevoegd zijn.

Bijgevolg dient dit lid te worden geschrapt.

Artikel 355 in ontwerp

Er wordt gesuggereerd om aan artikel 355 in ontwerp de volgende wijzigingen aan te brengen :

- de woorden « als mandataris » dienen voor de woorden « die hij bekleedt » gevoegd te worden;

- in plaats van « verhoogd met een bedrag gekoppeld aan spilindex van 1 januari 1990 en geïndexeerd », is het verkieslijk « verhoogd met een premie gekoppeld aan spilindex 138,01 van 1 januari 1990 en geïndexeerd » te schrijven";

- er wordt gesuggereerd om daaraan toe te voegen dat de bedragen van de premie, die in artikel 355 in ontwerp vermeld worden, de jaarlijkse bedragen inhouden, die maandelijks betaalbaar zijn naar rato van de uitgeoefende diensten (17)(18).

Artikel 356 in ontwerp

1. In plaats van in paragraaf 1, in het begin van de tweede zin, « In dit geval... de beoordeling » te schrijven, is het verkieslijk om « deze beoordeling » te schrijven.

2. Er dient verduidelijkt te worden of de beoordeling bedoeld in paragraaf 1 ook van toepassing is wanneer een mandataris, die reeds een eerste mandaat heeft uitgeoefend, een nieuw mandaat toegewezen krijgt.

3. Er moet ook verduidelijkt worden of de vervaldatum bedoeld aan het begin van paragraaf 2, eerste lid (« Om de twee jaar vanaf zijn indiensttreding »), berekend wordt vanaf het begin van het eerste mandaat in geval van hernieuwing, of vanaf de aanvang van een nieuw mandaat.

4. Uit paragraaf 2, tweede lid, blijkt niet duidelijk of de beslissing van de vakminister(s) om een bijkomende beoordeling te verrichten wegens bijzondere omstandigheden te allen tijde plaats kan vinden of enkel om de twee jaar vanaf de indiensttreding van de mandataris. Op dit punt zou het lid verduidelijkt moeten worden.

In hetzelfde lid moeten de woorden « behoorlijk gemotiveerd » weggelaten worden. Het is niet zozeer de « omstandigheid », die gemotiveerd moet worden, maar eerder de ministeriële beslissing om een bijkomende beoordeling te verrichten. De verplichting om deze beslissing te motiveren blijkt reeds uit de wet van 29 juli 1991 « betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen ». Er hoeft aan deze wettelijke verplichting niet herinnerd te worden (19).

5. In paragraaf 2, derde lid, dient, in de Franse versie, in plaats van « sur le niveau de réalisation des missions de gestion, des objectifs, et sur les prestations concrètes » te schrijven is het verkieslijk « sur le niveau de réalisation des missions de gestion et des objectifs, ainsi que sur les prestations concrètes » te schrijven.

Artikel 357 in ontwerp

1. In paragraaf 1, 1°, vraagt de Raad van State zich af waarom de hypothese van onvoorzienbare omstandigheden of die van buitenelementen waarvoor de mandataris niet verantwoordelijk is, niet wordt voorzien, hetgeen als gevolg heeft gehad dat de opdrachten niet uitgevoerd en de doelstellingen niet nagekomen zijn binnen de voorziene termijnen, terwijl het wel het geval was voor de beoordeling voorzien in paragraaf 2, 1°.

2. De toewijzing van de verschillende vermeldingen waaraan een beoordeling aanleiding kan geven, moet volgens objectieve, met voldoende nauwkeurigheid gedefinieerde criteria gebeuren, om een effectieve controle mogelijk te maken (20).

Verzocht om het verschil uit te leggen tussen « slechts gedeeltelijk aangetoonde managementkwaliteiten » (paragraaf 1, 2°) en managementkwaliteiten die slechts « ontoereikend » zijn aangetoond (paragraaf 1, 3°), heeft de gemachtigde van de minister de volgende verklaring gegeven :

« In de geest van de auteur van het project bestaat er wel degelijk een gradatie tussen beide hypothesen zoals vermeld worden, namelijk dat de eerste overeenkomt met een positieve, maar genuanceerde beoordeling en dat de tweede overeenkomt met een negatieve of een ontoereikende beoordeling. Overigens is ervoor gezorgd om de beoordelingsbevoegdheid van de autoriteiten die belast zijn met de beoordeling van de mandatarissen onaangetaast te laten. »

De hierboven vermelde criteria zullen in de regeling verder uitgewerkt worden.

Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 2, 2° en 3°.

Artikel 360 in ontwerp

1. Er wordt gesuggereerd om artikel 360, ontwerp, in twee verschillende paragrafen op te delen : de eerste paragraaf omvat de eerste twee leden betreffende de mandatarissen als personeelsleden van de Diensten van de Regering of van een instelling die afhankelijk is van het Waalse Gewest, en de tweede paragraaf omvat het huidige lid 3 betreffende de mandatarissen die deze hoedanigheid niet bezitten.

2. Er dient kennelijk vanuit te worden gegaan dat het derde lid niet alleen de hypothese betreft waarin het mandaat voleindigd wordt, maar ook de hypothese die met name in artikel 345 voorzien wordt, waarin er het mandaat beëindigd wordt in geval van ontslag van de Regering en bijgevolg van installatie van een nieuwe Regering.

Het verslag aan de Regering zou dit moeten verduidelijken.

3. Overigens stelt zich de vraag of er, in de hypothese van twee achtereenvolgende beoordelingen onder voorbehoud of van een ongunstige beoordeling en bijgevolg van een vervroegde onderbreking van het mandaat (21), geen vergoeding overwogen zou moeten worden, in navolging van de regeling die van toepassing is op de contracten van onbepaalde duur.

Nummering van het hoofdstuk II

In plaats van « Hoofdstuk II » dient « Hoofdstuk 2 » geschreven te worden (22).

Artikel 2

De inleidende zin van artikel 2 luidt als volgt :

« In artikel 6 van hetzelfde besluit (23) wordt nummer 3° (24), vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, vervangen door hetgeen dat volgt : »

Artikel 3

1. De inleidende zin van artikel 3 luidt als volgt :

« In artikel 10 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 3, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 200, vervangen door hetgeen dat volgt : ».

2. De gemachtigde van de minister werd verzocht te verklaren waar de functie van inspecteur-generaal expert omschreven wordt en wat het verschil is tussen de functies van inspecteur-generaal en inspecteur-generaal expert, waarbij verantwoordt wordt waarom de eerste functie onder een mandaatregeling uitgeoefend wordt en de tweede niet. De gemachtigde van de minister heeft deze vraag als volgt beantwoord :

« Het principe, en dat is juist één van de wijzigingen doorgevoerd met de regeling in ontwerp, is dat de mandaatregeling van toepassing zal zijn op alle betrekkingen van inspecteur-generaal van rang A3. Er komen echter een paar uitzonderingen, die toe te schrijven zijn aan en gerechtvaardigd worden door het weinig operationele karakter van het departement aan het hoofd waarvan de inspecteur-generaal zich bevindt, het aantal personeelsleden ingedeeld bij dit departement en de begroting beheerd op departementsniveau. Deze objectieve criteria zouden weliswaar ingeschreven kunnen worden in het ontwerp-besluit dat de Raad van State ter advies is voorgelegd.

Op basis van zulke criteria zullen de lijsten voor de betrekkingen van inspecteur-generaal worden bepaald die, als uitzondering op het principe, niet aan de mandatenregeling onderworpen zullen worden. De nieuwe graad van inspecteur-generaal expert zal met deze niet aan de mandatenregeling onderworpen betrekkingen van rang A3 overeenkomen. De lijst van deze betrekkingen moet bepaald worden in het kader van het personeelsbestand van de Waalse Overheidsdienst, dat heden geregeld is bij besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2007. De Waalse Regering wil dus dit kader bij besluit wijzigen, teneinde de lijst van de betrekkingen van inspecteur-generaal expert van rang A3 vast te leggen.

De graden van inspecteur-generaal en inspecteur-generaal expert verschillen in zover de eerste verbonden is aan bij mandaat toegewezen betrekkingen, wat niet het geval is voor de tweede. Beide graden worden gekoppeld aan dezelfde weddeschalen. De inspecteur-generaal krijgt een mandaatpremie.

Er dient opgemerkt dat dit verschil tussen de betrekkingen van adjunct-directeur-generaal en adjunct-directeur-generaal expert al bij de Franse Gemeenschap bestaat, krachtens het huidig in werking zijnde mandatenbesluit. Er zijn andere voorbeelden te vinden bij de overheidsdiensten waar twee verschillende graden met eenzelfde rang overeenkomen naarmate het gewicht van het «management"-karakter van de betrekking (bv. : Directeur vs Adviseur) ».

Deze verklaringen dienen op nuttige wijze opgenomen te worden in het verslag aan de Regering.

Het is wenselijk om artikel 10, § 3, in ontwerp, van de Waalse Ambtenarencode met objectieve criteria aan te vullen, waardoor het mogelijk is te bepalen of een betrekking van rang A3 door een inspecteur-generaal of door een inspecteur-generaal expert bekleed zal worden.

Nieuwe artikelen 4 en 5

1. Paragrafen 1 en 2 van artikel 4 van het ontwerp moeten niet in één zelfde artikel verenigd te worden, aangezien deze twee paragrafen respectievelijk aparte artikelen wijzigen (25) Artikel 4 zal enkel de huidige paragraaf 1 bevatten (die een enig lid wordt) en paragraaf 2 zal het enige lid van een nieuw artikel 5 vormen (26).

2. In paragraaf 1 (die het enige lid van artikel 4 wordt) dient niet « vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 tot wijziging van verscheidene bepalingen inzake Ambtenarenzaken » geschreven te worden, aangezien bovengenoemd besluit geen wijzigingen heeft aangebracht in artikel 344, § 4, eerste lid van de Waalse Ambtenarencode.

Artikel 4 van het ontwerp zal als volgt luiden :

« In artikel 344, § 4, eerste lid, van hetzelfde artikel, dat door het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006 is vervangen, wordt 4° opgeheven » (27).

3. Artikel 4, § 2 (dat het nieuwe artikel 5 wordt), van het ontwerp zal luiden als volgt :

« In artikel 361 van hetzelfde besluit, door het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006 vervangen en bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 gewijzigd, worden de woorden « graad van rang A3 » door de woorden « in de graad van inspecteur-generaal expert » vervangen ».

Artikel 5

1. De inleidende zin van artikel 5 luidt als volgt :

« Artikel 362 van hetzelfde besluit, door het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 vervangen, wordt vervangen door hetgeen volgt : » (28).

2. Verzocht om te verduidelijken wat verstaan dient te worden onder de woorden « personeelslid vallend onder dit besluit dat niet in het personeelsbestand van de vacant verklaarde betrekking opgenomen is » in de zin van artikel 362, eerste lid, 3°, in ontwerp, antwoordde de gemachtigde van de minister dat daarmee « leidinggevend personeel van instellingen van openbaar nut die onder de Waalse Ambtenarencode vallen » bedoeld waren.

Die uitleg wordt opgenomen in het verslag aan de Regering.

3. Met instemming van de gemachtigde van de minister moeten de woorden « , 2° tot 4°, » in artikel 362, tweede lid, in ontwerp, tussen de woorden « op de in het eerste lid » en « bepaalde wijzen » ingevoegd worden. Voor de in 1° van deze bepaling bepaalde toekenningwijzen kan de verwijzing naar « voorafgaande wijzen » niet gerechtvaardigd worden.

Artikelen 6, 7 en 8

Artikelen 6, 7 en 8 van het ontwerp strekken ertoe dezelfde bepaling te wijzigen, namelijk bovenvermeld artikel 363 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003. Die drie artikelen worden in één enkel artikel samengevoegd, dat als volgt zal luiden :

« In artikel 363 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht (29) :

1° paragraaf 2 wordt vervangen door hetgeen volgt (30) :

§ 2 [zoals in artikel 6 van het ontwerp];

2° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden , na de kandidaten gehoord de te hebben' *in fine* toegevoegd;

3° in paragraaf 3, lid 2, worden de woorden « na de bezwaarindiener te hebben gehoord als laatstgenoemde dat verklaard heeft, dat te willen. De bezwaarindiener heeft het recht om zich te laten bijstaan door de persoon van zijn keuze » opgeheven.

4° in paragraaf 4 worden de tweede en de derde volzin opgeheven » (31).

Artikel 9

Artikel 9 zal luiden als volgt :

« In artikel 364, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006, worden de woorden [het vervolg zoals in het ontwerp] ».

Artikel 10

1. Er zou van de gelegenheid gebruik moeten worden gemaakt om de woorden « § 1 « die in het begin van artikel 366 van het voorgenoemde besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 staan, aangezien dit artikel niet in paragrafen is onderverdeeld » te schrappen.

2. Artikel 10 zal luiden als volgt :

« In de inleidende zin van artikel 366 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006, worden de woorden van de ambtenaar-generaal van rang A3 » door de woorden « van de inspecteur-generaal expert » vervangen. » (32).

Nummering van het hoofdstuk III

In plaats van « Hoofdstuk III » dient « Hoofdstuk 3 » geschreven te worden (33).

Artikel 11

1. De gemachtigde van de minister werd verzocht om artikel 11 van het ontwerp te rechtvaardigen ten opzichte van de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie m.b.t. de volgende aspecten :

- de mandatarissen aan wie een « zeer gunstige », « gunstige » of een beoordeling « voorbehoud » werd toegekend, worden automatisch opgenomen in de pool van de kandidaten.

- de automatische verlenging van mandatarissen, indien zij dat wensen, aan wie de beoordeling "zeer gunstig" is toegekend en de voorrang die deze mandatarissen wordt toegewezen bij de toekenning van andere mandaten;

- de definitieve benoeming, in een statutaire situatie, van de gewezen mandatarissen aan wie de vermelding « zeer gunstig » of « gunstig » is toegekend.

De gemachtigde van de minister heeft in dit verband volgende verklaringen medegedeeld :

« De invoering van dergelijke overgangsbepalingen die meer in het bijzonder de mandatarissen beogen die in ambt zijn op de datum van inwerkingtreding van het ontwerp-besluit berust op de bekommernis van de Regering om tegemoet te komen aan overwegingen van tweevoudige aard. Enerzijds diende op korte termijn de voldragen toepassing van de nieuw ingevoerde regeling mogelijk te worden gemaakt, meer in het bijzonder wat betreft de toegangsvoorwaarden tot de bij mandaat te begeven betrekkingen. Anderzijds diende bij de toepassing van de heden vigerende mandatenregeling rekening te worden gehouden met de bijzondere toestand van de personen bedoeld bij de in het geding zijnde overgangsbepalingen, namelijk te in ambt zijnde mandatarissen op de datum van inwerkingtreding van het besluit (bij artikel 14, § 1, van het ontwerp-besluit wordt bepaald dat het besluit in werking treedt de dag van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*), evenals met de rechtmatige verzuchtingen van laatstgenoemde op het vlak van hun loopbaanontwikkeling.

Het beperkte karakter van de overgangsbepalingen en ten minste, wat betreft de verlenging van de ambten in de uitoefening van een mandaat, de voorrang verleend bij de toekenning van andere mandaten, dient te worden benadrukt. De toepassing van deze regels, die bepaald wordt door de vermelding die bij de beoordeling gekregen wordt, zal in 2014 gebeuren en is immers beperkt tot de eerste toepassing van het ontwerp-besluit.

In dit verband lijkt het verantwoord te bepalen dat mandatarissen die in ambt zijn bij de inwerkingtreding van het ontwerp-besluit en die bij de beoordeling uitgevoerd overeenkomstig artikel 11 van het ontwerp-besluit een zeer gunstige, gunstige of zelfs onder voorbehoud toegewezen vermelding gekregen zullen hebben, automatisch in de pool van de kandidaten terechtkomen. Gelet op de aanwijzingen van artikel 11, § 2, met betrekking tot de criteria waarop de toekenning van die beoordelingen berusten, kan men ervan uitgaan dat de overgangsmaatregelen met als doel de automatische doorverwijzing naar de pool van de kandidaten voordeel zal opleveren voor mandatarissen die ten minste niet onverdienstelijk geweest zullen zijn.

Hetzelfde geldt voor wat betreft beide andere bij wijze van overgangsmaatregel bepaalde maatregelen waarvoor verantwoordingselementen zijn opgevraagd. Het betreft de automatische verlenging van de mandatarissen die een zeer gunstige beoordeling kregen, evenals de voorrang die diezelfde mandatarissen genoten bij de toewijzing van andere mandaten enerzijds en de definitieve benoeming anderzijds van de voormalige mandatarissen die de vermelding « zeer gunstig » of « gunstig » kregen.

In dit opzicht dient eraan herinnert te worden dat het ontwerp-besluit een van de elementen van een ruimere hervorming vormt, waarbij de wil van de Waalse Regering, maar ook die van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt uitgedrukt, om op het niveau van de mandatenregeling een indien niet gemeenschappelijk, dan toch minstens volkomen gelijke of ruim vergelijkbare statuut te voorzien, dat van toepassing zou zijn bij beide overheden. In de geest van de samenwerkingsverbanden tussen instellingen, geponoerd in de gewestelijke beleidsverklaring van 2009, ging het er immers om de beleidslijnen inzake de hervorming van de mandatenregeling zo eenvormig mogelijk te maken tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap.

Dit is de uitleg voor het feit dat er, voor het bepalen van dit of geen deel van het huidig in ontwerp zijnde besluit, specifieke regels van, nu eens, de Franse Gemeenschap en dan weer, het Waalse Gewest overgenomen dan wel in overweging genomen werden.

De overgangsbepalingen uit artikel 11 in ontwerp maken deel uit van het hierboven geschetste kader. Ze zijn identiek aan de regels bepaald bij het ontwerp-besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap strekkende tot hetzelfde doel, en dat overigens heden voorligt bij de afdeling wetgeving van de Raad van State. Daar het in beide huidige gevallen meer bepaald overgangsregels betreft, namelijk de automatische verlenging of de voorrang en de definitieve benoeming, werd rekening gehouden met een huidige bepaling van de mandatenregeling die van toepassing is op de ambtenaren-generaal van de diensten van de Franse Gemeenschap. Artikel 42 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 tot instelling van een mandatenregeling voor ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van instellingen voor het openbaar nut die onder die onder het Sectorcomité XVII vallen, bepaalt dat het mandaat van de mandaathouder wiens laatste evaluatie, op het einde van het mandaat, de vermelding "zeer gunstig" inhoudt, mits zijn toestemming hernieuwd [wordt].

Wegens het bestaan van die regel heeft men bij wijze van overgangsmaatregel het beginsel van de automatische verlenging van de mandatarissen vastgelegd wier beoordeling zeer gunstig was en die dat wensten dan wel, bij wijze van variante op die eerste maatregel, de voorrang voor diezelfde mandatarissen in de toekenning van de andere bij mandaat te begeven betrekkingen.

In deze overweging ligt tevens de voedingsbodem voor de verantwoording van de maatregel waarvan sprake in de §§ 3 en 4 van artikel 11 in ontwerp, krachtens hetwelk de mandataris die na afloop van de beoordeling die verricht zal worden op grond van artikel 11, § 1, van het ontwerp-besluit, de vermelding zeer gunstig of gunstig heeft gekregen en die bij de eerste toepassing van het ontwerp-besluit aangewezen wordt bij mandaat te begeven betrekking na afloop ervan definitief benoemd wordt in een graad van dezelfde rang als de rang van het ambt dat hij in dat kader uitgeoefend zal hebben. Die bepaling heeft als gevolg dat de situatie van betrokkenen in de administratie gestabiliseerd wordt na afloop van het eerste mandaat dat ze overeenkomstig het ontwerp-besluit uitgeoefend zullen hebben, wat overigens ten minste het tweede mandaat zal zijn dat ze uitgeoefend zullen hebben. Dit effect verschilt niet in grote mate van hetgeen dat artikel 42, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 gehad zou kunnen hebben, wat een element vormt van aard om de overgangsmaatregel in kwestie te rechtvaardigen ».

2. Deze verklaringen zijn niet overtuigend.

Als er immers kan worden overwogen dat er bij de voorgenomen vervanging van een rechtsregeling door een andere, met name in de organisatie van een administratie, regels worden vastgesteld voor de overgang van het ene naar het andere stelsel, dienen dergelijke overgangsmaatregelen niet de instandhouding van verworvenheden mogelijk te maken, maar er in beginsel toe te strekken het nieuwe stelsel progressief in te voeren, op zijn minst in de belangrijkste aspecten ervan.

Het tegenovergestelde zou enkel en alleen bereikt kunnen worden als de instandhouding van de – eventueel aangepaste – oude regeling tot een resultaat leidt dat gelijklopend is met het resultaat dat bereikt dient te worden op grond van de nieuwe regeling.

In beginsel dient een overgangsmaatregel eveneens na verloop van – een zo kort mogelijke – tijd uitdoven, zoniet wordt de nieuwe regeling, al dan niet grotendeels, van elke krachtadigheid ontdaan.

In dit verband dringen zich volgende vragen op.

3. Vooraf dient opgemerkt dat artikel 11 berust op een systeem dat rechten toekent aan heden in ambt zijnde mandatarissen wanneer zij een beoordeling kregen met de vermeldingen « zeer gunstig », « gunstig » en « onder voorbehoud (34) » zonder dat die rechten worden erkend voor degenen die de vermelding « ongunstig » kregen. Luidens artikel 11, § 1, leden 1 en 2, komt het de « nieuwe Regering » toe die beoordeling door te voeren, terwijl de ambten waarvan sprake uitgeoefend werden onder de vorige Regering.

Een dergelijk systeem is van elke samenhang gespeend.

4. Over de inhoud van artikel 11 worden de volgende bemerkingen gemaakt.

5. In eerste instantie dient vastgesteld dat één van de peilers van het nieuwe mandatenstelsel gevormd wordt door het behalen van een getuigschrift management overheidsbesturen uitgereikt aan de kandidaten na afloop van een vorming waarvan het verslag aan de Regering aangeeft dat zij een vervolg vormt op een « multidisciplinair programma van hoog niveau (35) ».

Luidens artikel 11, §§ 3 tot en met 5 worden de mandatarissen die de vermeldingen « zeer gunstig », « gunstig » en « onder voorbehoud » hebben gekregen evenwel toegewezen aan de pool van de kandidaten voor een nieuwe aanwijzing als mandatarissen (36), wat erop neerkomt dat hun ervaring gelijkgesteld wordt met de vorming waarvan sprake.

Een dergelijke gelijkstelling zou slechts toelaatbaar zijn als er vastgesteld wordt dat de in de loop van de betrokken mandaten opgedane kennis tot een gelijkaardige vorming leidt, van gelijke aard en gelijk niveau als de vorming die door het getuigschrift in management overheidsbesturen afgesloten wordt. Deze vraag stelt zich in het bijzonder ten opzichte van de mandatarissen die de vermelding "onder voorbehoud" gekregen hebben.

Dienaangaande dient bemerkt te worden dat de inspecteurs-generaal wier betrekking voortaan (37) onder een mandaatregeling valt, om in aanmerking te komen voor de overgangsmaatregelen, luidens artikel 11, § 1, lid 2 het getuigschrift management overheidsbesturen verkregen moeten hebben om een mandaat uit te oefenen terwijl diezelfde eis niet opgelegd wordt aan de reeds in ambt zijnde mandatarissen van rang A1 en A2.

6. Uit artikel 11, § 3, blijkt dat mandatarissen die heden in functie zijn en die bij hun beoordeling de vermelding « zeer gunstig » hebben gekregen, op [hun] aanvraag automatisch in hun mandaat [worden] verlengd ». Tevens kunnen ze zich kandidaat stellen voor een andere bij mandaat te begeven betrekking, in welk geval hij [zij] als eerste[n] aangewezen wordt [worden] voor de andere kandidaten aan wie een dergelijke zeer gunstige beoordeling niet is toegekend".

In advies nr. 40.223/2 van 28 juni 2006 (38), met als doel het onderzoek van een vergelijkbare bepaling, luidens welke

« de Regering, voor de eerste toekenning van een aan een mandaat onderworpen betrekking, alvorens een oproep tot de kandidaten te doen, het personeelslid kan aanwijzen dat de bij mandaat te begeven functies al minstens tien jaar vervuld als mandataris » (39),

is de afdeling wetgeving van de Raad van State van mening dat

« de bepaling in het geding tot problemen zou kunnen leiden ten opzichte van de beginselen van gelijkheid en gelijke toegang tot openbare ambten en functies aangezien ze andere in het mandaat geïnteresseerde personen verhindert om zich kandidaat te stellen. Ze lijkt ook strijdig te zijn met filosofie van het mandatensysteem, bedoeld om de meest geschikte persoon voor de uitoefening van de functie aan te werven" (40).

Deze kritiek geldt ook in dit geval.

Weliswaar wordt, luidens artikel 42, § 1, van voormeld besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 wordt

« de mandataris die bij de laatste beoordeling, na afloop van zijn mandaat, de vermelding "zeer gunstig" heeft gekregen, met zijn instemming in deze betrekking verlengd »

en weliswaar is deze bepaling niet bekritiseerd in bovengenoemd advies nr. 39.733/2 uitgebracht met betrekking tot het ontwerp dat ze bevatte, maar enerzijds werd de beoordeling waarvan sprake toegekend krachtens het ter zake geldende gemeenrecht en niet door de nieuwe Regering en vooral kaderde ze, anderzijds, in systeem dat zoals *in casu* niet berustte op de vereiste van een hoog vormingsniveau afgesloten met een getuigschrift (41).

7. Artikel 11, § 3, eerste lid, vierde zin, en § 4, eerste lid, derde zin, bepaalt dat de mandataris die bij de beoordeling zoals bedoeld in de eerste paragraaf van dezelfde bepaling, een vermelding « zeer gunstig » of « gunstig » gekregen heeft, na afloop van een nieuw mandaat, definitief «in een graad van gelijke rang aan die van de in het kader van het mandaat uitgeoefende functie benoemd [kan] » worden.

Die bepalingen moeten kennelijk in die zin opgevat worden dat de huidige mandatarissen na afloop van een nieuw mandaat definitief in deze hoedanigheid benoemd worden om enkel de betrokken betrekkingen te bekleden (42).

Het overwogen systeem roept vragen op wat de verenigbaarheid betreft met de ontwerp-regeling, die bepaalde betrekkingen aan een benoeming voor korte tijd als mandataris bindt, waarbij die benoeming na eedaflegging door elke nieuwe Regering verricht wordt op grond van een selectie waarbij rekening gehouden moet worden met de beleidsbrief van die Regering (43), het motiveringsschrijven van de kandidaat met omschrijving van diens strategische visie en de uiteenzetting van de wijze waarop hij het mandaat (44) wenst uit te voeren, de overeenstemming van dat motiveringsschrijven met de beleidsbrief (45), het criterium van het gewenste vertrouwen tussen Regering en betrokkene (46), enz., en waarbij de duur van het mandaat in beginsel overeenstemt met de duur van de legislatuur. De zo geplande overgangsregeling is strijdig met het idee zelf van het mandaat, dat een tijdelijke verbintenis is en die aanleiding geeft tot geen definitieve benoeming (47).

Deze regeling stuit des te meer op voorbehoud daar het de bedoeling is ze definitief in te voeren, wat in een overgangssysteem slechts aanvaardbaar is mits een bijzondere verantwoording.

Op dit punt voorziet artikel 42, § 1 van het bovengenoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006, waarnaar de gemachtigde van de minister in zijn hierboven weergegeven antwoord verwijst en waarvan hierboven reeds sprake is geweest, geenszins in een definitieve benoeming van de mandatarissen na afloop van hun mandaat, en dat artikel zou derhalve niet ter staving van het overwogen mechanisme aangevoerd kunnen worden.

8. Terwijl artikel 11, § 3, tweede lid, en § 5, tweede lid, het geval van de inspecteur regelt aan wie bij zijn beoordeling een vermelding « zeer gunstig » of « onder voorbehoud » toegekend wordt, blijft paragraaf 4 stilzwijgend over het lot van inspecteurs die de vermelding « gunstig » hebben gekregen » (48)

9. Artikel 11 moet in het licht van voorafgaande opmerkingen worden herzien (49).

Artikel 13

Artikel 13 zou beter luiden als volgt :

« § 1 Bij gelegenheid van de eerste toepassing van dit besluit door de nieuwe Regering bedoeld in artikel 11, § 1, vindt de aanwijzing van de mandatarissen uiterlijk op volgende data plaats :

1° de aanwijzing van de mandatarissen van rang A1 en A2 van de diensten van de Waalse Regering en van de mandatarissen van de instellingen vindt uiterlijk plaats op 31 december 2014;

2° de aanwijzing van de mandatarissen van rang A3 van de diensten van de Waalse Regering vindt uiterlijk plaats op 31 juli 2015.

Bij deze gelegenheid zal door de kandidaten voor een bij mandaat te begeven betrekking uiterlijk op volgende data voldaan moeten worden aan de voorwaarde omschreven in artikel 340 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode zoals bij dit besluit gewijzigd :

1° uiterlijk op 1 december 2014 voor de mandatarissen van rang A1 en A2 van de diensten van de Waalse Regering, en de mandatarissen van de instellingen;

2° uiterlijk op 1 juli 2015 voor de mandatarissen van rang A3 van de diensten van de Waalse Regering.

§ 2 In afwijking van artikel 342, § 1, worden de betrekkingen bij de eerste toepassing van dit besluit op mandatarissen van rang A3 van de diensten van de Waalse Regering uiterlijk op 1 februari 2015 vacant verklaard ».

Artikel 14

De tekst van artikel 14 zal herzien worden door rekening te houden met de regels van gemeen recht betreffende de intredingwerking van de reglementaire besluiten (50) en met het feit dat artikelen 341/1 tot 341/8 van de Waalse Ambtenarencode, in ontwerp, uit het ontwerp weggelaten moeten worden.

Artikel 14 zou als volgt kunnen luiden :

« Dit besluit treedt in werking op de tiende dag na de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van bij artikel 1 van dit besluit ingevoegde artikelen 339 tot 347 en 349 tot 360 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, die op 1 juli 2014 in werking treden. »

Artikel 14 nieuw (toe te voegen)

Op het einde van het ontwerp dient een nieuw artikel 14 toegevoegd te worden, dat de met de uitvoering van het besluit in ontwerp belaste minister aanwijst (51).

- (1) Punt II van het advies (§ 2).
- (2) Punt III van het advies (§ 3 tot § 17).
- (3) Voetnoot van pagina nr. 58 van het genoemde advies : Zie de opmerkingen verenigd onder punt II, hiervoor.
- (4) Voetnoot van pagina nr. 59 van het genoemde advies : Zie de opmerkingen verenigd onder punt III, hierboven.
- (5) Het spreekt vanzelf dat dit samenwerkingsakkoord in het *Belgisch Staatsblad* zal worden gepubliceerd.
- (6) Beginselen van de wetgevingstechniek – Schrijfgids..., www.raadvanstate.be, tab « Wetgevingstechniek », aanbeveling nr. 27, b).
- (7) Beginselen van de wetgevingstechniek – Schrijfgids..., www.raadvanstate.be, tab « Wetgevingstechniek », aanbeveling nr. 27, b.), formules F 4-2-10-3 en F 4-2-12-3.
- (8) Beginselen van de wetgevingstechniek – Schrijfgids..., www.raadvanstate.be, tab « Wetgevingstechniek », aanbeveling nr. 27, b.), aanbeveling nr. 64. Ook al de nummering van verdelingen die artikelen verenigen normaal gesproken in arabische cijfers gebeurt (ibid.), kan de nummering van titel II, in ontwerp, alsook die van de onderverdelingen ervan, in Romeinse cijfers behouden worden teneinde de gelijkvormigheid van de nummeringswijze bestaande in de Waalse Ambtenarencode te garanderen..
- (9) Artikel 351, eerste lid, in ontwerp.
- (10) Beginselen van de wetgevingstechniek – Schrijfgids..., www.raadvanstate.be, tab « Wetgevingstechniek », aanbeveling nr. 27, b.), aanbeveling nr. 57.3.
- (11) Beginselen van de wetgevingstechniek – Schrijfgids..., www.raadvanstate.be, tab « Wetgevingstechniek », aanbeveling nr. 27, b.), aanbeveling nr. 72, b).
- (12) Zie *mutatis mutandis* het punt 12.2 van het bovengenoemde advies nr. 50.047/2.
- (13) Zie in dit verband de opmerking betreffende artikel 344 in ontwerp.
- (14) Beginselen van de wetgevingstechniek – Schrijfgids..., www.raadvanstate.be, tab « Wetgevingstechniek », aanbeveling nr. 27, b.), aanbeveling nr. 60.
- (15) Wordt artikel 341, eerste lid, 6° en 7° in ontwerp (zie hierboven de opmerking nr. 3 betreffende artikel 341 in ontwerp).
- (16) Uit artikel 5, § 2, van deze wet blijkt dat deze ook op werknemers bedrijvig in de publieke sector toepasbaar is.
- (17) Zie in die zin advies nr. 39.733/2 gegeven op 21 juni 2006 over een ontwerp dat het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 is geworden tot instelling van een mandatenregeling voor ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad van de Audiovisuele Sector en van instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteren, de tweede opmerking betreffende artikelen 26 tot 29.
- (18) Deze oplossing is beter dan die, die door de gemachtigde van de minister is gesuggereerd in artikelen 244 en volgende van de Waalse Ambtenarencode, waarnaar de gemachtigde van de minister stelt voor te verwijzen, aangezien ze de uitbetaling van de wedde zoals vastgelegd door de weddeschalen, en niet de premiesbetaling, zijn.
- (19) Beginselen van de wetgevingstechniek – Schrijfgids..., www.raadvanstate.be, tab « Wetgevingstechniek », aanbeveling nr. 27, b.), tab « Technique législative », aanbeveling nr. 82.
- (20) Zie, in dezelfde zin, het bovengenoemd advies nr. 39.733/2, de opmerking betreffende artikel 36.
- (21) Artikelen 349, § 1, eerste lid, 6°, en 358, derde en vierde lid, in ontwerp.
- (22) Beginselen van de wetgevingstechniek – Schrijfgids..., www.raadvanstate.be, tab « Wetgevingstechniek », aanbeveling nr. 27, b.), aanbeveling nr. 64.
- (23) Ibid., aanbeveling nr. 112 en formule F 4-2-2-2.
- (24) Ibid., aanbeveling nr. 113, d), en formule F 4-2-1-1.
- (25) Beginselen van de wetgevingstechniek – Schrijfgids..., www.raadvanstate.be, tab « Wetgevingstechniek », aanbeveling nr. 27, b.), aanbeveling nr. 120.
- (26) Ibid., aanbeveling nr. 48. De gemachtigde van de minister heeft de gegrondheid van deze opmerking erkend.
- (27) Beginselen van de wetgevingstechniek – Schrijfgids..., www.raadvanstate.be, tab « Wetgevingstechniek », aanbeveling nr. 27, b.), formule F 4-2-6-4.
- (28) Ibid., formule F 4-2-3-1.
- (29) Beginselen van de wetgevingstechniek – Schrijfgids..., www.raadvanstate.be, tab « Wetgevingstechniek », aanbeveling nr. 27, b.), formule F 4-2-9-1.
- (30) Ibid., formule F 4-2-4-1.

(31) Ibid., formule F 4-2-7-3.

(32) Beginselen van de wetgevingstechniek – Schrijfgids..., www.raadvanstate.be, tab « Wetgevingstechniek », formule F 4-2-8-1.

(33) Ibid., aanbeveling nr. 64.

(34) Artikel 11, §§ 1 en 2. Uit artikel 11, § 6, blijkt dat de mandatarissen die een ongunstige beoordeling kregen niet in kandidatenpool opgenomen kunnen worden met als enige basis hun ervaring in die hoedanigheid daar het, hoewel ze de toelating hebben om hun kandidatuur opnieuw in te dienen om een mandaatbetrekking te vervullen vanaf 1 januari 2020, in tegenstelling tot wat verwoord is in de paragrafen van dezelfde bepaling voor de mandatarissen met betere beoordelingen niet bepaald is dat ze in een pool opgenomen zouden worden die eventueel toegang verleent tot een nieuwe mandaatbetrekking. Daaruit vloeit voort dat die mandaten onder de regeling van gemeenrecht zou vallen bepaald bij de niet-overgangsbepalingen van het ontwerp, met dien verstande dat ze niet tot mandataris aangewezen zouden kunnen worden voor 1 januari 2020.

(35) De gemachtigde van de minister benadrukte eveneens dat die vorming « uiterst veeleisend » zou zijn.

(36) Zie eveneens artikel 341/8, lid 3, 2° en 3°, in ontwerp in artikel 1, in verbinding met artikel 14, lid 3, 2°, van voornoemd ontwerp-besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap besproken in advies 51.619/2/V als voornoemd, heden uitgebracht, en artikel 8, lid 2, 2°, van voornoemd samenwerkingsakkoord gevoegd bij de adviesaanvraag.

(37) Op dat punt is er in artikel 11, § 3, lid 2, op ondoordachte wijze sprake van de verlenging van het mandaat van inspecteur-generaal daar de huidige bekleders van deze betrekkingen heden niet de heden vigerende mandatenregeling vallen.

(38) Advies nr. 40.223/2 gegeven op 28 juni 2006 over een ontwerp dat het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006 is geworden tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode wat de ambtenaren-generaal betreft (*Belgisch Staatsblad*, 23 november 2006, 3e ed., blz. 65343 tot 65346).

(39) Artikel 9 van het bovengenoemde ontwerp van besluit als onderwerp geweest van het bovengenoemde advies nr. 40.223/2.

(40) Bovenvermeld advies nr. 40.223/2, opmerking over artikel 9 van het ontwerp (*Belgisch Staatsblad*, 23 november 2006, 3e ed., blz. 65346); deze bepaling is weggelaten van de aangenomen tekst. Zie ook, in het advies nr. 39.733/2 gegeven op 21 juni 2006 over een ontwerp, dat het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 tot instelling van een mandatenregeling voor ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad van de Audiovisuele Sector en instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteren' is geworden, de opmerking 2.3.2 vermeld over artikel 82 (dat artikel 78 van de aangenomen tekst is geworden) : « Il paraît [...] peu justifié d'instaurer, à titre de disposition transitoire, des mandats de cinq ans attribués d'office aux personnes déjà en place, et d'écarter ainsi les autres candidats potentiels pendant la même durée. Pour prévenir autant que possible des reproches tenant à la rupture du principe d'égalité et du principe d'égalité des charges et fonctions publiques [en note : L'article 82 en projet peut être rapproché, de ce point de vue, de l'article 426 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2001, précité, qui a fait l'objet de la suspension de son exécution, ordonnée par l'arrêt du Conseil d'Etat Janssens et crts, n° 105.690 du 22 avril 2002 (encore que les dispositions en cause dans cette affaire n'étaient pas exactement semblables à celles de l'article 82 du projet)], il vaudrait mieux réduire la nomination temporaire prévue à l'article 82, alinéa 1^{er}, du projet, à la plus courte durée nécessaire pour organiser le recrutement des mandataires selon la procédure prévue aux articles 13 et suivants du projet ».

(41) In ieder geval wordt het verwezen naar de opmerking 2.3.2 vermeld in bovenvermelde advies nr. 39.733/2, over artikel 82 (dat artikel 78 van de aangenomen tekst is geworden) van het ontwerp dat het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 is geworden, weergegeven in voorafgaande noot.

(42) Er blijkt immers uit geen enkel element uit het dossier dat deze personen benoemd zouden worden, analoog met de benoeming van een andere persoon als houder van mandaat, na afloop van de door het ontwerp in zijn bepalingen voorzien procedure aangewezen tot een graad van gelijke rang aan die van de zo benoemde mandataris, wat tot de verlening van een zelfde betrekking aan twee verschillende personen zou leiden. Als de bedoeling van de auteur van het ontwerp echter degelijk is, zou een dergelijke bepaling, te buiten gaande van het gemeen recht, onverenigbaar zijn met de regel vermeld in artikel 339 in ontwerp, die de daarin genoemde betrekkingen met de toekenning van een mandaat verbindt en zou zich niet verbinden met de huidig in werking regeling, die het kader van deze betrekkingen vastlegt.

(43) Artikel 342 in ontwerp.

(44) Artikel 344, § 2, lid 3, 2°, in ontwerp.

(45) Artikel 344, lid 1, in ontwerp.

(46) Artikel 344, lid 2, in ontwerp.

(47) Artikel 351, eerste lid, van de Waalse Ambtenarencode (huidig en zoals door het besluit in ontwerp vervangen) luidt als volgt : « Het mandaat wordt uitgeoefend in het kader van een tijdelijke statutaire dienstbetrekking. Het verschafft geen enkel recht op een vaste benoeming in de desbetreffende functie ».

(48) Er wordt tevens verwezen naar noot nr. 37, hierboven.

(49) Zie ook artikel 341/8, derde lid, 2°, in ontwerp in artikel 1 en artikel 8, derde lid, 2°, van het bovengenoemde samenwerkingsakkoord van 7 juni 2012.

(50) Zie artikel 84, eerste lid, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 de réformes institutionnelles'. Zie ook Beginselen van de wetgevingstechniek – Schrijfgids..., www.raadvanstate.be, tab « Wetgevingstechniek », aanbeveling nr. 147.

(51) Beginselen van de wetgevingstechniek – Schrijfgids..., www.raadvanstate.be, tab « Wetgevingstechniek », aanbevelingen nr. 162 en volgende en formule F 4-7-1.in »

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

Y. Kreins, kamervoorzitter;

J. Vanhaeverbeek en P. Vandernoot, Staatsraden;

Mevr. A.-C. Van Geersdaele, griffier.

Het rapport is uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, eerste auditor.

De griffier,

A.-C. Van Geersdaele,

De voorzitter,

Y. Kreins.

Bijlage

ADVIES 50.047/2 VAN 11 APRIL 2012 VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, door de Vice-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken van het Waalse Gewest op 19 juli 2011 gevat met een vraag om advies over een ontwerp van besluit van de Waalse Regering "tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering van het Waalse Gewest en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren", heeft, na de zaak te hebben onderzocht in de zittingen van 5 februari 2012, 20 maart 2012 en 11 april 2012, op deze laatste datum het volgend advies uitgebracht :

I. Strekking van het project

1.1. Het ontworpen besluit beoogt de hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Waalse Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, door o.a. een systeem van mandaten voor de legislatuur in te voeren. Er wordt aldus voorzien dat de titularissen aan het begin van de legislatuur worden aangewezen voor een periode die eindigt op "31 december van het jaar waarin de eedaflegging van de leden van de nieuwe Regering heeft plaatsgevonden, die rechtstreeks volgt op de hernieuwing van het Parlement" (52).

1.2. Onder voorbehoud van de overgangsbepalingen van het ontwerp (53), wordt er door laatstgenoemde voorzien dat de Regering de mandatarissen binnen een "pool van kandidaten" aanwijst, bestaande uit :

1° de houders van het getuigschrift management openbare besturen (54);

2° mandatarissen in dienst binnen de diensten van de Regering en van de in artikel 1 bedoelde instellingen op de dag van inwerkingtreding van het ontworpen besluit van de Waalse Regering [en dat het voorwerp uitmaakt van dit advies], en die niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een melding « ongunstig » bij de overeenkomstig artikel 11 van dit besluit verrichte evaluatie;

3° leden van de pool van kandidaten voor de uitoefening van een mandaat bepaald bij artikel 14 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 december 2003 [...] tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren [ontworpen en heden onderzocht door de Raad van State in een zaak met rolnr. 50.049/2]" (55).

De leden van de pool worden niet gerangschikt (56).

1.3.1. Eén van de hoekstenen van het geplande systeem is het getuigschrift management openbare besturen (57), "uitgereikt na het welslagen voor het examen ingericht na afloop van de vorming georganiseerd door de bestuurschool" (58), bestaande uit praktische en theoretische cursussen en de uitvoering van een verhandeling (59), het programma van de vorming wordt evenwel omschreven als "hoofdzakelijk gericht op een praktische vorming, berustend op een interactieve pedagogie die aanzet tot de persoonlijke inzet van de deelnemers" en "omvattende case studies en analyses van dossiers die uit reële bestuurspraktijken gegrepen zijn" (60). Het urenpakket van de vorming telt twee honderd veertig uren (61).

1.3.2. Om toegang te krijgen tot deze vorming, moet men :

« 1° houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot niveau A of laureaat zijn van een overgangsexamen naar niveau A of naar een vergelijkbaar niveau of een ambt van niveau A of een vergelijkbaar ambt uitoefenen;

zich kunnen beroepen op een beroepservaring van minstens acht jaar in een ambt van niveau A of een gelijkwaardig ambt" (62).

§ 3. De toegang tot de vorming wordt bovendien onderworpen aan het afleggen van een vergelijkend examen en aan de rangschikking in nuttige orde voor dit vergelijkend examen (63) "ten opzichte van het aantal deelnemers dat door de Regering op de voordracht van de [Bestuurs]school is bepaald" (64). Elke lessencyclus is immers slechts toegankelijk voor een beperkt aantal deelnemers dat als volgt wordt vastgelegd (65).

1.3.3. De School reikt het getuigschrift management openbare besturen uit aan alle deelnemers die geslaagd zijn voor het examen dat aan het einde van elke vormingscyclus wordt georganiseerd (66).

1.3.4. In dit proces vervult SELOR de volgende rol :

1° hij maakt de aankondiging van de vormingscyclus bekend (67);

2° hij bepaalt de termijn voor de indiening van de kandidaturen (68);

3° hij ontvangt de kandidaturen (69);

4° hij ziet na of ze ontvankelijk zijn (70);

5° hij organiseert het overgangsexamen naar de lessencycli (71);

6° hij bevestigt het programma van het vergelijkend examen opgesteld door de Bestuurschool; dit programma wordt daarna door de Regering goedgekeurd (72);

7° hij stelt de examenjury samen, bestaande uit negen leden die worden aangewezen op basis van de volgende kwalificaties :

« - de afgevaardigd bestuurder van SELOR of diens afgevaardigde die het voorzitterschap van de jury waarneemt;
- zes leden aangewezen, hetzij onder de leerkrachten die de vorming moeten verstrekken, hetzij wegens hun hoedanigheid van deskundigen met een onbetwistbare vaardigheid i.v.m. minstens één van de elementen van het vormingsprogramma en gekozen buiten de diensten van de Regering, de instellingen, de diensten van de Franse Gemeenschap en de ministeriële kabinetten;

- een ambtenaar van rang 17 of 16+ afkomstig uit de diensten van de Franse Gemeenschap;

- een ambtenaar van rang A1 of A2 afkomstig uit de diensten van de Waalse Regering of de instellingen (73).

1.3.5. De Bestuurschool kan vrijstellingen toekennen voor de theoretische cursussen van de vorming.

Voor de statutaire en contractuele personeelsleden van het openbaar ambt van niveau A of daarmee vergelijkbaar worden ze toegekend indien "zij het bewijs leveren dat zij vormingen of seminaries hebben gevolgd m.b.t. de materies opgenomen in het vormingsprogramma of indien zij zich op bewezen vaardigheden kunnen beroepen die een duidelijk verband houden met de betrokken materie" (74).

Voor de andere kandidaten wordt de vrijstelling toegekend indien "zij het bewijs leveren dat zij vormingen of seminaries hebben gevolgd m.b.t. de materies opgenomen in het vormingsprogramma of indien zij zich op bewezen vaardigheden kunnen beroepen die een duidelijk verband houden met de betrokken materie". Voor deze kandidaten moeten evenwel "in het kader van het Getuigschrift drie van de vier volgende materies worden gevolgd : - ethiek en waarden van de overheidsdiensten; -management en leiderschap; -openbare financiën, fiscaliteit en overheidsboekhouding; - overheidsopdrachten" (75).

1.4. Zoals hierboven uitgelegd, in punt 1.2, worden de laureaten van het examen dat na afloop van de lessencyclus wordt georganiseerd, zonder rangschikking, in een pool opgenomen.

1.5. Het is binnen deze pool dat "voor elk bij mandaat in te vullen betrekking, de Regering de door de kandidaten ingediende dossiers onderzoekt. Ze vergelijkt de kandidaturen met inachtneming van de titels en verdiensten en van de inhoud van de motivatiebrief van elke kandidaat ten opzichte van de opdrachtbrief betreffende de in te vullen betrekking" (76).

1.6. De opdrachtbrief opgesteld door de Regering op het ogenblik van de vacantverklaring van de bij mandaat in te vullen betrekkingen (77), bevat de volgende gegevens :

« 1° de functieomschrijving en het competentieprofiel van de te begeven betrekking;

2° de bepaling van de beheersopdrachten waarmee de mandataris is belast;

3° de te halen doelstellingen inzake strategisch beheer, die met name op grond van de gewestelijke beleidsverklaring worden bepaald;

4° de toegekende begrotingsmiddelen en menselijke hulpbronnen" (78).

1.7. Op deze basis, "benoemt de Regering [...] de kandidaat die ze het meest geschikt acht om de functie in alle vertrouwen uit te oefenen" (79).

II. Bepalingen betreffende een gemeenschappelijke Bestuurschool

voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest : Nood aan een bijkomend samenwerkingsakkoord

2.1. In haar adviezen 50.243/2 en 50.244/2, gegeven op 26 september 2011, respectievelijk over een voorontwerp van decreet van de Franse Gemeenschap en een voorontwerp van decreet van het Waalse Gewest 'tot goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst gesloten tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke « Ecole d'Administration publique » (Bestuurschool) voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, heeft de Raad van State, afdeling wetgeving, het volgende onderstreept :

« Verschillende bepalingen van de samenwerkingsovereenkomst verlenen reglementaire overdrachten aan de Regeringen van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap. Zelfs indien al deze bepalingen het niet uitdrukkelijk vermelden, wordt de uitoefening door de betrokken Regeringen van deze overgedragen bevoegdheid gezamenlijk overwogen.

Deze gezamenlijke tussenkomst van de Regeringen die niet geregeld wordt door de samenwerkingsovereenkomst wordt door laatstgenoemde niet verstaan als de gelijktijdige aanneming door elke Regering van besluiten met dezelfde inhoud. Ze zou alleen maar de juridische vorm kunnen aannemen van latere samenwerkingsovereenkomsten die uitsluitend aangenomen worden op het niveau van de houders van de uitvoerende macht van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap. Uit geen enkele bepaling van de overeenkomst blijkt dat deze samenwerkingsovereenkomsten aan de parlementaire goedkeuring zouden onderworpen zijn, die in geen geval een voorafgaandelijk karakter zou vertonen voor de afsluiting van deze bijzondere uitvoeringsovereenkomsten.

Deze overdrachten van bevoegdheid naar de samenwerkingsovereenkomsten die door het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap moeten worden afgesloten, komen slechts binnen de in nr. 1 bovenvermelde perken in aanmerking.

Hieruit blijkt dat de voornaamste elementen van het vormingsprogramma waarvan sprake in artikel 4, eerste lid, moeten voorkomen in de samenwerkingsovereenkomst onderworpen aan de parlementaire goedkeuring; het is in deze mate dat het ook aanvaardbaar zou zijn om de Regeringen te machtigen om het vormingsplan goed te keuren, zoals artikel 7, tweede lid het vermeldt" (80).

2.2. Op de vraag of het Waalse Gewest aan de hand van de bovenvermelde principes de ontworpen artikelen 341/1 tot 341/7 alleen mocht aannemen, heeft de afgevaardigde van de Minister laten gelden dat het doel van het geplande besluit erin bestond het statuut van de betrokken mandatarissen te regelen. Het zou hier gaan om een eigen bevoegdheid van het Waalse Gewest, die het Gewest ontleent aan artikel 87, §§ 2 en 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Het feit dat, volgens het project, een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid waarvan de oprichting het sluiten van een samenwerkingsovereenkomst vereist, zou tussenkomen als vormingsoperator en met het oog op het uitreiken van het getuigschrift management overheidsbesturen, zou een bevoegdheid dat de Regering in eigen beheer heeft, niet in gevaar brengen.

2.3. Aangezien de ontworpen artikelen 341/1 tot 341/7 betrekking hebben op het statuut van de betrokken mandatarissen, valt de aanneming ervan wel degelijk onder de bevoegdheid van de Regering van het Waalse Gewest.

Er dient evenwel op gewezen te worden dat artikel 92bis, § 1, eerste lid, van de bovengenoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 voorziet dat er samenwerkingsovereenkomsten tussen de Gewesten en de Gemeenschappen afgesloten worden die "o.a. betrekking hebben op [...] de gezamenlijke uitoefening van eigen bevoegdheden". Deze samenwerkingsovereenkomsten worden door "de bevoegde overheid onderhandeld en afgesloten" (81). Ze worden

dus afgesloten op het niveau van de Regeringen indien de betrokken aangelegenheid onder de bevoegdheid van laatstgenoemde ressorteert en op het niveau van de wetgevers uit de gewesten en de gemeenschappen in het geval van "akkoorden die betrekking hebben op de aangelegenheden die bij decreet worden geregeld, alsmede de akkoorden die de Gemeenschap of het Gewest zouden kunnen bezwaren of Belgen persoonlijk zouden kunnen binden" (82).

Uit het project in onderzoek en uit het ontwerpbesluit van de Regering van de Franse Gemeenschap 'tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, waarover de afdeling wetgeving van de Raad van State heden het advies 50.049/2 heeft uitgebracht, blijkt dat het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap elk het getuigschrift management overheidsbesturen erkennen dat door de andere entiteit wordt uitgereikt, de bepalingen betreffende de uitreiking van deze getuigschriften zijn trouwens dezelfde in beide projecten (83).

Uit artikel 92bis, § 1, tweede lid, eerste zin, van de bovengenoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 resulteert dat, eerder dan gelijktijdig identieke bepalingen aan te nemen met aparte besluiten, de Regeringen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap gezamenlijk deze bepalingen dienen aan te nemen via een samenwerkingsakkoord (84).

Het is onder dit voorbehoud dat de ontworpen artikelen 341/1 tot 341/7 worden onderzocht in dit advies.

III. De verenigbaarheid van het rechtsstelsel van de door het project geplande mandaten met de principes van objectiviteit, gelijke behandeling, verbod van willekeur, onafhankelijkheid en onpartijdigheid inzake aanwerving in het openbaar ambt

A. Geldende principes

3.1. Elke benoemings- en aanwervingsprocedure tijdens de loopbaan moet de principes van gelijkheid en non-discriminatie naleven die op algemene wijze door de artikelen 10 en 11 van de Grondwet worden gewaarborgd.

Deze principes betekenen dat de benoemingsprocedure objectief moet verlopen, zodanig dat elke mogelijkheid van willekeur wordt uitgesloten en dat er rekening wordt gehouden met de verdiensten van de kandidaten.

3.2. Gedurende vele jaren werd voor de aanwervingen, het vergelijkend examen dat omschreven is als de proef die aanleiding geeft tot een voor de overheid bindende rangschikking van de kandidaten in de volgorde van de uitslag (85), beschouwd als het enige mechanisme dat voor deze objectiviteit kon zorgen (86).

Het is in die zin dat het koninklijk besluit van 26 september 1994 'tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen' in zijn artikel 11, eerste lid, 3°, het volgende formuleerde :

« om aangeworven te worden moet een ambtenaar aan de volgende voorwaarden voldoen :

[...]

3 slagen voor een vergelijkend wervingsexamen dat door het Vast wervingssecretariaat wordt georganiseerd".

3.3. De opvattingen zijn op dit vlak veranderd.

Artikel 9, § 3, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 'tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen' (hierna : APKB 2000) dat de vorige van 26 september 1994 heeft vervangen, bepaalt immers vanaf nu wat volgt :

« Het statuut regelt de procedure, de wijze van vaststelling van de wervings- en selectieproeven en criteria, evenals de bekendmaking ervan. De werving en selectie geschiedt in ieder geval op grond van een objectief wervingssysteem dat, naar vorm en inhoud, de nodige waarborgen biedt inzake gelijke behandeling, verbod van willekeur, onafhankelijkheid en onpartijdigheid".

Dit systeem bestaat uit de vergelijkende selectie : volgens het verslag aan de Koning voorafgaand aan het APKB 2000, zullen "de werving en selectie niet noodzakelijk meer geschieden op grond van een vergelijkend examen en de daaruit voortvloeiende klassering" maar op grond van een dergelijke selectie (87) (88).

In zijn advies 30.218/2, gegeven op 22 juni 2000 over het project dat het APKB 2000 geworden is, is de afdeling wetgeving van de Raad van State, na de vaststelling van de vervanging van het systeem van het vergelijkend examen door het systeem van de vergelijkende selectie,

« er wordt aldus een regel opgegeven die steeds is beschouwd als een essentiële waarborg voor de objectiviteit van de aanwervingen (89), vereiste dat zelf voortvloeit uit het grondwettelijke beginsel van de gelijke toegang tot het openbaar ambt, dat uitdrukkelijk is ingeschreven in artikel 10, tweede lid, van de Grondwet" (90), evenwel van oordeel dat :

« Het staat aan de Regering te beoordelen of de in het verslag aan de Koning ingeroepen motieven van efficiëntere dienstverlening en responsabilisering noodzaken tot het invoeren van het in het ontwerp-besluit uitgewerkte systeem van selectie en werving. Toch wenst de Raad van State erop te wijzen dat een systeem waarin de meest geschikte kandidaat niet langer wordt geselecteerd op grond van de resultaten van een vergelijkend examen, maar wel op grond van een appreciatie van de benoemende overheid (...), onvermijdelijk zal leiden tot een toename van het contentieux bij de Raad van State, Afdeling Administratie. In zulk een systeem kan de benoeming, in tegenstelling tot wat het geval is in een systeem van vergelijkende examens, niet meer worden gesteund op grond van een geheel objectief en eenduidig criterium - het examenresultaat -, maar rust op de overheid een uitgebreide motiveringsplicht die des te meer aanleiding kan geven tot betwisting wanneer ze ertoe strekt uit te maken wie tussen reeds gelijkwaardig bevonden kandidaten uiteindelijk het meest geschikt is (in geval van een indeling van de kandidaten in groepen A, B, C of D) of zelfs, in voorkomend geval, om te verantwoorden waarom een door de vaste Wervingssecretaris minder gunstig gerangschikte kandidaat uiteindelijk toch als de meest geschikte kandidaat tot het bekleden van het vacante ambt wordt bevonden (in geval van een vergelijkende selectie die leidt tot een rangschikking van de kandidaten die niet is georganiseerd op vraag van de minister of zijn gemachtigde)" (91).

Hieruit blijkt dat het systeem van de vergelijkende selectie principieel is aanvaard, zelfs als de afdeling wetgeving van de Raad van State de nadruk legt op de mogelijkheden die het in de praktijk kan opleveren en op de "uitgebreide motiveringsplicht" van het examenresultaat, de vergelijking van de titels en verdiensten van de kandidaten blijven dan wel de regel om, overeenkomstig artikel 9, § 3, van het APKB 2000, te zorgen voor "een objectief wervingssysteem dat, naar vorm en inhoud, de nodige waarborgen biedt inzake gelijke behandeling, verbod van willekeur, onafhankelijkheid en onpartijdigheid".

4.1. De evolutie van de rechtspraak van de afdeling Bestuurrechtspraak van de Raad van State wat betreft de eventuele noodzaak van een rangschikking van de kandidaten voor een objectieve en onpartijdige vergelijking van hun titels en verdiensten met het oog op een aanwerving voor een managementsmandaat, gaat in die richting.

4.2. In zijn arrest *Jadot* van 7 september 2001 werd het gebrek aan rangschikking voorzeker veroordeeld door de Raad van State in de volgende bewoordingen :

« het beginsel van de gelijke toegang tot het openbaar ambt is slechts een bijzondere toepassing van de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie die bevestigd zijn door de artikelen 10 en 11 van de Grondwet; [...] artikel 9, § 3, tweede zin, van het APKB [2000] geeft duidelijk uiting aan deze vereisten; [...] elk statuut van de ambtenaren van het openbaar ambt dient te worden georganiseerd zodanig dat het statuut de vereiste waarborgen biedt wat betreft de inachtneming van de grondwettelijke voorschriften; [...] de objectieve en onpartijdige vergelijking van de titels en verdiensten van de kandidaten voor een openbaar ambt is noodzakelijk om de gelijke toegang van de burgers tot het openbaar ambt te verzekeren; [...] in dit verband dient men vast te stellen dat de kandidaten voor de beoogde functies in vier groepen ingedeeld zijn, zonder het voorwerp uit te maken van een rangschikking voor elk van deze groepen, zodat de overheid die gemachtigd is om te benoemen over een onbeperkte vrijheid beschikt om de kandidaat van haar keuze aan te wijzen binnen de groep van de meest geschikte kandidaten” (92).

Het arrest *Degueldre*, gegeven op 25 maart 2005, gaat in dezelfde richting (93).

Er moet echter worden opgemerkt dat het arrest *Jadot* de verenigbaarheid van artikel 9, § 3, van het APKB 2000 met de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie aanvaardt en dat het niet het gebrek is aan een vergelijkend examen dat als dusdanig bekritiseerd wordt : het is eerder de “onbeperkte vrijheid om de kandidaat van haar keuze aan te wijzen binnen de groep van de meest geschikte kandidaten” die toegekend wordt aan de overheid die gemachtigd is om te benoemen dat het motief vormt om de onwettigheid van het betwiste besluit vast te stellen in deze zaak. Dezelfde overwegingen zijn, mutatis mutandis, ook geldig voor het arrest *Degueldre*.

4.3. De recente rechtspraak van de afdeling Bestuurrechtspraak van de Raad van State lijkt te bevestigen dat de nadruk moet gelegd worden op de noodzaak van het behoud van een vergelijking van de titels en verdiensten van de kandidaten bij de aanwerving en niet noodzakelijk het behoud van het vergelijkend examen.

Inderdaad, volgens het arrest *Godard* van 16 december 2008, is “het vergelijkend examen geen recht” (94).

5. Om de toelaatbaarheid van het systeem voorzien door het in onderzoek zijnde project te beoordelen, dient men ook de regels vermeld in artikel 9, § 1, van het APKB 2000 te herinneren wat betreft bepaalde aspecten van de wervingsvoorwaarden in het openbaar ambt :

« Het statuut bepaalt, onverminderd hetgeen is bepaald in artikel 1, § 3 (95), de algemene voorwaarden waaraan moet worden voldaan om als ambtenaar te worden aangeworven. Bijzondere wervingsvoorwaarden kunnen worden opgelegd wanneer de aard van het ambt het vereist.

Als ambtenaar kan enkel worden aangeworven diegene die houder is van het diploma of studiegetuigschrift dat, ingevolge het betrokken statuut, overeenstemt met het niveau van de betrekking waarin wordt aangeworven.

Voorafgaand aan de vergelijkende selectie kan een afwijking van de in het tweede lid bedoelde diplomaverreichte worden toegestaan, bij een met redenen omklede beslissing van de in het statuut aangewezen overheid,

1° hetzij voor de kandidaten die houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift van een lager niveau, in geval van schaarste op de arbeidsmarkt, na advies van de instantie die instaat voor de selectie;

2° hetzij voor de kandidaten die houder zijn van een getuigschrift van competenties verworven buiten diploma dat toegang geeft tot het niveau waarin zich de betrekking bevindt waartoe de functie waarvoor de selectie wordt georganiseerd, behoort. Dit getuigschrift wordt uitgereikt of erkend door het orgaan dat het statuut aanduidt en voor de geldigheidsduur dat het statuut bepaalt.

In de oproep tot kandidaten wordt elke afwijking vermeld”.

6. Het is zonder afwijking van het geheel van deze regels dat het APKB 2000 in zijn artikel 12, eerste zin, aanvaardt, zonder nadere bepaling wat de selectie- en wervingsregeling betreft, dat “Het statuut kan in een mandaatstelsel voorzien voor de managementfuncties” (96).

7. Het is aan de hand van deze beginselen dat het project in onderzoek onderzocht zal worden, daarbij wordt een bijzondere aandacht besteed aan de noodzaak van een selectie die een effectieve en strenge vergelijking doorvoert van de kandidaten voor de betrokken topfuncties.

B. Onderzoek van het project aan de hand van de geldende principes

a) Vergelijking van de titels en verdiensten van de kandidaten

8. Het project voorziet, in het selectiestelsel dat het project opricht, een vergelijking van de titels en verdiensten van de kandidaten voor een werving als mandataris vermits :

- de toelating tot de vorming van de Bestuurschool ondergeschikt is aan het welslagen voor een vergelijkend examen. Na afloop van dit examen is de overheid gebonden door de rangschikking voor deze toelating;

- als hij overgaat tot de benoeming van de mandatarissen, “voor elk bij mandaat in te vullen betrekking onderzocht de Regering de door de kandidaten ingediende dossiers. Ze vergelijkt de kandidaturen met inachtneming van de titels en verdiensten en van de inhoud van de motivatiebrief van elke kandidaat ten opzichte van de opdrachtbrief betreffende de in te vullen betrekking” (97).

Deze benoemingsakte moet natuurlijk vormelijk worden gemotiveerd t.o.v. deze criteria, zelfs als het vertrouwen van de Regering in de persoon die zij gekozen heeft ook in aanmerking kan komen, maar op een manier die in geen geval uitsluitend is.

Voor deze punten voldoet het project aan de vereisten van objectiviteit, gelijke behandeling, verbod van willekeur, onafhankelijkheid en onpartijdigheid inzake aanwerving in het openbaar ambt

b) Effectiviteit van het niveau van de voorafgaande vorming in management openbare besturen

9. Er bestaat echter een belangrijk stadium van de aanwijzingsprocedure van mandatarissen waarin geen vergelijking wordt gemaakt tussen de titels en verdiensten van de kandidaten : namelijk de goedkeuring van de vorming aan de « Ecole d'Administration publique » (Bestuurschool), na afloop waarvan het getuigschrift in management overheidsbesturen aan de kandidaten verleend kan worden : daartoe wordt er op het einde van de vorming een niet vergelijkend examen georganiseerd.

Men kan aannemen (98) dat een veeleisende vorming, vereist als toegangsvoorwaarde tot die betrekking, degene die er de voltooiing van bekrachtigt van de rangschikking van de kandidaten vrijstelt, vooral wanneer er, zoals in dit geval, onder de benoemingscriteria in een openbare betrekking andere objectieve vergelijkingsgegevens in het geding zijn en de bijzondere motiveringsplicht voor de uiteindelijke keuze verder blijft bestaan. Men kan zich immers indenken dat een dergelijke vergelijking voor zeer technische vormingen onmogelijk of uiterst moeilijk wordt.

10. Het ontbreken van objectieve vergelijkingselementen betreffende de waarde van de laureaten van een vorming is evenwel enkel aannemelijk als deze vorming zo ontworpen en georganiseerd wordt dat ze effectief een hoog kwalificatieniveau garandeert.

In dit verband worden er aanzienlijke kritieken of aanzienlijk voorbehoud gemaakt over het ontwerp. Dit laatste betreft tevens andere vraagstukken, onder andere de verenigbaarheid van de overwogen regeling met het KBAB 2000 en met de objectiviteit van de selectie, met het oog op de toegang tot de vorming.

1° Voorwaarden voor de toegang tot de vorming in management openbare besturen

11.1. Uit artikel 341/2 in ontwerp blijkt dat de toegang tot de vorming, met het oog op het behalen van het getuigschrift in management openbare besturen, niet enkel openstaat voor degenen die, naast de voorwaarde van "beroepservaring van minstens 5 jaar in een niveau A-functie of gelijkwaardige functie » (99) houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot het niveau A, of die laureaat zijn van een toegangsexamen tot het niveau A of tot een gelijkwaardig niveau », maar ook voor degenen die, naast dezelfde voorwaarde van beroepservaring, « een niveau A-functie of een gelijkwaardige functie uitoefenen ».

11.2. Door onder andere het besluit Regaert van 20 november 2009 (100) uit de Afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State (101) te vermelden, komt het aan de adviesaanvraag nr. 50.049/2 (102) bijgevoegde verslag aan de Regering tegemoet aan de kritieken die gericht zijn tegen een dergelijke uitbreiding van de toegang tot de vorming, en bijgevolg tegen een eventuele aanwijzing als mandataris op het hoger niveau van de administratieve hiërarchie.

Daarin wordt in volgende bewoordingen op geantwoord :

« het Getuigschrift in [management openbare besturen], dat behaald wordt na afloop van een 240 uur lange, extreem veeleisende vorming wat het cursusprogramma en de eindproef betreft en die met een scriptie afgesloten wordt, blijkt voor de Regering een redelijke aanleiding en wettelijk toelaatbaar te zijn, die het toestaat om een versoepeling te rechtvaardigen wat de vereiste titel betreft. »

11.3. Dit standpunt kan niet gevolgd worden.

11.4. Aangezien de toegang tot die vorming immers in de eerste plaats een eventuele benoeming als mandataris op een hoger niveau van de administratieve hiërarchie bepaalt, is de uitbreiding van de toegang tot de benoeming naar personen die niet houder zijn van het vereiste diploma niet conform artikel 9, § 1, lid 2, van KBAB 2000, luidens welke er een overeenstemming dient te bestaan tussen het niveau van de te begeven betrekking en het diploma waarvan de kandidaat-houder van die betrekking houder is en een afwijking van de diplomavorwaarde wordt enkel toegelaten krachtens lid 3, 2°, van hetzelfde artikel 9, § 1, voor de houders van een getuigschrift van buiten een diploma om verworven vaardigheden die toegang verleent tot het niveau waarop de betrekking staat, waarbij dit getuigschrift uitgereikt of erkend wordt door de instelling aangesteld door en voor de geldigheidsduur vastgesteld in het statuut. »

Afgezien van de hieronder geformuleerde kritieken (103) waarop de effectiviteit van het niveau van de door het ontwerp overwogen vorming in management openbare besturen stuit, en hoewel het ontwerp gecorrigeerd zou moeten worden om daaraan gevolg te kunnen geven, is het zaak nogmaals op het feit te wijzen dat de vereisten betreffende de vereiste titels en de vereisten betreffende de vorming in management openbare besturen betrekking hebben op twee verschillende doelstellingen, namelijk dat de eerstgenoemden voor de belanghebbenden over de noodzaak gaan om over de functionele bevoegdheden in verband met de uitgeoefende betrekkingen binnen de betrokken administratie te beschikken en ze op te stellen, en dat de laatstgenoemden het garanderen van de vereiste managementbevoegdheden als doel hebben.

Beide gehelen van vereisten kunnen bijgevolg niet door elkaar worden gehaald en het optrekken van het niveau van de tweeden kan geen afzwakking van de eersten rechtvaardigen.

11.5. In tweede instantie en nu met het oog op de noodzaak om een hoog niveau van vorming te garanderen, houdt de uitbreiding van de toegang tot de vorming naar personen die niet door een diploma of een vergelijkend toegangsexamen bewezen hebben dat ze het vereiste basisniveau van de vorming bezitten voor de toegang naar een functie van niveau A het ernstige risico in dat de vorming, zelfs al oefenen ze een dergelijke of een gelijkgestelde functie uit, naar beneden getrokken wordt. Het niveau van de vereiste voorkennis voor een vorming bepaalt immers in grote mate het eindniveau dat na afloop van de vorming wellicht bereikt kan worden.

11.6. De woorden « of een niveau A-functie of gelijkwaardig uitoefenen » die op het einde van artikel 341/2, 1° in ontwerp staan, moeten bijgevolg in ieder geval weggelaten worden.

12.1. Een ander aspect van de regeling betreffende de toegang tot de vorming is voor kritiek vatbaar.

Het gaat om de vastlegging van het aantal deelnemers bij elke vormingscyclus.

Dit aantal wordt « door de Regering, op voordracht van de "Ecole d'Administration publique" (Bestuurschool) (104) » voorafgaand aan elke cyclus vastgelegd.

12.2. Hoewel een proceduremechanisme dat berust op de noodzaak tot een voorstel gemaakt door een entiteit buiten de Regering om de aanschijn kan hebben van een waarborg van objectiviteit en onpartijdigheid, kan het desalniettemin dat het handelen van de Regering verlamd wordt indien de instelling die het voorstel maakt zich onthoudt of zijn onenigheid met de Regering betuigt. Het zou beter zijn het voorstel door een advies te vervangen, desnoods door de verplichting aan de Regering te versterken om haar beslissing te motiveren als ze van dit advies zou moeten afwijken, welk altijd op eigen initiatief gegeven kan worden.

De vraag is des te prangender daar de Regering, afgezien van wat hieronder volgt (nr. 12.4), het best geplaatst lijkt te zijn om in de vacante mandaatbetrekkingen die zij wil openen, te voorzien en daar eveneens rekening gehouden dient te worden met de hypothese dat er onder de kandidaten die het eindexamen afleggen niet-geslaagden zullen zijn, wat als gevolg zou kunnen hebben dat de pool af te rekenen zou kunnen krijgen met een onvolledige samenstelling met kandidaten voor een benoeming als mandataris.

12.3. Er rijzen tevens vragen over de uitvoerbaarheid van het systeem, gelet op de door het ontwerp nagestreefde doelstelling, die ertoe strekt om de legislatuur en de duur van de betrokken mandaten in de tijd ruimschoots overeen te laten stemmen. Uit artikelen 342, § 1, 344, tweede lid, en 348 in ontwerp blijkt immers dat mandatarissen binnen een termijn van maximaal zes weken verhoogd met drie maanden na de datum van "eetdaflegging van de leden [van de Regering] onmiddellijk na de hernieuwing van het Parlement" benoemd moeten worden en dat de mandaten in principe "op 31 december van het jaar waarin de eetdaflegging van de leden van een nieuwe Regering plaatsvond, onmiddellijk na de hernieuwing van het Parlement" vervallen, hoewel deze termijn tot 31 maart van het volgende jaar,

zelfs tot een latere datum verlengd kan worden, "indien er geen nieuwe mandataris is aangewezen" op de bovenvermelde datum van 31 december. Bij vervroegd ontslag van de Regering, in de gevallen van aanneming van een motie van wantrouwen overeenkomstig artikel 71 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen of van weigering van aanneming van een motie van vertrouwen overeenkomstig artikel 72 van dezelfde bijzondere wet, blijkt uit artikel 345 in ontwerp dat "de nieuwe Regering kan beslissen om de bij mandaat toegewezen betrekkingen vacant te verklaren", dat "de mandaten van ambtswege op de dag van de aanwijzing van de nieuwe mandatarissen vervallen" en dat, als een dergelijke vacante betrekking afgekondigd wordt, de termijn tussen deze vacante betrekking en de aanwijzing van de nieuwe mandatarissen maximaal zes weken bedraagt, verhoogd met een maand en vervolgens met drie maanden.

In wezen blijkt dat de Regering, onder wier gezag de mandatarissen hun functies zullen uitoefenen, de instantie is die de controle lijkt uit te moeten oefenen over de gehele aanwijzingsprocedure, van de vacantverklaring tot de aanwijzing zelf. Het zou maar van weinig samenhang getuigen mocht de vastlegging van het aantal deelnemers aan de vorming die aan de « Ecole d'administration publique » (Bestuurschool) wordt georganiseerd, niet voortvloeien uit dezelfde controle.

Gegeven deze voorwaarden is het twijfelachtig dat het « tussen de eedaflegging van de leden van een nieuwe Regering, onmiddellijk volgend op de hernieuwing van het Parlement, en de aanwijzing van de mandatarissen voor de nieuwe Regering mogelijk is een vorming in te richten en aldus voorafgaandelijk het aantal deelnemers aan die vorming, die verondersteld wordt daartoe te leiden, vast te leggen en tot een eventuele aanwijzing te leiden. De door het ontwerp bepaalde termijnen lijken enkel nageleefd te kunnen worden als de nieuwe Regering de mandatarissen binnen een pool aanwijst, die voortgekomen is uit een vorming die voorafgaand aan haar eedaflegging plaatsgevonden heeft, en die uit deelnemers is samengesteld waarvan het aantal door de vorige Regering is vastgelegd.

Weliswaar wordt er luidens de leden 2 en 3 van artikel 348 in ontwerp in de mogelijkheid voorzien om de vervaldatum van de lopende mandaten uit te stellen na 31 december van het jaar waarin de eedaflegging van de nieuwe Regering plaats heeft gevonden, maar zonder dat er in een parallelle mogelijkheid wordt voorzien om de aanwijzing van de nieuwe mandatarissen uit te stellen, behoudens te overwegen dat de termijn van zes weken verhoogd met drie maanden, dat niet anders als een ordetermijn beschouwd kan worden, bijna systematisch overschreden zou worden, hetgeen niet in overeenstemming ligt met de algemene structuur van het ontwerp.

De uitvoerbaarheid van het overwogen systeem is derhalve twijfelachtig.

Meer in het algemeen moet de overeenstemming tussen de fase van organisatie van de vorming, die van aanwijzing van de nieuwe mandatarissen en de vervaldatum van de vorige mandaten, wat onder andere de termijnen betreft, beter worden gegarandeerd.

12.4. Voor deze regeling is er een meer fundamentele opmerking nodig : de beperkingen van de toegang tot de vorming, voortvloeiend uit de vaststelling van het aantal deelnemers door de Regering, moeten verhoudingsgewijs redelijk zijn en na afloop ervan ervoor zorgen dat het aanbod aan laureaten in de pool voldoende genoeg is zodat de Regering werkelijk over een keuze in die pool beschikt en dat de vaststelling van een te klein aantal deelnemers tot slot niet opgelegd wordt door de wens om van bij het begin kandidaten toe te laten wier profiel overeenstemt met de richting die het toegangsexamen voor de vorming uit wil en met de vooraf vastgestelde keuzes van de Regering.

2° Het niveau van de vorming in management openbare besturen

13. Afgezien van de bovenvermelde opmerkingen die op sommige punten reeds betrekking hebben op het voorbehoud dat reeds aangetekend moet worden bij de effectiviteit van het niveau dat bereikt kan worden door de vorming die tot het behalen van het getuigschrift in management openbare besturen leidt, worden bij dit laatste vraagstukvolgende kritieken geplaatst.

14. Op een algemene manier overschrijdt de totale duur van deze vorming niet 240 uur (105), zowel voor de theoretische lessen als voor de praktijkgerichte aspecten; het is onduidelijk of deze totale duur ook de voor het redigeren van de verhandeling noodzakelijke duur (106) inhoudt.

In vergelijking bijvoorbeeld met wat wordt bepaald voor de programma's van universitair niveau voor de verwerving van competenties van hoog niveau, lijkt een dergelijke omvang verhoudingsgewijs gering, ook al komen de uren die aan de scriptie besteed worden niet in aanmerking en lijkt enkel tot fragmentarische kennis in de theoretische en praktische vakken van de vorming te kunnen leiden, en dit zowel individueel als collectief.

Dit lijkt het globale niveau van de vorming te doen wankelen.

15.1. Overigens worden volgende opmerkingen over het theoretische deel van de vorming gemaakt.

15.2. Al houdt, volgens de bewoordingen van artikel 341/1, § 3, eerste lid, tweede zin, in ontwerp, het vormingsprogramma wezenlijk praktische aspecten in, al berust het op een interactieve pedagogie die de persoonlijke betrokkenheid van de deelnemers bevordert en al houdt het case studies en dossieranalyses in die op de administratieve werkelijkheid gegrond zijn, betreft het vierde lid van dezelfde bepaling de organisatie van « theoretische lessen » die betrekking hebben op ten minste twaalf vakken.

15.3. Bij het intrinsieke niveau van deze theoretische worden vragen gesteld.

Zoals hierboven vermeld werd immers bepaald dat de twaalf betrokken vakken in een totale omvang van 240 uur voor de hele vorming moeten tellen, namelijk niet enkel voor deze vakken maar ook voor de theoretische aspecten, die het wezenlijke deel van de vorming lijken te vormen (107).

De hierboven in punt 14.2 geformuleerde opmerking over het aantal uren dat aan elk deel van de vorming besteed kan worden, geldt met name voor alle theoretische vakken en *a fortiori* voor ieder onderdeel ervan. Dit aantal uren kan in het voorgestelde systeem alleen maar klein zijn.

Over dit punt moet het ontwerp herzien worden door bijvoorbeeld een aantal uren voor elk theoretisch vak te vermelden, hetgeen toereikend zou moeten zijn om in overeenkomst met de gestelde doelstellingen het hoge niveau ervan te garanderen.

Bij dezelfde gelegenheid moeten de onderdelen van de vorming, die respectievelijk aan haar praktische en theoretische aspecten besteed worden, duidelijk in de regeling vermeld worden.

15.4. Bovendien lijkt het niet zeker of de volledige controle over deze theoretische vakken uiteindelijk wordt vereist, aangezien er luidens artikel 341/7, § 2, tweede lid, derde streep, in ontwerp, staat dat de mondelinge proef over deze vakken, die voor een examencommissie plaatsvindt, in het beantwoorden van vragen bestaat die door de leden van de commissie gesteld worden en die over de onderrichte vakken tijdens de cyclussen van de vorming gaan, om na te gaan of de kandidaat het vermogen bezit om een beroep te doen op zijn eigen kennis en op de middelen waarover hij beschikt.

Bovendien blijkt uit het derde lid van hetzelfde artikel 341/7, § 2, *in fine*, in ontwerp, dat het verifiëren van de kennis over de onderrichte materies in de theoretische vakken slechts ter hoogte van 20 % van de cijfers in de globale beoordeling van de examencommissie deel uit zal maken.

Deze vragen moeten in het ontwerp verduidelijkt worden, om een voldoende niveau van kennis van deze theoretische materies te garanderen, gezien de verantwoordelijkheden die de kandidaat mandataris wellicht zal kunnen uitoefenen.

16.1. De regeling betreffende de vrijstelling van theoretische vormingen is tevens voor gewichtige kritieken vatbaar.

16.2. In eerste instantie blijkt uit artikel 341/5, § 2 en § 3, in ontwerp, dat het voldoet om vormingen of seminaries over de theoretische materies zoals ze in artikel 341/1, § 3, vierde lid, in ontwerp, omschreven worden, «gevolgd» te hebben om ervan vrijgesteld te worden, onder voorbehoud van hetgeen in artikel 341/1, § 3, *in fine*, in ontwerp, bepaald wordt over andere kandidaten dan degenen uit het statutaire of contractuele personeelsbestand van niveau A of gelijkwaardig niveau van de overheidsdiensten. Er zou ten minste bepaald moeten worden dat die vormingen of seminaries met vrucht gevolgd moeten zijn en dat de gelijkwaardigheid van laatstgenoemden, wat hun niveau betreft, met de theoretische cursussen waarvan sprake gewaarborgd wordt.

16.3. In de tekst wordt bovendien niets vermeld over de aan de kandidatuur voorafgaande termijn waarin vormingen of seminaries, die als gelijkwaardig worden beschouwd, met vrucht gevolgd zouden zijn geweest.

Dit aspect zou zo verduidelijkt moeten worden dat er enkel vrijstellingen worden verleend voor vormingen en seminaries die relevant blijven ten opzichte van de huidige stand van de kennis zoals ze op het programma staan van de theoretische vorming ingericht door de bestuurschool.

16.4. Ten slotte moet de auteur van het ontwerp het verschil in regeling ingevoerd bij artikel 341/5, §§ 2 en 3, in ontwerp kunnen verantwoorden ten opzichte van de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie gewaarborgd bij de artikelen 10 en 11 van de Grondwet op het vlak van de vrijstellingen tussen de kandidaten uit het statutaire en contractuele personeel van niveau A van de overheidsdiensten en anderen die geen deel uitmaken van het personeel en die verplicht zijn om ongeacht hun vroegere opleiding drie van de vier vakken moeten volgen opgesomd in paragraaf 3.

17. Ook de praktische dimensie van de vorming moet een hoog niveau garanderen.

Het is aan de auteur van het ontwerp om te garanderen dat dit wel het geval zal zijn, bijvoorbeeld door de organisatie van deze praktische aspecten van een vormingsdossier te voorzien, waarvan de aard deze doelstelling zal kunnen bereiken. Dit lijkt des te belangrijker te zijn daar, zoals reeds is opgemerkt, deze aspecten het wezenlijke deel van de vorming lijken uit te maken (108).

In het verslag aan de Regering zou dienaangaande een en ander uitgeklaard moeten worden.

18. Uit het voorafgaande blijkt dat er belangrijke vragen rijzen over de effectiviteit van het niveau van de vorming die tot het behalen van het getuigschrift in management openbare besturen leidt en over andere aspecten betreffende de toegang tot deze vorming of de organisatie ervan.

Aangezien het niveau van de overwogen vorming één van de basiselementen van het ontwerp vormt en enkel de waarborg dat een dergelijk hoog niveau gehaald wordt het uitblijven van enige kandidatenrangschikking met het oog op een benoeming tot mandataris in de uiteindelijk samengestelde pool mogelijk maakt, moet het ontwerp herzien worden in zover deze vragen zo beantwoord kunnen worden, dat het gewenste hoge niveau effectief bereikt kan worden.

19. Gezien het fundamentele karakter van deze opmerking betreffende het niveau van de vorming en andere aspecten (109) ervan en gezien de noodzakelijkheid van een aanvullend samenwerkingsakkoord om de gemeenschappelijke vorming voor mandatarissen van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest (110) te organiseren, zal het ontwerp niet meer in zijn bijzonderheden onderzocht worden.

Laatstgenoemde bijzonderheden zullen pas onderzocht kunnen worden als de Raad van State een nieuw ontwerp voorgelegd wordt dat een vervolg zal vormen op dit advies, waarbij dit onderzoek in voorkomend geval binnen een termijn van dertig dagen plaats kan vinden, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1° van de gecoördineerde wetten van de Raad van State.

(52) Ontworpen artikel 348, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 'houdende de Waalse Ambtenarencode'; zie ook ontworpen artikel 342, § 1.

(53) Artikelen 11 tot 13 van het ontwerp.

(54) Zie punt 1.3, hierna.

(55) Ontworpen artikel 341/8, derde lid.

(56) Ontworpen artikel 341/8, vierde lid.

(57) Ontworpen artikelen 341/1 tot 341/7.

(58) Ontworpen artikel 341/1, § 1.

(59) Ontworpen artikel 341/1, § 3.

(60) Ontworpen artikel 341/1, § 3, eerste lid.

(61) Ontworpen artikel 341/1, § 5.

(62) Ontworpen artikel 341/2.

(63) Ontworpen artikel 341/4.

(64) Ontworpen artikel 341/4, § 3.

(65) Ontworpen artikel 341/4, § 1.

(66) Ontworpen artikel 341/7, § 2.

(67) Ontworpen artikel 341/3, § 1.

(68) Ontworpen artikel 341/3, § 3.

(69) Ontworpen artikel 341/3, § 4.

(70) Ontworpen artikel 341/3, § 5.

(71) Ontworpen artikel 341/4, § 2, eerste lid.

(72) Ontworpen artikel 341/4, § 2, derde lid.

(73) Ontworpen artikel 341/7, § 1.

(74) Ontworpen artikel 341/5, § 2.

(75) Artikel 341/5, § 3, van het ontwerp.

(76) Ontworpen artikel 344, eerste lid.

(77) Ontworpen artikel 342, § 2.

(78) Ontworpen artikel 342, § 3.

(79) Ontworpen artikel 344, tweede lid.

(80) Punt I, 4.1, van elk van de beide voornoemde adviezen 50.243/2 en 50.244/2.

(81) Artikel 92bis, § 1, tweede lid, eerste zin, van de voornoemde wet van 8 augustus 1980.

(82) Artikel 92bis, § 1, tweede lid, tweede zin, van de voornoemde wet van 8 augustus 1980.

(83) Zie respectievelijk de ontworpen artikelen 341/1 tot 341/7 in artikel 1 van het ontwerp in onderzoek, alsook de artikelen 7 tot 13 van het ontwerpbesluit van de Franse Gemeenschap. Zie ook, in het samenwerkingsovereenkomst van 25 augustus 2011 gesloten tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke « Ecole d'Administration publique » (Bestuursschool) voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest (cf. de voornoemde adviezen 50.243/2 en 50.244/2), artikel 4, dat bepaalt dat het Getuigschrift management openbare besturen gemeenschappelijk is voor het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap.

(84) Alleen een overeenkomst tussen de betrokken Regeringen kan trouwens voorzien in de verplichte aanwezigheid binnen de bij ontworpen artikel 341/7, § 1, ingevoerde jury, van een ambtenaar, afkomstig uit de diensten van de Franse Gemeenschap, zoals het derde streepje van deze bepaling het voorziet.

In dat verband wordt er trouwens aan herinnerd dat krachtens de respectievelijke autonomie van de Staat, de Gewesten en de Gemeenschappen, een Gewest de vertegenwoordiging van andere beleidsniveaus in de organen die het opricht slechts kan voorzien door één van deze beide werkwijzen in acht te nemen :

a) hetzij wordt de tekst zodanig geschreven dat de vertegenwoordiging van de andere beleidsniveaus louter facultatief is (dit heeft tot gevolg, enerzijds, dat de vertegenwoordigers van deze beleidsniveaus niet stemgerechtigd zijn en, anderzijds, dat er duidelijk vermeld staat dat de situatie waarin er geen vertegenwoordiger wordt voorgesteld of dat, in het geval waarin een dergelijk voorstel effectief gebeurt, de betrokken leden niet deelnemen aan de vergaderingen van het orgaan, geen gevolg mag hebben op de werking van laatstgenoemde, noch op de geldigheid van zijn handelingen);

b) hetzij is de vertegenwoordiging van de andere beleidsniveaus verplicht; in dit geval, dient het Waalse Gewest artikel 92ter, tweede lid, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 na te leven, luidend als volgt : "De Gemeenschaps- en Gewestregeringen regelen, ieder voor wat haar betreft, bij besluit, genomen na akkoord van de Koning en van de andere Regeringen, naargelang van het geval, de vertegenwoordiging van de federale overheid en, desgevallend, van de andere Gemeenschappen en Gewesten in de beheers- of beslissingsorganen, van de gemeenschaps- en gewestelijke instellingen en organismen, onder meer met een adviserende en controlerende taak, die ze aanduiden".

(85) B. Lombaert, I. Mathy en V. Rigodanzo, « Eléments du droit de la fonction publique », Waterloo, Kluwer, coll. « Pratique du droit », 2007, nr. 134, blz. 88.

(86) D. Batselé, O. Daurmont et Ph. Quertainmont, Le contentieux de la fonction publique, Bruxelles, Nemesis, 1992, n° 23, p. 64; J. Sohier, « La fonction publique face à l'effet Copernic : mythe ou réalité ? », J.T., 2003, blz. 221 tot 228, spec. nr. 8, blz. 224.

(87) J. Sohier, op. cit., nr. 8, pp. 224 en 225; B. Lombaert e.a., op. cit., nr. 134, blz. 89; P.-O. De Broux, « De Camu à Copernic : l'évolution de la fonction publique en Belgique », A.P.T., 3-4/2005, thematisch nummer « La fonction publique en Belgique », blz. 158 tot 177, spec. blz. 174; G. Druez, « Le recrutement et le stage », ibid., blz. 229 tot 239, spec. blz. 233 en 234; P. Drogart, « Le recrutement et le stage - Quelques réflexions », ibid., blz. 240 tot 243, spec. blz. 241; Ph. Quertainmont, « Conclusions générales », ibid., blz. 362 tot 376, spec. blz. 366.

(88) Zelfs als, sindsdien, de vergelijkende selectie niet meer op federaal niveau gebeurt zoals hierna vermeld en, dat in elk geval, elk beleidsniveau over een beoordelingsruimte beschikt wat betreft de manier om een dergelijk selectie te bedenken mits naleving van artikel 9, § 3, van het APKB 2000, legt het verslag aan de Koning dat voorafgaat aan het koninklijk besluit, als voorbeeld, het verloop van een procedure van vergelijkende selectie als volgt uit :

« Afin de préciser et d'illustrer les considérations précédentes, la procédure qui sera suivie à l'avenir par SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale et pour la réalisation de laquelle un autre arrêté Vous est soumis, est exposée ci-après de façon concise.

La sélection du personnel des services publics se fera par SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale après une sélection comparative et dans le sens suivant. Sur base du résultat de la sélection comparative, SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale transmettra la liste des dix premiers candidats classés à l'autorité qui détient le pouvoir de nomination. Celle-ci nommera, ensuite, après avoir interviewé les candidats à partir de cette liste de candidats, celui (ceux) qui, selon elle et en indiquant les motifs de sa décision, a (ont) été estimé(s) le(s) plus apte(e) pour la (les) fonction(s) à exercer. La liste sera ensuite à nouveau complétée par SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale, sur base du résultat du concours, et sera à nouveau transmise à l'autorité suivante qui en fait la demande et ceci, jusqu'à ce que la réserve soit épuisée ou ne soit plus valable.

Dans des cas spécifiques, c-à-d. lorsque des compétences élevées et/ou spécifiques sont requises, SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale peut classer les candidats par groupe sur base du niveau de leur compétence acquise (par exemple du haut vers le bas à commencer par le groupe A et, ensuite, B, C et D). Ce classement par groupe sera transmis à l'autorité qui détient le pouvoir de nomination. Celle-ci désignera ensuite, en tenant compte de la classification par groupe, celui (ceux) qui, d'après elle, et en indiquant évidemment les motifs de sa décision, est (sont) estimé(s) le(s) plus apte(e) pour la (les) fonction(s) à exercer ».

(89) Nota 10 in het vermelde advies : Batselé, D., Daurmont, O. et Quertainmont, Ph., Le contentieux de la fonction publique, Bruxelles, Nemesis, 1992, blz. 64, nr. 23; Sarot, J., en al., Précis de fonction publique, Bruxelles, Bruylant, 1994, blz. 158, nr. 196.

(90) Advies 30.218/1 gegeven op 22 juni 2000 over een ontwerp dat het APKB 2000 geworden is, *Belgisch Staatsblad*, 9 januari 2001.

(91) Advies 30.218/1 gegeven op 22 juni 2000 over een ontwerp dat het APKB 2000 geworden is, *Belgisch Staatsblad*, 9 januari 2001.

(92) R.v.St., *Jadot*, nr. 98.735, 7 september 2001.

(93) R.v.St., *Dequeldre*, nr. 142.684, 25 maart 2005.

(94) R.v.St., *Godard*, nr. 188.838, 16 december 2008.

(95) Artikel 1, § 3, van het APKB 2000 bepaalt dat "Niemand kan tot ambtenaar worden benoemd zonder de toelaatbaarheidsvereisten zoals volgt te vervullen :

- 1° een gedrag hebben dat overeenstemt met de vereisten van het ambt;
- 2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3° aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;
- 4° het bewijs leveren van het medisch attest vereist om de functie uit te oefenen".

(96) De tweede en derde zinnen van artikel 12 van APKB 2000 bepalen wat volgt :

« Voor een ambtenaar die wordt aangewezen voor een mandaat wordt de duur van het mandaat meegerekend in de administratieve en geldelijke anciënniteit. Hij geniet bovendien de geldelijke rechten die verbonden zijn aan de uitoefening van dit mandaat".

(97) Ontworpen artikel 344, eerste lid.

(98) Zie 8 hierboven.

(99) Om het cumulatief karakter van beide voorwaarden die in artikel 341/2 in ontwerp worden vermeld, zou het gepast zijn om het nevenschikkende voegwoord « en » op het einde van 1° van deze bepaling in te voegen.

(100) De verwijzing naar het besluit Regaert van 20 november 2009 die in het verslag aan de Regering staat, is echter onjuist aangezien ze het besluitnummer 198.089 in plaats van 198.078 vermeldt.

(101) In zijn besluit *Regaert*, nr. 198.078, van 20 november 2009, heeft de Raad van State in de volgende bewoordingen een analoog systeem veroordeeld, dat zijn bron vindt in artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 tot instelling van een mandatenregeling voor ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en instellingen van openbaar nut die onder het Comitésector nr. XVII ressorteren :

« Considérant que, dans son avis n° 33.207/2 donné le 25 juin 2002 sur un projet d'arrêté, qui deviendra l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 27 mars 2003 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII [...], la section de législation du Conseil d'Etat observait '[...] qu'il est pour le moins paradoxal d'être moins exigeant pour les titulaires de hauts grades que pour les titulaires des grades de recrutement. En effet, pour être engagé dans les grades de recrutement du niveau 1 en Communauté française, les candidats, tant statutaires que contractuels, doivent détenir un diplôme de niveau 1'; que s'agissant de l'accès à des fonctions dirigeantes, le Conseil d'Etat a rappelé dans son arrêt Wegimont et Buchet, n° 191.342 du 12 mars 2009 qu'il est parfaitement légitime d'en réserver l'accès aux candidats titulaires d'un diplôme équivalant à celui requis des membres du personnel qu'ils seront amenés à diriger; qu'en l'espèce, les futurs titulaires des plus hauts rangs de l'administration de la partie adverse seront également appelés à diriger un nombre important de titulaires d'un tel diplôme; que le rapport au gouvernement n'explique pas pourquoi aucun diplôme donnant accès à un emploi de niveau 1 n'est exigé pour ceux-là; que le mémoire en réponse, qui se limite à contester l'applicabilité de l'article 9 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 au recrutement des mandataires ne contient aucune justification qui, en toute hypothèse, aurait dû ressortir des pièces du dossier administratif;

Considérant que les principes de bonne administration, d'égalité et de non-discrimination sont violés dès lors qu'aucun motif raisonnable et légalement admissible ne permet de justifier que les postes des plus hauts rangs de l'administration de la Communauté française soient ouverts à des candidats non titulaires d'un diplôme donnant directement accès à un emploi de niveau 1 ou n'ayant pas réussi l'examen d'accès à ce niveau, alors que ces conditions sont requises lorsqu'il s'agit de pourvoir à des emplois du niveau 1; que ni le caractère temporaire du mandat, ni le fait que la sélection des candidats s'opère également sur base d'un critère d'expérience ne permettent de justifier un quelconque assouplissement des exigences en matière de titre requis; que l'expérience constitue, dans toutes les procédures de nomination, un élément de comparaison des candidatures; qu'il convient toutefois de dissocier les critères devant prévaloir à la sélection et à la comparaison des titres et mérites des conditions de recevabilité des candidatures; que le premier moyen est fondé » (R.S., Regaert, nr. 198.078, van 20 november 2009; zie ook : R.S., Amrani, nr. 185.257, 9 juli 2008).

(102) Het besluitontwerp-besluit dat in advies nr. 50.047/2 onderzocht wordt, houdt geen eigen verslag aan de Regering in. Ook al zijn de ontwerpen die het voorwerp zijn van adviezen nr. 50.047/2 en nr. 50.049/2 vergelijkbaar, dat het verslag aan de Regering dat in het dossier nr. 50.049/2 werd ingediend *mutatis mutandis* voor het hier onderzochte ontwerp geldt en dat het bijgevolg in dit advies naar dit verslag aan de Regering verwezen kan worden, zou het aangegeven zijn om aan het besluit, dat in dit dossier aangenomen zal worden, een verslag aan de Regering bij te voegen, dat hem bijzonder toegewezen wordt.

(103) Zie de hieronder vermelde punten 13 tot 17.

(104) Artikel 341/4, § 1, in ontwerp; zie ook artikel 341/4, § 3, in ontwerp.

(105) Artikel 341/1 in ontwerp, in het bijzonder paragraaf 5, eerste zin.

(106) Artikel 341/1, § 3, vijfde lid, eerste zin en 5, eerste zin, in ontwerp.

(107) Artikel 341/1, § 3, eerste lid, tweede zin, in ontwerp.

(108) Artikel 341/1, § 3, eerste lid, derde zin, in ontwerp.

(109) Zie de opmerkingen die onder punt III hierboven verzameld zijn.

(110) Zie de opmerkingen die onder punt II hierboven verzameld zijn.

De kamer was samengesteld uit :

De heer Y. Kreins, voorzitter;

De heer P. Vandernoot en Mevr. M. Baguet, Staatsraden;

Mevr. A. Weyembergh en de heer, Y. De Cordt, bijzitters van de afdeling wetgeving;

Mevr. A.-C. Van Geersdaele, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, eerste auditor.

De griffier,

A.-C. Van Geersdaele,

De voorzitter,

Y. Kreins.

Het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de regeling van de mandaten van de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van het Waalse Gewest en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 6 februari 2013, pagina 5896.